

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/1/CAN/2

G/SCM/N/1/CAN/2

9 juin 1995

(95-1526)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais/français

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

CANADA

Note du Secrétariat

Les lois et règlements canadiens ci-joints remplacent ceux qui figurent dans le document distribué sous la double cote G/ADP/N/1/CAN/1-G/SCM/N/1/CAN/1. Ces textes sont les suivants:

Lois

- une version codifiée officieuse de la Loi sur les mesures spéciales d'importation actuellement en vigueur, qui n'a pas été approuvée par le Ministère canadien de la justice,
- Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, L.R.C. 1985, ch. 47 (4ème suppl.) telle que modifiée par L.C. 1988, ch. 65, art. 52-59; L.C. 1993, ch. 44, art. 32-48; L.C. 1994, ch. 13, art. 7; et L.C. 1994, ch. 47, art. 27-47,

Règlements

- Règlement sur les mesures spéciales d'importation, DORS/84-927 tel que modifié par DORS/89-63, DORS/94-20 et DORS/95-26,
- Règles du Tribunal canadien du commerce extérieur, Gazette du Canada, Partie II, 28 août 1991,
- Règles du Tribunal canadien du commerce extérieur (modification), Gazette du Canada, Partie II, 29 décembre 1993.

Le document ci-joint sera le texte utilisé aux fins de l'examen des lois et réglementations concernant les mesures antidumping et les mesures compensatoires au Canada.

LOI SUR LES MESURES SPECIALES D'IMPORTATION

CODIFICATION ADMINISTRATIVE OFFICIEUSE

A L'USAGE DU BUREAU SEULEMENT

NON APPROUVEE PAR LE
MINISTERE DE LA JUSTICE

Division des droits antidumping et compensateurs

Janvier 1995

CHAPITRE S-15

Loi portant assujettissement aux droits antidumping et aux droits compensateurs

TITRE ABREGE

Titre abrégé

1. Loi sur les mesures spéciales d'importation.

DEFINITIONS ET INTERPRETATION

Définitions

2. 1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

"Accord de libre-échange"
"Free Trade Agreement"

"Accord de libre-échange" S'entend de l'Accord au sens de l'article 2 de la Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Etats-Unis.

"Accord de libre-échange nord-américain"
"North American Free Trade Agreement"

"Accord de libre-échange nord-américain" S'entend de l'Accord au sens du paragraphe 2 1) de la Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain.

"Accord sur l'OMC"
"WTO Agreement"

"Accord sur l'OMC" S'entend de l'Accord au sens du paragraphe 2 1) de la Loi de mise en oeuvre de l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce.

"Accord sur les subventions"
"Subsidies Agreement"

"Accord sur les subventions" L'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC.

"agent désigné"
"designated ..."

"agent désigné" L'agent désigné, ou l'agent appartenant à une catégorie d'agents désignée, en application de l'article 59 de la Loi sur les douanes.

"branche de production nationale"

"domestic industry"

"branche de production nationale" Sauf pour l'application de l'article 31 et sous réserve du paragraphe 1.1), l'ensemble des producteurs nationaux de marchandises similaires ou les producteurs nationaux dont la production totale de marchandises similaires constitue une proportion majeure de la production collective nationale des marchandises similaires; toutefois, lorsqu'un producteur national est lié à un exportateur ou à un importateur de marchandises sous-évaluées ou subventionnées, ou est lui-même un importateur de telles marchandises, le terme désigne le reste des producteurs nationaux.

"Comité"

"Committee"

"Comité" Le Comité des subventions et des mesures compensatoires institué par l'article 24 de l'Accord sur les subventions.

"dédouanement"

"release"

"dédouanement" Autorisation d'enlever des marchandises d'un bureau de douane, d'un entrepôt d'attente, d'un entrepôt de stockage ou d'une boutique hors taxes en vue de leur consommation au Canada.

"dommage"

"injury"

"dommage" Le dommage sensible causé à une branche de production nationale.

"dossier complet"

"properly documented"

"dossier complet" Est complet tout dossier d'une plainte concernant le dumping ou le subventionnement de marchandises dans lequel:

a) d'une part:

- i) il est déclaré que les marchandises qui y sont désignées ont été ou sont sous-évaluées ou subventionnées et que leur dumping ou leur subventionnement a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage,
- ii) sont énoncés de manière suffisamment détaillée les faits sur lesquels se fondent les déclarations visées au sous-alinéa i),
- iii) sont présentées les autres observations que le plaignant estime utiles;

b) d'autre part, sont fournis par le plaignant:

- i) les renseignements dont il dispose pour établir les faits visés au sous-alinéa a) ii),
- ii) les renseignements réglementaires,

iii) les autres renseignements que le Sous-Ministre peut valablement exiger.

"droits"

"duty"

"droits" Les droits, y compris les droits provisoires, imposés en application de la présente loi.

"droits provisoires"

"provisional ..."

"droits provisoires" Les droits imposés en vertu de l'article 8.

"dumping"

French version only

"dumping" Le fait de vendre des marchandises sous-évaluées.

"engagement" ou "engagements"

"undertaking" ...

"engagement" ou "engagements" L'engagement ou les engagements écrits pris auprès du Sous-Ministre et portant sur des marchandises objet d'une enquête de dumping ou de subventionnement menée en vertu de la présente loi. L'engagement ou les engagements ont en outre les caractéristiques suivantes:

- a) dans le cas de marchandises sous-évaluées, il est pris par l'exportateur responsable ou ils sont pris séparément par les exportateurs responsables de toutes ou de presque toutes les exportations de ces marchandises vers le Canada, l'engagement de l'exportateur ou de chacun d'eux, selon le cas, ayant pour objet:
 - i) soit de réviser conformément aux termes de l'engagement le prix auquel elles sont vendues à des importateurs se trouvant au Canada,
 - ii) soit d'en cesser le dumping;
- b) dans le cas de marchandises subventionnées:
 - i) ou bien il est pris par l'exportateur responsable ou ils sont pris séparément par les exportateurs responsables de toutes ou de presque toutes les exportations de ces marchandises vers le Canada, l'exportateur ou chacun des exportateurs ayant le consentement du gouvernement du pays d'exportation des marchandises pour prendre l'engagement ou les engagements, et s'engageant à réviser, conformément aux termes de l'engagement, le prix auquel elles sont vendues à des importateurs se trouvant au Canada,
 - ii) ou bien il est pris par le gouvernement du pays responsable ou les gouvernements des pays responsables de toutes ou de presque toutes les exportations de ces marchandises vers le Canada, le pays ou chacun des pays, selon le cas, s'engageant conformément aux termes de l'engagement:

A) soit à éliminer la subvention,

- B) soit à limiter le montant de subvention,
- C) soit à limiter la quantité exportée vers le Canada,
- D) soit à éliminer, par d'autres moyens, les effets qu'a le subventionnement sur la production au Canada de marchandises similaires.

"entreprise"

"enterprise"

"entreprise" Sont assimilés à une entreprise un groupe d'entreprises, une branche de production ou un groupe de branches de production.

"gouvernement"

"government"

"gouvernement" Le gouvernement d'un pays étranger; lui sont assimilés:

- a) les gouvernements ou administrations régionaux ou locaux de ce pays, notamment ceux d'une province, d'un Etat ou d'une municipalité;
- b) les personnes et les institutions habilitées, par eux ou en vertu de leurs lois ou règlements, à agir en leur nom ou à les représenter;
- c) les associations d'Etats souverains dont le pays est membre.

"gouvernement des Etats-Unis"

"United States government"

"gouvernement des Etats-Unis" Les ministères et organismes fédéraux des Etats-Unis désignés par règlement.

"gouvernement d'un pays ALENA"

"government ..."

"gouvernement d'un pays ALENA" Les ministères et organismes d'un pays ALENA désignés par règlement.

"importateur"

"importer"

"importateur" La personne qui est le véritable importateur des marchandises.

"marchandises similaires"

"like ..."

"marchandises similaires" Selon le cas:

- a) marchandises identiques aux marchandises en cause;

- b) à défaut, marchandises dont l'utilisation et les autres caractéristiques sont très proches de celles des marchandises en cause.

"marchandises subventionnées"

"subsidized ..."

"marchandises subventionnées" Les marchandises suivantes:

- a) celles qui, à un stade quelconque de leur production ou de leur commercialisation, ou lors de leur transport, de leur exportation ou de leur importation, ont bénéficié ou bénéficieront, directement ou indirectement, d'une subvention de la part du gouvernement d'un pays étranger;
- b) celles qui sont écoulées à perte par un gouvernement d'un pays étranger;

en outre, celles dans la production ou la fabrication desquelles entrent, se consomment ou sont autrement utilisées les marchandises visées à l'alinéa a) ou b).

"marge de dumping"

"margin of dumping"

"marge de dumping" Sous réserve des articles 30.1, 30.2 et 30.3, l'excédent de la valeur normale de marchandises sur leur prix à l'exportation.

"membre" [Abrogée, L.R. (1985), ch. 47 (4ème suppl.), art. 52]

"membre titulaire" [Abrogée, L.R. (1985), ch. 47 (4ème suppl.), art. 52]

"minimale"

"insignificant"

"minimale" S'entend:

- a) dans le cas de la marge de dumping, d'une marge inférieure à 2 pour cent du prix à l'exportation des marchandises;
- b) dans le cas du montant de subvention, d'un montant inférieur à 1 pour cent du prix à l'exportation des marchandises.

"Ministre"

"Minister"

"Ministre" Le Ministre du Revenu national.

"montant de subvention"

"amount of subsidy"

"montant de subvention" Le montant déterminé conformément à l'article 30.4 à l'égard de marchandises.

"négligeable"

"negligible"

"négligeable" Qualificatif applicable au volume des marchandises sous-évaluées, provenant d'un pays donné, qui est inférieur à un volume représentant 3 pour cent de la totalité des marchandises de même description dédouanées au Canada; exceptionnellement, n'est pas négligeable l'ensemble des marchandises sous-évaluées - provenant de trois ou plusieurs pays exportant chacun au Canada un volume négligeable de marchandises sous-évaluées - qui représente un volume de plus de 7 pour cent de cette totalité.

"ordonnance ou conclusions"

"order or finding"

"ordonnance ou conclusions" L'ordonnance ou les conclusions non annulées aux termes des articles 76 ou 76.1, et les plus récentes dans les cas de modification, rendues par le Tribunal:

- a) aux termes des articles 43 ou 44 sans annulation aux termes du paragraphe 91 3);
- b) en outre, pour l'application des articles 3 à 6 et des articles 76 et 76.1, aux termes du paragraphe 91 3).

"organe d'arbitrage"

"arbitration body"

"organe d'arbitrage" L'organe d'arbitrage visé à l'article 8.5 de l'Accord sur les subventions.

"pays ALENA"

"NAFTA country"

"pays ALENA" S'entend de pays ALENA - autres que le Canada - au sens du paragraphe 2 1) de la Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain.

"pays d'exportation"

"country ..."

"pays d'exportation" Dans le cas de marchandises subventionnées, le pays à l'origine des subventions; dans le cas de marchandises sous-évaluées, le pays d'où elles ont été expédiées directement vers le Canada ou, à défaut d'expédition directe vers le Canada, le pays d'où, dans des conditions commerciales normales, elles seraient expédiées directement vers le Canada.

"personne"

"person"

"personne" Sont comprises parmi les personnes la société de personnes et l'association.

"prix à l'exportation"

"export ..."

"prix à l'exportation" Le prix établi conformément aux articles 24 à 30.

"retard"

"retardation"

"retard" Le retard sensible de la mise en production d'une branche de production nationale.

"secrétaire"

"Secretary"

"secrétaire" Le secrétaire du Tribunal.

"secrétaire canadien"

"Canadian Secretary"

"secrétaire canadien" Selon le cas, le secrétaire nommé au titre du paragraphe 14 1) de la Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain lorsque la partie I.1 est en vigueur ou, lorsque la partie II est en vigueur, celui nommé au titre du paragraphe 77.24 1).

"sous-évalué"

"dumped"

"sous-évalué" Qualificatif de marchandises dont la valeur normale est supérieure à leur prix à l'exportation.

"Sous-Ministre"

"Deputy ..."

"Sous-Ministre" Le Sous-Ministre du Revenu national.

"subvention"

"subsidy"

"subvention"

- a) Les contributions financières du gouvernement d'un pays autre que le Canada dans les circonstances exposées au paragraphe 1.6) qui confèrent un avantage aux personnes se livrant à la production ou à la commercialisation, à un stade quelconque, ou au transport de marchandises données, ou à leur exportation ou importation. La présente définition exclut le montant des droits ou des taxes internes imposés par le gouvernement du pays d'origine ou d'exportation sur des marchandises qui, en raison de leur exportation du pays d'exportation ou d'origine, en ont été exonérées ou en ont été ou en seront libérées par remboursement ou drawback;
- b) toute forme de soutien du revenu ou des prix, au sens de l'article XVI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC, qui confère un avantage.

"subvention à l'exportation"

"export subsidy"

"subvention à l'exportation" La totalité ou la partie d'une subvention subordonnée en tout ou en partie aux résultats à l'exportation.

"subvention prohibée"

"prohibited subsidy"

"subvention prohibée" Subvention dont la prohibition tient au fait qu'elle est une subvention à l'exportation ou que la totalité ou une partie de la subvention est conditionnelle, en tout ou en partie, à l'utilisation de marchandises qui sont produites dans le pays d'exportation ou qui en proviennent.

"subventions ne donnant pas lieu à une action"

"non-actionable subsidy"

"subventions ne donnant pas lieu à une action" L'une ou l'autre des subventions suivantes:

- a) une subvention qui n'est pas spécifique, au sens des paragraphes 7.1) à 7.4);
- b) les subventions, conformes aux critères réglementaires, accordées pour venir en aide:
 - i) à la recherche industrielle,
 - ii) au développement préconcurrentiel,
 - iii) aux régions défavorisées admissibles,
 - iv) à l'adaptation d'installations existantes à de nouvelles normes environnementales,
 - v) à des activités de recherche menées par des établissements d'enseignement supérieur et des centres de recherche indépendants;
- c) sous réserve du paragraphe 1.4), les mesures de soutien interne d'un produit agricole figurant à l'Annexe 1 de l'Accord sur l'agriculture, faisant partie de l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC, qui est conforme aux dispositions de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture.

"Tribunal"

"Tribunal"

"Tribunal" Le Tribunal canadien du commerce extérieur constitué par le paragraphe 3 1) de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur.

"valeur normale"

"normal ..."

"valeur normale" La valeur établie conformément aux articles 15 à 23, 29 et 30.

"vente"

"sale"

"vente" Sont assimilés à la vente la location, l'engagement de vendre ou de louer et les offres réelles.

Branche de production nationale divisée en marchés régionaux

1.1) Dans des circonstances exceptionnelles, le territoire canadien peut, en ce qui concerne la production de marchandises, être divisé en deux ou plusieurs marchés régionaux, et les producteurs de marchandises similaires à l'intérieur de chacun de ces marchés sont réputés constituer une branche de production nationale distincte, si, à la fois:

- a) ils vendent la totalité ou la quasi-totalité de leur production de marchandises similaires sur ce marché;
- b) la demande sur ce marché n'est pas satisfaite dans une mesure substantielle par les producteurs de marchandises similaires situés ailleurs au Canada.

Liens entre producteurs et exportateurs ou importateurs

1.2) Pour l'application de la définition de "branche de production nationale" au paragraphe 1), le producteur est lié à l'exportateur ou à l'importateur dans l'un ou l'autre des cas suivants:

- a) directement ou indirectement, le producteur contrôle l'importateur ou l'exportateur, ou est contrôlé par l'un ou l'autre;
- b) le producteur et l'exportateur ou l'importateur, selon le cas, sont contrôlés directement ou indirectement par un tiers;
- c) le producteur et l'exportateur ou l'importateur, selon le cas, contrôlent directement ou indirectement un tiers;

et il y a des motifs de croire que le producteur ne se comporte pas envers l'exportateur ou l'importateur de la même manière qu'un producteur non lié.

Présomptions applicables aux subventions

1.3) Pour l'application du paragraphe 1.2), une personne est réputée en contrôler une autre lorsqu'elle est, en fait ou en droit, en mesure de contraindre ou de diriger l'autre.

Expiration des mesures de soutien interne

1.4) Les mesures de soutien interne visées à l'alinéa c) de la définition de "subvention ne donnant pas lieu à une action" au paragraphe 1) cessent d'être de telles mesures à la date à laquelle expire la période de mise en oeuvre relative à l'Accord sur l'agriculture visé à cet alinéa, au sens de l'article 1 de cet accord pour l'application de l'article 13 de l'Accord sur l'OMC.

Menace de dommage

1.5) Pour l'application de la présente loi, pour qu'il puisse être décidé que le dumping ou le subventionnement de marchandises menace de causer un dommage ou cause une menace de dommage, il faut que les circonstances dans lesquelles le dumping ou le subventionnement est susceptible de causer un dommage soient nettement prévues et imminentes.

Contribution financière

1.6) Pour l'application de l'alinéa a) de la définition de "subvention" au paragraphe 1), les cas suivants sont réputés constituer des contributions financières versées par le gouvernement d'un pays autre que le Canada:

- a) des pratiques gouvernementales comportant un transfert direct de fonds ou d'éléments de passif ou des transferts indirects de fonds ou d'éléments de passif;
- b) des sommes qui, en l'absence d'une exonération ou d'une déduction, seraient perçues par le gouvernement ou des recettes publiques qui sont abandonnées ou non perçues;
- c) le gouvernement fournit des biens et des services autres qu'une infrastructure générale, ou achète des biens;
- d) le gouvernement permet à un organisme non gouvernemental d'accomplir l'un des gestes mentionnés aux alinéas a) à c) - ou le lui ordonne - dans les cas où le pouvoir ou l'obligation de les accomplir relèverait normalement du gouvernement, et cet organisme accomplit ces gestes essentiellement de la même manière que le gouvernement.

Personnes associées

- 2) Pour l'application de la présente loi, sont associées les personnes:
 - a) qui sont liées entre elles au sens du paragraphe 3);
 - b) qui, sans être liées entre elles au sens de ce paragraphe, ont entre elles un lien de dépendance.

Personnes liées

- 3) Pour l'application du paragraphe 2), sont liées entre elles les personnes suivantes:
 - a) les personnes physiques liées par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption au sens du paragraphe 251 6) de la Loi de l'impôt sur le revenu;
 - b) le dirigeant ou l'administrateur et celui qui est dirigé ou administré;
 - c) les dirigeants ou administrateurs communs de deux personnes morales, associations, sociétés de personnes ou autres organisations;
 - d) les associés;
 - e) l'employeur et son employé;
 - f) les personnes qui, directement ou indirectement, contrôlent la même personne ou sont contrôlées par la même personne;
 - g) deux personnes dont l'une contrôle l'autre directement ou indirectement;

- h) plusieurs personnes dont une même personne en possède, détient ou contrôle directement ou indirectement au moins 5 pour cent des actions ou parts émises et assorties du droit de vote;
- i) deux personnes dont l'une possède, détient ou contrôle directement ou indirectement au moins 5 pour cent des actions ou parts émises et assorties du droit de vote de l'autre.

Lien de dépendance

- 4) Pour l'application de l'alinéa 2) b), la question de savoir si des personnes non liées entre elles ont eu, à l'époque concernée, un lien de dépendance entre elles est une question de fait.
- 5) Abrogé par le projet de Loi C-57.

Arrangement touchant les droits compensateurs

6) Par dérogation à la définition de "montant de subvention", au montant de subvention octroyée pour des marchandises subventionnées, établi et rectifié en vertu de cette définition, s'ajoute celui de l'indemnité versée, du paiement ou du remboursement effectué par le fabricant, le producteur, le vendeur ou l'exportateur des marchandises ou le gouvernement d'un pays étranger qui s'est engagé, de quelque façon que ce soit, vis-à-vis de l'importateur des marchandises ou de leur acheteur se trouvant au Canada, à payer en son nom ou à lui rembourser tout ou partie des droits compensateurs qui peuvent être exigibles sur les marchandises ou à l'indemniser à cet égard.

Application des dispositions traitant à la fois des marchandises sous-évaluées et subventionnées

- 7) L'application des dispositions de la présente loi traitant à la fois des marchandises sous-évaluées et des marchandises subventionnées est la suivante:
 - a) lorsqu'elles s'appliquent au dumping, elles ne s'appliquent pas au subventionnement;
 - b) lorsqu'elles s'appliquent au subventionnement, elles ne s'appliquent pas au dumping.

Critères et conditions de non spécificité des subventions

- 7.1) Une subvention n'est pas spécifique si le droit de bénéficier de la subvention et le montant de celle-ci est subordonné à des critères ou conditions:
 - a) objectifs;
 - b) énoncés dans un document public, notamment un texte législatif, réglementaire ou administratif;
 - c) appliqués de manière à ne pas favoriser une entreprise donnée ou à ne pas restreindre la subvention à celle-ci.

Spécificité

7.2) Une subvention est spécifique dans les cas suivants:

- a) l'autorité qui l'accorde restreint, dans le cadre de ses attributions et conformément aux textes ou documents visés à l'alinéa 7.1) b), à certaines entreprises la possibilité de bénéficier de la subvention;
- b) elle est une subvention prohibée.

Exception

7.3) Même si une subvention n'est pas restreinte conformément à l'alinéa 7.2) a), le Sous-Ministre peut conclure à sa spécificité compte tenu des éléments suivants:

- a) la subvention est utilisée exclusivement par un nombre restreint d'entreprises;
- b) la subvention est surtout utilisée par une entreprise donnée;
- c) il y a octroi à un nombre restreint d'entreprises de montants de subvention disproportionnés;
- d) la manière dont l'autorité qui accorde la subvention exerce son pouvoir discrétionnaire montre que la subvention n'est pas généralement accessible.

Eléments complémentaires

7.4) En présence d'un des éléments énumérés aux alinéas 7.3) a) à d), le Sous-Ministre prend en compte les considérations suivantes:

- a) l'importance de la diversification économique dans la juridiction de l'autorité qui accorde la subvention;
- b) la période pendant laquelle le programme de subventions a été appliqué.

S'il estime que la présence d'un de ces éléments est causée par une de ces considérations, le Sous-Ministre peut déterminer que la subvention n'est pas spécifique.

Application de la Loi sur les douanes

8) Pour l'application de la Loi sur les douanes, la présente loi est à considérer comme un texte de législation douanière.

Pouvoirs et fonctions du Sous-Ministre

9) Les pouvoirs ou fonctions conférés au Sous-Ministre par la présente loi peuvent être exercés par toute personne qu'il autorise à agir ainsi. Les pouvoirs ou fonctions exercés ainsi sont réputés l'avoir été par le Sous-Ministre.

PARTIE I

MESURES SPECIALES D'IMPORTATION

DROITS ANTIDUMPING, DROITS COMPENSATEURS ET DROITS PROVISOIRES

Droits antidumping et droits compensateurs

Droits antidumping et droits compensateurs

3. 1) Sous réserve de l'article 7.1, les marchandises sous-évaluées ou subventionnées importées au Canada alors que le Tribunal a établi avant leur dédouanement, par ordonnance ou dans ses conclusions, que le dumping ou le subventionnement de marchandises de même description a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage, sont assujetties aux droits suivants:

- a) dans le cas de marchandises sous-évaluées, des droits antidumping d'un montant égal à la marge de dumping des marchandises;
- b) dans le cas de marchandises subventionnées, des droits compensateurs d'un montant égal à celui de la subvention qui est octroyée pour elles. 1984, ch. 25, art. 3.

Droits en cas de violation de l'engagement

2) En cas de violation de l'engagement visé à l'article 7.1 portant sur des marchandises à l'égard desquelles le Tribunal a statué conformément au paragraphe 1), telles marchandises dédouanées à compter de la date de la violation sont assujetties aux droits prévus aux alinéas 1) a) et b).

Autres cas

4. 1) Sous réserve de l'article 7.1, sont assujetties aux droits figurant aux paragraphes 3) et 4) les marchandises sous-évaluées ou subventionnées importées au Canada:

- a) d'une part, alors que le Tribunal a établi après le dédouanement des marchandises, par ordonnance ou dans ses conclusions, que le dumping ou le subventionnement de marchandises de même description:
 - i) soit a causé un dommage,
 - ii) soit aurait causé ce dommage sans l'application de droits provisoires sur ces marchandises;
- b) d'autre part, dont le dédouanement a eu lieu au cours de la période commençant à la date de la décision provisoire et se terminant à la date de l'ordonnance ou des conclusions du Tribunal.

Cas de clôture de l'engagement

2) Sont assujetties aux droits figurant aux paragraphes 3) et 4) les marchandises sous-évaluées ou subventionnées importées au Canada:

- a) qui font l'objet d'un engagement accepté par le Sous-Ministre en vertu du paragraphe 49 1) auquel il a été mis fin en vertu de l'alinéa 52 1) d);
- b) à l'égard desquelles le tribunal a établi après leur dédouanement, par ordonnance ou dans ses conclusions, que le dumping ou le subventionnement de marchandises de même description:
 - i) soit a causé un dommage,
 - ii) soit aurait causé un dommage sans l'application de droits provisoires sur ces marchandises;
- c) qui ont été dédouanées, lorsque les alinéas 52 1) a), b) ou c) s'appliquent, pendant la période commençant à la date de la décision provisoire et se terminant à la date de l'acceptation de l'engagement:
 - i) lorsque l'alinéa 52 1) a) s'applique, pendant la période commençant à la plus tardive des dates suivantes:
 - A) la date où l'engagement n'est pas honoré,
 - B) le quatre-vingt-dixième jour précédant la date où avis qu'il y a été mis fin a été donné conformément à l'alinéa 52 1) e),et se terminant à la date où le tribunal statue conformément à l'alinéa b),
 - ii) lorsque l'alinéa 52 1) b) ou c) s'applique, commençant à la date où l'avis de clôture de l'engagement a été donné conformément à l'alinéa 52 1) e) et se terminant à la date où le tribunal statue conformément à l'alinéa b).

Montant des droits

- 3) Les marchandises visées aux paragraphes 1) ou 2) sont assujetties aux droits suivants:
 - a) dans le cas de marchandises sous-évaluées, des droits antidumping d'un montant égal à la marge de dumping des marchandises;
 - b) dans le cas de marchandises subventionnées, des droits compensateurs d'un montant égal à celui de la subvention qui est octroyée pour elles.

Restriction

4) Les droits visés au paragraphe 3) ne peuvent dépasser les droits éventuels payés ou exigibles en vertu de l'article 8.

Droits antidumping

5. Les marchandises sous-évaluées importées au Canada sont assujetties à des droits antidumping d'un montant égal à la marge de dumping des marchandises si, à la fois:

- a) le Tribunal a établi, après le dédouanement des marchandises, par ordonnance ou dans ses conclusions, que
 - i) d'une part:
 - A) ou bien a eu lieu une importation considérable de marchandises similaires dont le dumping a causé un dommage ou en aurait causé un sans l'application de mesures antidumping,
 - B) ou bien l'importateur de ces marchandises était ou aurait dû être au courant du dumping que pratiquait l'exportateur et du fait que ce dumping causerait un dommage,
 - ii) d'autre part, un dommage a été causé du fait que les marchandises importées
 - A) soit représentent une importation massive,
 - B) soit appartiennent à une série d'importations, massives dans l'ensemble et échelonnées sur une période relativement courte,
- et le Tribunal estime nécessaire que soient imposés des droits antidumping sur les marchandises importées afin de prévenir la réapparition du dommage;
- b) le dédouanement des marchandises a eu lieu au cours de la période de quatre-vingt-dix jours précédant la date à laquelle le Sous-Ministre a rendu une décision provisoire de dumping à leur sujet ou à celui de marchandises de même description à l'exclusion des marchandises dédouanées avant le début de l'enquête visée à l'article 31.

Droits compensateurs

6. Les marchandises subventionnées qui font l'objet d'une subvention prohibée et qui sont importées au Canada sont assujetties à des droits compensateurs d'un montant égal à celui de cette subvention si les conditions suivantes sont réunies:

- a) le Tribunal a établi, après le dédouanement des marchandises, par ordonnance ou dans ses conclusions, que:
 - i) d'une part, un dommage a été causé du fait que les marchandises importées:
 - A) soit représentent une importation massive,
 - B) soit appartiennent à une série d'importations massives dans l'ensemble et échelonnées sur une période relativement courte,

- ii) d'autre part, des droits compensateurs devraient être imposés sur ces marchandises subventionnées afin de prévenir la réapparition du dommage;
- b) le dédouanement des marchandises a eu lieu au cours de la période de quatre-vingt-dix jours précédant la date à laquelle le Sous-Ministre a rendu une décision provisoire de subventionnement à leur sujet ou à celui de marchandises de même description à l'exclusion des marchandises dédouanées avant le début de l'enquête visée à l'article 31;
- c) le Sous-Ministre a fait la précision visée à la division 41 1) a) iv) C).

Droits compensateurs imposés par décret

7. 1) Le Gouverneur en conseil peut ordonner la tenue d'une enquête pour déterminer le montant de subvention octroyé pour des marchandises subventionnées qui sont le produit d'un pays précisé au décret et si:

- a) d'une part, le Sous-Ministre a, par suite de l'enquête, déterminé le montant de subvention;
- b) d'autre part, le Comité a autorisé le Canada à imposer des droits compensateurs sur ces marchandises,

le Gouverneur en conseil peut, par décret subordonné à la recommandation du Ministre des finances, imposer des droits compensateurs sur des marchandises subventionnées qui sont des produits de ce pays et qui sont de même description que celles pour lesquelles le Sous-Ministre a déterminé le montant de subvention; le cas échéant, toutes ces marchandises qui sont importées au Canada sont, sous réserve du paragraphe 2), assujetties aux droits compensateurs dont le montant est prévu au décret.

Limite

2) Si les droits compensateurs imposés en vertu du paragraphe 1) dépassent le montant de subvention octroyée pour les marchandises subventionnées importées au Canada, le montant des droits compensateurs auxquels celles-ci sont assujetties est égal au montant de subvention.

Application

7.1 Les articles 3 et 4 ne s'appliquent pas aux marchandises pour lesquelles a été accepté un engagement auquel il n'a pas été mis fin.

Droits provisoires

Droits provisoires

8. 1) Dans le cas où le Sous-Ministre prend une décision provisoire de dumping ou de subventionnement dans le cadre d'une enquête prévue par la présente loi et où il estime que l'imposition de droits provisoires est nécessaire pour empêcher qu'un dommage ou un retard ne soit causé ou qu'il y ait menace de dommage, lorsque des marchandises sous-évaluées ou subventionnées de même

description que celles faisant l'objet de la décision sont dédouanées au cours de la période commençant à la date de cette décision et se terminant à la première des dates suivantes:

- a) le jour où le Sous-Ministre fait clore, conformément au paragraphe 41 1), l'enquête sur les marchandises répondant à cette description;
- b) le jour où le Tribunal rend l'ordonnance ou les conclusions au sujet des marchandises répondant à cette description;

il appartient à l'importateur de ces marchandises, à son choix, sur demande de paiement de droits provisoires pour les marchandises importées faite par le Sous-Ministre:

- c) soit de veiller à l'acquittement des droits provisoires d'un montant ne dépassant pas la marge estimative de dumping des marchandises importées ou le montant estimatif de la subvention octroyée pour elles;
- d) soit de veiller à ce que soit fournie, en la forme que le Sous-Ministre prescrit, une caution ne dépassant pas la marge estimative de dumping des marchandises importées ou le montant estimatif de la subvention octroyée pour elles.

Idem

1.1) Après le renvoi au Tribunal, en application des paragraphes 77.015 3) ou 4), 77.019 5), 77.15 3) ou 4) ou 77.19 4), d'une ordonnance ou de conclusions rendues par lui au titre du paragraphe 43 1), du paragraphe 76 4.1) - relativement au réexamen prévu au paragraphe 76 2.1) - ou du paragraphe 91 3), à l'exception de celles visées aux articles 3 à 6, l'importateur de marchandises sous-évaluées ou subventionnées de même description que celles faisant l'objet de l'ordonnance ou des conclusions en cause, d'une part, et dédouanées au cours de la période commençant à la date de la décision provisoire et se terminant à la date où le Tribunal rend une nouvelle ordonnance ou de nouvelles conclusions, d'autre part, doit, à son choix, sur demande de paiement de droits provisoires pour les marchandises importées faite par le Sous-Ministre:

- a) veiller à l'acquittement des droits provisoires d'un montant ne dépassant pas la marge estimative de dumping des marchandises importées ou le montant estimatif de la subvention octroyée pour elles;
- b) veiller à ce que soit fournie, en la forme que le Sous-Ministre prescrit, une caution ne dépassant pas cette marge ou ce montant.

Restitution des droits provisoires

2) Les droits provisoires et cautions prévus aux paragraphes 1) ou 1.1) pour des marchandises d'une certaine description sont

- a) restitués à l'importateur dès que, selon le cas:
 - i) le Sous-Ministre fait clore, conformément au paragraphe 41 1), l'enquête sur les marchandises répondant à cette description,

- ii) les procédures relatives au dumping ou au subventionnement des marchandises répondant à cette description sont closes conformément à l'article 47,
 - iii) le Tribunal rend, au sujet des marchandises répondant à cette description, une ordonnance ou des conclusions portant que le dumping ou le subventionnement des marchandises menace de causer un dommage;
- b) restitués à l'importateur, jusqu'à concurrence des droits payables sur les marchandises en cause, dès que l'agent désigné rend une décision sur ces marchandises conformément à celui des alinéas 55 1) c) à e) qui est applicable.

Intérêts

3) Les importateurs qui bénéficient d'une restitution de droits provisoires en application du paragraphe 2) reçoivent des intérêts, au taux réglementaire ou déterminé de la manière réglementaire, sur ces droits par mois ou fraction de mois s'écoulant entre la date du versement des droits et celle de leur restitution.

Minimum

4) Il n'est tenu aucun compte des intérêts dus en application du présent article dont le montant est inférieur à dix dollars.

Suspension de la perception

5) L'acceptation par le Sous-Ministre d'un engagement portant sur des marchandises sous-évaluées ou subventionnées entraîne la suspension de la perception des droits provisoires sur les marchandises de même description que celles visées par la décision provisoire pendant la durée d'application de l'engagement.

Reprise de la perception

6) Dans les cas où le Sous-Ministre met fin à l'engagement en vertu des paragraphes 51 1) ou 52 1), la perception de droits provisoires sur les marchandises reprend et il incombe à l'importateur de marchandises de même description que celles faisant l'objet de la décision provisoire étant dédouanées au cours de la période commençant à la date à laquelle il est mis fin à l'engagement et se terminant à la première des dates suivantes:

- a) la date où le Sous-Ministre fait clore, conformément au paragraphe 41 1), l'enquête sur les marchandises répondant à cette description;
- b) la date où le Tribunal rend l'ordonnance ou les conclusions au sujet des marchandises répondant à cette description,

sur demande de paiement de droits provisoires sur les marchandises importées faite par le Sous-Ministre, au choix de l'importateur:

- c) soit d'acquitter ou de veiller à l'acquittement des droits provisoires d'un montant ne dépassant pas la marge estimative de dumping des marchandises importées ou le montant estimatif de la subvention octroyée pour celles-ci;

- d) soit de fournir ou de veiller à ce que soit fournie, en la forme que le Sous-Ministre prescrit, une caution ne dépassant pas la marge estimative de dumping des marchandises importées ou le montant estimatif de la subvention octroyée pour celles-ci.

Paiement de droits en cours d'instance et lors des procédures visées
aux parties I.1 et II

Fin de l'assujettissement aux droits

9. 1) Dans le cas d'une demande de contrôle judiciaire, présentée aux termes de la Loi sur la Cour fédérale, ou d'une demande en révision et annulation, présentée aux termes de l'article 96.1 de la présente loi, d'une ordonnance ou de conclusions du Tribunal portant que des marchandises importées au Canada de même description que des marchandises auxquelles s'appliquent l'ordonnance ou les conclusions sont assujetties à des droits, l'assujettissement continue, malgré les ordonnances ou les décisions rendues pendant la procédure, tant au cours de celle-ci que par la suite, sauf si le jugement définitif emporte annulation de l'ordonnance ou des conclusions quant aux marchandises ou à certaines d'entre elles; le cas échéant:

- a) l'assujettissement se termine à la date du jugement définitif pour les marchandises importées de même description que celles que vise l'annulation;
- b) l'ordonnance ou les conclusions sont réputées n'avoir jamais été rendues quant à ces marchandises.

Définition de "procédure"

2) Pour l'application du paragraphe 1), est compris dans la procédure devant la Cour d'appel fédérale tout appel de la décision de ce tribunal.

Assujettissement

9.01 1) Dans le cas où est demandée la révision, sous le régime de la partie I.1, d'une ordonnance ou de conclusions du Tribunal portant que des marchandises importées au Canada en provenance d'un pays ALENA de même description que des marchandises auxquelles s'appliquent l'ordonnance ou les conclusions sont assujetties à des droits, l'assujettissement continue, malgré les ordonnances ou décisions rendues pendant la procédure, tant au cours de celle-ci que par la suite, sauf si le jugement définitif emporte annulation de l'ordonnance ou des conclusions quant aux marchandises ou à certaines d'entre elles; le cas échéant:

- a) l'assujettissement se termine à la date du jugement définitif pour les marchandises provenant du pays ALENA de même description que celles que vise l'annulation;
- b) l'ordonnance ou les conclusions sont réputées n'avoir jamais été rendues quant à ces marchandises.

Suspension

- 2) L'article 9.1 est inopérant tant que le paragraphe 1) est en vigueur.

Idem

9.1 Dans le cas où est demandée la révision, sous le régime de la partie II, d'une ordonnance ou de conclusions du Tribunal portant que des marchandises importées au Canada en provenance des Etats-Unis de même description que des marchandises auxquelles s'appliquent l'ordonnance ou les conclusions sont assujetties à des droits, l'assujettissement continue, malgré les ordonnances ou décisions rendues pendant la procédure, tant au cours de celle-ci que par la suite, sauf si le jugement définitif emporte annulation de l'ordonnance ou des conclusions quant aux marchandises ou à certaines d'entre elles; le cas échéant:

- a) l'assujettissement se termine à la date du jugement définitif pour les marchandises provenant des Etats-Unis de même description que celles que vise l'annulation;
- b) l'ordonnance ou les conclusions sont réputées n'avoir jamais été rendues quant à ces marchandises.

Idem

9.2 1) Dans le cas où, d'une part, une ordonnance ou des conclusions du Tribunal portent que des marchandises importées au Canada sont assujetties à des droits et, d'autre part, un recours est exercé devant la Cour d'appel fédérale, aux termes de l'article 96.1 en révision et annulation de la décision définitive du Sous-Ministre - rendue au titre de l'alinéa 41 1) a) - sur laquelle sont fondées l'ordonnance ou les conclusions, l'assujettissement des marchandises de même description que ces marchandises continue, malgré les ordonnances ou décisions rendues pendant la procédure, tant au cours de celle-ci que par la suite, sauf si le jugement définitif emporte annulation de la décision définitive quant aux marchandises ou à certaines d'entre elles ou reprise de l'enquête par le Sous-Ministre - close par la suite au titre de l'alinéa 41 1) b); le cas échéant:

- a) l'assujettissement se termine à la date d'annulation de la décision définitive ou de clôture de l'enquête, selon le cas, pour les marchandises importées de même description que celles que vise l'annulation ou l'enquête;
- b) l'ordonnance ou les conclusions sont réputées n'avoir jamais été rendues quant à ces marchandises.

Définition de "procédure"

2) Pour l'application du paragraphe 1), est compris dans la procédure devant la Cour d'appel fédérale tout appel de la décision de cette cour.

Fin de l'assujettissement aux droits

9.21 1) Dans le cas où, d'une part, une ordonnance ou des conclusions du Tribunal portent que des marchandises importées au Canada en provenance d'un pays ALENA sont assujetties à des droits et, d'autre part, la révision de la décision définitive du Sous-Ministre - rendue au titre de l'alinéa 41 1) a) - sur laquelle sont fondées l'ordonnance ou les conclusions est demandée au titre de la partie I.1, l'assujettissement des marchandises de même description que ces marchandises continue, malgré les ordonnances ou décisions rendues pendant la procédure, tant au cours de celle-ci que par la suite, sauf si le jugement définitif emporte reprise de l'enquête par le Sous-Ministre - close par la suite au titre de l'alinéa 41 1) b); le cas échéant:

- a) l'assujettissement se termine à la date de clôture de l'enquête pour les marchandises importées de cette description;
- b) l'ordonnance ou les conclusions sont réputées n'avoir jamais été rendues quant à ces marchandises.

Suspension

- 2) L'article 9.3 est inopérant tant que le paragraphe 1) est en vigueur.

Fin de l'assujettissement aux droits

9.3 Dans le cas où, d'une part, une ordonnance ou des conclusions du Tribunal portent que des marchandises importées au Canada en provenance des Etats-Unis sont assujetties à des droits et, d'autre part, la révision de la décision définitive du Sous-Ministre - rendue au titre de l'alinéa 41 1) a) - sur laquelle sont fondées l'ordonnance ou les conclusions est demandée au titre de la partie II, l'assujettissement des marchandises de même description que ces marchandises continue, malgré les ordonnances ou décisions rendues pendant la procédure, tant au cours de celle-ci que par la suite, sauf si le jugement définitif emporte reprise de l'enquête par le Sous-Ministre - close par la suite au titre de l'alinéa 41 1) b); le cas échéant:

- a) l'assujettissement se termine à la date de clôture pour les marchandises importées de cette description;
- b) l'ordonnance ou les conclusions sont réputées n'avoir jamais été rendues quant à ces marchandises.

Acquittement de droits

9.4 1) Après le renvoi au Tribunal, en application des paragraphes 77.015 3) ou 4), 77.019 5), 77.15 3) ou 4) ou 77.19 4), d'une ordonnance ou de conclusions rendues par lui au titre du paragraphe 76 4) et annulant une ordonnance ou des conclusions visées aux articles 3 à 6, il appartient à l'importateur de marchandises sous-évaluées ou subventionnées, d'une part, de même description que celles faisant l'objet de l'ordonnance ou des conclusions annulées, d'autre part, dédouanées à compter de l'ordonnance de renvoi, de veiller à l'acquittement des droits payables sans égard à l'annulation.

Fin de l'assujettissement aux droits

2) L'assujettissement aux droits prévu au paragraphe 1) continue, tant au cours de la procédure consécutive au renvoi que par la suite, sauf si la nouvelle ordonnance ou les nouvelles conclusions du Tribunal confirment l'annulation; le cas échéant, l'assujettissement se termine à la date de la nouvelle ordonnance ou des nouvelles conclusions et les droits payés en application de ce paragraphe sont sans délai restitués à l'importateur. Dans le cas contraire, sont exclus de la restitution les droits payables aux termes de l'ordonnance ou des conclusions qui remplacent celles qui ont été annulées.

Nouvelle ordonnance ou nouvelles conclusions

3) Dans les cas où, aux termes du paragraphe 2), le Tribunal annule une ordonnance ou des conclusions emportant elles-mêmes annulation de la première ordonnance ou des premières conclusions et rend une autre ordonnance ou d'autres conclusions, celles-ci sont réputées avoir été rendues à la date d'annulation de la première ordonnance ou des premières conclusions.

Dispositions générales concernant le paiement de droits

Double assujettissement

10. Dans les cas où la présente loi assujettit des marchandises importées à des droits antidumping et à des droits compensateurs et que tout ou partie de la marge de dumping découle, de l'avis du Sous-Ministre, d'une subvention à l'exportation qui assujettit des marchandises à des droits compensateurs en vertu des articles 3, 4, 6 ou 7, l'assujettissement aux droits antidumping est, nonobstant les articles 3 à 5, le suivant:

- a) aucun assujettissement, si de l'avis du Sous-Ministre, la totalité de la marge de dumping découle de la subvention à l'exportation;
- b) assujettissement correspondant à la partie de la marge de dumping qui, de l'avis du Sous-Ministre, ne découle pas de la subvention à l'exportation, dans les autres cas. 1984, ch. 25, art. 10.

Obligations de l'importateur

11. 1) L'importateur de marchandises que la présente loi assujettit à des droits, autres que provisoires, doit, sur demande du Sous-Ministre et malgré le fait qu'une caution ait été fournie aux termes de l'alinéa 8 1) d) ou du paragraphe 13.2 4), veiller à l'acquittement de ces droits.

Intérêts

2) Quiconque omet d'acquitter les droits prévus au paragraphe 1) verse, en plus des montants dus, des intérêts, au taux réglementaire ou déterminé de la manière réglementaire, sur les arriérés par mois ou fraction de mois s'écoulant entre la date survenant trente jours après la demande du Sous-Ministre prévue au paragraphe 1) et le versement de ces arriérés.

Minimum

3) Il n'est tenu aucun compte des intérêts dus en application du présent article dont le montant est inférieur à dix dollars.

Restitution des droits dans certains cas d'annulation de l'ordonnance ou des conclusions

12. 1) En cas d'annulation, pour ce qui est de tout ou partie des marchandises en cause, d'une ordonnance ou de conclusions prévues aux articles 3 à 6 par suite soit d'une demande de contrôle judiciaire présentée aux termes de la Loi sur la Cour fédérale ou d'une demande présentée au titre de l'article 96.1 de la présente loi, soit d'une révision faite au titre des parties I.1 ou II de cette loi, et si toutes les procédures prévues par la présente loi concernant le dumping ou le subventionnement

de tout ou partie de ces marchandises sont closes aux termes de l'article 47, les droits versés en vertu de l'ordonnance ou des conclusions par l'importateur ou en son nom sur des marchandises importées de même description que celles pour lesquelles les procédures sont closes lui sont restitués dès la clôture de celles-ci.

Restitution partielle

1.1) Dans le cas où l'ordonnance ou les conclusions ainsi annulées sont remplacées, pour ce qui est de tout ou partie des marchandises visées, par une nouvelle ordonnance ou de nouvelles conclusions, les droits versés en vertu de l'ordonnance ou des conclusions originales par l'importateur ou en son nom lui sont restitués, exception faite des droits payables en vertu de la nouvelle ordonnance ou des nouvelles conclusions, dès que celles-ci ont été rendues.

Restitution de droits

2) Le Ministre rembourse à l'importateur ou au propriétaire de marchandises tout montant qu'il estime payé en trop, en raison d'une erreur de copiste ou d'une erreur de calcul, dans les droits qu'ils ont payés ou qui ont été payés en leur nom sur les marchandises.

Idem

3) Si le Tribunal décide que la personne qui, sous le régime de la présente loi, a versé des droits ou fourni une caution ou au nom de qui les droits ont été versés ou la caution fournie, et qui, au moment du versement ou de la remise de la caution, était considérée comme l'importateur des marchandises en cause par le Sous-Ministre, n'était pas l'importateur des marchandises en cause, les droits ou la caution lui sont restitués aussitôt après la décision du Tribunal.

Nouvelle ordonnance ou nouvelles conclusions

13. Dans les cas où, aux termes du paragraphe 91 3), le Tribunal annule une ordonnance ou des conclusions et rend une nouvelle ordonnance ou de nouvelles conclusions pour les marchandises en cause:

- a) celles-ci sont réputées avoir été rendues à la date de la première ordonnance ou des premières conclusions;
- b) les droits versés en vertu de la première ordonnance ou des premières conclusions sont restitués sans délai à la personne qui les a versés ou au nom de qui ils ont été versés jusqu'à concurrence des droits exigibles en vertu de la nouvelle ordonnance ou des nouvelles conclusions. 1984, ch. 25, art. 13.

Intérêts sur les droits restitués

13.1 1) Quiconque bénéficie d'une restitution de droits en application des articles 9.4, 12 ou 13 reçoit, en plus du montant restitué, des intérêts, au taux réglementaire ou déterminé de la manière réglementaire, sur ces droits par mois ou fraction de mois s'écoulant entre la date du versement des droits et celle de la restitution du montant.

Minimum

2) Il n'est tenu aucun compte des intérêts dus en application du présent article dont le montant est inférieur à dix dollars.

Réexamen accéléré de la valeur normale, du prix à l'exportation
ou du montant de subvention

Demande de réexamen

13.2 1) L'exportateur vers le Canada de marchandises touchées par une ordonnance ou des conclusions visées à l'article 3 peut demander au Sous-Ministre de réexaminer la valeur normale, le prix à l'exportation ou le montant de subvention relatif à ces marchandises si les conditions suivantes sont réunies:

- a) l'exportateur établit qu'il n'est pas associé avec un autre exportateur du même pays dont les marchandises sont touchées par la même ordonnance ou les mêmes conclusions;
- b) l'exportateur n'a pas:
 - i) soit reçu l'avis prévu au sous-alinéa 34 1) a) i), à l'alinéa 38 3) a) ou au paragraphe 41 3) relativement aux marchandises,
 - ii) soit reçu une demande de fourniture de renseignements relativement à ces marchandises ou à des marchandises de même description que celles-ci pour l'application de la présente loi.

Forme de la demande

2) La demande est présentée en la forme que le Sous-Ministre prescrit et selon les modalités réglementaires de contenu.

Réexamen

3) Sur réception de la demande, le Sous-Ministre procède au réexamen de façon expéditive et rend une décision confirmant ou modifiant la valeur normale, le prix à l'exportation ou le montant de subvention, selon le cas.

Caution

4) L'importateur de marchandises de même description que celles visées par le réexamen prévu au paragraphe 3) qui sont dédouanées au cours de la période commençant à la date du début du réexamen et se terminant à la date de la décision du Sous-Ministre est tenu, sur demande de paiement des droits faite par le Sous-Ministre, de fournir ou de veiller à ce que soit fournie, en la forme que prescrit le Sous-Ministre et selon les modalités réglementaires de contenu, une caution équivalente à la marge de dumping ou au montant de subvention relatif aux marchandises.

Détermination présumée

5) La décision prise en application du paragraphe 3) est réputée, pour l'application du paragraphe 56 1), la détermination de la valeur normale, du prix à l'exportation ou du montant de subvention, selon le cas, effectuée par l'agent des douanes visé à ce paragraphe.

Exonérations

Exonérations réglementaires

14. Sur la recommandation du Ministre des finances, le Gouverneur en conseil peut, par règlement, soustraire des marchandises ou des catégories de marchandises à l'application de la présente loi. 1984, ch. 25, art. 14.

VALEUR NORMALE, PRIX A L'EXPORTATION, MARGE DE DUMPING ET MONTANT DE SUBVENTION

Valeur normale

Valeur normale des marchandises

15. La valeur normale des marchandises vendues à un importateur se trouvant au Canada est, sous réserve des articles 19 et 20, le prix, rectifié conformément au présent article, auquel des marchandises similaires sont vendues, par l'exportateur des marchandises mentionnées en premier lieu:

- a) à des acheteurs:
 - i) auxquels il n'est pas associé au moment de la vente des marchandises similaires,
 - ii) qui se situent au même niveau ou presque du circuit de distribution que l'importateur;
- b) en quantités égales ou sensiblement égales aux quantités vendues à l'importateur;
- c) dans le cours ordinaire des affaires pour consommation dans le pays d'exportation en situation de concurrence;
- d) pendant la période de soixante jours que précise le Sous-Ministre et qui se termine au cours de l'intervalle commençant le premier jour de l'année précédant la date de la vente à l'importateur et se terminant le cinquante-neuvième jour qui suit cette date ou, si le Sous-Ministre est d'avis que, vu la nature du commerce de ces marchandises ou le fait que celles-ci sont livrables à terme, il est nécessaire de tenir compte des ventes de marchandises similaires effectuées par l'exportateur pendant une autre période, alors pendant la période d'au moins soixante jours que le Sous-Ministre rend applicable à ces marchandises ou à des marchandises de la même catégorie et qui:
 - i) ou bien précède la date de la vente à l'importateur,

- ii) ou bien, dans le cas de marchandises livrables à terme, soit précède la date de la vente, soit se situe dans l'année précédant la date de livraison;
- e) au lieu d'où les marchandises ont été directement expédiées au Canada ou, à défaut d'expédition au Canada, au lieu d'où, dans des conditions commerciales normales, les marchandises seraient expédiées directement au Canada.

La rectification nécessaire à l'application du présent article, réalisée selon les modalités et dans les circonstances prévues par règlement, a pour objet de traduire, en ce qui a trait à la comparaison entre le prix des marchandises vendues à l'importateur et le prix des marchandises similaires vendues par l'exportateur, les différences existant notamment en matière de conditions de vente et de taxation. 1984, ch. 25, art. 15.

Règles applicables à sa détermination

16. 1) Pour l'application de l'article 15:
- a) si, selon le Sous-Ministre, l'exportateur n'a pas effectué, au lieu désigné à l'alinéa 15 e), un nombre de ventes de marchandises similaires permettant une comparaison utile avec les ventes des marchandises à l'importateur se trouvant au Canada mais qu'il a effectué des ventes de marchandises dans un ou plusieurs autres lieux du pays d'exportation, les ventes de marchandises similaires en cet autre lieu ou celui de plusieurs autres lieux qui est le plus proche de celui désigné à l'alinéa 15 e), selon le cas, sont ajoutées aux ventes de marchandises similaires que l'exportateur a effectuées au lieu désigné à l'alinéa 15 e);
 - b) les acheteurs visés au sous-alinéa 15 a) i) et qui sont situés au niveau suivant du circuit de distribution le plus proche de celui de l'importateur doivent être préférés, pour permettre une comparaison utile avec la vente de marchandises à l'importateur, aux acheteurs visés à l'alinéa 15 a) si le Sous-Ministre est d'avis que le nombre de ventes de marchandises similaires par l'exportateur aux acheteurs visés au sous-alinéa 15 a) i) et qui sont situés au même niveau ou presque du circuit de distribution que l'importateur se trouvant au Canada ne permet pas une comparaison utile;
 - c) sont réputés être l'exportateur le ou les vendeurs que le Sous-Ministre peut désigner parmi ceux qui ont effectué des ventes de marchandises similaires pour consommation intérieure dans le pays d'exportation si le Sous-Ministre est d'avis que l'exportateur n'a pas effectué un nombre de ventes de marchandises similaires permettant une comparaison utile avec les ventes des marchandises à l'importateur se trouvant au Canada parce qu'elles ont été faites, selon le cas:
 - i) uniquement ou essentiellement pour l'exportation,
 - ii) uniquement ou essentiellement à des acheteurs qui n'étaient pas des acheteurs visés au sous-alinéa 15 a) i) au cours de la période applicable en vertu de l'alinéa 15 d);
 - d) les ventes de marchandises similaires sont celles où les marchandises similaires sont en quantité la plus grande et que l'exportateur a effectuées pour consommation dans le pays d'exportation si la quantité de marchandises vendue à l'importateur se trouvant

au Canada est plus grande que la plus grande quantité de marchandises similaires que l'exportateur ait vendue pour consommation dans ce pays;

- e) les ventes de marchandises similaires sont celles où les marchandises similaires sont en quantité la moins grande et que l'exportateur a effectuées pour consommation dans le pays d'exportation si la quantité de marchandises que l'exportateur a vendue à l'importateur se trouvant au Canada est plus petite que la plus petite quantité de marchandises similaires qu'il ait vendue pour consommation dans ce pays.

Idem

2) Dans le calcul de la valeur normale de marchandises visée à l'article 15, il n'est pas tenu compte des ventes de marchandises similaires qui suivent:

- a) celles effectuées pour consommation dans le pays d'exportation par un vendeur qui, au même moment ou à peu près, ne vendait pas, dans le cours ordinaire des affaires et dans le pays d'exportation, des marchandises similaires à des personnes, autres que l'acheteur, non associées à celui-ci et situées au même niveau du circuit de distribution que lui;
- b) la vente de marchandises similaires effectuée par l'exportateur au cours d'une période, choisie par le Sous-Ministre, d'au moins six mois lorsque, à la fois:
 - i) la vente est effectuée à un prix inférieur au coût des marchandises,
 - ii) ou bien
 - A) la vente - seule ou combinée avec d'autres ventes visées au sous-alinéa i) - constitue un volume d'au moins 20 pour cent du volume total des marchandises similaires vendues au cours de cette période,
 - B) le prix de vente moyen de marchandises similaires vendues par l'exportateur au cours de cette période est inférieur au coût moyen de ces marchandises,
 - iii) la vente est effectuée à un prix unitaire non supérieur au coût moyen de toutes les marchandises similaires vendues au cours de cette période.

Définition de "coût"

3) Pour l'application de l'alinéa 2) b), "coût" s'entend du coût de production de marchandises et des autres frais afférents, notamment les frais administratifs et les frais de vente.

Prix des marchandises similaires

17. Dans le calcul de la valeur normale de marchandises en application de l'article 15, le prix auquel ont été effectuées une ou plusieurs ventes de marchandises similaires par l'exportateur, au cours de la période visée à l'alinéa 15 d), aux conditions visées à cet article ou applicables en vertu du paragraphe 16 1) est, au choix du Sous-Ministre exercé par cas ou par catégorie de cas - sauf pour les cas ou catégories de cas auxquels le paragraphe 30.2 3) s'applique -, pour cette période:

- a) soit la moyenne pondérée des prix auxquels l'exportateur a vendu des marchandises similaires;
- b) soit le prix auquel l'exportateur a vendu des marchandises similaires, si le Sous-Ministre est d'avis que ce prix est représentatif des prix de vente des marchandises similaires.

Marchandises réputées similaires

18. Pour l'application du présent article, les marchandises importées et les marchandises vendues pour consommation dans le pays d'exportation sont réputées des marchandises similaires, bien que seules les marchandises destinées à la consommation dans ce pays aient une marque de commerce au sens de la Loi sur les marques de commerce et que des marchandises similaires à celles importées ne soient pas vendues pour consommation dans ce pays, si le Sous-Ministre est d'avis que:

- a) d'une part, les marchandises sont importées sans marque de commerce afin d'être soustraites à l'application de l'article 15;
- b) d'autre part, après leur importation, les marchandises porteront, en toute probabilité, cette marque de commerce ou une autre susceptible d'être confondue avec elle. 1984, ch. 25, art. 18.

Autre moyen de calculer la valeur normale

19. La valeur normale de marchandises visée à l'article 15 qui ne peut être établie parce que le nombre de ventes de marchandises similaires remplissant les conditions énumérées à l'article 15 ou applicables en vertu du paragraphe 16 1) ne permet pas, de l'avis du Sous-Ministre, une comparaison utile avec la vente des marchandises à l'importateur se trouvant au Canada, est, au choix du Sous-Ministre, dans chaque cas ou série de cas, l'un des montants suivants, sous réserve de l'article 20:

- a) le prix de vente, d'une part, auquel des marchandises similaires sont vendues, au cours de la période visée à l'alinéa 15 d), par l'exportateur à des importateurs se trouvant dans des pays étrangers et, d'autre part, qui, de l'avis du Sous-Ministre, traduit la valeur marchande de ces marchandises au moment de leur vente à l'importateur se trouvant au Canada, ce prix étant rectifié, selon les modalités et dans les circonstances prévues par règlement, dans le but de traduire, en ce qui a trait à la comparaison entre le prix des marchandises vendues à l'importateur se trouvant au Canada et le prix des marchandises similaires vendues par l'exportateur à des importateurs se trouvant dans ces pays étrangers, les différences existant notamment en matière de conditions de vente et de taxation;
- b) la somme des montants suivants:
 - i) le coût de production des marchandises,
 - ii) un montant raisonnable pour les frais, notamment les frais administratifs et les frais de vente,
 - iii) un montant raisonnable pour les bénéfices.

Valeur normale en cas de monopole à l'exportation

20. Si des marchandises vendues à un importateur se trouvant au Canada sont expédiées directement au Canada d'un pays dont, de l'avis du Sous-Ministre, le gouvernement, à la fois:

- a) exerce un monopole ou un quasi-monopole sur son commerce à l'exportation;
- b) fixe, en majeure partie, les prix intérieurs de sorte qu'il y a lieu de croire que ceux-ci seraient différents dans un marché où joue la concurrence,

l'un des montants suivants représente la valeur normale de ces marchandises:

- c) au choix du Sous-Ministre dans chaque cas ou série de cas, si des marchandises similaires sont vendues par des producteurs pour consommation dans un pays étranger désigné par le Sous-Ministre:
 - i) soit le prix de ces marchandises similaires au moment de la vente des marchandises à l'importateur se trouvant au Canada, rectifié selon les modalités et dans les circonstances prévues par règlement, dans le but de traduire, en ce qui a trait à la comparaison entre le prix des marchandises vendues à l'importateur se trouvant au Canada et le prix des marchandises similaires vendues par des producteurs pour la consommation dans le pays étranger désigné par le Sous-Ministre, les différences existant notamment en matière de conditions de vente et de taxation,
 - ii) soit la somme des montants suivants:
 - A) le coût de production de ces marchandises,
 - B) un montant raisonnable pour les frais, notamment les frais administratifs et les frais de vente,
 - C) un montant raisonnable pour les bénéfices;
- d) si le Sous-Ministre est d'avis qu'il est impossible d'établir la valeur normale des marchandises en vertu de l'alinéa c) vu l'insuffisance ou l'inaccessibilité des renseignements nécessaires, le prix, rectifié conformément au présent alinéa, de marchandises similaires:
 - i) produites dans le pays étranger - autre que celui d'où les marchandises ont été directement expédiées au Canada - que désigne le Sous-Ministre,
 - ii) en outre, importées au Canada et vendues, dans le même état que lors de leur importation, par leur importateur à une personne à laquelle il n'était pas associé au moment de la vente.

La rectification nécessaire à l'application du présent alinéa, réalisée selon les modalités et dans les circonstances prévues par règlement, a pour objet de traduire, en ce qui a trait à la comparaison entre le prix des marchandises vendues à l'importateur et celui des marchandises similaires importées quant

à leur vente par leur importateur, les différences existant notamment en matière de conditions de vente et de taxation. 1984, ch. 25, art. 20.

Ventes à crédit

21. 1) Le prix de vente unitaire des marchandises similaires visées à l'article 17, à l'alinéa 19 a), au sous-alinéa 20 c) i) ou l'alinéa 20 d) est, si la vente est faite selon des modalités de crédit autre qu'un escompte au comptant, réputé, pour l'application de la disposition en cause, être le montant égal au quotient:

- a) du total de la valeur actuelle de chaque paiement du principal ou de l'intérêt, ou du principal et de l'intérêt, prévu à toute entente relative à la vente et calculé:
 - i) d'une part, à la date de la vente,
 - ii) d'autre part, par rapport à un taux d'escompte égal:
 - A) au taux d'intérêt en vigueur à la date de la vente dans le pays où les marchandises ont été vendues, et applicable aux prêts commerciaux qui sont faits dans ce pays, dans la même monnaie que celle qui est exprimée dans l'entente et selon des modalités de crédit, autre que le taux d'intérêt, comparables,
 - B) en l'absence du taux d'intérêt visé à la division A) ou dans l'impossibilité de le déterminer, au taux d'intérêt choisi conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 97 i),

sur

- b) le nombre ou la quantité de marchandises similaires vendues.

Entente portant sur d'autres marchandises

2) Pour l'application de l'alinéa 1) a), si l'entente relative à la vente de marchandises similaires se rapporte aussi à la vente d'autres marchandises, seule la partie de la valeur actuelle de chaque paiement du principal ou de l'intérêt, ou du principal et de l'intérêt, qui peut être vraisemblablement attribuable aux marchandises similaires est prise en compte pour le calcul du total visé à cet alinéa. 1984, ch. 25, art. 21.

Acheteur unique

22. Pour l'application de l'article 15, les acheteurs associés l'un à l'autre au cours de la période qui, en raison de l'application de l'alinéa 15 d), est à prendre en compte dans l'application de cet article, sont considérés comme un acheteur unique. 1984, ch. 25, art. 22.

Cas où des avantages sont accordés par l'exportateur

23. Lorsque, en application d'une disposition des articles 17, 19 ou 20, la valeur normale de marchandises vendues à un importateur se trouvant au Canada doit se déterminer par rapport au prix de marchandises similaires vendues par l'exportateur et que celui-ci convient avec des personnes qui

lui achètent ces marchandises similaires dans le pays d'exportation d'accorder directement ou indirectement des avantages sous forme notamment de rabais, de services ou d'autres marchandises:

- a) soit aux acheteurs de ce pays auxquels ces personnes les revendent;
- b) soit aux acheteurs subséquents, également de ce pays;

la valeur normale est celle qui est déterminée à cette disposition moins un montant équivalant à l'avantage pour ces acheteurs. 1984, ch. 25, art. 23.

Frais de démarrage

23.1 Si, dans le calcul de la valeur normale de marchandises, la période visée par l'enquête comprend la période de démarrage de la production, le coût de production des marchandises et les autres frais afférents pour cette période, notamment les frais administratifs et les frais de vente, sont déterminés selon les modalités réglementaires.

Prix à l'exportation

Prix à l'exportation

24. Le prix à l'exportation de marchandises vendues à un importateur se trouvant au Canada est, malgré toute facture ou affidavit incompatible, égal au moindre des deux montants suivants:

- a) le prix auquel l'exportateur a vendu les marchandises et rectifié par déduction des montants suivants:
 - i) les frais entraînés par la préparation des marchandises en vue de leur expédition vers le Canada et venant en sus de ceux habituellement entraînés par des ventes de marchandises similaires pour consommation dans le pays d'exportation,
 - ii) les droits et taxes imposés en vertu d'une loi fédérale ou provinciale et payés par l'exportateur, en son nom ou à sa demande,
 - iii) tous les autres frais découlant de l'exportation des marchandises ou découlant de leur expédition, depuis le lieu désigné à l'alinéa 15 e) ou le lieu qui lui a été substitué en vertu de l'alinéa 16 1) a);
- b) le prix auquel l'importateur a acheté ou s'est engagé à acheter les marchandises et rectifié par déduction des montants visés aux sous-alinéas a) i) à iii). 1984, ch. 25, art. 24.

Règles particulières

25. 1) Si, pour des marchandises vendues à un importateur se trouvant au Canada, selon le cas:

- a) il n'y a pas de prix auquel l'exportateur a vendu les marchandises ou de prix auquel l'importateur se trouvant au Canada les a achetées ou s'est engagé à les acheter;

- b) le Sous-Ministre est d'avis que le prix à l'exportation des marchandises importées, établi selon l'article 24, est sujet à caution parce que, selon le cas:
- i) la vente des marchandises en vue de leur exportation vers le Canada a eu lieu entre personnes associées,
 - ii) un arrangement de nature compensatoire, d'une part, a eu lieu entre au moins deux des personnes suivantes: le fabricant, le producteur, le vendeur, l'exportateur, l'importateur se trouvant au Canada, l'acheteur subséquent et toute autre personne, et, d'autre part, a un effet ou porte sur, selon le cas:
 - A) le prix des marchandises,
 - B) la vente des marchandises,
 - C) le profit net réalisé par le fabricant, le producteur, le vendeur ou l'exportateur des marchandises,
 - D) le coût net des marchandises pour l'importateur,

le prix à l'exportation des marchandises est, selon le cas:

- c) si les marchandises ont été vendues par l'importateur dans le même état que lors de leur importation effective ou future et à une personne à laquelle il n'était pas associé au moment de la vente, leur prix de vente moins un montant égal à la somme des montants suivants:
- i) tous les frais, notamment les droits imposés en vertu de la présente loi ou du Tarif des douanes, et les taxes:
 - A) soit engagés lors de l'importation des marchandises ou par la suite et lors de leur vente par l'importateur ou avant cette vente,
 - B) soit découlant de leur vente par l'importateur,
 - ii) un montant pour les bénéfices réalisés par l'importateur sur la vente,
 - iii) les frais que la préparation des marchandises en vue de leur expédition vers le Canada a entraînés, entre autres pour l'exportateur ou l'importateur, et venant en sus de ceux habituellement entraînés par des ventes de marchandises similaires pour consommation dans le pays d'exportation,
 - iv) tous les autres frais engagés, entre autres par l'exportateur ou l'importateur, et découlant de l'exportation des marchandises importées ou découlant de leur expédition depuis le lieu désigné à l'alinéa 15 e) ou le lieu qui lui a été substitué en vertu de l'alinéa 16 1) a);
- d) si les marchandises sont importées pour une étape ultérieure de fabrication, pour montage ou pour conditionnement au Canada ou comme biens entrant dans la fabrication ou la production au Canada d'autres marchandises, leur prix de vente après ces

opérations, ou le prix de vente des marchandises dans la fabrication desquelles elles ont été incorporées, à une personne à laquelle le vendeur n'est pas associé au moment de la vente, moins un montant égal à la somme des montants suivants:

- i) un montant pour les bénéfices réalisés sur la vente,
- ii) les frais, notamment les frais administratifs et les frais de vente,
- iii) tous les autres frais entraînés par les opérations en cause ou par la fabrication ou production des marchandises dans la fabrication desquelles elles ont été incorporées,
- iv) les frais engagés, notamment par l'exportateur ou l'importateur, pour la préparation des marchandises en vue de leur expédition vers le Canada et venant en sus de ceux habituellement entraînés par la vente de marchandises similaires pour consommation dans le pays d'exportation,
- v) tous les autres frais, y compris les droits imposés en vertu de la présente loi ou du Tarif des douanes, et les taxes:
 - A) soit découlant de l'exportation des marchandises importées ou découlant de leur expédition vers le Canada depuis le lieu désigné à l'alinéa 15 e) ou le lieu qui lui a été substitué en vertu de l'alinéa 16 1) a) et engagés, notamment par l'exportateur ou l'importateur,
 - B) soit engagés lors de l'importation des marchandises ou par la suite et lors de la vente des marchandises ayant subi ces opérations ou des marchandises dans lesquelles les marchandises importées ont été incorporées ou avant cette vente;
- e) dans les cas que ne prévoient pas les alinéas c) et d), le prix établi conformément aux modalités que fixe le Ministre. 1984, ch. 25, art. 25.

Absence de déduction

2) Aucune déduction ne peut être faite au titre des droits imposés en vertu de la présente loi en vertu du sous-alinéa 1) c) i), dans le cas d'un prix à l'exportation déterminé en vertu de l'alinéa 1) c), ou en vertu du sous-alinéa 1) d) v), dans le cas d'un prix à l'exportation déterminé en vertu de l'alinéa 1) d), si, de l'avis du Sous-Ministre, la détermination du prix à l'exportation faite en vertu de l'un ou l'autre de ces alinéas, compte non tenu de cette déduction, donne un résultat qui n'est pas inférieur à la valeur normale des marchandises.

Cas des arrangements touchant les droits antidumping

26. Lorsque le fabricant, le producteur, le vendeur ou l'exportateur de marchandises vendues à un importateur se trouvant au Canada s'engage, de quelque façon que ce soit, à payer pour le compte de l'importateur ou de l'acheteur se trouvant au Canada ou à lui rembourser tout ou partie des droits antidumping qui peuvent être exigibles sur les marchandises ou à l'indemniser à cet égard:

- a) les paiements, les remboursements ou les indemnités, selon le cas, sont réputés ne pas être des arrangements compensatoires aux termes du sous-alinéa 25 b) ii);
- b) le prix à l'exportation des marchandises est celui qui est établi selon la présente loi moins le montant des paiements, des remboursements ou des indemnités. 1984, ch. 25, art. 26.

Ventes à crédit de marchandises vendues à l'importateur au Canada

27. 1) Pour l'application des articles 24 et 25, le prix de vente unitaire de marchandises visées à ces articles est, si la vente a été faite selon des modalités de crédit autres qu'un escompte au comptant, réputé être le montant égal au quotient:

- a) du total de la valeur actuelle de chaque versement du principal ou des intérêts, ou du principal et des intérêts, prévu à toute entente relative à la vente et calculé
 - i) d'une part, à la date de la vente,
 - ii) d'autre part, par rapport à un taux d'escompte égal
 - A) au taux d'intérêt en vigueur à la date de la vente dans le pays où se trouve le vendeur et applicable aux prêts commerciaux qui sont faits dans ce pays dans la même monnaie que celle qui est exprimée dans l'entente et selon des modalités de crédit, autre que le taux d'intérêt, comparables,
 - B) en l'absence du taux d'intérêt visé à la division A) ou dans l'impossibilité de le déterminer, au taux d'intérêt choisi conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 97 j),

sur

- b) le nombre ou la quantité de marchandises vendues.

Entente portant sur d'autres marchandises

2) Pour l'application de l'alinéa 1) a), si l'entente relative à la vente des marchandises visées aux articles 24 ou 25 se rapporte aussi à la vente d'autres marchandises, seule la partie de la valeur actuelle de chaque paiement du principal ou de l'intérêt, ou du principal et de l'intérêt, qui peut être vraisemblablement attribuable aux marchandises visées à ces articles est prise en compte pour le calcul du total visé à cet alinéa. 1984, ch. 25, art. 27.

Octroi d'avantages pour la revente

28. Pour l'application des articles 24 et 25, lorsque l'exportateur de marchandises vendues à un importateur se trouvant au Canada convient avec l'importateur d'accorder directement ou indirectement des avantages sous forme notamment de rabais, de services ou d'autres marchandises, aux personnes qui achètent les marchandises au Canada:

- a) soit à l'importateur;

- b) soit à tout acheteur subséquent,

le prix d'exportation est celui qui est par ailleurs déterminé aux termes de la présente loi, après soustraction de tout montant à soustraire en vertu de l'article 26, moins un montant équivalant à l'avantage pour ces acheteurs. 1984, ch. 25, art. 28.

Valeur normale et prix à l'exportation

Renseignements insuffisants

29. 1) La valeur normale et le prix à l'exportation sont établis selon les modalités que fixe le Ministre dans les cas où le Sous-Ministre est d'avis qu'il est impossible de les établir conformément aux articles 15 à 28 vu l'insuffisance ou l'inaccessibilité des renseignements nécessaires.

Expédition pour mise en consignation

2) La valeur normale et le prix à l'exportation de marchandises expédiées ou destinées à l'expédition vers le Canada pour y être mises en consignation alors qu'on ne connaît pas d'acheteur se trouvant au Canada, sont établis selon les modalités que fixe le Ministre. 1984, ch. 25, art. 29.

Marchandises en transit

30. 1) La valeur normale et le prix à l'exportation de marchandises exportées vers le Canada en provenance d'un pays donné et transitant par un autre pays sont établis de la même façon que si ces marchandises avaient été expédiées directement vers le Canada à partir du premier pays, sous réserve des modalités réglementaires applicables notamment à l'expédition, aux documents à fournir, à l'entreposage et au transbordement.

Idem

2) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, la valeur normale et le prix à l'exportation de marchandises importées sont établis de la même façon que si les marchandises avaient été ou devaient être expédiées directement vers le Canada à partir du pays d'origine, dans les cas où:

- a) les marchandises sont ou doivent être expédiées indirectement vers le Canada à partir du pays d'origine;
- b) en outre, la valeur normale de ces marchandises, calculée conformément aux articles 15 à 23, est, abstraction faite du présent article, inférieure à ce qu'elle serait si le pays d'exportation était le même que le pays d'origine. 1984, ch. 25, art. 30.

Marge de dumping

Etablissement de la marge quant à un pays

30.1 Pour l'application des sous-alinéas 35 1) a) ii), 38 1) a) i) et 41 1) a) ii) et des alinéas 41.1 1) a) et 2) a), la marge de dumping relative à des marchandises provenant d'un pays donné est égale à la moyenne pondérée des marges de dumping établies conformément à l'article 30.2.

Marge de dumping relative aux marchandises d'un exportateur

30.2 1) Sous réserve du paragraphe 2), la marge de dumping relative à des marchandises d'un exportateur donné est égale à zéro ou, s'il est positif, au résultat obtenu en retranchant la moyenne pondérée du prix à l'exportation des marchandises de la moyenne pondérée de la valeur normale des marchandises.

Cas où les prix varient

2) S'il est d'avis qu'il y a des variations significatives dans les prix des marchandises d'un exportateur donné selon les acheteurs, les régions du Canada ou les périodes, le Sous-Ministre peut déterminer que la marge de dumping relative à n'importe quelles des marchandises de cet exportateur est la moyenne pondérée des marges de dumping relatives à celles des ventes de marchandises effectuées par celui-ci qu'il estime pertinentes.

Prix de marchandises similaires

3) Dans les cas d'application du paragraphe 2) et où une des valeurs normales utilisées pour établir les marges de dumping relatives à des marchandises vendues séparément est déterminée conformément à l'article 15, le prix de marchandises similaires utilisé pour déterminer ces valeurs normales est la moyenne pondérée, déterminée conformément à l'alinéa 17 a), des prix auxquels les marchandises similaires ont été vendues.

Echantillonnage

30.3 1) S'il est d'avis que, à cause du nombre de producteurs, d'importateurs ou d'exportateurs, de la variété ou du volume des marchandises ou pour toute autre raison, il est impossible d'établir la marge de dumping relative à toutes les marchandises en cause, le Sous-Ministre peut, en ce qui concerne les marchandises provenant de chacun des pays dont les marchandises sont en cause, établir les marges de dumping relatives:

- a) soit au pourcentage le plus élevé de celles-ci qui, à son avis, peut raisonnablement faire l'objet d'une enquête;
- b) soit à un échantillonnage de celles-ci qui, à son avis, est statistiquement valide, sur le fondement des renseignements disponibles au moment du choix des échantillons.

Cas où des renseignements sont fournis

2) Dans les cas d'application du paragraphe 1), le Sous-Ministre établit la marge de dumping relative aux marchandises en cause qui n'ont pas été incluses dans le pourcentage ou l'échantillonnage, selon le cas, si les conditions suivantes sont réunies:

- a) l'exportateur des marchandises fournit les renseignements servant à établir une marge de dumping;
- b) selon l'avis du Sous-Ministre, il est possible de le faire.

Autres cas

3) Dans les cas d'application du paragraphe 1), est établie selon les modalités réglementaires la marge de dumping relative aux marchandises qui n'ont pas été incluses dans le pourcentage ou l'échantillonnage, selon le cas, et relativement auxquelles la marge de dumping n'a pas été établie en application du paragraphe 2).

Montant de subvention

Montant de subvention

30.4 1) Le montant de subvention relatif à des marchandises subventionnées est, sous réserve des paragraphes 2) et 3), établi selon les modalités réglementaires.

Absence de modalités réglementaires

2) Si les règlements ne prévoient aucune façon d'établir le montant de subvention ou si, de l'avis du Sous-Ministre, des renseignements suffisants ne sont pas fournis ou ne sont pas disponibles pour permettre la détermination du montant de subvention selon les modalités réglementaires, ce montant est, sous réserve du paragraphe 3), établi selon les modalités fixées par le Ministre.

Exception

3) Un montant de subvention ne peut comprendre un montant attribuable à une subvention ne donnant pas lieu à une action.

ENQUETES DE DUMPING ET DE SUBVENTIONNEMENT

Ouverture d'enquête

Ouverture d'enquête

31. 1) De sa propre initiative ou, sous réserve du paragraphe 2), s'il reçoit une plainte écrite concernant le dumping ou le subventionnement de marchandises, dans les trente jours suivant la date à laquelle il informe ou fait informer, par avis écrit, le plaignant que le dossier est complet, le Sous-Ministre fait ouvrir une enquête portant sur le dumping ou le subventionnement des marchandises et sur la présence d'indications raisonnables que le dumping ou le subventionnement a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage, s'il est d'avis que des éléments de preuve indiquent, à la fois:

- a) que les marchandises ont été sous-évaluées ou subventionnées;
- b) de façon raisonnable que le dumping ou le subventionnement a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage.

Conditions d'ouverture

2) L'enquête peut être ouverte si la plainte est appuyée par les producteurs nationaux dont la production compte pour plus de 50 pour cent de la totalité de la production de marchandises similaires par les producteurs qui manifestent leur appui ou leur opposition à la plainte et si la production de ceux de ces producteurs qui appuient la plainte représente au moins 25 pour cent de la production de marchandises similaires par la branche de production nationale.

Définition de "branche de production nationale"

3) Dans le paragraphe 2), on entend par branche de production nationale, sous réserve du paragraphe 2 1.1), l'ensemble des producteurs nationaux des marchandises similaires, sauf si un producteur national est lié à un exportateur ou à un importateur de marchandises présumées sous-évaluées ou subventionnées, ou est lui-même un importateur de telles marchandises, auquel cas le terme s'entend du reste de ces producteurs nationaux.

Liens entre producteurs et exportateurs ou importateurs

4) Pour l'application du paragraphe 3), le producteur national est lié à l'exportateur ou à l'importateur dans l'un ou l'autre des cas suivants:

- a) directement ou indirectement, le producteur contrôle l'importateur ou l'exportateur, ou est contrôlé par l'un ou l'autre;
- b) le producteur et l'exportateur ou l'importateur, selon le cas, sont contrôlés directement ou indirectement par un tiers;
- c) le producteur et l'exportateur ou l'importateur, selon le cas, contrôlent directement ou indirectement un tiers;

et il y a des motifs de croire que le producteur ne se comporte pas envers l'exportateur ou l'importateur de la même manière qu'un producteur non lié.

Présomptions applicables aux subventions

5) Pour l'application du paragraphe 4), une personne est réputée en contrôler une autre lorsqu'elle est, en fait ou en droit, en mesure de contraindre ou de diriger l'autre.

Prolongement du délai de trente jours

6) Le délai de trente jours visé au paragraphe 1) est prolongé à quarante-cinq jours dans les cas où, avant l'expiration du délai de trente jours, le Sous-Ministre fait notifier le plaignant et le gouvernement du pays d'exportation que la période de trente jours est insuffisante pour déterminer s'il y a observation des deux conditions visées aux paragraphes 2) et 31.1 1), ou de l'une d'entre elles.

Ouverture de l'enquête

7) Le Sous-Ministre peut, dès réception de l'avis écrit que lui transmet le Tribunal en vertu de l'article 46, faire ouvrir une enquête sur le dumping ou le subventionnement des marchandises visées par l'avis.

Enquête du Tribunal

8) Dans les cas où le Tribunal, saisi du renvoi prévu au paragraphe 33 2), avise que des éléments de preuve indiquent, de façon raisonnable, que le dumping ou le subventionnement des marchandises objet du renvoi a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage, le Sous-Ministre ouvre une enquête sur le dumping ou le subventionnement dès réception de l'avis.

Subventions ne donnant pas lieu à une action

31.1 1) Sous réserve des paragraphes 2) et 3), le Sous-Ministre ne peut ouvrir une enquête au sujet d'une subvention qui, conformément à l'article 8.3 de l'Accord sur les subventions, a été notifiée au Comité comme une subvention ne donnant pas lieu à une action.

Subventions donnant lieu à une action

2) Sous réserve du paragraphe 3), le Sous-Ministre peut ouvrir une enquête au sujet d'une subvention visée au paragraphe 1) si un des organismes suivants détermine que la subvention n'en est pas une ne donnant pas lieu à une subvention:

- a) le Comité, à la suite de l'examen de la notification demandé en vertu de l'article 8.4 de l'Accord sur les subventions;
- b) un organe d'arbitrage, dans l'éventualité où sont soumis à l'arbitrage contraignant, en vertu de l'article 8.5 de l'Accord sur les subventions, les cas suivants:
 - i) la détermination par le Comité que la subvention en est une ne donnant pas lieu à une action,
 - ii) le défaut du Comité d'effectuer la détermination visée à l'article 8.4 de l'Accord sur les subventions.

Cas de nouvelle détermination

3) Dans le cas où le Comité ou un organe d'arbitrage renverse sa décision par laquelle une subvention a été déterminée comme ne donnant pas lieu à une action, le Sous-Ministre peut ouvrir une enquête sur cette subvention.

Notification par le Sous-Ministre

- 4) Le Sous-Ministre avise sans délai le Sous-Ministre des finances et le plaignant s'il est d'avis:
 - a) soit qu'une subvention qui n'a pas été notifiée au Comité conformément à l'article 8.3 de l'Accord sur les subventions en est une ne donnant pas lieu à une action;
 - b) soit qu'une subvention déterminée comme ne donnant pas lieu à une action par le Comité ou un organe d'arbitrage n'est plus telle à la suite d'une modification importante de sa nature ou de son octroi.

Notification par le Sous-Ministre des finances

5) Dès réception de la notification prévue au paragraphe 4), le Sous-Ministre des finances notifie des faits visés aux alinéas 4) a) et b) le Sous-Ministre du commerce extérieur et toute autre personne qu'il estime intéressée.

Réception d'une plainte

32. 1) Dans les cas où il reçoit une plainte écrite concernant le dumping ou le subventionnement de marchandises, le Sous-Ministre, dans les vingt et un jours suivant la réception:

- a) si le dossier est complet, en fait informer par écrit le plaignant et le gouvernement du pays d'exportation;
- b) si le dossier est incomplet, en fait informer le plaignant en lui précisant les renseignements et pièces complémentaires à fournir.

Renseignements et pièces complémentaires

2) Dans les cas où, en vertu de l'alinéa 1) b), il informe le plaignant que le dossier est incomplet et où il reçoit les renseignements et pièces complémentaires, le Sous-Ministre est réputé recevoir la plainte à la date où il reçoit ces renseignements ou pièces sauf si, entre-temps, il revient sur sa décision et, conformément à l'alinéa 1) a), informe le plaignant que le dossier est complet.

Présomption

3) Dans le cas où une plainte écrite déposée devant le Tribunal en application du paragraphe 23 1) de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur est transmise au Sous-Ministre au titre des paragraphes 26 5) ou 28 1) de cette loi, celui-ci est réputé avoir reçu la plainte visée au paragraphe 1).

Décision de ne pas ouvrir d'enquête

33. 1) S'il est saisi d'un dossier complet mais décide de ne pas faire ouvrir d'enquête sur tout ou partie des marchandises en cause, le Sous-Ministre fait transmettre un avis écrit et motivé de sa décision au plaignant et, dans le cas de subventionnement, au gouvernement du pays d'exportation.

Renvoi devant le Tribunal

2) Si le Sous-Ministre, saisi d'un dossier complet, décide de ne pas faire ouvrir d'enquête sur tout ou partie des marchandises pour la seule raison que, selon lui, les éléments de preuve n'indiquent pas, de façon raisonnable, que le dumping ou le subventionnement a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage, peuvent demander au Tribunal de se prononcer sur cette question

- a) le Sous-Ministre, à la date de l'avis visé au paragraphe 1)
- b) le plaignant, dans les trente jours suivant la date de l'avis visé au paragraphe 1).

Avis d'enquête

34. 1) A l'occasion de toute enquête de dumping ou de subventionnement que fait ouvrir le Sous-Ministre:

- a) sauf s'il s'agit d'une enquête visée à l'article 7, le Sous-Ministre
 - i) fait donner avis de cette enquête à l'importateur, à l'exportateur, au gouvernement du pays d'exportation, à l'éventuel plaignant et à toutes les autres personnes que prévoient les règlements,
 - ii) fait publier cet avis dans la Gazette du Canada;
- b) s'il s'agit d'une enquête visée au paragraphe 31 1), le Sous-Ministre peut, à la date de l'avis donné conformément à l'alinéa a), ou toute personne ou tout gouvernement avisé conformément à cet alinéa peut, dans les trente jours suivant la date de l'avis, demander au Tribunal de se prononcer sur la question de savoir si les éléments de preuve indiquent, de façon raisonnable, que le dumping ou le subventionnement des marchandises en cause a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage.

Conclusion du Tribunal

2) Si, à la suite d'un renvoi en vertu de l'alinéa 1) b), le Tribunal informe par écrit le Sous-Ministre que les éléments de preuve indiquent, de façon raisonnable, que le dumping ou le subventionnement des marchandises en cause a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage, le Sous-Ministre poursuit l'enquête.

Clôture de l'enquête

35. 1) Si le Sous-Ministre, avant de rendre une décision provisoire en vertu du paragraphe 38 1), en arrive à l'une des conclusions suivantes au sujet de marchandises importées d'un ou de plusieurs pays donnés:

- a) il est convaincu que, selon le cas:
 - i) il n'y a pas assez d'éléments prouvant le dumping ou le subventionnement pour justifier la poursuite de l'enquête,
 - ii) la marge de dumping des marchandises provenant d'un de ces pays ou le montant de subvention les concernant est minimal,
 - iii) la quantité véritable ou éventuelle de produits bénéficiant du dumping ou de la subvention est négligeable;
- b) il conclut, au sujet de tout ou partie de ces marchandises, que les éléments de preuve n'indiquent pas, de façon raisonnable, que le dumping ou le subventionnement des marchandises a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage;

il doit, sous réserve des paragraphes 2) et 3):

- c) faire clore l'enquête sur les marchandises objet de ses conclusions;
- d) faire donner et publier avis de cette clôture selon les modalités prévues à l'alinéa 34 1) a).

Avis donné avant la clôture de l'enquête

- 2) Si le Sous-Ministre en arrive à la conclusion prévue à l'alinéa 1) b):
 - a) il en fait donner et publier avis selon les modalités prévues à l'alinéa 34 1) a);
 - b) il peut, à la date de l'avis donné conformément à l'alinéa a), et toute personne ou tout gouvernement avisé conformément à cet alinéa peut, dans les trente jours suivant la date de l'avis, demander au Tribunal de se prononcer sur la question de savoir s'il existe des éléments de preuve indiquant, de façon raisonnable, que le dumping ou le subventionnement des marchandises en cause a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage.

Délai

- 3) Le Sous-Ministre ne peut clore une enquête à l'égard de laquelle l'avis prévu à l'alinéa 2) a) a été donné pour la seule raison qu'il en est arrivé à la conclusion visée par l'alinéa 1) b):
 - a) en l'absence de renvoi au Tribunal dans les trente jours visés à l'alinéa 2) b), qu'à l'expiration de ces trente jours;
 - b) en cas de renvoi au Tribunal, que si le Tribunal lui fait savoir qu'il partage sa conclusion.

Clôture de l'enquête

36. Si le Tribunal, saisi d'un renvoi en vertu de l'alinéa 34 1) b), fait savoir au Sous-Ministre que, du moins pour certaines marchandises, les éléments de preuve présentés n'indiquent pas, de façon raisonnable, que le dumping ou le subventionnement des marchandises en cause a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage, celui-ci clôt l'enquête sur ces marchandises dès réception de l'avis et fait donner et publier un avis de clôture selon les modalités prévues à l'alinéa 34 1) a).

Renvoi au Tribunal

37. En cas de renvoi au Tribunal aux termes des articles 33, 34 ou 35 sur toute question portée devant le Sous-Ministre:

- a) le Sous-Ministre fournit sans délai au Tribunal tous les renseignements et pièces qu'exigent les règles du Tribunal;
- b) le Tribunal donne son avis:
 - i) sans audience,

- ii) en se fondant sur les renseignements dont disposait le Sous-Ministre pour en arriver à une décision ou conclusion,
- iii) dès qu'il est saisi mais, au plus tard, dans les trente jours suivant la date où il est saisi. 1984, ch. 25, art. 37.

Décision provisoire

Décision provisoire de dumping ou de subventionnement

38. 1) Sous réserve des articles 39 et 40, entre le soixantième et le quatre-vingt dixième jour suivant l'ouverture de l'enquête prévue à l'article 31, le Sous-Ministre rend une décision provisoire de dumping ou de subventionnement concernant les marchandises au sujet desquelles n'a pas eu lieu la clôture d'enquête prévue aux articles 35 ou 36, et les éléments de preuve présentés indiquent, de façon raisonnable, que le dumping ou le subventionnement a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage, après avoir, pour chacun des exportateurs des marchandises pour lesquelles l'enquête est menée:

- a) dans le cas de marchandises sous-évaluées:
 - i) fait l'estimation de la marge de dumping des marchandises, compte tenu des renseignements dont il dispose,
 - ii) précisé les marchandises visées par la décision;
- b) dans le cas de marchandises subventionnées:
 - i) fait l'estimation du montant de subvention concernant les marchandises, compte tenu des renseignements dont il dispose,
 - ii) précisé les marchandises visées par la décision,
 - iii) sous réserve du paragraphe 2), précisé, s'il y a lieu, que les marchandises font l'objet d'une subvention prohibée et le montant estimatif de cette subvention;
- c) dans le cas de marchandises sous-évaluées ou subventionnées, précisé le nom de la personne qu'il croit être l'importateur, compte tenu des renseignements dont il dispose à la date de l'estimation visée au sous-alinéa a) i) ou b) i) , selon le cas.

Exception

2) Il n'y a ni précision ni estimation aux termes du sous-alinéa 1) b) iii) si, eu égard au pays qui octroie la subvention, à la nature des marchandises et aux circonstances entourant l'octroi, le Sous-Ministre est d'avis que cet octroi n'est pas contraire aux obligations de ce pays aux termes de l'accord international dénommé l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994.

Avis de la décision provisoire

- 3) Dès qu'il rend une décision en vertu du paragraphe 1), le Sous-Ministre:

- a) en fait donner et publier avis selon les modalités prévues à l'alinéa 34 1) a);
- b) en fait déposer auprès du secrétaire un avis motivé accompagné des pièces requises en l'espèce par les règles du Tribunal.

Prorogation

39. 1) Sous réserve de l'article 40, le délai prévu au paragraphe 38 1) est porté à cent trente-cinq jours si le Sous-Ministre, avant l'expiration des quatre-vingt-dix jours prévus à ce paragraphe, indique, dans un avis écrit donné aux personnes et au gouvernement visés à l'alinéa 34 1) a), que la détermination visée à l'alinéa d) ci-dessous ne sera pas rendue dans le délai prévu pour l'une ou l'autre des raisons suivantes:

- a) la complexité ou le caractère inédit des points soulevés par l'enquête;
- b) la diversité des marchandises ou le nombre de personnes touchées par l'enquête;
- c) les difficultés rencontrées pour obtenir des éléments de preuve satisfaisants;
- d) toute autre circonstance qui, selon le Sous-Ministre, fait qu'il lui est exceptionnellement difficile de déterminer, dans le délai imparti, s'il doit clore l'enquête pour tout ou partie des marchandises, rendre une décision provisoire de dumping ou de subventionnement conformément au paragraphe 38 1) ou accepter un ou des engagements.

Avis de prorogation

2) Dans le cas de prorogation prévu au paragraphe 1), le Sous-Ministre fait publier, sans délai, un avis à cet effet dans la Gazette du Canada. 1984, ch. 25, art. 39.

Computation du délai

40. En cas d'avis prévu à l'alinéa 35 2) a), le délai visé à l'article 38 ou au paragraphe 39 1) ne comprend:

- a) ni le délai visé à l'alinéa 35 2) b), s'il n'y a pas eu le renvoi prévu à cet alinéa;
- b) ni, dans le cas d'un renvoi prévu à l'alinéa 35 2) b), la période commençant le lendemain de la date de l'avis donné conformément à l'alinéa 35 2) a) et se terminant à la date à laquelle le Tribunal donne son avis après avoir été saisi du renvoi. 1984, ch. 25, art. 40.

Décision définitive

Décision définitive ou clôture de l'enquête

41. 1) Dans les quatre-vingt-dix jours suivant sa décision rendue en vertu du paragraphe 38 1) au sujet de marchandises importées d'un ou de plusieurs pays, le Sous-Ministre, selon le cas:

- a) si, au vu des éléments de preuve disponibles, il est convaincu, au sujet des marchandises visées par l'enquête, des faits suivants:
 - i) les marchandises ont été sous-évaluées ou subventionnées,
 - ii) la marge de dumping ou le montant de subvention octroyé, relativement aux marchandises provenant d'un ou de plusieurs de ces pays, n'est pas minimal,
 - ii.1) le volume actuel ou éventuel de marchandises sous-évaluées ou subventionnées n'est pas négligeable,

rend une décision définitive de dumping ou de subventionnement après avoir précisé, pour chacun des exportateurs - visés par l'enquête - des marchandises provenant d'un ou de plusieurs de ces pays:

- iii) dans le cas de marchandises sous-évaluées, les marchandises objet de la décision et leur marge de dumping,
- iv) dans le cas de marchandises subventionnées:
 - A) les marchandises objet de la décision,
 - B) le montant de subvention octroyée pour elles,
 - C) sous réserve du paragraphe 2), le montant, s'il y a lieu, de la subvention prohibée octroyée pour elles;
- b) fait clore l'enquête sur les marchandises au sujet desquelles, au vu des éléments de preuve disponibles, il n'y a pas d'exportateur à l'égard de qui il en arrive à la constatation prévue à l'alinéa a).

Exception

2) Rien n'est précisé aux termes de la division 1) a) iv) C) si, eu égard au pays qui octroie la subvention, à la nature des marchandises et aux circonstances entourant l'octroi, le Sous-Ministre est d'avis que cet octroi n'est pas contraire aux obligations de ce pays aux termes de l'accord international dénommé Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Avis de la décision définitive

- 3) Dès qu'il rend la décision définitive prévue au paragraphe 1), le Sous-Ministre:
 - a) en fait donner et publier avis selon les modalités prévues à l'alinéa 34 1) a);
 - b) en fait déposer auprès du secrétaire un avis motivé, accompagné des pièces requises en l'espèce par les règles du Tribunal.

Avis de clôture de l'enquête

- 4) Dès qu'il fait clore une enquête conformément au paragraphe 1), le Sous-Ministre:

- a) en fait donner et publier avis selon les modalités prévues à l'alinéa 34 1) a);
- b) en fait donner un avis écrit au secrétaire. 1984, ch. 25, art. 41.

Suite aux décisions objet de renvoi

41.1 1) Après annulation d'une décision définitive rendue au titre de l'alinéa 41 1) a) ou de la décision de clore l'enquête rendue au titre de l'alinéa 41 1) b) et renvoi, sur demande faite au titre de l'article 96.1, de l'affaire au Sous-Ministre, celui-ci réexamine l'affaire, rend une nouvelle décision, fait donner et publier un avis correspondant conformément à l'alinéa 34 1) a) et en fait transmettre une copie au secrétaire.

Idem

2) Après le renvoi à lui, en application des paragraphes 77.015 3) ou 4), 77.019 5), 77.15 3) ou 4) ou 77.19 4), d'une décision définitive rendue au titre de l'alinéa 41 1) a) ou de sa décision de clore l'enquête rendue au titre de l'alinéa 41 1) b), le Sous-Ministre réexamine la décision en cause, la confirme, l'annule ou, dans le cas d'une décision définitive, la modifie. Il fait donner et publier un avis correspondant conformément à l'alinéa 34 1) a) et en fait transmettre une copie au secrétaire et au secrétaire canadien.

Application d'une disposition: décision définitive

3) En cas de réexamen, en application du paragraphe 1), ou d'annulation, en application du paragraphe 2) de la décision définitive, l'article 41 s'applique aussi - malgré toute application antérieure - aux marchandises visées par celle-ci. Le Sous-Ministre est cependant tenu d'exécuter les obligations qui lui sont dès lors imposées dans le délai fixé par le groupe de révision qui a rendu l'ordonnance ou par la Cour d'appel fédérale, selon le cas, ou, en l'absence de délai fixé par celle-ci, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de la décision de la cour.

Application d'une disposition: décision de clore l'enquête

4) L'article 41 s'applique, avec les mêmes adaptations, au cas de réexamen, en application du paragraphe 1), ou d'annulation, en application du paragraphe 2) de la décision de clore l'enquête; le Sous-Ministre est de plus censé avoir rendu, à la date de l'ordonnance de renvoi, une décision provisoire de dumping ou de subventionnement concernant les marchandises objet de l'enquête close et est tenu de reprendre celle-ci. Les articles 42 et 43 s'appliquent aussi - malgré toute application antérieure - aux marchandises visées, mais le Tribunal est cependant tenu d'exécuter les obligations qui lui sont dès lors imposées dans les cent vingt jours suivant cette même date.

Applicabilité des accords internationaux

41.2 Dans le cadre d'une enquête portant sur le subventionnement de marchandises, le Sous-Ministre tient compte des paragraphes 10 et 11 de l'article 27 de l'Accord sur les subventions.

ENQUETES MENEES PAR LE TRIBUNAL

Enquête du Tribunal

42. 1) Dès réception par le secrétaire de l'avis de décision provisoire prévu au paragraphe 38 3), le Tribunal fait enquête sur celles parmi les questions suivantes qui sont indiquées dans les circonstances, à savoir:

- a) si le dumping des marchandises en cause ou leur subventionnement:
 - i) soit a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage,
 - ii) soit aurait causé un dommage ou un retard sans l'application de droits provisoires aux marchandises;
- b) si, dans le cas de marchandises sous-évaluées objet de la décision provisoire:
 - i) d'une part:
 - A) ou bien a eu lieu une importation considérable de marchandises similaires sous-évaluées dont le dumping a causé un dommage ou en aurait causé si des mesures antidumping n'avaient pas été prises,
 - B) ou bien l'importateur des marchandises était ou aurait dû être au courant du dumping que pratiquait l'exportateur et du fait que ce dumping causerait un dommage,
 - ii) d'autre part, un dommage a été causé du fait que les marchandises sous-évaluées:
 - A) soit représentent une importation massive,
 - B) soit appartiennent à une série d'importations, massives dans l'ensemble et échelonnées sur une période relativement courte,

et le Tribunal estime nécessaire que soient imposés des droits sur les marchandises importées afin de prévenir la réapparition du dommage;

- c) si, dans le cas de marchandises subventionnées, pour lesquelles un montant a été spécifié en application de la division 41 1) a) iv) C), objet de la décision provisoire:
 - i) d'une part, un dommage a été causé du fait que les marchandises subventionnées:
 - A) soit représentent une importation massive,
 - B) soit appartiennent à une série d'importations, massives dans l'ensemble et échelonnées sur une période relativement courte,

- ii) d'autre part, des droits compensateurs devraient être imposés sur les marchandises subventionnées afin de prévenir la réapparition du dommage.

Ouverture ou poursuite de l'enquête

2) Sur réception par le secrétaire, aux termes de l'alinéa 52 1) e), d'un avis relatif à des marchandises pour lesquelles il a été mis fin à un ou plusieurs engagements, le Tribunal, s'il n'a pas déjà rendu de conclusions au sujet des marchandises, procède sans délai à l'ouverture ou à la poursuite de l'enquête pour déterminer si le dumping ou le subventionnement:

- a) soit a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage;
- b) soit aurait causé, pendant la période suivant l'acceptation de l'engagement ou des engagements, selon le cas, un dommage ou un retard ou menacerait de causer un dommage sans l'acceptation de cet ou ces engagements.

Evaluation des effets cumulatifs

3) Le Tribunal peut, lors de l'ouverture ou de la poursuite de l'enquête, évaluer les effets cumulatifs du dumping ou du subventionnement des marchandises, visées par la décision provisoire, importées au Canada en provenance de plus d'un pays, s'il conclut à la fois que:

- a) relativement aux importations de marchandises de chacun de ces pays, la marge de dumping ou le montant de subvention n'est pas minimal et que le volume des importations n'est pas négligeable;
- b) l'évaluation des effets cumulatifs est indiquée compte tenu des conditions de concurrence entre les marchandises, visées par la décision provisoire, importées au Canada en provenance d'un de ces pays et:
 - i) soit les marchandises, visées par la décision provisoire, importées au Canada en provenance d'un autre de ces pays,
 - ii) soit les marchandises similaires des producteurs nationaux.

Applicabilité des accords internationaux

4) Dans le cadre de l'examen des effets cumulatifs, le Tribunal tient compte du paragraphe 12 de l'article 27 de l'Accord sur les subventions.

Marchés régionaux

5) Dans les cas d'application du paragraphe 2 1.1) au dumping ou au subventionnement de marchandises visées par la décision provisoire, le Tribunal ne peut arriver à la conclusion que le dumping ou le subventionnement de ces marchandises a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage que:

- a) s'il y a concentration des marchandises sur le marché régional;

- b) si le dumping ou le subventionnement des marchandises a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage aux producteurs de presque toute la production des marchandises similaires sur le marché régional.

Ordonnances ou conclusions du Tribunal

43. 1) Dans le cas des enquêtes visées à l'article 42, le Tribunal rend, à l'égard de marchandises objet d'une décision définitive de dumping ou de subventionnement, les ordonnances ou les conclusions indiquées dans chaque cas en y précisant les marchandises concernées et, le cas échéant, leur fournisseur et leur pays d'exportation. Ces ordonnances ou conclusions sont rendues dès réception par le secrétaire de l'avis de cette décision définitive mais, au plus tard, dans les cent vingt jours suivant la date à laquelle le secrétaire reçoit l'avis de décision provisoire.

Ordonnances ou conclusions distinctes

1.01) Lorsque l'enquête vise diverses marchandises dont certaines proviennent soit de plus d'un pays ALENA soit d'un ou de plusieurs pays ALENA et de pays non ALENA, le Tribunal rend une ordonnance ou des conclusions distinctes à l'égard des marchandises de chacun des pays ALENA.

Suspension

- 1.02) Le paragraphe 1.1) est inopérant tant que le paragraphe 1.01) est en vigueur.

Ordonnances ou conclusions distinctes

1.1) Lorsque l'enquête vise diverses marchandises dont certaines proviennent des Etats-Unis, le Tribunal rend une ordonnance ou des conclusions distinctes à l'égard de celles-ci.

Copie des ordonnances ou conclusions

- 2) Le secrétaire envoie, par courrier recommandé, au Sous-Ministre, à l'importateur, à l'exportateur et aux autres personnes que prévoient les règles du Tribunal, copie des textes suivants:
 - a) dès qu'elles ont été rendues en vertu du présent article, l'ordonnance ou les conclusions du Tribunal;
 - b) dans les quinze jours suivant la date de l'ordonnance ou des conclusions, l'exposé des motifs correspondants.

Avis

- 3) Le secrétaire fait publier dans la Gazette du Canada un avis de toute ordonnance ou de toutes conclusions rendues en application du présent article.

Reprise de l'enquête

44. 1) En cas d'annulation, par suite d'une demande de contrôle judiciaire présentée aux termes de la Loi sur la Cour fédérale ou d'une demande en vertu de l'article 96.1 de la présente loi, de son ordonnance ou de ses conclusions pour tout ou partie des marchandises en cause, le Tribunal:

- a) si l'affaire lui est renvoyée pour décision, rouvre sans délai l'enquête tenue sur les marchandises ou la partie en cause;
- b) dans les autres cas, décide, dans les trente jours suivant le jugement définitif sur la demande, si l'enquête devrait être rouverte et, le cas échéant, rouvre l'enquête sans délai.

Il rend aussitôt une nouvelle ordonnance ou de nouvelles conclusions compatibles avec le jugement définitif sur la demande mais, au plus tard, cent vingt jours suivant:

- c) en cas d'application de l'alinéa a), la date de l'annulation;
- d) en cas d'application de l'alinéa b), la date où il décide de rouvrir l'enquête.

Idem

- 2) En cas de réouverture d'enquête aux termes du paragraphe 1):
 - a) le secrétaire donne sans délai avis de la réouverture à toute personne à qui il a envoyé une copie de l'ordonnance ou des conclusions en cause en application du paragraphe 43 2);
 - b) le Tribunal prend les mesures qu'il considère souhaitables pour rendre la nouvelle ordonnance ou les nouvelles conclusions, notamment par audition, nouvelle audition ou réception de nouveaux éléments de preuve.

Intérêt public en cause

45. 1) Dans les cas où, à l'issue d'une enquête menée en vertu de l'article 42, il rend une ordonnance ou des conclusions visées aux articles 3 à 6 mais estime que l'assujettissement des marchandises en cause à des droits antidumping ou compensateurs ou au plein montant des droits prévus à ces articles serait ou pourrait être contraire à l'intérêt public, le Tribunal, aussitôt après avoir rendu l'ordonnance ou la conclusion:

- a) transmet un rapport au Ministre des finances énonçant son opinion, faits et motifs à l'appui;
- b) fait publier le texte de son rapport dans la Gazette du Canada.

Droit de présenter des observations

2) Le Tribunal donne à toute personne intéressée qui en fait la demande la possibilité de lui présenter des observations oralement ou par écrit ou des deux façons suivant ce qu'il décide pour l'enquête en question, sur la question de savoir s'il devrait faire le rapport visé à l'alinéa 1) a) pour les marchandises en cause. 1984, ch. 25, art. 45.

Notification du Sous-Ministre par le Tribunal

46. Si, au cours de l'enquête visée à l'article 42 au sujet du dumping ou du subventionnement de marchandises objet d'une décision provisoire prévue à la présente loi, le Tribunal est d'avis:

- a) d'une part, que les éléments de preuve indiquent que des marchandises dont l'utilisation et les autres caractéristiques sont très proches de celles qui font l'objet de la décision provisoire ont été ou sont sous-évaluées ou subventionnées;
- b) d'autre part, que les éléments de preuve indiquent de façon raisonnable que le dumping ou le subventionnement visé à l'alinéa a) a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage,

il en avise le Sous-Ministre par un écrit donnant la description des marchandises mentionnées en premier lieu à l'alinéa a)

Clôture des procédures

47. Sous réserve des parties I.1 et II et des paragraphes 76 2.1) et 2.2) et exception faite des ordonnances ou conclusions visées à l'un des articles 3 à 6, les ordonnances ou conclusions du Tribunal closent les procédures relatives au dumping ou au subventionnement des marchandises en cause.

48. [Abrogé, L.R. (1985), ch. 47 (4ème suppl.), art. 52]

ENGAGEMENTS

Acceptation de l'engagement

49. 1) Sous réserve du paragraphe 2), le Sous-Ministre peut, au cours d'une enquête de dumping ou de subventionnement de marchandises, accepter les engagements qui, d'après lui:

- a) soit éliminent la marge de dumping des marchandises en cause ou la subvention qui est octroyée pour elles:
 - i) dans le cas où l'engagement est pris par un exportateur, si les marchandises sont vendues par l'exportateur à des importateurs se trouvant au Canada,
 - ii) dans le cas où l'engagement est pris par le gouvernement d'un pays d'où les marchandises sont exportées vers le Canada, si elles sont exportées de ce pays vers le Canada conformément à des ventes par des exportateurs à des importateurs se trouvant au Canada;
- b) soit font disparaître le dommage, le retard ou la menace de dommage que cause le dumping ou le subventionnement.

Restrictions

- 2) Le Sous-Ministre ne peut accepter d'engagement:
 - a) que s'il est d'avis que l'observation de l'engagement ne fera pas augmenter d'un montant plus élevé que le montant estimatif de la marge de dumping ou celui de la subvention:

- i) dans le cas où l'engagement est pris par un exportateur, le prix auquel les marchandises sont vendues aux importateurs se trouvant au Canada par l'exportateur,
 - ii) dans le cas où l'engagement est pris par le gouvernement d'un pays, le prix auquel les marchandises seront vendues à des importateurs se trouvant au Canada lors de leur exportation de ce pays;
- b) que s'il a rendu une décision provisoire en vertu du paragraphe 38 1);
- c) s'il est d'avis qu'il ne serait pas possible d'exécuter l'engagement ou les engagements. 1984, ch. 25, art. 49.

Demande de poursuite de l'enquête

3) Dans le cadre d'une enquête menée à la fois par le Sous-Ministre et le Tribunal, si l'exportateur, dans le cas de marchandises sous-évaluées, ou le gouvernement du pays d'exportation, dans le cas de marchandises subventionnées, désire offrir un engagement relativement aux marchandises sous-évaluées ou subventionnées, selon le cas, mais désire aussi que l'enquête soit complétée:

- a) l'engagement doit être accompagné d'une demande de poursuite de l'enquête du Sous-Ministre;
- b) une demande de poursuite de l'enquête du Tribunal doit être présentée à celui-ci.

Délai

4) Le Sous-Ministre peut refuser d'accepter l'engagement qui lui est présenté après l'expiration du délai réglementaire fixé pour l'application du présent paragraphe.

Mesures consécutives à l'acceptation de l'engagement

50. Dès l'acceptation par le Sous-Ministre, au cours de l'enquête qu'il mène en vertu de l'article 31, d'un ou de plusieurs engagements relatifs à des marchandises sous-évaluées ou subventionnées:

- a) le Sous-Ministre:
 - i) fait donner et publier l'avis d'acceptation prévu à l'alinéa 34 1) a),
 - ii) suspend la perception des droits provisoires sur ces marchandises conformément au paragraphe 8 5),
 - iii) suspend l'enquête, sauf si les demandes prévues au paragraphe 49 3) ont été présentées,
 - iv) avise le Tribunal de toute suspension effectuée en application du sous-alinéa iii);
- b) sauf dans les cas de présentation des demandes prévues au paragraphe 49 3), le Tribunal suspend son enquête sur le dumping ou le subventionnement de marchandises visées par un ou plusieurs engagements.

Suspension de l'écoulement de la période

50.1 1) Dans les cas d'acceptation d'un engagement relatif au dumping ou au subventionnement de marchandises, l'écoulement de la période prévue, en application de la présente loi, pour l'accomplissement de tout fait relatif à ces marchandises est suspendu pendant la durée d'application de l'engagement et reprend à l'expiration ou à la clôture de celui-ci.

Prolongement de la période

- 2) La période visée au paragraphe 1) est prolongée de la durée:
 - a) en cas d'application du paragraphe 51 1) à l'engagement, de la période s'écoulant entre la date de l'acceptation de celui-ci et celle de sa clôture;
 - b) dans les autres cas, de la période s'écoulant entre la date de la décision provisoire relative aux marchandises visées par l'engagement et celle de l'acceptation de celui-ci.

Fin de l'engagement sur demande

51. 1) Le Sous-Ministre met fin sans délai à un engagement si, dans les trente jours suivant l'avis donné conformément à l'alinéa 50 a) i) mais avant qu'une ordonnance ne soit rendue par le Tribunal en vertu du paragraphe 43 1), il en est requis par:

- a) s'il s'agit de marchandises sous-évaluées, l'importateur, l'exportateur ou le plaignant;
- b) s'il s'agit de marchandises subventionnées, l'importateur, l'exportateur ou le gouvernement du pays d'exportation, ou le plaignant.

Reprise d'enquête

2) Dès qu'il met fin à un engagement conformément au paragraphe 1), le Sous-Ministre fait reprendre l'enquête sur toutes les marchandises qui faisaient l'objet de celle-ci au moment où il avait accepté l'engagement ou les engagements, selon le cas, et fait donner avis de la reprise selon les modalités prévues à l'alinéa 34 1) a). 1984, ch. 25, art. 51.

Fin de l'engagement

52. 1) Dans les cas où, après avoir accepté un engagement dans une enquête, le Sous-Ministre:

- a) ou bien est convaincu que l'engagement n'a pas été ou n'est pas honoré;
- b) ou bien n'aurait pas accepté l'engagement si les renseignements dont il dispose lui avaient été accessibles au moment de son acceptation;
- c) ou bien n'aurait pas accepté l'engagement si les circonstances avaient été les mêmes au moment de son acceptation,

il doit immédiatement:

- d) mettre fin à l'engagement;

- e) faire donner et publier avis de la fin de l'engagement selon les modalités prévues à l'alinéa 34 1) a) et faire déposer cet avis auprès du secrétaire;
- f) faire reprendre l'enquête qui a été suspendue en vertu du sous-alinéa 50 a) iii).

Clôture en cas d'absence de dumping, de subventionnement, etc.

- 1.1) Dans les cas où, après que le Sous-Ministre a accepté un engagement dans une enquête:
 - a) une des décisions suivantes est prise en vertu du paragraphe 41 1) ou de l'article 41.1:
 - i) il n'y a pas dumping ou subventionnement des marchandises,
 - ii) la marge de dumping ou le montant de subvention relativement aux marchandises est minimal,
 - iii) le volume actuel ou éventuel de marchandises sous-évaluées ou subventionnées est négligeable,
 - b) une ordonnance ou des conclusions rendues en vertu du paragraphe 43 1) établissent qu'il n'y a pas eu dommage, retard ou menace de dommage à la suite du dumping ou du subventionnement des marchandises,
 - c) le Tribunal a annulé, en vertu des paragraphes 76 4), 4.1) ou 4.11) ou 76.1 2), une ordonnance ou des conclusions relatives aux marchandises,

il doit immédiatement:

- d) mettre fin à l'engagement;
- e) faire donner et publier avis de la fin de l'engagement selon les modalités prévues à l'alinéa 34 1) a) et faire déposer cet avis auprès du secrétaire.

Clôture en cas de modification de la situation

1.2) Sauf dans les cas où le Tribunal a statué en vertu du paragraphe 43 1) que le dumping ou le subventionnement des marchandises visées par une décision provisoire a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage, et où la décision de celui-ci n'a pas été annulée en vertu du paragraphe 76 4), 4.1) ou 4.11) ou 76.1 2), le Sous-Ministre met fin à l'engagement s'il est convaincu que, à tout moment après l'acceptation de celui-ci, la situation visée aux alinéas 49 1) a) ou b), selon le cas, prendrait fin malgré la clôture de l'engagement.

Effet de la clôture de l'engagement

1.3) La clôture visée au paragraphe 1.2) met fin à toutes les procédures engagées sous le régime de la présente loi en matière de dumping ou de subventionnement des marchandises visées par l'engagement, sauf si, dans les cas où le Sous-Ministre a accepté plusieurs engagements, il a des motifs valables de donner des instructions contraires.

Exception

2) Dans les cas où il a accepté plusieurs engagements dans une enquête de dumping ou de subventionnement et où l'un ou certains d'entre eux ne sont pas ou n'ont pas été honorés, le Sous-Ministre, sauf s'il a de bonnes raisons d'agir autrement, ne prend pas les mesures visées au paragraphe 1) si les engagements qui sont ou ont été honorés se rapportent à presque toutes les importations au Canada des marchandises en cause. 1984, ch. 25, art. 52.

Réexamen et renouvellement des engagements

53. 1) Sauf dans les cas où le Tribunal a statué en vertu du paragraphe 43 1) que le dumping ou le subventionnement des marchandises visées par une décision provisoire a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage, et où la décision de celui-ci n'a pas été annulée en vertu du paragraphe 76 4), 4.1) ou 4.11) ou 76.1 2), le Sous-Ministre réexamine l'engagement avant l'expiration des cinq ans suivant la date de son acceptation ou, en cas de renouvellement aux termes du présent article, avant l'expiration de chaque période de renouvellement; il renouvelle l'engagement pour une durée maximale de cinq ans s'il est convaincu:

- a) d'une part, que l'engagement a encore sa raison d'être;
- b) d'autre part, qu'il n'est pas tenu d'y mettre fin en vertu de l'article 52.

Expiration

2) Tout engagement qui n'est pas renouvelé aux termes du paragraphe 1) expire à la fin de la période avant l'expiration de laquelle il devait faire l'objet d'un réexamen.

Clôture des procédures

3) La fin d'un engagement aux termes du paragraphe 2) clôt les procédures relatives au dumping ou au subventionnement des marchandises en cause sauf si le Sous-Ministre, dans les cas où il a accepté plusieurs engagements, prend une décision contraire pour de bonnes raisons.

Avis de renouvellement ou de non-renouvellement

4) Le Sous-Ministre fait donner et publier conformément à l'alinéa 34 1) a) et déposer auprès du secrétaire avis de la décision de renouveler ou non l'engagement rendue en application du paragraphe 1).

Suite aux décisions relatives au renouvellement et objets de renvoi

53.1 1) Après annulation d'une décision de renouveler ou non un engagement rendue au titre du paragraphe 53 1) et renvoi, sur demande faite au titre de l'article 96.1, de l'affaire au Sous-Ministre, celui-ci réexamine l'affaire, rend une nouvelle décision, fait donner et publier un avis correspondant conformément à l'alinéa 34 1) a) et le fait déposer auprès du secrétaire. L'engagement est, au besoin, censé avoir été renouvelé à la date de l'ordonnance de renvoi et est maintenu jusqu'à ce que la nouvelle décision soit rendue.

Idem

2) Après le renvoi à lui, en application des paragraphes 77.015 3) ou 4), 77.019 5), 77.15 3) ou 4) ou 77.19 4), d'une telle décision, le Sous-Ministre réexamine celle-ci et la confirme, l'annule ou la modifie, fait donner et publier un avis correspondant conformément à l'alinéa 34 1) a) et le fait déposer auprès du secrétaire et du secrétaire canadien. L'engagement est, au besoin, censé avoir été renouvelé à la date de l'ordonnance de renvoi et est maintenu jusqu'à cette confirmation, cette annulation ou cette modification.

Modification des engagements

54. Il est toujours possible, sous réserve des paragraphes 53 1) et 2), de modifier un engagement, conformément à ses modalités.

DECISIONS DE L'AGENT DESIGNE

Décision de l'agent désigné

55. 1) Après avoir:
- a) rendu la décision définitive de dumping ou de subventionnement prévue au paragraphe 41 1);
 - b) reçu, le cas échéant, l'ordonnance ou les conclusions du Tribunal visées à l'un des articles 4 à 6 au sujet des marchandises objet de la décision définitive,

le Sous-Ministre fait déterminer par un agent désigné, dans les six mois suivant la date de l'ordonnance ou des conclusions:

- c) la question de savoir si les marchandises visées au paragraphe 2) sont en fait de même description que celles désignées dans l'ordonnance ou les conclusions;
- d) la valeur normale et le prix à l'exportation de ces marchandises ou le montant de subvention octroyée pour elles;
- e) si les articles 6 ou 10 s'appliquent aux marchandises, le montant de la subvention à l'exportation octroyée pour elles.

Champ d'application

- 2) Le paragraphe 1) ne s'applique qu'aux marchandises:
 - a) dédouanées à compter de la date de la décision provisoire et à la date de l'acceptation d'un engagement relatif à ces marchandises ou avant cette date;
 - b) désignées aux alinéas 5 b) ou 6 b);
 - c) dédouanées à compter de la date de la clôture d'un engagement relatif à ces marchandises en vertu de l'article 52 et à la date à laquelle le Tribunal rend une ordonnance ou des

conclusions au sujet de ces marchandises en vertu du paragraphe 43 1) ou avant cette date;

- d) désignées aux alinéas 4 1) b) ou 2) c).

REVISIONS ET APPELS

Révisions par l'agent désigné et par le Sous-Ministre

Caractère définitif des décisions

56. 1) Lorsque des marchandises sont importées après la date de l'ordonnance ou des conclusions du Tribunal ou celle du décret imposant des droits compensateurs, prévu à l'article 7, est définitive une décision rendue par un agent des douanes dans les trente jours après déclaration en détail des marchandises aux termes des paragraphes 32 1), 3) ou 5) de la Loi sur les douanes et qui détermine:

- a) la question de savoir si les marchandises sont de même description que des marchandises auxquelles s'applique l'ordonnance ou les conclusions, ou le décret;
- b) la valeur normale des marchandises de même description que des marchandises qui font l'objet de l'ordonnance ou des conclusions, ou du décret, ou le montant de l'éventuelle subvention qui est octroyée pour elles;
- c) le prix à l'exportation des marchandises de même description que des marchandises qui font l'objet de l'ordonnance ou des conclusions ou le montant de l'éventuelle subvention à l'exportation.

Demande de révision

1.01) Par dérogation au paragraphe 1), l'importateur de marchandises visées par la décision peut, après avoir payé les droits exigibles sur celles-ci et dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de la décision, demander à un agent désigné, par écrit et selon les modalités de forme prescrites par le Sous-Ministre et les autres modalités réglementaires - relatives notamment aux renseignements à fournir -, de réviser celle-ci. Dans le cas de marchandises d'un pays ALENA, la demande peut être faite, sans égard à ce paiement, par le gouvernement du pays ALENA ou, s'ils sont du pays ALENA, le producteur, le fabricant ou l'exportateur des marchandises.

Suspension

- 1.02) Le paragraphe 1.1) est inopérant tant que le paragraphe 1.01) est en vigueur.

Demande de révision

1.1) Par dérogation au paragraphe 1), l'importateur de marchandises visées par la décision peut, après avoir payé les droits exigibles sur celles-ci et dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de la décision, demander à un agent désigné, par écrit et selon les modalités de forme prescrites par le Sous-Ministre et les autres modalités réglementaires - relatives notamment aux renseignements à fournir -, de réviser celle-ci. Dans le cas de marchandises des Etats-Unis, la demande peut être faite,

sans égard à ce paiement, par le gouvernement des Etats-Unis ou le producteur, le fabricant ou l'exportateur des marchandises.

Absence de décision

2) A défaut de décision quant aux marchandises importées visées au paragraphe 1) dans les trente jours mentionnés à ce paragraphe, une telle décision est réputée avoir été rendue:

- a) le trentième jour suivant la déclaration en détail des marchandises;
- b) conformément aux représentations faites lors de la déclaration en détail par l'auteur de celle-ci.

Révision par l'agent désigné

57. L'agent désigné peut, sauf si le Sous-Ministre a réexaminé la décision conformément à l'article 59, réviser une décision rendue en vertu du paragraphe 56 1):

- a) soit à la suite d'une demande faite en application des paragraphes 56 1.01) ou 1.1);
- b) soit, de sa propre initiative, dans les deux ans suivant la décision.

Caractère définitif des décisions et révisions

58. 1) Les décisions ou révisions de l'agent désigné prévues aux articles 55 ou 57 sont définitives en ce qui a trait aux marchandises importées.

Demande de réexamen

1.1) Par dérogation au paragraphe 1), l'importateur de marchandises visées par la décision ou la révision peut, après avoir payé les droits exigibles sur celles-ci et dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de la décision ou de la révision, demander au Sous-Ministre, par écrit et selon les modalités de forme prescrites par celui-ci et les autres modalités réglementaires - relatives notamment aux renseignements à fournir -, de procéder à un réexamen. Dans le cas de marchandises d'un pays ALENA, la demande peut être faite, sans égard à ce paiement, par le gouvernement du pays ALENA ou, s'ils sont du pays ALENA, le producteur, le fabricant ou l'exportateur des marchandises.

Suspension

- 1.2) Le paragraphe 2) est inopérant tant que le paragraphe 1.1) est en vigueur.

Demande de réexamen

2) Par dérogation au paragraphe 1), l'importateur de marchandises visées par la décision ou la révision peut, après avoir payé les droits exigibles sur celles-ci et dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de la décision ou de la révision, demander au Sous-Ministre, par écrit et selon les modalités de forme prescrites par celui-ci et les autres modalités réglementaires - relatives notamment aux renseignements à fournir -, de procéder à un réexamen. Dans le cas de marchandises des Etats-Unis, la demande peut être faite, sans égard à ce paiement, par le gouvernement des Etats-Unis ou le producteur, le fabricant ou l'exportateur des marchandises.

Réexamen: faculté du Sous-Ministre

59. 1) Sous réserve du paragraphe 3), le Sous-Ministre peut réexaminer les décisions ou révisions, concernant des marchandises importées, prévues aux articles 55, 56 ou 57:

- a) à la suite d'une demande faite en application des paragraphes 58 1.1) ou 2);
- b) dans les cas où l'importateur ou l'exportateur a fait une déclaration trompeuse ou commis une fraude lors de la déclaration en détail des marchandises aux termes des paragraphes 32 1), 3) ou 5) de la Loi sur les douanes ou lors de leur dédouanement;
- c) dans les cas où le paragraphe 2 6) ou l'article 26 sont applicables aux marchandises en cause ou le deviennent;
- d) en vue d'exécuter une décision du Tribunal, de la Cour fédérale ou de la Cour suprême du Canada portant sur ces marchandises;
- e) de sa propre initiative, dans les deux ans suivant la décision rendue, selon le cas, en vertu de l'article 55 ou du paragraphe 56 1), sauf s'il a déjà fait un réexamen en vertu des alinéas a) à d) ou des paragraphes 2) ou 3).

Idem

2) Le Sous-Ministre peut faire un tel réexamen en tout temps afin de donner effet à une décision rendue par un groupe spécial sous le régime des parties I.1 ou II.

Réexamen obligatoire

3) En cas de demande de réexamen faite, en application des paragraphes 58 1.1) ou 2) et concernant les décisions prévues à l'article 55 ou la révision prévue à l'article 57, le Sous-Ministre:

- a) dans le cas des décisions prévues à l'article 55 ou des révisions prévues à l'alinéa 57b), réexamine celles-ci dans l'année qui suit la date de la demande;
- b) dans le cas des révisions prévues à l'alinéa 57a), réexamine celles-ci dans l'année qui suit la date de la demande prévue aux paragraphes 56 1.01) ou 1.1).

Avis de la nouvelle décision

3.1) Le Sous-Ministre fait donner, par courrier recommandé, avis de la décision issue du réexamen à l'importateur et, dans le cas de marchandises d'un pays ALENA, au gouvernement du pays ALENA en question et à toute autre personne désignée par règlement, ainsi qu'au secrétaire canadien lorsque la nouvelle décision donne effet à celle rendue par un groupe spécial sous le régime de la partie I.1.

Réception présumée

3.2) Pour l'application de la présente loi, l'avis est censé avoir été reçu par le gouvernement du pays ALENA dix jours après sa mise à la poste.

Suspension

3.3) Les paragraphes 4) et 5) sont inopérants tant que les paragraphes 3.1) et 3.2) sont en vigueur.

Avis de la nouvelle décision

4) Le Sous-Ministre fait donner, par courrier recommandé, avis de la décision issue du réexamen à l'importateur et, dans le cas de marchandises des Etats-Unis, au gouvernement des Etats-Unis et à toute autre personne désignée par règlement, ainsi qu'au secrétaire canadien lorsque la nouvelle décision donne effet à celle rendue par un groupe spécial sous le régime de la partie II.

Réception présumée

5) Pour l'application de la présente loi, l'avis est censé avoir été reçu par le gouvernement des Etats-Unis dix jours après sa mise à la poste.

Effet de la révision ou du réexamen

60. 1) Les révisions ou réexamens prévus aux articles 57 ou 59 et statuant sur la question visée à l'alinéa 56 1) a), ou sur la valeur normale des marchandises en cause, leur prix à l'exportation, le montant de subvention ou de la subvention à l'exportation octroyées pour elles entraînent, selon que des droits supplémentaires sont exigibles ou que tout ou partie des droits payés n'était pas exigible, l'une des conséquences suivantes:

- a) acquittement par l'importateur des droits supplémentaires payables sur les marchandises;
- b) restitution totale ou partielle à l'importateur, sans délai, des droits déjà payés sur ces marchandises. 1984, ch. 25, art. 60.

Décision du Sous-Ministre

2) Par dérogation au paragraphe 25 2), les droits imposés en vertu de la présente loi sur les marchandises vendues à un importateur au Canada sont inclus dans les frais mentionnés aux sous-alinéas 25 1) c) i) ou d) v), selon le cas, si, dans le cadre d'une révision ou d'un réexamen visé au paragraphe 1), le Sous-Ministre est d'avis que:

- a) les marchandises ont été revendues par la personne visée à l'alinéa 25 1) c) qui a acheté les marchandises de l'importateur ou par un acheteur subséquent à un prix inférieur à celui auquel le vendeur les a achetées, majoré des frais de vente et d'administration directement ou indirectement liés à la vente des marchandises;
- b) le prix à l'exportation - déterminé en vertu de l'article 24 - des marchandises est sujet à caution pour une raison énoncée au sous-alinéa 25 1) b) ii).

Appel devant le Tribunal canadien du commerce extérieur

Appel devant le Tribunal

61. 1) Sous réserve des articles 77.012 et 77.12, quiconque s'estime lésé par un réexamen effectué en application de l'article 59 peut en appeler au Tribunal en déposant, auprès du Sous-Ministre et du secrétaire du Tribunal, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date du réexamen, un avis d'appel.

Avis d'audition

2) L'avis d'audition d'un appel interjeté en application du paragraphe 1) est publié dans la Gazette du Canada au moins vingt et un jours avant la date de l'audition. Peuvent être entendues les personnes qui, au plus tard le jour de l'audition, déposent auprès du secrétaire du Tribunal un acte de comparution.

Ordonnances ou conclusions du Tribunal

3) Le Tribunal, saisi d'un appel en vertu du paragraphe 1), peut rendre les ordonnances ou conclusions indiquées en l'espèce et, notamment, déclarer soit quels droits sont payables, soit qu'aucun droit n'est payable sur les marchandises visées par l'appel. Les ordonnances, conclusions et déclarations du Tribunal sont définitives, sauf recours prévu à l'article 62.

Appel à la Cour fédérale

Recours devant la Cour d'appel fédérale sur un point de droit

62. 1) Dans les quatre-vingt-dix jours suivant l'ordonnance ou les conclusions prévues au paragraphe 61 3), recours peut en être porté sur une question de droit devant la Cour d'appel fédérale par:

- a) la personne qui a interjeté l'appel prévu à l'article 61;
- b) le Sous-Ministre;
- c) les personnes ayant déposé un acte de comparution en application du paragraphe 61 2) à condition qu'elles aient un intérêt suffisant et aient obtenu l'autorisation de ce tribunal ou d'un de ses juges.

Jugement de la Cour d'appel fédérale

2) La Cour d'appel fédérale peut se prononcer sur le recours en rendant les décisions indiquées en l'espèce et, notamment:

- a) déclarer soit quels droits sont payables, soit qu'aucun droit n'est payable sur les marchandises visées par l'appel au Tribunal;
- b) renvoyer l'affaire au Tribunal pour une nouvelle audition.

Intérêts sur montants dus

62.1 1) Quiconque omet d'acquitter des montants dus en application de l'alinéa 60 1) a) verse, en plus des montants dus, des intérêts, au taux réglementaire ou déterminé de la manière réglementaire, sur les arriérés par mois ou fraction de mois s'écoulant entre la date survenant trente jours après l'échéance et le règlement des arriérés.

Intérêts sur restitutions

2) Les bénéficiaires de restitutions, prévues à l'alinéa 60 1) b), de montants versés reçoivent, en plus des restitutions, des intérêts, au taux réglementaire ou déterminé de la manière réglementaire, sur les montants à restituer par mois ou fraction de mois s'écoulant entre le versement des montants et leur restitution.

Minimum

3) Il n'est tenu aucun compte des intérêts dus en application du présent article dont le montant est inférieur à dix dollars.

Caractère définitif des ordonnances ou conclusions et réexamen

Contrôle judiciaire

76. 1) Sous réserve du paragraphe 61 3) et des parties I.1 et II, les ordonnances ou conclusions du Tribunal prévues à la présente loi sont sujettes au contrôle judiciaire de la Cour d'appel fédérale pour l'un des motifs prévus au paragraphe 18.1 4) de la Loi sur la Cour fédérale.

Réexamen et nouvelle audition

2) Le Tribunal peut, de sa propre initiative ou à la demande du Sous-Ministre, de toute autre personne ou d'un gouvernement, réexaminer une ordonnance ou des conclusions rendues en vertu des articles 3 à 6 et à cette fin, accorder une nouvelle audition sur toute question.

Réexamen et nouvelle audition

2.1) Après réception de l'avis visé aux paragraphes 41.1 1) ou 2) et relatif à des marchandises faisant l'objet d'une ordonnance ou de conclusions du Tribunal non visées aux articles 3 à 6, celui-ci peut, de sa propre initiative ou à la demande du Sous-Ministre, de toute autre personne ou d'un gouvernement, réexaminer celles-ci et, à cette fin, accorder une nouvelle audition sur toute question.

Idem

2.2) Le Tribunal est tenu, après le renvoi à lui d'une ordonnance ou de conclusions en application des paragraphes 77.015 3) ou 4), 77.019 5), 77.15 3) ou 4) ou 77.19 4), de procéder à leur réexamen et peut, à cette fin, accorder une telle audition.

Condition préalable

3) Le Tribunal ne fait droit à une demande de réexamen aux termes des paragraphes 2) ou 2.1) que si le demandeur le convainc du bien-fondé de celle-ci.

Refus de réexamen

3.1) Le Tribunal, s'il rejette la demande de réexamen visée au paragraphe 2), rend en ce sens une ordonnance motivée, dont le secrétaire transmet copie, par courrier recommandé, aux demandeurs et fait publier un avis dans la Gazette du Canada.

Annulation ou prorogation de l'ordonnance ou des conclusions

4) A la fin du réexamen visé au paragraphe 2), le Tribunal rend une ordonnance motivée annulant ou prorogeant l'ordonnance ou les conclusions avec ou sans modification, selon le cas.

Nouvelles ordonnances ou conclusions

4.1) A la fin du réexamen visé aux paragraphes 2.1) ou 2.2), le Tribunal confirme ou annule l'ordonnance ou les conclusions en les remplaçant par la nouvelle ordonnance ou les nouvelles conclusions qu'il estime indiquées à l'égard des marchandises en cause et motive sa décision. La nouvelle ordonnance et les nouvelles conclusions précisent les marchandises et, le cas échéant, le fournisseur et le pays d'exportation visés.

Ordonnances ou conclusions distinctes

4.11) Lorsque le réexamen visé au paragraphe 2.1) concerne diverses marchandises dont certaines proviennent soit de plus d'un pays ALENA soit d'un ou de plusieurs pays ALENA et de pays non ALENA, le Tribunal rend, le cas échéant, une nouvelle ordonnance ou de nouvelles conclusions distinctes à l'égard des marchandises de chacun des pays ALENA.

Suspension

4.12) Le paragraphe 4.2) est inopérant tant que le paragraphe 4.11) est en vigueur.

Ordonnances ou conclusions distinctes

4.2) Lorsque le réexamen visé au paragraphe 2.1) concerne diverses marchandises dont certaines proviennent des Etats-Unis, le Tribunal rend, le cas échéant, une nouvelle ordonnance ou de nouvelles conclusions distinctes à l'égard de celles-ci.

Avis

4.3) A la fin de tout réexamen, le secrétaire transmet sans délai copie de l'ordonnance visée au paragraphe 4) ou de la nouvelle ordonnance ou des nouvelles conclusions visées au paragraphe 4.1), selon le cas, par courrier recommandé, au Sous-Ministre et aux autres destinataires que peuvent prévoir les règles du Tribunal, ainsi qu'au secrétaire canadien dans le cas du réexamen visé au paragraphe 2.2), et, dans les quinze jours suivant la fin du réexamen, un exposé des motifs correspondants. Il fait de plus publier un avis de l'ordonnance ou des conclusions dans la Gazette du Canada.

Présomption

5) A défaut de réexamen aux termes du paragraphe 2), l'ordonnance ou les conclusions sont réputées annulées après l'expiration de cinq ans suivant:

- a) la date de l'ordonnance ou des conclusions, si aucune prorogation n'a été faite en vertu du paragraphe 4);
- b) la date de la dernière ordonnance de prorogation, dans les autres cas.

Intervention du Ministre des finances

76.1 1) S'il l'estime nécessaire pour mettre en oeuvre une recommandation ou une décision de l'Organe de règlement des différends constitué en vertu de l'article 2 de l'annexe 2 de l'Accord sur l'OMC, le Ministre des finances peut demander, compte tenu de la recommandation ou de la décision:

- a) au Sous-Ministre de réexaminer, en totalité ou en partie, une décision rendue sous le régime de la présente loi;
- b) au Tribunal de réexaminer, en totalité ou en partie, une ordonnance ou des conclusions rendues en vertu des articles 3 à 6; le Tribunal peut accorder une nouvelle audition sur cette question.

Résultat du réexamen

- 2) Une fois terminé le réexamen, le Sous-Ministre ou le Tribunal:
 - a) soit confirme la décision, l'ordonnance ou les conclusions;
 - b) soit confirme la décision, l'ordonnance ou les conclusions et les assortit des modifications qu'il estime indiquées;
 - c) soit annule la décision, l'ordonnance ou les conclusions et les remplace par celles qu'il estime indiquées.

Motifs

3) Le Sous-Ministre et le Tribunal sont tenus de motiver les confirmations visées aux alinéas 2) a) ou b) ou les remplacements visés à l'alinéa 2) c) et d'indiquer quelles sont les marchandises visées et, si cela est possible, les fournisseurs et les pays d'exportation visés.

Notification du Ministre des finances

4) Le Sous-Ministre et le Tribunal sont tenus de notifier le Ministre des finances des confirmations visées aux alinéas 2) a) ou b) ou des remplacements visés à l'alinéa 2) c).

Présomptions

5) Les confirmations visées à l'alinéa 2) b) ou les remplacements visés à l'alinéa 2) c), effectués par le Sous-Ministre, sont considérés, selon le cas, comme:

- a) la décision définitive prévue à l'alinéa 41 1) a);
- b) la décision définitive de clôture de l'enquête prévue à l'alinéa 41 1) b);
- c) la décision de renouveler ou non l'engagement prévue au paragraphe 53 1).

77. [Abrogé, L.R. (1985), ch. 47 (4ème suppl.), art. 52]

PARTIE I.1

REGLEMENT DES DIFFERENDS CONCERNANT LES MARCHANDISES DES PAYS ALENA

Définitions et interprétation

Définitions

77.01 1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

"autorité compétente"

"appropriate authority"

"autorité compétente" Le Sous-Ministre ou le Tribunal qui a rendu une décision finale.

"comité"

"committee"

"comité" Le comité pour contestation extraordinaire formé au titre de l'article 77.018.

"comité spécial"

"special committee"

"comité spécial" Le comité spécial formé au titre du paragraphe 77.023 2).

"décisions finales"

"definitive decision"

"décisions finales" Les décisions suivantes relatives à des marchandises d'un pays ALENA, à l'exclusion des décisions visant à donner effet à celles de la Cour fédérale ou de la Cour suprême du Canada relatives à ces marchandises:

- a) la décision définitive rendue par le Sous-Ministre au titre de l'alinéa 41 1) a);
- b) la décision, rendue par le Sous-Ministre au titre de l'alinéa 41 1) b), de faire clore une enquête;
- c) les ordonnances ou conclusions rendues par le Tribunal au titre du paragraphe 43 1);

- d) la décision du Sous-Ministre de renouveler ou non un engagement, rendue au titre du paragraphe 53 1);
- e) le réexamen fait par le Sous-Ministre au titre du paragraphe 59 1);
- f) le réexamen fait par le Sous-Ministre au titre du paragraphe 59 3);
- g) l'ordonnance rendue par le Tribunal au titre du paragraphe 76 3.1);
- h) l'ordonnance de prorogation rendue par le Tribunal au titre du paragraphe 76 4);
- i) les ordonnances ou conclusions rendues par le Tribunal au titre du paragraphe 76 4.1) et relatives au réexamen prévu au paragraphe 76 2.1);
- i.1) l'ordonnance ou les conclusions du Tribunal rendues en vertu des alinéas 76.1 2) b) ou c);
- j) les ordonnances ou conclusions rendues par le Tribunal au titre du paragraphe 91 3).

"groupe spécial"

"panel"

"groupe spécial" Le groupe formé au titre de l'article 77.013.

"Ministre"

"Minister"

"Ministre" Le Ministre du commerce extérieur.

"règles"

"rules"

"règles" Les règles de procédure établies sous le régime du chapitre 19 de l'Accord de libre-échange nord-américain et les modifications qui leur sont apportées.

"secrétaire national"

"NAFTA country Secretary"

"secrétaire national" Le secrétaire d'une section nationale du secrétariat visé à l'article 2002 de l'Accord de libre-échange nord-américain.

Incompatibilité

2) Les dispositions de la présente partie l'emportent sur les dispositions incompatibles de la Loi sur la Cour fédérale.

Demande de révision

Demande de révision

77.011 1) Le Ministre ou le gouvernement du pays ALENA dont les marchandises sont visées par une décision finale peuvent demander, en conformité avec le paragraphe 4 de l'article 1904 de l'Accord de libre-échange nord-américain, la révision de cette décision finale par un groupe spécial.

Idem

2) Toute personne qui aurait droit, sans égard à l'article 77.012, soit de faire une demande aux termes de la Loi sur la Cour fédérale ou de l'article 96.1 de la présente loi relativement à une décision finale, soit d'en appeler de celle-ci au titre de l'article 61 de la présente loi peut, conformément au paragraphe 4 de l'Accord de libre-échange nord-américain, déposer une requête au secrétaire canadien demandant révision de la décision finale par un groupe spécial.

Demande réputée faite par le Ministre

3) Une requête présentée aux termes du paragraphe 2) est réputée être une demande du Ministre au sens du paragraphe 4 de l'Accord de libre-échange nord-américain.

Délai

4) Les requêtes visées aux paragraphes 1) ou 2) sont faites dans les trente jours suivant soit la date de publication, dans la Gazette du Canada, de l'avis de la décision finale visée, soit, dans le cas du réexamen visé aux paragraphes 59 1) ou 3), la date de réception de l'avis correspondant par le gouvernement du pays ALENA.

Motifs

5) La révision ne peut être demandée que pour l'un ou l'autre des motifs visés au paragraphe 18.1 4) de la Loi sur la Cour fédérale.

Notification

6) Le secrétaire canadien notifie au Ministre et au secrétaire national du pays ALENA la demande de révision qui lui a été faite, et la date de réception de celle-ci.

Interdiction de recours

7) La décision finale objet de la demande de révision n'est susceptible d'aucun recours prévu par la Loi sur la Cour fédérale ou par l'article 96.1 de la présente loi ni de l'appel visé à l'article 61 de la présente loi.

Demandes et appels

77.012 1) Nul ne peut demander le redressement d'une décision finale en application de la Loi sur la Cour fédérale ou sa révision et son annulation en application de cette loi ou de l'article 96.1 de la présente loi, ni former l'appel visé à l'article 61 de la présente loi, avant expiration du délai prévu au paragraphe 4 de l'article 1904 de l'Accord de libre-échange nord-américain et notification de son

intention, dans les vingt premiers jours de ce délai, adressée au secrétaire canadien et au secrétaire national du pays ALENA et, de la manière réglementaire, à toute autre personne qui aurait droit, sans égard au présent article, de se prévaloir des mêmes recours.

Prorogation et calcul du délai

2) Afin de permettre la présentation de la demande visée au paragraphe 1) après expiration du délai qui y est prévu, celui prévu aux paragraphes 18.1 2) de la Loi sur la Cour fédérale et 96.1 3) de la présente loi est prorogé de dix jours et calculé à compter du premier jour de ce délai.

Formation du groupe spécial

Formation

77.013 1) Un groupe spécial est formé, en conformité avec les paragraphes 1 à 4 de l'annexe 1901.2 du chapitre 19 de l'Accord de libre-échange nord-américain et les règlements pris à cet égard, afin de réviser la décision finale objet d'une demande faite en application de l'article 77.011.

Juges

2) Les juges ainsi que les anciens juges des juridictions supérieures canadiennes peuvent faire partie d'un groupe spécial.

Groupe spécial unique

3) Un seul groupe spécial est, sous réserve du consentement du Ministre et du gouvernement du pays ALENA, formé pour réviser la décision définitive rendue au titre de l'alinéa 41 1) a) et l'ordonnance ou les conclusions rendues au titre du paragraphe 43 1) lorsque cette décision et cette ordonnance ou ces conclusions visent les mêmes marchandises du pays ALENA et font l'objet de demandes de révision.

Dossier

77.014 Une fois les membres choisis, l'autorité compétente fait transmettre, conformément aux règles, copie du dossier administratif.

Révision

Procédure

77.015 1) Le groupe spécial procède à la révision de la décision finale conformément au chapitre 19 de l'Accord de libre-échange nord-américain et aux règles.

Pouvoirs

2) Le groupe spécial a les pouvoirs, droits et privilèges qui lui sont conférés par règlement.

Décision et ordonnance

3) Au terme de la révision, le groupe spécial décide du bien-fondé du motif invoqué à l'encontre de la décision finale visée et rend une ordonnance qui confirme la décision ou renvoie l'affaire à l'autorité compétente pour réexamen dans le délai qu'il fixe.

Révision de la suite donnée à l'ordonnance

4) Le groupe spécial révisé, de sa propre initiative ou sur demande faite conformément aux règles, la suite donnée par l'autorité compétente à l'ordonnance ainsi rendue et rend une nouvelle ordonnance dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de réception de l'avis de cette suite par le secrétaire canadien.

Contenu de la décision et transmission

5) La décision du groupe spécial est consignée et comprend ses motifs de même que l'énoncé de toute opinion convergente ou divergente. Le secrétaire canadien fait publier un avis de la décision dans la Gazette du Canada et transmet, par courrier recommandé, une copie de celle-ci et de l'ordonnance rendue en application des paragraphes 3) ou 4) au Ministre, au gouvernement du pays ALENA, à l'autorité compétente ainsi qu'à toute personne qui a fait des observations.

Suite aux décisions du groupe spécial

Suite aux ordonnances de renvoi

77.016 1) Après le renvoi à elle d'une affaire en application des paragraphes 77.015 3) ou 4) ou 77.019 5), l'autorité compétente donne à celle-ci, dans le délai fixé par le groupe spécial, la suite compatible avec la décision rendue par celui-ci.

Exception

2) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, l'autorité compétente n'est tenue de donner suite à une ordonnance rendue au titre du paragraphe 77.015 4) que si la suite à donner diffère de celle donnée à l'ordonnance précédente.

Contestation extraordinaire

Demande

77.017 1) Le Ministre ou le gouvernement du pays ALENA peuvent, dans le délai fixé par les règles et consécutif à l'ordonnance du groupe spécial, demander par écrit au secrétaire canadien la mise en mouvement du processus de contestation extraordinaire à cet égard.

Motifs

2) La demande ne peut être présentée que pour l'un des motifs visés au paragraphe 13 de l'article 1904 de l'Accord de libre-échange nord-américain.

Notification

3) Le secrétaire canadien notifie au Ministre ou au secrétaire national du pays ALENA la demande qui lui a été faite, selon qu'elle provient du gouvernement d'un pays ALENA ou du Ministre, et la date de réception de celle-ci.

Formation du comité

77.018 A la suite de la demande visée à l'article 77.017, un comité pour contestation extraordinaire est formé en conformité avec le paragraphe 1 de l'annexe 1904.13 du chapitre 19 de l'Accord de libre-échange nord-américain et les règlements pris à cet égard.

Procédure

77.019 1) Le comité mène le processus de contestation extraordinaire et rend une décision en conformité avec l'annexe 1904.13 de l'Accord de libre-échange nord-américain et les règles.

Pouvoirs

2) Le comité a les pouvoirs, droits et privilèges qui lui sont conférés par règlement.

Maintien de la décision du groupe spécial

3) Si les motifs de la demande ne sont pas établis, le comité la rejette et la décision du groupe spécial est maintenue.

Nouveau groupe spécial

4) En cas d'annulation, par le comité, de l'ordonnance d'un groupe spécial, un nouveau groupe spécial est formé et procède à la révision de la décision finale visée par l'ordonnance, le tout en conformité avec la présente partie.

Suite aux ordonnances de renvoi

5) En cas de renvoi par le comité au groupe spécial de l'ordonnance qu'il a rendue, celui-ci est tenu d'y donner la suite compatible avec la décision du comité.

Contenu de la décision et transmission

6) La décision du comité est consignée et comprend ses motifs de même que l'énoncé de toute opinion convergente ou divergente. Le secrétaire canadien fait publier un avis de la décision dans la Gazette du Canada et transmet, par courrier recommandé, une copie de celle-ci et de l'ordonnance rendue par le comité au Ministre, au gouvernement du pays ALENA, à l'autorité compétente et à toute personne qui a fait des observations.

Caractère définitif des ordonnances

77.02 1) Sous réserve du paragraphe 77.015 4) et de l'article 77.019, les ordonnances et décisions du groupe spécial ou du comité sont obligatoires et définitives et ne sont pas susceptibles d'appel.

Interdiction de recours extraordinaire

2) Sous réserve du paragraphe 77.015 4) et de l'article 77.019, l'action - décision, ordonnance ou procédure - du groupe spécial ou du comité, dans la mesure où elle s'exerce ou est censée s'exercer dans le cadre de la présente loi, ne peut, pour quelque motif que ce soit - y compris l'excès de pouvoir ou l'incompétence à une étape quelconque de la procédure - être contestée, révisée, annulée, empêchée ou limitée, ni faire l'objet d'un recours judiciaire, notamment par voie d'injonction, de *certiorari*, de prohibition, de *quo warranto* ou de jugement déclaratoire.

Disposition inapplicable

3) Le paragraphe 18.3 1) de la Loi sur la Cour fédérale ne s'applique pas au groupe spécial, au comité, ni au comité spécial.

Membres

Règles de conduite

77.021 1) Les membres du groupe spécial, du comité et du comité spécial se conforment au code de conduite établi en application de l'article 1909 de l'Accord de libre-échange nord-américain.

Engagement

2) Les membres du groupe spécial et les personnes désignées par règlement sont tenus de signer un engagement, rédigé selon les modalités de forme prescrites par le Sous-Ministre, relatif à la communication et à l'utilisation des renseignements protégés - confidentiels, personnels, commerciaux de nature exclusive ou autres désignés par règlement - à leur disposition dans le cours des procédures visées à la présente partie.

Immunité

3) Sous réserve de l'article 77.034, les membres du groupe spécial sont soustraits aux poursuites et autres procédures pour les faits - actes ou omissions - accomplis ou censés accomplis dans le cadre de la présente partie.

Traitement et indemnisation

77.022 Les membres reçoivent le traitement fixé par la Commission de libre-échange créée aux termes de l'article 2001 de l'Accord de libre-échange nord-américain et sont indemnisés, selon le barème ainsi fixé, des frais de déplacement et de séjour engagés dans l'exercice des fonctions qui leur sont confiées en application de la présente partie.

Révision par un comité spécial

Demande de révision

77.023 1) Le gouvernement d'un pays ALENA peut, pour l'un des motifs mentionnés à l'article 1905.1 de l'Accord de libre-échange nord-américain, demander au secrétaire canadien une révision par un comité spécial.

Formation du comité spécial

2) La formation du comité spécial est régie par l'annexe 1904.13 de l'Accord de libre-échange nord-américain et les règles.

Arrêt des procédures

77.024 1) Sous réserve du paragraphe 2), si un comité spécial, à la suite d'une plainte du Canada, fait une constatation positive à l'encontre d'un pays ALENA sur l'un des faits mentionnés à l'article 1905.1 de l'Accord de libre-échange nord-américain, le Ministre doit ordonner l'arrêt de toutes les procédures d'examen par un groupe spécial aux termes de l'article 77.011 ou par un comité aux termes de l'article 77.017 prises par le gouvernement ou une personne du pays ALENA après la date de la demande de consultation prévue à l'article 1905.1 de l'Accord de libre-échange nord-américain.

Exception

2) Ne sont pas visées par l'ordonnance d'arrêt les procédures prises plus de cent cinquante jours avant la constatation positive faite par le comité spécial.

Demande

77.025 Si, à la suite d'une plainte du gouvernement d'un pays ALENA, un comité spécial fait une constatation positive à l'encontre du Canada, le gouvernement du pays ALENA peut demander que le Ministre ordonne l'arrêt de toutes les procédures d'examen par un groupe spécial ou par un comité prises par le gouvernement ou une personne du pays ALENA aux termes des articles 77.011 ou 77.017. Le Ministre doit donner suite à cette demande.

Exécution

77.026 L'ordonnance d'arrêt des procédures est exécutoire soit le lendemain de la constatation positive, dans le cas visé à l'article 77.024, soit le lendemain de la date de la demande, dans le cas visé à l'article 77.025.

Interruption des délais

77.027 La constatation positive faite par un comité spécial contre le Canada ou un pays ALENA sur un des faits mentionnés à l'article 1905.1 de l'Accord de libre-échange nord-américain à la suite d'une plainte du gouvernement d'un pays ALENA ou du Canada interrompt les délais relatifs à la demande de révision prévue au paragraphe 77.011 4) et ceux relatifs à la demande de contestation extraordinaire prévus au paragraphe 77.017 1) concernant les marchandises du pays ALENA visées par cette constatation. Il en est de même des délais fixés par la Loi sur la Cour fédérale et par l'article 61 et le paragraphe 96.1 3) de la présente loi relatifs aux demandes d'appel ou de contrôle judiciaire

concernant les décisions finales au sens du paragraphe 77.01 1). Ces délais ne reprennent qu'en conformité avec l'article 77.033.

Suspension des procédures

77.028 1) Le Ministre peut suspendre à l'égard des marchandises d'un pays ALENA l'application de l'article 1904 de l'Accord de libre-échange nord-américain en tout temps soit après un délai de soixante jours - mais pas plus de quatre-vingt-dix - suivant la constatation positive faite à l'encontre du pays ALENA à la suite d'une demande du Canada faite en vertu de l'article 1905.2 de cet accord, soit après que le gouvernement du pays ALENA a suspendu l'application de l'article 1904 du même accord à l'égard de marchandises canadiennes à la suite d'une constatation positive faite contre le Canada.

Notification

2) Le secrétaire canadien notifie par écrit au secrétaire national du pays ALENA la décision du Ministre de suspendre à l'égard des marchandises de ce pays l'application de l'article 1904 de l'Accord de libre-échange nord-américain et publie l'avis dans la Gazette du Canada.

Suspension des avantages de l'accord

77.029 1) Lorsqu'une constatation positive est rendue contre un pays ALENA à la suite d'une plainte du Canada faite en application de l'article 1905.2 de l'Accord de libre-échange nord-américain, le Gouverneur en conseil peut, par décret pris sur la recommandation du Ministre et du Ministre des finances, suspendre à l'égard de ce pays les avantages de l'Accord de libre-échange nord-américain qu'il estime indiqués. Le décret ne peut être pris qu'entre le sixième et le quatre-vingt-dixième jour suivant la constatation positive.

Pouvoirs

2) Pour l'application du paragraphe 1), le Gouverneur en conseil peut décréter les mesures suivantes:

- a) suspendre les droits ou privilèges que le Canada a accordés à ce pays ou à des marchandises, prestataires de services, fournisseurs, investisseurs ou investissements de ce pays en vertu de l'Accord de libre-échange nord-américain ou d'une loi fédérale;
- b) modifier ou suspendre l'application d'un texte fédéral à ce pays ou à des marchandises, prestataires de services, fournisseurs, investisseurs ou investissements de ce pays;
- c) étendre l'application d'un texte fédéral à ce pays ou à des marchandises, prestataires de services, fournisseurs, investisseurs ou investissements de ce pays;
- d) prendre toute autre mesure qu'il estime nécessaire.

Durée d'application

3) Un décret pris en vertu du paragraphe 1) s'applique, sauf révocation, pendant la période qui y est spécifiée.

Définition de "texte fédéral"

4) Au présent article, "texte fédéral" s'entend de tout ou partie d'une loi fédérale ou d'un règlement ou autre texte pris dans l'exercice d'un pouvoir conféré sous le régime d'une loi fédérale.

Nature du décret

5) Un décret pris en application du paragraphe 1) n'est pas un texte réglementaire au sens de la Loi sur les textes réglementaires.

Suites à donner

6) Le Gouverneur en conseil prend les mesures requises pour donner suite à la détermination du comité spécial rendue en application de l'alinéa 1905.10 a) de l'Accord de libre-échange nord-américain à la suite d'un décret pris en vertu du paragraphe 1).

Suspension limitée

77.03 La suspension de l'article 1904 de l'Accord de libre-échange nord-américain à l'égard d'un pays ALENA en application de l'article 77.028 empêche la suspension de l'article 1905.2 de cet accord en application de l'article 77.029 à l'égard de ce pays. De même, la suspension de l'article 1905.2 du même accord à l'égard d'un pays ALENA en application de l'article 77.029 empêche la suspension de l'article 1904 du même accord en application de l'article 77.028 à l'égard de ce pays.

Cour fédérale

77.031 1) Lorsque, en application du paragraphe 77.028 1), le Ministre suspend l'application de l'article 1904 de l'Accord de libre-échange nord-américain et que les procédures de révision par un groupe spécial ou de contestation extraordinaire ont été arrêtées en application du paragraphe 77.024 1), celui-ci, le gouvernement du pays ALENA ou toute partie à ces procédures peuvent présenter à la Cour d'appel fédérale, pour l'un des motifs mentionnés au paragraphe 18.1 4) de la Loi sur la Cour fédérale, une demande de contrôle judiciaire de la décision finale qui est l'objet de cette révision ou contestation extraordinaire. Cette demande doit être présentée dans les trente jours suivant la date où l'arrêt des procédures a été ordonné.

Idem

2) Lorsque, en application de l'article 1905.8 de l'Accord de libre-échange nord-américain, le gouvernement d'un pays ALENA suspend l'application de l'article 1904 de cet accord à l'égard de marchandises canadiennes et que les procédures de révision par un groupe spécial ou de contestation extraordinaire ont été arrêtées en application de l'article 77.025, celui-ci ou les personnes de ce pays parties à ces procédures peuvent présenter à la Cour d'appel fédérale, pour l'un des motifs mentionnés au paragraphe 18.1 4) de la Loi sur la cour fédérale, une demande de contrôle judiciaire de la décision finale qui est l'objet de cette révision ou contestation extraordinaire. Cette demande doit être présentée dans les trente jours suivant la date où l'arrêt des procédures a été ordonné.

Conséquence de la demande

3) Pour l'application des paragraphes 1) et 2), la décision finale qui est l'objet d'une demande de contrôle judiciaire à la Cour d'appel fédérale ne peut plus faire l'objet de révision par

un groupe spécial ou de contestation extraordinaire même si la suspension de l'article 1904 de l'Accord de libre-échange nord-américain a été levée en application de l'article 77.032.

Levée de la suspension

77.032 Le Ministre lève toute suspension faite en application du paragraphe 77.028 1) lorsque le comité spécial, réuni en application de l'article 1905.10 de l'Accord de libre-échange nord-américain, constate que les problèmes ayant fait l'objet de la constatation positive ont été corrigés.

Reprise

77.033 Toute procédure arrêtée en application du paragraphe 77.024 1) ou de l'article 77.025 et tout délai suspendu en application de l'article 77.027 reprennent lorsque, en application de l'article 77.029, il y a suspension des avantages découlant de l'Accord de libre-échange nord-américain. Si l'application de l'article 1904 de cet accord n'a pas été suspendue aux termes du paragraphe 77.028 1), les procédures et les délais reprennent au bout des quatre-vingt-dix jours suivant la date de la constatation positive ou à toute date antérieure fixée par le Ministre.

Infractions

Infraction

77.034 1) Commet une infraction quiconque contrevient ou manque soit aux engagements visés au paragraphe 77.021 2), soit aux règles concernant la communication et l'utilisation de renseignements protégés - confidentiels, personnels, commerciaux de nature exclusive ou autres désignés par règlement -, soit aux ordonnances conservatoires rendues à l'égard de ces renseignements en application de la législation d'un pays ALENA sur la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain.

Peine

2) Quiconque commet l'infraction prévue au paragraphe 1) encourt, sur déclaration de culpabilité:

- a) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars;
- b) par procédure sommaire, une amende maximale de cent mille dollars.

Consentement préalable

3) Il ne peut être engagé de poursuite pour une telle infraction sans le consentement écrit du procureur général du Canada.

Règlements

Règlements

77.035 Le Gouverneur en conseil peut, par règlement pris sur recommandation du Ministre et du Ministre des finances:

- a) conférer aux groupes spéciaux, comités et comités spéciaux les pouvoirs, droits et privilèges qu'il estime nécessaires pour donner effet au chapitre 19 de l'Accord de libre-échange nord-américain et aux règles, y compris ceux d'une cour supérieure d'archives;
- b) autoriser les personnes ou les membres d'une catégorie de personnes employées au service de Sa Majesté à titre de fonctionnaires ou à une fonction de responsabilité à exercer les pouvoirs et fonctions attribués au Ministre sous le régime de la présente partie;
- c) prendre toute mesure d'application des paragraphes 1 à 4 de l'annexe 1901.2 et du paragraphe 1 de l'annexe 1904.13 du chapitre 19 de l'Accord de libre-échange nord-américain;
- d) prendre toute mesure d'application de la présente partie.

Publication dans la Gazette du Canada

77.036 Les règles, le code de conduite établi en application de l'article 1909 de l'Accord de libre-échange nord-américain, ainsi que les modifications qui leur sont apportées, sont publiés dans la Gazette du Canada.

Application de certaines dispositions

Application

77.037 Les dispositions législatives fédérales soit modifiant la présente loi, soit concernant l'imposition de droits antidumping ou compensateurs, soit modifiant une disposition concernant le contrôle judiciaire d'une décision finale ou les motifs de cette révision et entrant en vigueur après l'entrée en vigueur du présent article ne s'appliquent aux marchandises d'un pays ALENA que si mention expresse à cet effet est faite dans une loi fédérale.

Suspension

77.038 La partie II est inopérante tant que la présente partie est en vigueur.

PARTIE II

REGLEMENT DES DIFFERENDS CONCERNANT LES MARCHANDISES DES ETATS-UNIS

Définitions

Définitions

77.1 1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

"autorité compétente"

"appropriate authority"

"autorité compétente" Le Sous-Ministre ou le Tribunal qui a rendu une décision définitive.

"comité"

"committee"

"comité" Le comité pour contestation extraordinaire formé au titre de l'article 77.18.

"décisions finales"

"definitive decision"

"décisions finales" Les décisions suivantes relatives à des marchandises des Etats-Unis, à l'exclusion des décisions visant à donner effet à celles de la Cour fédérale ou de la Cour suprême du Canada relatives à ces marchandises:

- a) la décision définitive rendue par le Sous-Ministre au titre de l'alinéa 41 1) a);
- b) la décision rendue par le Sous-Ministre au titre de l'alinéa 41 1) b) de faire clore une enquête;
- c) les ordonnances ou conclusions rendues par le Tribunal au titre du paragraphe 43 1);
- d) la décision du Sous-Ministre de renouveler ou non un engagement rendue au titre du paragraphe 53 1);
- e) le réexamen fait par le Sous-Ministre au titre du paragraphe 59 1);
- f) le réexamen fait par le Sous-Ministre au titre du paragraphe 59 3);
- g) l'ordonnance rendue par le Tribunal au titre du paragraphe 76 3.1);
- h) l'ordonnance de prorogation rendue par le Tribunal au titre du paragraphe 76 4);
- i) l'ordonnance ou les conclusions rendues par le Tribunal au titre du paragraphe 76 4.1) et relatives au réexamen prévu au paragraphe 76 2.1);

i.1) l'ordonnance ou les conclusions du Tribunal rendues en vertu des alinéas 76.1 2) b) ou c);

j) les ordonnances ou conclusions rendues par le Tribunal au titre du paragraphe 91 3).

"groupe spécial"

"panel"

"groupe spécial" Le groupe formé au titre de l'article 77.13.

"Ministre"

"Minister"

"Ministre" Le Ministre du commerce extérieur.

"règles"

"rules"

"règles" Les règles de procédure établies sous le régime du chapitre 19 de l'Accord de libre-échange et les modifications qui leur sont apportées.

"secrétaire américain"

"American Secretary"

"secrétaire américain" Le secrétaire de la section américaine du secrétariat visé à l'article 1909 de l'Accord de libre-échange.

"secrétariat"

"Secretariat"

"secrétariat" Le secrétariat canadien constitué au titre de l'article 77.23.

Incompatibilité

2) Les dispositions de la présente partie l'emportent sur les dispositions incompatibles de la Loi sur la Cour fédérale. 1988, ch. 65, art. 42.

Demande de révision

Demande de révision

77.11 1) Le Ministre ou le gouvernement des Etats-Unis peuvent demander, en conformité avec le paragraphe 4 de l'article 1904 de l'Accord de libre-échange, la révision d'une décision finale par un groupe spécial.

Idem

2) Le Ministre est tenu de faire cette demande lorsque requête en est faite au secrétaire canadien par une personne qui aurait droit, sans égard à l'article 77.12, soit de faire une demande visée

aux articles 28 de la Loi sur la Cour fédérale ou 96.1 de la présente loi relativement à une décision finale, soit d'en appeler de celle-ci au titre de l'article 61 de la présente loi.

Délai

3) La requête au secrétaire canadien est faite dans les vingt-cinq jours suivant soit la date de publication, dans la Gazette du Canada, de l'avis de la décision visée, soit, dans le cas du réexamen visé aux paragraphes 59 1) ou 3), la date de réception de l'avis correspondant par le gouvernement des Etats-Unis.

Motifs

4) La révision ne peut être demandée par le Ministre que pour l'un ou l'autre des motifs visés au paragraphe 28 1) de la Loi sur la Cour fédérale.

Notification

5) Le secrétaire canadien notifie au Ministre ou au secrétaire américain la demande de révision qui lui a été faite, selon qu'elle provient du gouvernement des Etats-Unis ou du Ministre, et la date de réception de celle-ci.

Interdiction de recours

6) La décision finale objet de la demande de révision n'est susceptible d'aucun recours prévu aux articles 18 ou 28 de la Loi sur la Cour fédérale ou 96.1 de la présente loi ni de l'appel visé à l'article 61 de cette loi. 1988, ch. 65, art. 42.

Demandes et appels

77.12 1) Nul ne peut demander le redressement d'une décision finale en application de l'article 18 de la Loi sur la Cour fédérale ou sa révision et son annulation en application de l'article 28 de la même loi ou de l'article 96.1 de la présente loi, ni former l'appel visé à l'article 61 de cette loi, avant expiration du délai prévu au paragraphe 4 de l'article 1904 de l'Accord de libre-échange et notification de son intention, dans les vingt premiers jours de ce délai, adressée aux secrétaires canadien et américain et, de la manière réglementaire, à toute autre personne qui aurait droit, sans égard au présent article, de se prévaloir des mêmes recours.

Prorogation et calcul du délai

2) Afin de permettre la demande visée au paragraphe 1) après expiration du délai qui y est prévu, celui de dix jours prévu aux paragraphes 28 2) de la Loi sur la Cour fédérale et 96.1 3) de la présente loi est prorogé de trente jours et calculé à compter du premier jour de ce délai. 1998, ch. 65, art. 42.

Formation du groupe spécial

Formation

77.13 1) Un groupe est formé, en conformité avec les paragraphes 1 à 4 de l'annexe 1901.2 du chapitre 19 de l'Accord de libre-échange et les règlements pris à cet égard, afin de réviser la décision finale objet d'une demande faite en application de l'article 77.11.

Groupe unique

2) Un seul groupe est, sous réserve du consentement du Ministre et du gouvernement des Etats-Unis, formé pour réviser la décision définitive rendue au titre de l'alinéa 41 1) a) et l'ordonnance ou les conclusions rendues au titre du paragraphe 43 1) lorsque cette décision et cette ordonnance ou ces conclusions visent les mêmes marchandises des Etats-Unis et font l'objet de demandes de révision. 1988, ch. 65, art. 42.

Dossier

77.14 Une fois les membres choisis, l'autorité compétente fait transmettre au secrétaire, conformément aux règles, copie du dossier administratif. 1988, ch. 65, art. 42.

Révision

Procédure

77.15 1) Le groupe spécial procède à la révision de la décision finale conformément au chapitre 19 de l'Accord de libre-échange et aux règles.

Pouvoirs

2) Le groupe spécial a les pouvoirs, droits et privilèges qui lui sont conférés par règlement.

Décision et ordonnance

3) Au terme de la révision, le groupe spécial décide du bien-fondé du motif invoqué à l'encontre de la décision finale visée et rend une ordonnance définitive qui confirme la décision ou renvoie l'affaire à l'autorité compétente pour réexamen dans le délai qu'il fixe.

Révision de la suite donnée à l'ordonnance

4) Le groupe spécial révisé, de sa propre initiative ou sur demande faite conformément aux règles, la suite donnée par l'autorité compétente à l'ordonnance ainsi rendue et rend une nouvelle ordonnance dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de réception de l'avis de cette suite par le secrétaire canadien.

Contenu de la décision et transmission

5) La décision du groupe spécial est consignée et comprend ses motifs de même que l'énoncé de toute opinion convergente ou divergente. Le secrétaire canadien fait publier un avis de la décision

dans la Gazette du Canada et transmet, par courrier recommandé, une copie de celle-ci et de l'ordonnance rendue en application des paragraphes 3) ou 4) au Ministre, au gouvernement des Etats-Unis, à l'autorité compétente ainsi qu'à toute personne qui a fait des observations. 1988, ch. 65, art. 42.

Suite aux décisions du groupe spécial

Suite aux ordonnances de renvoi

77.16 1) Après le renvoi à elle d'une affaire en application des paragraphes 77.15 3) ou 4), l'autorité compétente donne à celle-ci, dans le délai fixé par le groupe spécial, la suite compatible avec la décision rendue par celui-ci.

Exception

2) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, l'autorité compétente n'est tenue de donner suite à une ordonnance rendue au titre du paragraphe 77.15 4) que si la suite à donner diffère de celle donnée à l'ordonnance précédente. 1988, ch. 65, art. 42.

Contestation extraordinaire

Demande

77.17 1) Le Ministre ou le gouvernement des Etats-Unis peuvent, dans le délai fixé par les règles et consécutif à l'ordonnance du groupe spécial, demander par écrit au secrétaire canadien la mise en mouvement du processus de contestation extraordinaire à cet égard.

Motifs

2) La demande ne peut être présentée que pour l'un des motifs visés au paragraphe 13 de l'article 1904 de l'Accord de libre-échange.

Notification

3) Le secrétaire canadien notifie au Ministre ou au secrétaire américain la demande qui lui a été faite, selon qu'elle provient du gouvernement des Etats-Unis ou du Ministre, et la date de réception de celle-ci. 1988, ch. 65, art. 42.

Formation du comité

77.18 A la suite de la demande visée à l'article 77.17, un comité pour contestation extraordinaire est formé en conformité avec le paragraphe 1 de l'annexe 1904.13 du chapitre 19 de l'Accord de libre-échange et les règlements pris à cet égard. 1988, ch. 65, art. 42.

Procédure

77.19 1) Le comité mène le processus de contestation extraordinaire et rend une décision en conformité avec l'annexe 1904.13 de l'Accord de libre-échange et les règles.

Pouvoirs

- 2) Le comité a les pouvoirs, droits et privilèges qui lui sont conférés par règlement.

Nouveau groupe spécial

- 3) En cas d'annulation, par le comité, de l'ordonnance d'un groupe spécial, un nouveau groupe spécial est formé et procède à la révision de la décision visée par l'ordonnance, le tout en conformité avec la présente partie.

Suites aux ordonnances de renvoi

- 4) En cas de renvoi par le comité au groupe spécial de l'ordonnance qu'il a rendue, celui-ci est tenu d'y donner la suite compatible avec la décision du comité.

Contenu de la décision et transmission

- 5) La décision du comité est consignée et comprend ses motifs de même que l'énoncé de toute opinion convergente ou divergente. Le secrétaire canadien fait publier un avis de la décision dans la Gazette du Canada et transmet, par courrier recommandé, une copie de celle-ci et de l'ordonnance rendue par le comité au Ministre, au gouvernement des Etats-Unis, à l'autorité compétente et à toute personne qui a fait des observations. 1988, ch. 65, art. 42.

Caractère définitif des ordonnances

- 77.2 1) Sous réserve du paragraphe 77.15 4) et de l'article 77.17, les ordonnances et décisions du groupe spécial ou du comité sont obligatoires et définitives et ne sont pas susceptibles d'appel.

Interdiction de recours extraordinaire

- 2) Sous réserve du paragraphe 77.15 4) et de l'article 77.17, l'action - décision, ordonnance ou procédure - du groupe spécial ou du comité, dans la mesure où elle s'exerce ou est censée s'exercer dans le cadre de la présente loi, ne peut, pour quelque motif que ce soit - y compris l'excès de pouvoir ou l'incompétence à une étape quelconque de la procédure - être contestée, révisée, annulée, empêchée ou limitée, ni faire l'objet d'un recours judiciaire, notamment par voie d'injonction, de *certiorari*, de prohibition, de *quo warranto* ou de jugement déclaratoire.

Disposition inapplicable

- 3) Le paragraphe 28 4) de la Loi sur la Cour fédérale ne s'applique pas au groupe spécial ni au comité. 1988, ch. 65, art. 42.

Membres

Règles de conduite

- 77.21 1) Les membres du groupe spécial et ceux du comité se conforment au code de conduite établi en application de l'article 1910 de l'Accord de libre-échange.

Engagement

2) Les membres du groupe spécial et les personnes désignées par règlement sont tenus de signer un engagement, rédigé selon les modalités de forme prescrites par le Sous-Ministre, relatif à la communication et à l'utilisation des renseignements protégés - confidentiels, personnels, commerciaux de nature exclusive ou autres - à leur disposition dans le cours des procédures visées à la présente partie.

Immunité

3) Sous réserve de l'article 77.26, le membre du groupe spécial est soustrait aux poursuites et autres procédures pour les faits - actes ou omissions - censés accomplis dans le cadre de la présente partie. 1988, ch. 65, art. 42.

Traitement et indemnisation

77.22 Les membres reçoivent le traitement fixé par la Commission mixte du commerce canado-américain créée aux termes de l'Accord de libre-échange et sont indemnisés, selon le barème ainsi fixé, des frais de déplacement et de séjour exposés dans l'exercice des fonctions qui leur sont confiées en application de la présente partie.

Secrétariat

Secrétariat canadien

77.23 Est constitué le secrétariat canadien chargé de faciliter la mise en oeuvre du chapitre 19 de l'Accord de libre-échange et l'accomplissement des travaux des groupes spéciaux et des comités. 1988, ch. 65, art. 42.

Secrétaire

77.24 1) Le Gouverneur en conseil, sur recommandation du Ministre, nomme, pour un mandat maximal de cinq ans, le secrétaire du secrétariat.

Rémunération et indemnisation

2) Le secrétaire canadien reçoit la rémunération et l'indemnisation fixées par le Gouverneur en conseil.

Intérim

3) En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire canadien ou de vacance de son poste, le Gouverneur en conseil peut nommer un remplaçant, aux conditions qu'il estime indiquées. Celui-ci exerce dès lors les pouvoirs et fonctions de ce secrétaire et reçoit la rémunération et l'indemnisation fixées par le Gouverneur en conseil.

Régime de pension

4) Les dispositions de la Loi sur la pension de la fonction publique qui ne traitent pas d'occupation de poste s'appliquent au secrétaire canadien; toutefois, s'il est choisi en dehors de la fonction

publique, au sens de la même loi, il peut, par avis écrit adressé au président du Conseil du Trésor dans les soixante jours suivant sa date de nomination, choisir de cotiser au régime de pension prévu par la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique; dans ce cas, il est assujéti aux dispositions de cette loi qui ne traitent pas d'occupation de poste.

Fonctions du secrétaire

5) Le secrétaire canadien est le premier dirigeant du secrétariat; à ce titre, il contrôle son travail et la gestion de son personnel. 1988, ch. 65, art. 42.

Personnel

77.25 Le personnel nécessaire à l'exercice des travaux de secrétariat est nommé conformément à la Loi sur l'emploi dans la fonction publique. 1988, ch. 65, art. 42.

Infractions

Infraction

77.26 1) Commet une infraction quiconque contrevient ou manque soit aux engagements visés au paragraphe 77.21 2), soit aux règles concernant la communication et l'utilisation de renseignements protégés - confidentiels, personnels, commerciaux de nature exclusive ou autres -, soit aux ordonnances conservatoires rendues à l'égard de ces renseignements en application de la législation américaine de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange.

Peine

2) Quiconque commet l'infraction prévue au paragraphe 1) encourt, sur déclaration de culpabilité:

- a) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars;
- b) par procédure sommaire, une amende maximale de cent mille dollars.

Consentement préalable

3) Il ne peut être engagé de poursuite pour une telle infraction sans le consentement écrit du procureur général du Canada. 1988, ch. 65, art. 42.

Règlements

Règlements

77.27 Le Gouverneur en conseil peut, par règlement pris sur recommandation du Ministre et du Ministre des finances:

- a) conférer aux groupes spéciaux et comités les pouvoirs, droits et privilèges qu'il estime nécessaires pour donner effet au chapitre 19 de l'Accord de libre-échange et aux règles, y compris ceux d'une cour supérieure d'archives;
- b) autoriser les personnes ou les membres d'une catégorie de personnes employées au service de Sa Majesté à titre de fonctionnaires ou à une fonction de responsabilité à exercer les pouvoirs et fonctions attribués au Ministre sous le régime de la présente partie;
- c) prendre toute mesure d'application des paragraphes 1 à 4 de l'annexe 1901.2 et du paragraphe 1 de l'annexe 1904.13 du chapitre 19 de l'Accord de libre-échange;
- d) prendre toute mesure d'application de la présente partie. 1988, ch. 65, art. 42.

Publication dans la Gazette du Canada

77.28 Les règles et le code de conduite établi en application de l'article 1910 de l'Accord de libre-échange, ainsi que les modifications qui leur sont apportées, sont publiés dans la Gazette du Canada.

Application de certaines dispositions

Application

77.29 Les dispositions législatives fédérales soit modifiant la présente loi, soit concernant l'imposition de droits antidumping ou compensateurs, soit modifiant une disposition concernant la révision judiciaire d'une décision finale ou les motifs de cette révision et entrant en vigueur après l'entrée en vigueur du présent article ne s'appliquent aux marchandises des Etats-Unis que si mention expresse à cet effet est faite dans une loi fédérale.

PARTIE III

DISPOSITIONS GENERALES

Production de preuves

Demande d'éléments de preuve

- 78.
- 1) Dans les cas où:
 - a) dans le cadre d'une enquête de dumping ou de subventionnement;
 - b) à l'égard d'une vente:
 - i) soit de marchandises à un importateur se trouvant au Canada,
 - ii) soit de marchandises qui se trouvent à l'étranger ou qui y sont en cours de production,

qui sont de même description que celles auxquelles s'applique une ordonnance ou des conclusions du Tribunal visées aux articles 3, 5 ou 6 et qui seront ou pourraient être importées au Canada;

il a des motifs raisonnables de croire qu'une personne se trouvant au Canada est en mesure de fournir des éléments de preuve utiles à l'enquête ou, pour faciliter l'application de la présente loi, à l'estimation des droits payables ou éventuellement payables sur les marchandises, le Sous-Ministre peut, par avis écrit, exiger d'elle qu'elle fournisse les éléments précisés à l'avis sous la foi du serment ou autrement.

Avis

- 2) L'avis mentionné au paragraphe 1):
 - a) contient des renseignements suffisants pour que son destinataire puisse reconnaître les éléments de preuve dont il s'agit;
 - b) mentionne le délai dans lequel les éléments de preuve doivent être transmis ainsi que la façon de le faire et la forme qu'ils doivent prendre;
 - c) est accompagné du texte ou d'un résumé du présent article et des articles 82 à 85.

Réponse à l'avis

- 3) La personne qui reçoit l'avis mentionné au paragraphe 1) doit:
 - a) s'il lui est possible de le faire sans problèmes sérieux, transmettre les éléments de preuve demandés;
 - b) si, sans problèmes sérieux, il ne lui est possible de transmettre qu'une partie des renseignements:
 - i) transmettre la partie en cause,
 - ii) fournir en outre au Sous-Ministre une déclaration écrite sous serment précisant les éléments de preuve manquants et les problèmes que lui causerait leur transmission;
 - c) s'il ne lui est pas possible sans problèmes sérieux de transmettre les éléments de preuve demandés, fournir une déclaration sous serment à cet effet, motifs à l'appui.

Non-obligation de témoigner

- 4) Le présent article n'a pas pour effet d'autoriser le Sous-Ministre à exiger d'une personne qu'elle dépose oralement.

Prorogation de délai

- 5) Le Sous-Ministre peut proroger le délai visé à l'alinéa 2) b) avant ou après son expiration.
1984, ch. 25, art. 78.

Caractère confidentiel

79. 1) La personne qui fournit des éléments de preuve aux termes du paragraphe 78 3) et qui désire qu'ils soient gardés confidentiels en tout ou en partie fournit, en même temps que les éléments, une déclaration désignant comme tels ceux qu'elle veut garder confidentiels et explique les raisons de la désignation.

Résumé à fournir

2) La personne qui fournit la déclaration et les explications visées au paragraphe 1) fournit en même temps un résumé des éléments désignés comme confidentiels en des termes suffisamment précis pour permettre de les comprendre. 1984, ch. 25, art. 79.

Recouvrement des droits

80. [Abrogé, L.R. (1985), ch. 1 (2ème suppl.), art. 209]

Recouvrement auprès des acheteurs

81. 1) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, s'il n'a pas été satisfait, dans les trente jours suivant celle-ci, à une demande de paiement des droits payables sur des marchandises en vertu de la présente loi, le Ministre peut, par avis écrit, exiger de toute personne se trouvant au Canada à qui les marchandises ont été vendues, l'acquittement de ces droits, jusqu'à concurrence de ceux payables sur les marchandises ainsi vendues. Ces droits sont dès lors des créances de Sa Majesté contre le destinataire de l'avis et leur recouvrement, de même que les frais de justice afférents, peut être poursuivi devant tout tribunal compétent.

Recouvrement du solde

2) Le recouvrement effectué en vertu du paragraphe 1) est, pour tout solde éventuel, sans préjudice des recours que prévoit la Loi sur les douanes.

Communication de renseignements

Définition de "renseignements"

82. Pour l'application des articles 83 à 87, sont compris parmi les renseignements les éléments de preuve. 1984, ch. 25, art. 82.

Communication des renseignements

83. Toute partie à une procédure prévue par la présente loi a droit, sur demande, de consulter les renseignements auxquels ne s'applique pas le paragraphe 84 1) et fournis au Sous-Ministre dans le cadre de la procédure pendant les heures d'ouverture et a droit, sur paiement des frais prévus par règlement, de s'en faire délivrer des copies si les renseignements sont contenus dans un document ou s'ils sont sous une forme qui permet de les reproduire facilement et avec exactitude. 1984, ch. 25, art. 83.

Accès aux renseignements

83.1 Le gouvernement d'un pays ALENA a droit, sur demande, de se faire délivrer copies des renseignements concernant les marchandises de ce pays auxquels ne s'applique pas le paragraphe 84 1) de la présente loi et fournis au Sous-Ministre dans le cadre de procédures prises en application de la présente loi si les renseignements sont contenus dans un document ou s'ils sont sous une forme qui permet de les reproduire facilement et avec exactitude.

Interdiction de communication

84. 1) Les employés de l'administration publique fédérale qui ont en leur possession, au cours de leur emploi, des renseignements désignés comme confidentiels aux termes de l'alinéa 85 1) a) ou des éléments de preuve fournis à titre confidentiel conformément au paragraphe 78 3), dénommés "renseignements" au présent article, ne peuvent, si la personne qui les a désignés ou fournis n'a pas renoncé à leur caractère confidentiel, sciemment les communiquer ou laisser communiquer de manière à ce qu'ils puissent être vraisemblablement utilisés par un concurrent de la personne dont l'entreprise ou les activités sont concernées par les renseignements. Cette interdiction s'applique même après que l'employé a cessé ses fonctions.

Communication de résumés ou déclarations

2) Le paragraphe 1) ne s'applique pas aux résumés ou déclarations visés à l'alinéa 85 1) b) ni aux résumés visés au paragraphe 79 2).

Communication à l'avocat

3) Nonobstant le paragraphe 1), les renseignements auxquels ce paragraphe s'applique peuvent être communiqués par le Sous-Ministre à l'avocat d'une partie à la procédure pour laquelle ils ont été fournis ou à toute procédure prévue à la présente loi qui en découle; l'avocat ne peut les utiliser que dans le cadre de ces procédures, sous réserve des conditions que le Sous-Ministre juge indiquées pour empêcher que les renseignements ne soient divulgués, sans le consentement de la personne qui les a fournis, de manière à pouvoir être utilisés par:

- a) toute partie à ces procédures, y compris celles qui sont représentées par avocat;
- b) tout concurrent de la personne à l'entreprise ou aux activités de laquelle ils se rapportent.

Définition de "avocat"

4) Pour l'application du paragraphe 3), est assimilée à l'avocat toute personne, autre qu'un administrateur, préposé ou employé d'une partie à une procédure, qui agit au nom de celle-ci au cours de la procédure.

Caractère confidentiel

85. 1) La personne qui fournit des renseignements au Sous-Ministre dans le cadre d'une procédure prévue par la présente loi et qui désire qu'ils soient gardés confidentiels en tout ou en partie fournit, en même temps que les renseignements:

- a) d'une part, une déclaration désignant comme tels les renseignements qu'elle veut garder confidentiels avec explication à l'appui;
- b) d'autre part, soit une version ne comportant pas un résumé non confidentiel des renseignements désignés comme confidentiels ou un résumé ne comportant pas de tels renseignements en termes suffisamment précis pour permettre de les comprendre, soit une déclaration, accompagnée d'une explication destinée à la justifier, énonçant, selon le cas:
 - i) qu'il est impossible de faire cette version ou ce résumé en question,
 - ii) qu'une version ou un résumé communiquerait des faits qu'elle désire valablement garder confidentiels.

Interprétation

2) Les cas où une personne qui désigne des renseignements comme confidentiels aux termes de l'alinéa 1) a) ne se conforme pas à l'alinéa 1) b) sont les suivants:

- a) elle ne fournit ni la version, ni le résumé ni la déclaration prévus à l'alinéa 1) b);
- b) la version ou le résumé qu'elle fournit n'est pas, de l'avis du Sous-Ministre, conforme aux exigences de cet alinéa;
- c) elle fournit une déclaration mais ne donne pas les explications qui la justifieraient;
- d) elle fournit une déclaration mais les explications données pour sa justification ne convainquent pas le Sous-Ministre de son bien-fondé. 1984, ch. 25, art. 85.

Inobservation

86. 1) Dans les cas où le Sous-Ministre considère comme légitime la désignation faite en vertu de l'alinéa 85 1) a) mais que la personne qui l'a faite ne se conforme pas à l'alinéa 85 1) b), le Sous-Ministre la fait informer de ce défaut, de ce qui l'a causé ainsi que de l'application du paragraphe 87 3) advenant son défaut de prendre, dans le délai prévu à ce paragraphe, les mesures qui s'imposent pour l'observation de l'alinéa 85 1) b).

Rejet

2) Dans les cas où il ne considère pas comme légitime la désignation faite en vertu de l'alinéa 85 1) a), vu la nature ou l'abondance des renseignements ainsi désignés, leur accessibilité d'autres sources ou le défaut de fournir une explication de la désignation, le Sous-Ministre:

- a) fait donner avis à cet effet à la personne qui les a fournis en précisant les motifs de sa décision;
- b) dans le cas de non-conformité à l'alinéa 85 1) b), fait informer cette personne conformément au paragraphe 1). 1984, ch. 25, art. 86.

Renonciation ou nouvelle explication

87. 1) La personne qui a été avisée conformément à l'alinéa 86 2) a) peut, dans les quinze jours suivant l'avis

- a) soit renoncer à la désignation;
- b) soit fournir au Sous-Ministre des explications ou des explications plus poussées sur les raisons de la désignation.

Si elle fait défaut d'agir dans le délai, le Sous-Ministre ne peut tenir compte des renseignements désignés comme confidentiels dans le cadre de la procédure pour laquelle ils ont été fournis ou de toute procédure en découlant, sauf s'il les obtient d'une autre source.

Nouvel examen

2) Dans les cas où, conformément au paragraphe 1), une personne fournit au Sous-Ministre, dans les quinze jours visés à ce paragraphe, une explication ou une explication plus poussée des raisons pour lesquelles elle a désigné des renseignements comme confidentiels, celui-ci examine de nouveau la question et, s'il décide que la désignation n'est pas légitime, il fait aviser cette personne qu'il ne sera pas tenu compte des renseignements dans le cadre de la procédure pour laquelle ils ont été fournis ou de toute procédure en découlant; le Sous-Ministre ne peut dès lors tenir compte des renseignements que s'ils les obtient d'une autre source.

Défaut de remédier à l'inobservation

3) Sous réserve du paragraphe 4), si la personne qui a été avisée conformément à l'article 86 qu'elle ne s'était pas conformée à l'alinéa 85 1) b) quant à des renseignements ne prend pas les mesures nécessaires pour s'y conformer dans les quinze jours suivant l'avis ou dans le délai supplémentaire - ne pouvant dépasser les trente jours suivant l'avis - que fixe, à son appréciation, le Sous-Ministre, avant ou après l'expiration des quinze jours, le Sous-Ministre fait aviser cette personne qu'il ne tiendra pas compte des renseignements dans le cadre de la procédure pour laquelle ils ont été fournis ou dans toute procédure en découlant, étant entendu que, dans ce cas, il ne peut tenir compte des renseignements que s'il les obtient d'une autre source.

Exception

4) Le paragraphe 3) ne s'applique pas aux renseignements dont le Sous-Ministre ne peut tenir compte aux termes du paragraphe 1) ou 2). 1984, ch. 25, art. 87.

Application des articles 86 et 87

88. Les articles 86 et 87 ne s'appliquent pas aux éléments de preuve fournis au Sous-Ministre aux termes du paragraphe 78 3). 1984, ch. 25, art. 88.

Décision sur l'identité de l'importateur

Demande

89. 1) Si, pour l'application de la présente loi, il faut déterminer qui est l'importateur de marchandises qui ont été ou seront importées et sur lesquelles des droits sont exigibles ou ont été versés ou seront exigibles si les marchandises sont importées, le Sous-Ministre peut, de sa propre initiative, ou doit, à la demande de toute personne intéressée, saisir le Tribunal de la question sauf si, uniquement dans le cas de marchandises déjà importées au Canada:

- a) la détermination visée à l'article 55 ou au paragraphe 56 1) a eu lieu;
- b) plus de quatre-vingt-dix jours se sont écoulés depuis cette détermination.

Idem

- 2) Dans les cas où il fait la demande visée au paragraphe 1), le Sous-Ministre:
 - a) mentionne la personne qu'il croit être l'importateur;
 - b) le cas échéant, mentionne le fait que certaines des marchandises sont de même description que celles qui font l'objet d'une décision provisoire rendue au cours d'une enquête ouverte en application de l'article 31 et qui se poursuit;
 - c) fournit au Tribunal les renseignements qu'il juge utiles et tous autres renseignements que le Tribunal peut demander;
 - d) donne avis de la demande aux personnes mentionnées dans les règles du Tribunal ou que le Tribunal précise.

Présomption

3) L'enquête au cours de laquelle le Sous-Ministre rend une décision définitive de dumping ou de subventionnement aux termes du paragraphe 41 1), est, pour l'application de l'alinéa 2) b), réputée se poursuivre jusqu'à ce que le Tribunal rende une ordonnance ou des conclusions pour les marchandises en cause. 1984, ch. 25, art. 89.

Décision du Tribunal

90. Dans les cas où il est saisi de la demande visée au paragraphe 89 1), le Tribunal:

- a) détermine qui est l'importateur;
- b) rend sa décision dès la réception de la demande;
- c) dans le cas visé à l'alinéa 89 2) b), ne rend sa décision qu'après avoir rendu l'ordonnance ou les conclusions sur l'enquête ouverte à la suite de la réception par le secrétaire de l'avis de décision provisoire ou, le cas échéant, dès la réception par le secrétaire de l'avis de clôture d'enquête visé au paragraphe 41 4) et relatif aux marchandises précisées dans la décision provisoire. 1984, ch. 25, art. 90.

Règles

91. 1) Dans les cas où:
- a) le Tribunal est saisi de la demande sur la question visée au paragraphe 89 1);
 - b) la demande contient la mention visée à l'alinéa 89 2) b);
 - c) la personne que le Tribunal considère comme l'importateur n'est pas celle que le Sous-Ministre avait désignée aux termes de l'alinéa 89 2) a),

les règles suivantes s'appliquent

- d) aussitôt que possible après la décision du Tribunal, le Sous-Ministre:
 - i) réexamine toute décision définitive de dumping ou de subventionnement rendue aux termes du paragraphe 41 1) quant aux marchandises précisées dans la décision provisoire et la confirme, l'annule ou la modifie selon ce qui est indiqué dans les circonstances,
 - ii) fait donner avis des mesures prises en vertu du sous-alinéa i) aux personnes et gouvernements visés par règlement, fait publier l'avis dans la Gazette du Canada et fait déposer l'avis auprès du secrétaire;
- e) si le Sous-Ministre annule la décision définitive aux termes de l'alinéa d), l'article 41 s'applique de nouveau aux marchandises objet de la décision définitive comme s'il ne s'était jamais appliqué sauf que le Sous-Ministre doit prendre les mesures qui y sont prévues dans les soixante jours suivant la date où le Tribunal tranche la question;
- f) si le Sous-Ministre a fait clore l'enquête visée à l'alinéa 89 2) b) en vertu du paragraphe 41 1) pour les marchandises objet de la décision provisoire, le Tribunal est réputé avoir ordonné au Sous-Ministre de faire ouvrir une enquête sur leur dumping ou leur subventionnement par l'avis écrit mentionné à l'article 46 et le Sous-Ministre fait ouvrir l'enquête sans délai conformément au paragraphe 31 2);
- g) le Tribunal peut, de sa propre initiative ou sur demande du Sous-Ministre ou de toute autre personne intéressée, mais sous réserve du paragraphe 2), réexaminer, aux termes du présent alinéa, l'ordonnance ou les conclusions rendues au cours de l'enquête visée à l'alinéa 90 c) et, aux fins de ce réexamen, faire une nouvelle audition.

Restrictions

- 2) Le réexamen prévu à l'alinéa 1) g) ne peut commencer:
 - a) qu'avant l'expiration du délai de quatre-vingt-dix jours suivant la date où le Tribunal tranche la question visée à l'alinéa 1) a);
 - b) que si la personne qui en fait la demande convainc le Tribunal que le réexamen est légitime.

Fin du réexamen

- 3) Dans le cas du réexamen prévu à l'alinéa 1) g):
 - a) le Tribunal le termine sans retard et au plus tard quatre-vingt-dix jours suivant sa décision de le commencer en confirmant ou annulant l'ordonnance ou les conclusions ou en rendant les nouvelles ordonnances ou conclusions indiquées avec précision des marchandises concernées et, le cas échéant, de leur fournisseur et de leur pays d'exportation;
 - b) le secrétaire envoie, par courrier recommandé, au Sous-Ministre, à l'importateur, à l'exportateur ainsi qu'aux autres personnes ou aux gouvernements que prévoient les règles du Tribunal les documents suivants:
 - i) dès la fin du réexamen, avis des mesures prises aux termes de l'alinéa a) et, le cas échéant, copie de la nouvelle ordonnance ou des nouvelles conclusions,
 - ii) dans les quinze jours suivant la fin du réexamen, l'exposé des motifs correspondants;
 - c) le secrétaire fait publier un avis de la nouvelle ordonnance ou des nouvelles conclusions dans la Gazette du Canada.

Ordonnance ou conclusions distinctes

4) Lorsque le réexamen prévu à l'alinéa 1) g) concerne diverses marchandises dont certaines proviennent des Etats-Unis, le Tribunal rend, au titre de l'alinéa 3) a), le cas échéant, de nouvelles ordonnances ou conclusions distinctes à l'égard de celles-ci.

Détermination prévue à l'article 55

92. La détermination faite en vertu de l'article 55 pour des marchandises importées et concernant une personne qui, selon la décision du Tribunal, n'est pas l'importateur des marchandises est réputée ne pas avoir été faite et, pour l'application de l'article 55, la date de l'ordonnance ou des conclusions du Tribunal quant à des marchandises qui semblent être de même description que les marchandises importées est réputée être, selon le cas:

- a) si le Tribunal confirme l'ordonnance ou les conclusions qui ont fait l'objet du réexamen prévu à l'alinéa 91 1) g) , la date de la confirmation;
- b) si le Tribunal annule l'ordonnance ou les conclusions qui ont fait l'objet du réexamen prévu à l'alinéa 91 1) g) et rend une nouvelle ordonnance ou de nouvelles conclusions pour des marchandises répondant à cette description, la date de la nouvelle ordonnance ou des nouvelles conclusions;
- c) dans les autres cas, la date de la décision du Tribunal sur l'identité de l'importateur. 1984, ch. 25, art. 92.

Détermination prévue aux articles 56, 57 ou 59

93. La détermination ou la révision prévues aux articles 56, 57 ou 59 et concernant une personne qui, selon la décision du Tribunal, n'est pas l'importateur sont réputées ne pas avoir été faites et les marchandises en cause sont, pour l'application de l'article 56, réputées avoir été déclarées en détail à la première des dates suivantes à survenir:

- a) celle qui tombe soixante jours après la décision du Tribunal;
- b) celle où une nouvelle détermination est faite en vertu de l'article 56.

Caractère obligatoire de la décision

94. La décision rendue par le Tribunal sur l'identité de l'importateur lie le Sous-Ministre ainsi que toute personne employée par le Ministère du Revenu national pour la mise en oeuvre ou l'exécution de la présente loi quant aux marchandises objet de la décision sauf si le Tribunal est induit en erreur par la fraude ou si, dans le seul cas d'une importation future, des faits importants dont ne disposait pas le Sous-Ministre au moment de la décision viennent ensuite à son attention. 1984, ch. 25, art. 94.

Communication du nom de l'importateur

95. Le Sous-Ministre communique sans délai, sauf dans les cas prévus par règlement, le nom de l'importateur de marchandises aux personnes intéressées à l'importation des marchandises qui en font la demande. 1984, ch. 25, art. 95.

Collecte de renseignements

Collecte de renseignements à l'avance

96. Dans les cas où il croit que des marchandises qui sont vendues à un importateur se trouvant au Canada ou qui se trouvent à l'étranger ou y sont en cours de production sont ou pourraient être de même description que celles qui font l'objet d'une ordonnance ou de conclusions rendues aux termes des articles 3, 5 ou 6 et qu'elles seront ou pourraient être importées au Canada, le Sous-Ministre peut, pour faciliter l'application de la présente loi, recueillir auprès de personnes se trouvant au Canada ou à l'étranger, selon les modalités qu'il juge indiquées, des renseignements qu'il croit utiles à l'estimation de la marge de dumping des marchandises ou du montant de subvention octroyée pour elles avant qu'elles ne soient importées. 1984, ch. 25, art. 96.

Demande de révision judiciaire

Demande

96.1 1) Sous réserve des articles 77.012 et 77.12, une demande de révision et d'annulation peut être présentée à la Cour d'appel fédérale relativement aux décisions, ordonnances ou conclusions suivantes:

- a) la décision définitive rendue par le Sous-Ministre au titre de l'alinéa 41 1) a);

- b) la décision rendue par le Sous-Ministre au titre de l'alinéa 41 1) b) de faire clore une enquête;
- c) la décision du Sous-Ministre de renouveler ou non un engagement rendue au titre du paragraphe 53 1);
- d) l'ordonnance rendue par le Tribunal au titre du paragraphe 76 3.1);
- e) l'ordonnance de prorogation rendue par le Tribunal au titre du paragraphe 76 4);
- f) l'ordonnance ou les conclusions rendues par le Tribunal au titre du paragraphe 76 4.1) et relatives au réexamen prévu au paragraphe 76 2.1);
- g) les ordonnances ou conclusions rendues par le Tribunal au titre du paragraphe 91 3).

Motifs

- 2) La demande peut être présentée pour l'un ou l'autre des motifs suivants:
 - a) le Sous-Ministre ou le Tribunal a agi sans compétence, outrepassé celle-ci ou refusé de l'exercer;
 - b) il n'a pas observé un principe de justice naturelle ou d'équité procédurale ou toute procédure qu'il était légalement tenu de respecter;
 - c) il a rendu une décision ou une ordonnance entachée d'une erreur de droit, que celle-ci soit manifeste ou non au vu du dossier;
 - d) il a rendu une décision ou une ordonnance fondée sur une conclusion de fait erronée, tirée de façon abusive ou arbitraire ou sans tenir compte des éléments dont il dispose;
 - e) il a agi ou omis d'agir en raison d'une fraude ou de faux témoignages;
 - f) il a agi de toute autre façon contraire à la loi.

Délai

- 3) Sous réserve du paragraphe 77.012 2), toute personne directement intéressée par la décision, l'ordonnance ou les conclusions peut présenter la demande en déposant à la Cour d'appel fédérale un avis en ce sens soit dans les trente jours qui suivent la première communication, par le Sous-Ministre ou le Tribunal, de la décision, de l'ordonnance ou des conclusions à cette personne, soit dans le délai supplémentaire que cette Cour ou un de ses juges peut, même après l'expiration de ces trente jours, fixer ou accorder.

Incompétence de la Division de première instance

- 4) La Division de première instance ne peut connaître des demandes de révision ou d'annulation de décisions, d'ordonnances ou de conclusions qui, aux termes du présent article, ressortissent à la Cour d'appel.

Procédure sommaire d'audition

5) Sont entendues immédiatement et selon une procédure sommaire les demandes faites en application du présent article conformément aux règles relatives au contrôle judiciaire prévues aux articles 18.1 et 28 de la Loi sur la Cour fédérale.

Décision de la Cour

6) La cour peut soit rejeter la demande, soit annuler la décision, l'ordonnance ou les conclusions avec ou sans renvoi de l'affaire au Sous-Ministre ou au Tribunal, selon le cas, pour qu'il y donne suite selon les instructions qu'elle juge indiquées. 1988, ch. 65, art. 44.

Disposition inapplicable

96.11 1) Le paragraphe 18.3 1) de la Loi sur la Cour fédérale ne s'applique pas au Sous-Ministre ni au Tribunal, dans le cas de procédures régies par la présente loi et relatives aux marchandises d'un pays ALENA.

Suspension

2) L'article 96.2 est inopérant tant que le paragraphe 1) est en vigueur.

Disposition inapplicable

96.2 Le paragraphe 18.3 1) de la Loi sur la Cour fédérale ne s'applique pas au Sous-Ministre ni au Tribunal, dans le cas de procédures régies par la présente loi et relatives aux marchandises des Etats-Unis.

Demande de révision

96.21 1) Le Ministre du commerce extérieur peut demander, en conformité avec la législation d'un pays ALENA sur la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain, la révision d'une décision finale par un groupe spécial formé en application de cette législation.

Idem

2) Toute personne qui aurait droit, selon cette législation, sans égard à la législation du pays ALENA sur la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain, d'engager, dans ce pays ALENA, des procédures de contrôle judiciaire de la décision en cause peut déposer une requête au secrétaire demandant révision de la décision finale par un groupe spécial.

Demande réputée faite par le Ministre

3) Une requête présentée aux termes du paragraphe 2) est réputée être une demande du Ministre de révision par un groupe spécial en application du paragraphe 4 de l'article 1904 de l'Accord nord-américain de libre-échange.

Délai

4) Les requêtes visées aux paragraphes 1) ou 2) sont faites dans les trente jours suivant soit la date de publication, dans le journal officiel du pays ALENA, de l'avis de la décision visée, soit, à défaut d'une telle publication, la date de réception de l'avis correspondant par le Ministre.

Définition de "décision finale"

5) Au présent article, "décision finale" s'entend au sens de la définition de "détermination finale" à l'article 1911 de l'Accord de libre-échange nord-américain.

Suspension

6) L'article 96.3 est inopérant tant que le présent article est en vigueur.

Demande de révision

96.3 1) Le Ministre du commerce extérieur peut demander, en conformité avec la législation américaine de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange, la révision d'une décision finale par un groupe formé en application de cette législation.

Idem

2) Ce Ministre est tenu de faire cette demande lorsque requête en est faite au secrétaire canadien par une personne qui aurait droit, selon cette législation, sans égard à la législation américaine de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange, d'engager, aux Etats-Unis, des procédures de révision judiciaire de la décision en cause.

Délai

3) La requête au secrétaire canadien est faite dans les vingt-cinq jours suivant soit la date de publication, dans le Federal Register, de l'avis de la décision visée, soit, à défaut d'une telle publication, la date de réception de l'avis correspondant par le Ministre.

Définition

4) Dans le présent article, "décision finale" s'entend au sens de l'alinéa b) de la définition de "décision finale" à l'article 1911 de l'Accord de libre-échange. 1988, ch. 65, art. 44.

REGLEMENTS

Règlements

97. 1) Le Gouverneur en conseil peut, par règlement pris sur recommandation du Ministre des finances:

a) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;

- a.1) prévoir les facteurs qui peuvent être pris en compte pour décider si le dumping ou le subventionnement de marchandises cause un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage;
- b) préciser les cas où peuvent être jointes des enquêtes menées par le Sous-Ministre, qu'il s'agisse d'au moins deux enquêtes de dumping, d'au moins deux enquêtes de subventionnement ou d'au moins une enquête de dumping et d'au moins une enquête de subventionnement, la manière de les réunir en une seule et de les mener, ainsi que les personnes à aviser et les modalités de l'avis;
- c) Abrogé par le projet de Loi C-57;
- d) définir, pour l'application de la définition de "subvention" au paragraphe 2 1) , les termes "droits" ou "taxes internes";
- e) définir, pour l'application de l'alinéa 19 b) ou du sous-alinéa 20 c) ii), les termes "coût de production", "un montant raisonnable pour les frais, notamment les frais administratifs et les frais de vente" et "un montant raisonnable pour les bénéfices";
- e.1) prévoir le mode de calcul du coût de production de marchandises et des autres frais afférents, notamment les frais administratifs et de vente;
- f) définir, pour l'application du sous-alinéa 25 c) ii) ou 25 d) i), le terme "un montant pour les bénéfices";
- f.1) définir, pour l'application de l'article 23.1, "période de démarrage de la production", notamment prévoir les facteurs à prendre en compte pour fixer la durée de cette période;
- f.2) prévoir, pour l'application du paragraphe 30.3 3), la manière d'établir la marge de dumping, notamment la manière d'établir la marge de dumping maximale;
- g) définir, pour l'application du paragraphe 45 2) ou des articles 89 ou 95, le terme "personne intéressée";
- g.1) assimiler un gouvernement au Canada ou aux Etats-Unis à la personne autorisée à présenter la requête au secrétaire canadien visée au paragraphe 77.11 2);
- g.11) assimiler un gouvernement au Canada ou dans un pays ALENA à la personne autorisée à présenter la requête au secrétaire canadien visée au paragraphe 77.011 2);
- g.2) définir, pour l'application de la présente loi, l'expression "marchandises des Etats-Unis";
- g.21) définir, pour l'application de la présente loi, "marchandises d'un pays ALENA";
- g.22) déterminer, pour l'application de la présente loi, ce qui constitue le journal officiel de chacun des pays ALENA;
- h) prévoir la procédure à suivre pour les enquêtes que demande le Gouverneur en conseil aux termes du paragraphe 7 1);

- i) prévoir, pour la détermination prévue à l'alinéa 21 1) a) du taux d'intérêt à prendre en compte dans les cas mentionnés à la division 21 1) a) ii) B), le choix d'un taux parmi ou d'après ceux qui sont en vigueur au Canada ou à l'étranger au moment de la vente visée au paragraphe 21 1);
- j) prévoir, pour la détermination prévue à l'alinéa 27 1) a) du taux d'intérêt à prendre en compte dans les cas mentionnés à la division 27 1) a) ii) B), le choix d'un taux parmi ou d'après ceux qui sont en vigueur au Canada ou à l'étranger au moment de la vente visée au paragraphe 27 1);
- k) prévoir le mode de détermination de la date où est fixé ou calculé l'équivalent en dollars de montants exprimés dans la monnaie d'un pays étranger et à prendre en compte pour l'application de la présente loi ou préciser cette date;
- k.1) prévoir le mode de détermination du taux de change applicable au calcul du prix à l'exportation lors d'une vente à l'exportation mettant en cause la vente de devises sur les marchés à terme;
- k.2) prévoir la manière d'effectuer les ajustements des prix à l'exportation en cas de mouvements durables des taux de change;
- l) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.

Taux d'intérêt réglementaire

2) Le Gouverneur en conseil peut, par règlement et sur recommandation du Ministre des finances, fixer les taux d'intérêt ou les règles de fixation des taux d'intérêt pour l'application de la présente loi.

DISPOSITION CONNEXE

- L.R. (1985), ch. 41 (3ème suppl.), art. 115:

"115. 1) Les décrets d'application - pris par le Gouverneur en conseil - de l'article 7 du Tarif des douanes, chapitre C-41 des Statuts révisés du Canada de 1970, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur de la loi sur les mesures spéciales d'importation, qui étaient en vigueur à l'entrée en vigueur de cette loi sont réputés avoir et avoir eu le même effet, pour l'application de cette loi et demeurent en vigueur, et sont réputés être demeurés en vigueur, comme s'ils avaient été une ordonnance ou une conclusion visée aux articles 3 ou 4 de cette loi et rendue en application de l'article 43 de cette loi. Cette même loi s'applique, et est réputée s'être appliquée, à ces décrets comme s'ils avaient été pris à la date de son entrée en vigueur.

2) Il demeure entendu que, pour les fins du réexamen d'un décret visé au paragraphe 1) en application de l'article 76 de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, le réexamen peut porter sur un rapport effectué en application de l'article 16.1 de la Loi antidumping, chapitre A-15 des Statuts révisés du Canada de 1970, sur lequel le décret est fondé, comme si le rapport faisait partie du décret."

PROJET DE LOI C-57

Loi portant mise en oeuvre de
l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce

Dispositions transitoires

Définitions

187. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et à l'article 188.

"ancienne loi"
"old Act"

"ancienne loi" La Loi sur les mesures spéciales d'importation, dans sa version antérieure à la date de référence.

"anciens textes d'application"
"old rules and regulations"

"anciens textes d'application" Les règles établies en vertu de l'article 39, et les règlements pris en vertu de l'article 40, de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, dans la version de ces articles antérieurs à la date de référence.

"date de référence"
"commencement day"

"date de référence" La date d'entrée en vigueur du présent article.

"nouveaux textes d'application"
"new rules and regulations"

"nouveaux textes d'application" Les règles établies en vertu de l'article 39, et les règlements pris en vertu de l'article 40, de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, dans la version de ces articles applicable à la date de référence.

"nouvelle loi"
"new Act"

"nouvelle loi" La Loi sur les mesures spéciales d'importation, dans sa version applicable à la date de référence.

"ordonnance ou conclusions"
"order or finding "

"ordonnance ou conclusions" S'entend au sens du paragraphe 2 1) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation.

"Tribunal"

"Tribunal"

"Tribunal" Le Tribunal Canadien du commerce extérieur constitué par la paragraphe 3 1) de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur.

Décisions relatives aux plaintes ayant fait l'objet d'un avis

188. 1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, dans les cas où avis qu'un dossier d'une plainte concernant le dumping ou le subventionnement de marchandises est complet - au sens du paragraphe 2 1) de l'ancienne loi - a été donné en vertu de l'alinéa 32 1) a) de l'ancienne loi avant la date de référence, les mesures - procédures, décisions et autres - relatives aux marchandises se poursuivent et sont prises sous le régime de l'ancienne loi et des anciens textes d'application.

Mesures concernant les marchandises assujetties à l'ordonnance postérieure à la date de référence

2) Dans les cas où le Tribunal rend une ordonnance ou des conclusions à la date de référence ou après cette date relativement aux marchandises ayant fait l'objet de la plainte visée au paragraphe 1), les mesures postérieures se prennent sous le régime de la nouvelle loi et des nouveaux textes d'application, à l'exception des mesures suivantes:

- a) le contrôle judiciaire ou le règlement des différends prévu aux parties I.1 et II de la Loi sur les mesures spéciales d'importation relatif à cette ordonnance ou à ces conclusions ainsi que les mesures afférentes;
- b) les mesures relatives aux marchandises qui ont été dédouanées avant la date de référence;
- c) les mesures relatives aux marchandises qui ont été dédouanées à la date de référence ou après cette date, mais à la date ou avant la date à laquelle le Tribunal a rendu l'ordonnance ou les conclusions.

Effet de l'ordonnance et des conclusions

3) Il est entendu que les ordonnances et les conclusions en vigueur à la date de référence ont, pour l'application des articles 3 à 6 de la nouvelle loi, la même valeur que si elles avaient été rendues en vertu de la nouvelle loi.

Réexamen par le Tribunal

4) Le réexamen par le Tribunal, en vertu du paragraphe 76 2) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, des ordonnances ou des conclusions applicables à la date de référence est continué conformément:

- a) à l'ancienne loi et aux anciens textes d'application, dans les cas où avis de l'ouverture du réexamen a été donné avant la date de référence;
- b) à la nouvelle loi et aux nouveaux textes d'application, dans les cas où avis de l'ouverture du réexamen l'examen a été donné à la date de référence ou après cette date.

Réexamen non justifié par la nouvelle loi

5) Pour l'application du paragraphe 76 3) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, le Tribunal ne peut être convaincu qu'une demande de réexamen d'une ordonnance ou de conclusions puisse être fondée uniquement sur le fait de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi et des nouveaux textes d'application.

Détermination de la valeur normale, etc., dans le cadre d'un engagement

6) Les déterminations à la date de référence ou après cette date, de la valeur normale, du prix à l'exportation, du montant de subvention ou de la marge de dumping relative à des marchandises visées par un engagement accepté avant la date de référence sont effectuées conformément à la nouvelle loi.

Présomption

7) Toute détermination de la valeur normale, du prix à l'exportation, du montant de subvention ou de la marge de dumping relative à des marchandises effectuée conformément à l'ancienne loi est réputée, en ce qui concerne les marchandises dédouanées à la date de référence ou après cette date - sauf les marchandises visées par l'alinéa 2) c) -, avoir été effectuée conformément à la nouvelle loi.

Nouvelle détermination de la valeur normale, etc.

8) Les nouvelles déterminations de la valeur normale, du prix à l'exportation, du montant de subvention ou de la marge de dumping visées au paragraphe 7) sont effectuées conformément à la nouvelle loi.

Application

Application aux marchandises d'un pays ALENA

189. Les articles 144 à 188¹, toute disposition de la Loi sur les mesures spéciales d'importation édictée par ces articles, toute règle ou tout règlement d'application de cette loi modifiés pour l'application de l'accord, ainsi que les règlements d'application du paragraphe 13 2) du Tarif des douanes dans la mesure où ils s'appliquent dans le cadre de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, s'appliquent aux marchandises d'un pays ALENA, au sens du paragraphe 2 1) de cette loi.

¹Les modifications apportées par ces articles ont été prises en compte dans cette version officieuse de la codification administrative.

CHAPITRE 47 (4ème suppl.)

Loi constituant le Tribunal canadien du commerce extérieur et modifiant ou abrogeant d'autres lois en conséquence

[1988, ch. 56, sanctionnée le 13 septembre 1988]

TITRE ABREGE

1. Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur.

DEFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi:

"membre" Membre titulaire, vacataire ou suppléant nommé au Tribunal;

"Ministre" Le Ministre des finances;

"Tribunal" Le Tribunal canadien du commerce extérieur constitué par le paragraphe 3 1).

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTERIEUR

Constitution

3.
 - 1) Est constitué le Tribunal canadien du commerce extérieur, composé d'au plus neuf titulaires, dont le Président et les deux Vice-Présidents, nommés par le Gouverneur en conseil.
 - 2) Le Gouverneur en conseil peut en outre, s'il l'estime nécessaire compte tenu de la charge de travail du Tribunal, y nommer des vacataires selon les modalités et aux conditions qu'il précise. Il ne peut toutefois y en avoir plus de cinq en fonctions.
 - 3) La durée maximale du mandat est de cinq ans pour les titulaires et de trois ans pour les vacataires.
 - 4) Les titulaires et les vacataires occupent leur poste à titre inamovible, sous réserve de révocation motivée prononcée par le Gouverneur en conseil.
 - 5) Les titulaires ne peuvent recevoir qu'un seul nouveau mandat, aux fonctions identiques ou non.
 - 6) Les vacataires peuvent recevoir de nouveaux mandats.
4. La charge de titulaire est incompatible avec l'exercice d'autres fonctions.
5. Les membres ne peuvent occuper une charge ou un emploi incompatibles avec leurs attributions en vertu de la présente loi.

6. 1) Les membres reçoivent la rémunération fixée par le Gouverneur en conseil.

2) Les titulaires sont indemnisés des frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement, hors de leur lieu de travail habituel, des fonctions qui leur sont confiées en application de la présente loi.

3) Les vacataires et les suppléants sont indemnisés des frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement des fonctions qui leur sont confiées en application de la présente loi.

7. Le Président est le premier dirigeant du Tribunal; à ce titre, il en assure la direction et en contrôle les activités, notamment en ce qui a trait à la répartition des tâches et des séances entre les membres, à la désignation des Présidents de séance, à la conduite des travaux du Tribunal, à la gestion de ses affaires internes et à l'exécution des fonctions de son personnel.

8. 1) En cas d'absence ou d'empêchement du Président ou de vacance de son poste, le Tribunal peut autoriser l'un des Vice-Présidents à assurer l'intérim avec pleins pouvoirs.

2) En cas d'absence ou d'empêchement d'un titulaire autre que le Président ou d'un vacataire, le Gouverneur en conseil peut nommer un suppléant, aux conditions et selon les modalités qu'il fixe, pour assurer l'intérim.

9. 1) Sous réserve du paragraphe 2), tout membre dont le mandat est expiré peut, avec l'autorisation du Président, participer au règlement de toute affaire dont il a eu à connaître pendant son mandat. Il est alors réputé agir à titre de membre.

2) Sa participation ne peut toutefois se prolonger au-delà du 120^{ème} jour qui suit l'expiration de son mandat.

3) En cas d'empêchement, de décès ou de refus de la personne visée au paragraphe 1) ou de tout membre ayant eu à connaître d'une affaire, les autres membres qui y ont participé peuvent, avec l'autorisation du Président, la mener à terme; par dérogation à toute autre disposition, ils constituent le quorum à cet égard.

10. 1) Pour l'application de la Loi sur la pension de la fonction publique, les titulaires sont réputés faire partie de la fonction publique.

2) Sauf décret contraire du Gouverneur en conseil, les vacataires et les suppléants sont, pour l'application de la Loi sur la pension de la fonction publique, réputés ne pas faire partie de la fonction publique.

3) Le décret visé au paragraphe 2 est réputé ne pas être un règlement au sens et pour l'application de la Loi sur les textes réglementaires.

Siège, séances et quorum

11. Le siège du Tribunal est fixé dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la Loi sur la capitale nationale.

12. Le Tribunal tient ses séances aux date, heure et lieu qu'il juge utiles pour l'exécution de ses travaux.

13. Sous réserve des paragraphes 38 2) et 39 2), le quorum est constitué par trois membres. Tout comité d'au moins trois membres peut exercer les pouvoirs et fonctions du Tribunal.

Personnel

14. 1) Est nommé, en conformité avec la Loi sur l'emploi dans la fonction publique, un secrétaire auprès du Tribunal.

2) En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire ou de vacance de son poste, le Président peut autoriser un membre du personnel du Tribunal à assurer l'intérim.

15. 1) Le personnel nécessaire à l'exécution des travaux du Tribunal est nommé conformément à la Loi sur l'emploi dans la fonction publique.

2) Le Tribunal peut nommer, à titre consultatif, des experts et, avec l'approbation du Conseil du Trésor, fixer leur rémunération.

3) Sous réserve des instructions du Conseil du Trésor en la matière, les ministères ou les organismes fédéraux peuvent, à la demande du Tribunal, détacher auprès de lui, pour une période déterminée, le personnel nécessaire à ses travaux.

Mission et pouvoirs

16. Le Tribunal a pour mission:

- a) d'enquêter et de faire rapport sur les questions dont le saisit, en application de la présente loi, le Gouverneur en conseil ou le Ministre;
- b) d'étudier les plaintes déposées sous le régime de la présente loi par les producteurs nationaux et, s'il y a lieu, d'enquêter et de faire rapport sur ces plaintes;
- c) de connaître de tout appel pouvant y être interjeté en vertu de toute autre loi fédérale ou de ses règlements et des questions connexes;
- d) d'exercer les attributions qui lui sont conférées en vertu de toute autre loi fédérale ou de ses règlements.

17. 1) Le Tribunal est une cour d'archives; il a un sceau officiel dont l'authenticité est admise d'office.

2) Le Tribunal a, pour la comparution, la prestation de serment et l'interrogatoire des témoins, la production et l'examen des pièces, l'exécution de ses ordonnances, ainsi que pour toutes autres questions liées à l'exercice de sa compétence, les attributions d'une cour supérieure d'archives.

ENQUETES

Saisine par le Gouverneur en conseil ou le Ministre

18. Le Tribunal, sur saisine par le Gouverneur en conseil, enquête et lui fait rapport sur toute question touchant, en matière de marchandises ou de services - considérés individuellement ou collectivement -, les intérêts économiques ou commerciaux du Canada.

19. Le Tribunal, sur saisine par le Ministre, enquête et lui fait rapport sur toutes questions relatives aux tarifs douaniers, notamment celles concernant les droits ou obligations du Canada sur le plan international.

20. Le Tribunal, sur saisine par le Gouverneur en conseil, enquête et lui fait rapport sur toute question liée, selon le cas, à:

- a) l'importation de marchandises qui peut causer ou menacer de causer un préjudice à la production de marchandises au Canada, ou peut en retarder la mise en production;
- b) la prestation de services au Canada, par des personnes n'y résidant pas habituellement, qui peut causer ou menacer de causer un préjudice à la prestation de tout service par des personnes y résidant habituellement, ou qui peut la retarder.

21. 1) Le Tribunal mène l'enquête visée aux articles 18, 19 ou 20 et établit les rapports correspondants dans le strict cadre du mandat dont il est en l'occurrence investi par le Gouverneur en conseil ou le Ministre, selon le cas.

2) Le Ministre dépose les rapports devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant leur transmission à leur destinataire.

3) Le Tribunal fait publier dans la Gazette du Canada un avis de transmission pour chaque rapport visé au paragraphe 1).

Plaintes des producteurs nationaux

22. Pour l'application des articles 23 à 30, est complet le dossier de toute plainte déposée aux termes du paragraphe 23 1), qui comporte les renseignements ou documents visés à l'article 23.

23. 1) Lorsqu'il estime que certaines marchandises sont importées en quantité tellement accrue et à des conditions telles que leur importation cause ou menace de causer un préjudice grave aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, chacun de ces producteurs ou toute personne ou association le représentant peut déposer devant le Tribunal une plainte écrite à cet effet.

2) La plainte doit énoncer ou comporter les faits sur lesquels elle se fonde et une estimation du pourcentage, par rapport à la production canadienne de marchandises similaires ou directement concurrentes, de celle des plaignants ou de ceux qu'ils représentent, ainsi que toute autre observation jugée utile en l'espèce par ceux-ci.

3) Le dossier de la plainte doit en outre comporter les renseignements ou documents dont dispose le plaignant et qui sont de nature à prouver ses allégations et à étayer l'estimation du pourcentage, ainsi que tous les autres renseignements exigibles en application des règles du Tribunal.

4) Le Tribunal accuse, sans délai et par écrit, réception de la plainte auprès de son auteur et lui en précise la date.

24. 1) Le Tribunal peut dans les vingt et un jours suivant la date de la réception de la plainte, demander par écrit au plaignant de lui fournir le complément d'information qu'il estime nécessaire pour compléter le dossier.

2) Il peut en outre, dans les vingt et un jours qui suivent la réception du complément d'information demandé en vertu du paragraphe 1) ou du présent paragraphe, demander par écrit au plaignant tout autre complément d'information qui lui semble nécessaire pour compléter le dossier.

25. 1) Dans les vingt et un jours suivant la réception de la plainte ou, le cas échéant, du complément d'information demandé, le Tribunal décide si le dossier de la plainte est complet ou non.

2) Dans le cas d'une décision positive, le Tribunal la notifie sans délai au plaignant ainsi qu'aux autres intéressés.

3) Dans le cas contraire, il notifie sans délai sa décision motivée au plaignant seulement.

26. 1) Sous réserve des paragraphes 4) à 6), le Tribunal, dans les trente jours suivant la date de la notification au plaignant d'une décision positive, ouvre une enquête sur la plainte, s'il est convaincu:

- a) que les renseignements et les documents fournis par le plaignant ou provenant d'autres sources indiquent de façon raisonnable que l'importation des marchandises visées par la plainte se fait en quantité tellement accrue et à des conditions telles qu'elle cause ou menace de causer un préjudice grave aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes;
- b) que la plainte est présentée par les producteurs nationaux d'une part importante des marchandises similaires ou directement concurrentes produites au Canada ou en leur nom;
- c) que les faits en cause sont suffisamment différents de ceux présentés au cours des enquêtes tenues par le Tribunal, sous le régime de la présente loi, sur des marchandises similaires ou directement concurrentes, dans les vingt-quatre mois précédant la réception de la plainte, pour justifier la tenue d'une nouvelle enquête.

2) Le Tribunal, sans délai, notifie au plaignant et aux autres intéressés sa décision motivée d'ouvrir une enquête et la date du début de l'audience; il en fait publier avis dans la Gazette du Canada et transmet au Ministre le texte de sa décision et de la plainte, ainsi que les documents et renseignements pertinents à l'appui de celle-ci obtenus du plaignant ou d'autres sources.

3) Le Tribunal, sans délai, notifie au plaignant et aux autres intéressés sa décision de ne pas tenir d'enquête et les motifs à son soutien dont, le cas échéant, le fait que des renseignements ou documents obtenus d'une autre source que le plaignant ont été considérés, et en fait publier avis dans la Gazette du Canada.

4) Si avant d'ouvrir une enquête, le Tribunal en vient à la conclusion que la cause du préjudice allégué dans la plainte ou de la menace d'un tel préjudice paraît être le dumping ou le subventionnement des marchandises, au sens de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, il défère sans délai au Sous-Ministre du Revenu national (Douanes et accise) la plainte pour étude dans le cadre de cette loi. Le cas échéant, il notifie sans délai le renvoi au plaignant et aux autres intéressés.

5) Dans le cas où il défère la plainte au Sous-Ministre du Revenu national (Douanes et accise), le Tribunal peut ouvrir une enquête si les conditions suivantes s'appliquent:

- a) le Sous-Ministre n'ouvre pas d'enquête, visée par la Loi sur les mesures spéciales d'importation, concernant le dumping ou le subventionnement des marchandises en cause ou, s'il en ouvre une, il la clôt en vertu des articles 35, 36 ou 41 de cette loi;
- b) le plaignant le lui demande:
 - i) soit, dans le cas où le Sous-Ministre n'ouvre pas d'enquête, dans les trente jours suivant la transmission de l'avis visé au paragraphe 33 1) de cette loi ou, dans le cas prévu au paragraphe 33 2) de cette loi, dans les trente jours suivant celui où le tribunal se prononce sur la question en cause.
 - ii) soit, dans le cas où le Sous-Ministre clôt son enquête en vertu des articles 35, 36 ou 41 de cette loi, dans les trente jours suivant la transmission de l'avis visé à l'un ou l'autre de ces articles.

6) Dans les trente jours suivant la réception d'une demande visée au paragraphe 5), le Tribunal décide d'ouvrir ou non l'enquête qu'il peut alors ouvrir malgré l'expiration du délai de trente jours prévu au paragraphe 1).

27. 1) L'objet de l'enquête est de déterminer si, eu égard aux règlements pris en application de l'alinéa 40 a), les marchandises visées par la plainte sont importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue ou menace de constituer une des causes principales d'un préjudice grave aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

2) Pour l'application du paragraphe 1), "une des causes principales" désigne une cause à la fois importante en soi et dont par ailleurs l'importance est au moins aussi grande que celle de toute autre cause.

3) Au cours de l'enquête, le Tribunal étudie les questions connexes dont le saisit le Gouverneur en conseil.

28. 1) S'il en vient à la conclusion, alors qu'il enquête sur une plainte, que la cause du préjudice allégué dans celle-ci ou de la menace d'un tel préjudice paraît être le dumping ou le subventionnement des marchandises au sens de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, sans délai, le Tribunal ajourne l'enquête, en notifie le plaignant et les autres intéressés et en avise par écrit le Sous-Ministre du Revenu national (Douanes et accise) auquel il transmet la plainte pour étude dans le cadre de cette loi.

2) Dans le cas prévu au paragraphe 1), le Tribunal reprend l'enquête si les conditions suivantes s'appliquent:

- a) le Sous-Ministre n'ouvre pas d'enquête, visée par la Loi sur les mesures spéciales d'importation concernant le dumping ou le subventionnement des marchandises en cause ou, s'il en ouvre une, il la clôt en vertu des articles 35, 36 ou 41 de cette loi;
 - b) le plaignant le lui demande:
 - i) soit, dans le cas où le Sous-Ministre n'ouvre pas d'enquête, dans les trente jours suivant la transmission de l'avis visé au paragraphe 33 1) de cette loi ou, dans le cas prévu au paragraphe 33 2) de cette loi, dans les trente jours suivant celui où le Tribunal se prononce sur la question en cause.
 - ii) soit, dans le cas où le Sous-Ministre clôt son enquête en vertu des articles 35, 36 ou 41 de cette loi, dans les trente jours suivant la transmission de l'avis visé à l'un ou l'autre de ces articles.
 - 3) S'il décide de ne pas reprendre l'enquête parce que les conditions requises à cet effet ne s'appliquent pas, le Tribunal clôt l'enquête et en notifie sans délai le plaignant et les autres intéressés.
29. 1) Le Tribunal établit un rapport dans les cent quatre-vingts jours qui suivent l'ouverture de l'enquête.
- 2) Le Tribunal peut proroger d'au plus quatre-vingt-dix jours le délai prévu au paragraphe 1) s'il l'estime justifié, notamment pour l'une des raisons suivantes:
- a) la complexité ou la nouveauté des questions en cause;
 - b) la variété des marchandises ou le nombre des personnes en cause;
 - c) la difficulté d'obtenir à l'enquête des éléments de preuve satisfaisants;
 - d) sa saisine en vertu du paragraphe 27 3).
- Le cas échéant, il en avise, sans délai et par écrit, le plaignant et les autres intéressés.
- 3) Le Tribunal fait parvenir son rapport au Gouverneur en conseil, au Ministre et au plaignant, ainsi qu'à quiconque lui a présenté des observations au cours de l'enquête.
 - 4) Le Tribunal fait publier dans la Gazette du Canada un avis pour chaque rapport établi en application du paragraphe 1) et en avise les intéressés autres que le plaignant.
 - 5) Le Ministre dépose les rapports établis par le Tribunal à la suite de la saisine visée au paragraphe 27 3) devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant leur transmission au Gouverneur en conseil.
30. 1) Le Gouverneur en conseil peut, après réception du rapport visé au paragraphe 29 1), demander au Tribunal d'enquêter et de lui faire rapport sur toute question liée au rapport.
- 2) Le Tribunal mène l'enquête visée au paragraphe 1) et établit un rapport à ce sujet dans le strict cadre du mandat dont il est en l'occurrence investi par le Gouverneur en conseil.

3) Le Tribunal fait parvenir le rapport complémentaire au Ministre et au plaignant, ainsi qu'à quiconque lui a présenté des observations au cours de l'enquête et à qui il a transmis un rapport en application du paragraphe 29 3).

4) Le Tribunal fait publier dans la Gazette du Canada un avis de transmission pour chaque rapport visé au paragraphe 1) et en notifie les intéressés autres que le plaignant.

5) Le Ministre dépose les rapports devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant leur transmission au Gouverneur en conseil.

DISPOSITIONS GENERALES

Procédure

31. Toute partie à une instance devant le Tribunal peut comparaître en personne ou être représentée par un avocat ou un mandataire.

32. Le Tribunal peut tenir ses séances à huis clos sur demande de l'une des parties, à condition que celle-ci lui en démontre la nécessité en l'espèce.

33. 1) Le Président peut charger un membre de recueillir en tout ou en partie les éléments de preuve relatifs à toutes enquêtes prévues à la présente loi ou affaires instruites en application de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, à l'exception des appels visés à l'article 61 de cette loi, dont connaît le Tribunal. A cette fin, ce membre dispose des pouvoirs du Tribunal.

2) Le membre ayant recueilli les éléments de preuve fait rapport à cet égard au Tribunal. Copie de ce rapport, modifié à l'appréciation de son auteur pour respecter les exigences imposées par les articles 45 et 49, est ensuite transmise à toutes les parties.

3) En se fondant sur le rapport comme s'il avait lui-même recueilli la preuve et sur les séances qu'il a tenues sur la question, le Tribunal peut prendre toute mesure prévue en l'espèce par la présente loi ou toute autre loi fédérale, notamment par voie d'ordonnance, de conclusion ou de rapport.

34. Dans toute enquête ouverte en vertu de la présente loi ou de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, le Tribunal peut obtenir, autrement que sous la sanction d'un serment ou d'une affirmation solennelle, des renseignements et des documents qui, à son avis, font foi et y donner suite.

35. Les séances du Tribunal sont conduites de la façon qui lui paraît la plus efficace, la plus équitable et la plus expéditive dans les circonstances.

36. Il est alloué à toute personne qui se rend à la convocation du Tribunal des indemnités comparables à celles qui s'appliquent aux convocations de la Cour fédérale.

37. Le Tribunal fait publier sans délai dans la Gazette du Canada un avis des décisions qu'il rend sur des affaires entendues en application de toute autre loi fédérale.

Règles et règlements

38. 1) Le Tribunal peut, par règlement administratif, régir la convocation de ses réunions et le déroulement de celles-ci.

2) Le quorum requis pour la prise de règlements administratifs du Tribunal est constitué par la majorité des titulaires en fonctions.

39. 1) Le Tribunal peut, après consultation avec le Ministre et sous réserve de l'approbation du Gouverneur en conseil, établir des règles, compatibles avec la présente loi et toute autre loi fédérale, pour régir ses séances, prévenir tout conflit d'intérêts, notamment ceux découlant de la participation d'un membre à une séance, ou de sa connaissance d'une affaire dont le Tribunal est saisi, ainsi que pour préciser le complément d'information à fournir à l'occasion d'une plainte et, d'une manière générale, régir la procédure relative à ses travaux.

2) Le quorum requis pour l'établissement des règles du Tribunal est constitué par la majorité des titulaires en fonctions.

40. Le Gouverneur en conseil peut, par règlement:

- a) prévoir les questions à aborder par le Tribunal au cours des enquêtes ouvertes sous le régime du paragraphe 26 1);
- b) définir les termes "producteurs nationaux", "production nationale" et "marchandises similaires ou directement concurrentes" pour l'application de la présente loi;
- c) définir "autres intéressés" pour l'application des articles 25, 26, 28, 29 ou 30;
- d) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;
- e) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.

Rapport annuel

41. Le Tribunal présente au Ministre son rapport d'activité pour l'exercice précédent dans les trois mois qui suivent sa clôture.

42. Le Ministre dépose le rapport annuel devant chaque Chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa transmission.

Communication de renseignements

43. Pour l'application des articles 44 à 49, sont compris parmi les renseignements les éléments de preuve.

44. Toute partie à une procédure prévue par la présente loi a droit, sur demande, de consulter pendant les heures d'ouverture les renseignements auxquels ne s'applique pas le paragraphe 45 1) et fournis au Tribunal dans le cadre de la procédure et a droit, sur paiement des frais réglementaires, de s'en

faire délivrer des copies si les renseignements sont contenus dans un document ou s'ils sont sous une forme qui permet de les reproduire facilement et avec exactitude.

45. 1) Les agents de l'administration publique fédérale et les membres qui ont en leur possession, au cours de leur emploi ou de leur mandat, selon le cas, des renseignements désignés comme confidentiels aux termes de l'alinéa 46 1) a) ne peuvent, si la personne qui les a désignés ou fournir n'a pas renoncé à leur caractère confidentiel, sciemment les communiquer ou laisser communiquer de manière à ce qu'ils puissent être vraisemblablement utilisés par un concurrent de la personne dont l'entreprise ou les activités sont concernées par les renseignements. Cette interdiction s'applique même après que l'agent ou le membre a cessé ses fonctions.

2) Le paragraphe 1) ne s'applique pas aux résumés ou déclarations visés à l'alinéa 46 1) b).

3) Nonobstant le paragraphe 1), les renseignements auxquels ce paragraphe s'applique peuvent être communiqués par le Tribunal à l'avocat d'une partie à la procédure pour laquelle ils ont été fournis ou à toute procédure qui en découle; l'avocat ne peut les utiliser que dans le cadre de ces procédures, sous réserve des conditions que le Tribunal juge indiquées pour empêcher que les renseignements ne soient divulgués sans le consentement écrit de la personne qui les a fournis, de manière à pouvoir être utilisés par:

- a) toute partie à ces procédures, y compris celles qui sont représentées par avocat;
- b) tout concurrent de la personne à l'entreprise ou aux activités de laquelle ils se rapportent.

4) Pour l'application du paragraphe 3), est assimilée à l'avocat toute personne, autre qu'un administrateur, préposé ou employé d'une partie à une procédure, qui agit au nom de celle-ci au cours de la procédure.

46. 1) La personne qui fournit des renseignements au Tribunal dans le cadre d'une procédure prévue par la présente loi et qui désire qu'ils soient gardés confidentiels en tout ou en partie fournit en même temps que les renseignements:

- a) d'une part, d'une déclaration désignant comme tels les renseignements qu'elle veut garder confidentiels avec l'explication à l'appui;
- b) d'autre part, soit un résumé des renseignements désignés comme confidentiels en termes suffisamment précis pour permettre de les comprendre, soit une déclaration accompagnée d'une explication destinée à la justifier, énonçant, selon le cas:
 - i) qu'il est impossible de faire ce résumé,
 - ii) qu'un résumé communiquerait des faits qu'elle désire valablement garder confidentiels.

2) Le cas où une personne qui désigne des renseignements comme confidentiels aux termes de l'alinéa 1 a) ne se conforme pas à l'alinéa 1) b) sont les suivants:

- a) elle ne fournit ni le résumé ni la déclaration prévus à l'alinéa 1) b);

- b) le résumé qu'elle fournit n'est pas, de l'avis du Tribunal, conforme aux exigences de cet alinéa;
- c) elle fournit une déclaration mais ne donne pas les explications qui la justifieraient;
- d) elle fournit une déclaration mais les explications données pour sa justification ne convainquent pas le Tribunal de son bien-fondé.

47. 1) Dans les cas où le Tribunal considère comme légitime la désignation faite en vertu de l'alinéa 46 1) a) mais que la personne qui l'a faite ne se conforme pas à l'alinéa 46 1) b), le Tribunal la fait informer de ce défaut, de ce qui l'a causé, ainsi que de l'application du paragraphe 48 3) advenant son défaut de prendre les mesures qui s'imposent pour l'observation de l'alinéa 46 1) b).

2) Dans les cas où il ne considère pas comme légitime la désignation faite en vertu de l'alinéa 46 1) a), vu la nature ou l'abondance des renseignements ainsi désignés, leur accessibilité d'autres sources ou le défaut de fournir une explication de la désignation, le Tribunal:

- a) fait donner avis à cet effet à la personne qui les a fournis en précisant les motifs de sa décision;
- b) dans le cas de non-conformité à l'alinéa 46 1) b), fait informer cette personne conformément au paragraphe 1).

48. 1) La personne qui a été avisée conformément à l'alinéa 47 2) a) peut, dans les quinze jours suivant l'avis:

- a) soit renoncer à la désignation;
- b) soit fournir au Tribunal des explications ou des explications plus poussées sur les raisons de la désignation.

Si elle fait défaut d'agir dans le délai, le Tribunal ne peut tenir compte des renseignements désignés comme confidentiels dans le cadre de la procédure pour laquelle ils ont été fournis ou de toute procédure en découlant, sauf s'il les obtient d'une autre source.

2) Dans les cas où, conformément au paragraphe 1), une personne fournit au Tribunal, dans les quinze jours visés à ce paragraphe, une explication ou une explication plus poussée des raisons pour lesquelles elle a désigné des renseignements comme confidentiels, celui-ci examine de nouveau la question et, s'il décide que la désignation n'est pas légitime, il fait aviser cette personne qu'il ne sera pas tenu compte des renseignements dans le cadre de la procédure pour laquelle ils ont été fournis ou de toute procédure en découlant; le Tribunal ne peut dès lors tenir compte des renseignements que s'il les obtient d'une autre source.

3) Sous réserve du paragraphe 4), si la personne qui a été avisée conformément à l'article 47 qu'elle ne s'était pas conformée à l'alinéa 46 1) b) quant à des renseignements ne prend pas les mesures nécessaires pour s'y conformer dans les quinze jours suivant l'avis ou dans le délai supplémentaire - ne pouvant dépasser les trente jours suivant l'avis - que fixe, à son appréciation, le Tribunal avant ou après l'expiration des quinze jours, le Tribunal fait aviser cette personne qu'il ne tiendra pas compte des renseignements dans le cadre de la procédure pour laquelle ils ont été fournis ou dans toute procédure

en découlant, étant entendu que, dans ce cas, il ne peut tenir compte des renseignements que s'il les obtient d'une autre source.

4) Le paragraphe 3) en s'applique pas aux renseignements dont le Tribunal ne peut tenir compte aux termes des paragraphes 1) ou 2).

49. Ne peuvent être sciemment communiqués par les agents de l'administration publique fédérale et les membres de manière à pouvoir être utilisés par des concurrents ou rivaux de la personne dont l'entreprise ou les activités sont concernées par eux les renseignements suivants en leur possession:

- a) ceux qui sont, de l'avis du Tribunal, confidentiels de nature et qui sont fournis ou obtenus au cours d'une procédure devant lui;
- b) ceux qui sont déposés auprès du secrétaire conformément à l'alinéa 38 3) b) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation et à propos desquels le Sous-Ministre du Revenu national (Douanes et accise) a indiqué par écrit au Tribunal qu'ils faisaient l'objet de l'application du paragraphe 84 1) de cette loi.

ABROGATIONS, MODIFICATIONS CORRELATIVES ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Abrogations

50. La Loi sur la Commission du tarif est abrogée.

51. La Loi sur la Commission du textile et du vêtement est abrogée.

Modifications corrélatives

52. Les lois figurant à l'annexe sont modifiées conformément à ses indications.

Dispositions transitoires

53. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 54 à 60.

"ancien organisme" Le Tribunal canadien des importations, la Commission du tarif ou la Commission du textile et du vêtement;

"Commission du tarif" La Commission du tarif constituée par le paragraphe 3 1) de la Loi sur la Commission du tarif, en son état la veille de la date de référence;

"Commission du textile et du vêtement" La Commission du textile et du vêtement constituée par le paragraphe 3) 1) de la Loi sur la Commission du textile et du vêtement, en son état la veille de la date de référence.

"date de référence" La date d'entrée en vigueur du présent article.

"Tribunal canadien des importations" Le Tribunal canadien des importations constitué par le paragraphe 63 1) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, en son état la veille de la date de référence.

54. 1) Sous réserve du paragraphe 2), le mandat des membres de la Commission du tarif prend fin à la date de référence.

2) Nonobstant toute loi fédérale mais sous réserve de l'article 59, les membres de la Commission du tarif conservent leurs pouvoirs de connaître des affaires suivantes:

- a) les enquêtes ouvertes par la Commission en application de l'article 8 de la Loi sur la Commission du tarif qui, la veille de la date de référence, sont en cours;
- b) les appels devant la Commission prévus aux articles 61 de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, 67 de la Loi sur les douanes ou 81.19, 81.21, 81.22 ou 81.23 de la Loi sur la taxe d'accise qui, la veille de la date de référence, sont en cours d'audition ou ont déjà été entendus sans avoir fait l'objet d'une décision, ordonnance, conclusion ou déclaration;
- c) les demandes présentées à la Commission aux termes de l'article 81.32 de la Loi sur la taxe d'accise en cours la veille de la date de référence;
- d) les questions déferées à la Commission en vertu de l'article 70 de la Loi sur les douanes qui, la veille de la date de référence, sont en cours d'étude ou ont déjà été étudiées sans avoir fait l'objet d'une décision;
- e) les questions visées aux articles 13 ou 63 de la Loi sur l'administration de l'énergie qui, la veille de la date de référence, sont en cours d'étude ou ont déjà été étudiées sans avoir fait l'objet d'une décision ou d'une déclaration.

3) Les affaires visées au paragraphe 2) sont instruites conformément à la Loi sur la Commission du tarif et ses textes d'application ou à toute autre loi fédérale qui prévoit la compétence de la Commission à leur égard et ses textes d'application, dans leur version antérieure à la date de référence.

55. 1) Sous réserve du paragraphe 2), le mandat des membres de la Commission du textile et du vêtement prend fin à la date de référence.

2) Nonobstant toute loi fédérale mais sous réserve de l'article 59, les membres de la Commission du textile et du vêtement conservent leurs pouvoirs de connaître en vertu des articles 11 ou 23 de la Loi sur la Commission du textile et du vêtement des enquêtes en cours devant la Commission la veille de la date de référence.

3) Les enquêtes visées au paragraphe 2) sont menées à terme en conformité avec la Loi sur la Commission du textile et du vêtement et ses règles d'application, dans leur version antérieure à la date de référence.

56. Le mandat du secrétaire du Tribunal canadien des importations prend fin à la date de référence.

57. 1) Sous réserve du paragraphe 2), le mandat des membres du Tribunal canadien des importations prend fin à la date de référence.

2) Nonobstant toute loi fédérale mais sous réserve de l'article 59, les membres du Tribunal canadien des importations conservent leurs pouvoirs de connaître des affaires suivantes, en cours devant ce tribunal la veille de la date de référence:

- a) les enquêtes visées aux articles 42 ou 48 de la Loi sur les mesures spéciales d'importation;
- b) les questions qui lui sont déferées aux termes des articles 33, 34 ou 35 de cette loi;
- c) les demandes de décision prévues au paragraphe 89 1) de cette loi;
- d) les réexamens prévus au paragraphe 76 2) de cette loi.

3) Les affaires visées au paragraphe 2) sont instruites conformément à la Loi sur les mesures spéciales d'importation et ses textes d'application, dans leur version antérieure à la date de référence.

58. 1) Nonobstant la Loi sur les mesures spéciales d'importation mais sous réserve de l'article 59 de la présente loi, les membres du Tribunal canadien des importations ont compétence:

- a) pour établir tout rapport visé à l'alinéa 45 1) a) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, relatif aux marchandises à l'égard desquelles, en conséquence d'une enquête visée à l'article 42 de cette loi, ce tribunal a rendu, avant la date de référence, toute ordonnance ou conclusion prévue aux articles 3 à 6 de cette loi sans avoir cependant établi de rapport en conformité avec cet alinéa;
- b) pour établir tout rapport visé à l'alinéa 45 1) a) de cette loi, relatif aux marchandises à l'égard desquelles, en conséquence d'une enquête visée à l'article 42 de cette loi, ces membres ont, en vertu de la compétence qui leur est conférée à l'article 57, rendu, à compter de la date de référence, toute ordonnance ou conclusion prévue aux articles 3 à 6 de cette loi;
- c) pour tenir toute enquête prévue à l'article 42 de cette loi, relativement à des marchandises à l'égard desquelles, d'une part, une question a été soumise, avant la date de référence, à ce tribunal en vertu des articles 33, 34 ou 35 de cette loi et, d'autre part, le Sous-Ministre du Revenu national (Douanes et accise) a, conformément au paragraphe 38 3) de cette loi, fait déposer auprès du secrétaire de ce tribunal avant la même date ou auprès du secrétaire du Tribunal à compter de cette date un avis de décision provisoire de dumping ou de subventionnement;
- d) pour rendre toute ordonnance ou conclusion visée à l'article 43 de cette loi et relative aux marchandises à l'égard desquelles une enquête est tenue en vertu de l'alinéa c);
- e) pour établir pour rapport visé à l'alinéa 45 1) a) de cette loi, relatif aux marchandises à l'égard desquelles, en conséquence d'une enquête tenue par ces membres en vertu de l'alinéa c), ces membres ont, en vertu de la compétence qui leur est conférée en vertu de l'alinéa d), rendu toute ordonnance ou conclusion prévue aux articles 3 à 6 de cette loi.

2) Les membres du Tribunal canadien des importations jouissent des pouvoirs du Tribunal nécessaires à l'accomplissement des attributions visées au paragraphe 1).

3) Pour l'application de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, sont réputées prises par le Tribunal les mesures - rapports, enquêtes, ordonnances ou conclusions - prises par les membres du Tribunal canadien des importations en vertu du paragraphe 1).

59. 1) L'ancien organisme est dessaisi des affaires visées aux paragraphes 54 2), 55 2) ou 57 2) et de celles dont ses membres ont à connaître en application de l'article 58 qui ne sont pas réglées dans l'année qui suit la date de référence. Elles sont alors soit confiées au Tribunal selon les modalités et aux conditions pouvant être fixées dans l'intérêt des parties par le Président, soit classées si ce dernier en décide ainsi.

2) Dans l'exercice des pouvoirs prévus aux paragraphes 54 2), 55 2), 57 2) ou 58 1), les membres des anciens organismes sont placés sous l'autorité du Président.

3) Ils reçoivent pour l'exercice des pouvoirs visés par la présente loi la rémunération fixée par le Gouverneur en conseil, sauf s'ils sont nommés au Tribunal.

4) Ils ont droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement, hors du lieu de leur résidence habituelle, des fonctions qui leur sont confiées en application de la présente loi.

60. Les affaires qui sont en cours, la veille de la date de référence, devant la Commission du tarif ou le Tribunal canadien des importations, et pour lesquelles les membres de l'un ou l'autre n'ont pas compétence en application des paragraphes 54 2), 55 2) ou 57 2) sont confiées au Tribunal, qui les instruit sous le régime de la présente loi.

61. Les règles adoptées par le Tribunal canadien des importations en vertu de l'article 70 de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, dans sa version antérieure à la date de référence, sont réputées l'avoir été aux termes de l'article 39 de la présente loi et continuent d'avoir effet, dans la mesure où elles sont compatibles avec la présente loi, jusqu'à leur modification ou abrogation en vertu de l'article 39.

62. Les mesures - décisions, ordonnances, déclarations, conclusions ou autres - prises aux termes d'une loi fédérale par un ancien organisme, en vigueur la veille de la date de référence et compatibles avec la présente loi ou toute autre loi fédérale continuent de produire leur effet comme si elles émanaient du Tribunal.

ENTREE EN VIGUEUR

63. 1) Les articles 1 à 15 et 38 à 40, ou tel de ces articles, entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du Gouverneur en conseil.

2) Les articles 16 à 37 et 41 à 62 entrent en vigueur à la date fixée par décret du Gouverneur en conseil.

ANNEXE
(article 52)

Numéro	Colonne 1 Loi concernée	Colonne II Modifications
1.	Loi sur l'accès à l'information L.R., ch. A-1	<p>1) L'annexe I est modifiée par suppression, sous l'intertitre "Autres institutions fédérales", de ce qui suit:</p> <p>"Commission du tarif Tariff Board</p> <p>Commission du textile et du vêtement Textile and Clothing Board</p> <p>Tribunal canadien des importations Canadian Import Tribunal"</p> <p>2) L'annexe I est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, sous l'intertitre "Autres institutions fédérales", de ce qui suit:</p> <p>"Tribunal canadien du commerce extérieur Canadian International Trade Tribunal"</p> <p>3) L'annexe II est modifiée par suppression de ce qui suit:</p> <p>"Loi sur la Commission du tarif Tariff Board Act</p> <p>Loi sur la Commission du textile et du vêtement Textile and Clothing Board Act"</p> <p>ainsi que des mentions "paragraphe 10 4)" et "article 25" placées respectivement en regard de ces titres de loi.</p> <p>4) L'annexe II est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit:</p> <p>"Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur Canadian International Trade Tribunal Act"</p> <p>ainsi que de la mention "articles 45 et 49" placée en regard de ce titre de loi.</p>
2.	Loi sur les douanes L.R., ch. 1 (2ème suppl.)	<p>1) L'alinéa 64 d) et le passage de l'alinéa 64 e) qui précède le sous-alinéa i) sont abrogés et remplacés par ce qui suit:</p> <p>"d) à tout moment, au cas où le nouveau classement ou la nouvelle appréciation résultant du réexamen donnerait effet à une décision du Tribunal canadien du commerce extérieur, de la Cour fédérale ou de la Cour suprême du Canada rendue au sujet des marchandises;</p>

Numéro	Colonne 1 Loi concernée	Colonne II Modifications
		<p>e) à tout moment, au cas où le nouveau classement ou la nouvelle appréciation résultant du réexamen donnerait effet, pour ce qui est des marchandises en cause, à une décision du Tribunal canadien du commerce extérieur, de la Cour fédérale ou de la Cour suprême du Canada, ou du Sous-Ministre en application de l'alinéa b), rendue à ce sujet."</p> <p>2) L'article 67 est abrogé et remplacé par ce qui suit:</p> <p>Appel devant le tribunal canadien du commerce extérieur "67. 1) Toute personne qui s'estime lésée par une décision du Sous-Ministre rendue conformément à l'article 63 ou 64 peut en interjeter appel devant le Tribunal canadien du commerce extérieur en déposant par écrit un avis d'appel auprès du Sous-Ministre et du secrétaire de ce Tribunal dans les quatre-vingt-dix jours suivant la notification de l'avis de décision.</p> <p>Publication de l'avis d'appel 2) Avant de se prononcer sur l'appel prévu par le présent article, le Tribunal canadien du commerce extérieur tient une audience sur préavis d'au moins vingt et un jours publié dans la Gazette du Canada, et toute personne peut être entendue à l'appel si, au plus tard le jour de l'audience, elle a remis un acte de comparution au secrétaire de ce Tribunal.</p> <p>Recours judiciaire 3) Le Tribunal canadien du commerce extérieur peut statuer sur l'appel prévu au paragraphe 1), selon la nature de l'espèce, par ordonnance, constatation ou déclaration, celles-ci n'étant susceptibles de recours, de restriction, d'interdiction, d'annulation, de rejet ou de toute autre forme d'intervention que dans la mesure et selon les modalités prévues à l'article 68."</p> <p>3) Le paragraphe 68 2) est abrogé et remplacé par ce qui suit:</p> <p>Issue du recours "2) La Cour fédérale peut statuer sur le recours, selon la nature de l'espèce, par ordonnance ou constatation, ou renvoyer l'affaire au Tribunal canadien du commerce extérieur pour une nouvelle audience."</p> <p>4) Le paragraphe 70 1) est abrogé et remplacé par ce qui suit:</p> <p>Consultation du Tribunal canadien du commerce extérieur "70. 1) Le Sous-Ministre peut consulter le Tribunal canadien du commerce extérieur sur toute question se rapportant au classement tarifaire ou à la valeur en douane de toute marchandise ou catégorie de marchandises."</p>

Numéro	Colonne I Loi concernée	Colonne II Modifications
		5) L'alinéa 71 1) b) est abrogé et remplacé par ce qui suit: "b) aux articles 67 et 68, les expressions "tribunal" et "greffier du tribunal" sont réputées remplacer respectivement les expressions "Tribunal canadien du commerce extérieur" et "secrétaire du Tribunal canadien du commerce extérieur"."
3.	Tarif des douanes L.R., ch. 41 (3ème suppl.)	1) La définition de "Commission", à l'article 42, est abrogée. 2) L'article 42 est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit: "Tribunal" ""Tribunal" Le Tribunal canadien du "Tribunal" commerce extérieur constitué par le paragraphe 3 1) de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur." 3) L'article 43 est abrogé et remplacé par ce qui suit: Contingent "43. A la réception par le Ministre des tarifaire finances d'une recommandation du Tribunal visant à faire appliquer un contingent tarifaire aux marchandises provenant d'un ou de plusieurs pays, le Gouverneur en conseil peut, sur recommandation de ce Ministre et du Ministre de l'expansion industrielle régionale, par décret spécifiant sa durée d'application, appliquer le contingent tarifaire à ces marchandises." 4) Les alinéas 60 1) a) à c) sont abrogés et remplacés par ce qui suit: "a) soit sur un rapport du Ministre des finances; b) soit une enquête menée, en vertu des articles 20 ou 26 de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, par le Tribunal canadien du commerce extérieur." 5) Les alinéas 60 3) a) à c) sont abrogés et remplacés par ce qui suit: "a) il est ratifié par une résolution adoptée par les deux chambres du Parlement;

Numéro	Colonne 1 Loi concernée	Colonne II Modifications
		<p>b) le Tribunal canadien du commerce extérieur fait, conformément aux articles 20 ou 26 de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, rapport au Gouverneur en conseil l'informant que les marchandises objet du rapport du Ministre des finances sont encore importées au Canada d'un pays que mentionne le rapport, dans des conditions où elles causent ou menacent de causer un préjudice grave à des producteurs nationaux de produits semblables ou directement concurrentiels."</p> <p>6) L'alinéa 60 6) a) est abrogé et remplacé par ce qui suit:</p> <p>"a) prorogation, en vertu des alinéas 3) a) ou b), d'un décret pris en vertu du paragraphe 1);"</p>
4.	Loi sur l'administration de l'énergie L.R., ch. E-6	<p>1) L'article 13 est abrogé et remplacé par ce qui suit:</p> <p>Appel</p> <p>"13. Lorsque survient un désaccord ou qu'existent des doutes sur l'exigibilité ou le montant d'une redevance sur l'exportation de pétrole, le Tribunal canadien du commerce extérieur, constitué par la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, peut se prononcer sur l'exigibilité et le montant de la redevance; à cette fin, les articles 104 et 105 de la Loi sur la taxe d'accise s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, toute mention dans ces articles du Sous-Ministre s'interprétant comme une mention du secrétaire de l'Office national de l'énergie."</p> <p>2) L'article 63 est abrogé et remplacé par ce qui suit:</p> <p>Appel</p> <p>"63. Lorsque survient un désaccord ou qu'existent des doutes sur l'exigibilité ou le montant d'une redevance sur le pétrole ou les produits pétroliers, le Tribunal canadien du commerce extérieur, constitué par la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, peut se prononcer sur l'exigibilité et le montant de la redevance; à cette fin, les articles 104 et 105 de la Loi sur la taxe d'accise s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, toute mention dans ces articles du Sous-Ministre du Revenu national s'interprétant comme une mention du Sous-Ministre de l'énergie, des mines et des ressources."</p>

Numéro	Colonne I Loi concernée	Colonne II Modifications
5.	Loi sur la taxe d'accise L.R., ch. E-15; L.R., ch. 7 (2ème suppl.), par. 20 1) L.R., ch. 7 (2ème suppl.), par. 38 1)	<p>1) La définition de "Commission", au paragraphe 58.1 1), est abrogée.</p> <p>2) Le paragraphe 58.1 1) est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit:</p> <p>"Tribunal" ""Tribunal" Le Tribunal canadien du commerce extérieur constitué par le paragraphe 3 1) de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur."</p> <p>3) "Tribunal" remplace "Commission" aux articles 81.19, 81.29, 81.31, 81.32, 81.34, 81.38, 86 et 104, avec les adaptations grammaticales qui s'imposent.</p> <p>4) L'article 81.35 est abrogé.</p>
6.	Loi sur les licences d'exportation et d'importation L.R., ch. E-19	<p>Les paragraphes 5 3) et 4) sont abrogés et remplacés par ce qui suit:</p> <p>Addition à la liste des marchandises d'importation contrôlée</p> <p>"3) Dans les cas où le Gouverneur en conseil est convaincu, sur rapport du Ministre établi en conséquence d'une enquête tenue par le Tribunal canadien du commerce extérieur en application des articles 20 ou 26 de la Loi sur le Tribunal canadien de commerce extérieur, que des marchandises de tous genres sont importées au Canada - ou sont susceptibles de l'être - à des prix, en quantités et dans des conditions portant un préjudice grave à la production canadienne de marchandises semblables ou directement concurrentielles - ou menaçant de le faire -, les marchandises du même genre peuvent, par décret du Gouverneur en conseil, être portées sur la liste des marchandises d'importation contrôlée afin de limiter l'importation de ces marchandises dans la mesure et, sous réserve du paragraphe 7), pour la période que le Gouverneur en conseil estime nécessaires pour éviter le préjudice ou y remédier."</p>
7.	Loi sur la protection des renseignements personnels L.R., ch. P-21	<p>1) L'annexe est modifiée par suppression, sous l'intertitre "Autres institutions fédérales", de ce qui suit:</p> <p>"Commission du tarif Tariff Board</p>

Numéro	Colonne 1 Loi concernée	Colonne II Modifications
		Commission du textile et du vêtement Textile and Clothing Board
		Tribunal canadien des importations Canadian Import Tribunal"
		2) L'annexe est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, sous l'intertitre "Autres institutions fédérales", de ce qui suit:
		"Tribunal canadien du commerce extérieur Canadian International Trade Tribunal"
8.	Loi sur les relations de travail dans la fonction publique L.R., ch. P-35	La Partie I de l'annexe I est modifiée par suppression de ce qui suit: "Commission du tarif Tariff Board"
9.	Loi sur la pension de la fonction publique L.R., ch. P-36	La Partie I de l'annexe I est modifiée par suppression de ce qui suit: "Commission du tarif Tariff Board"
10.	Loi sur les mesures spéciales d'importation L.R., ch. S-15	1) Les définitions de "membre" et "membre titulaire", au paragraphe 2 1), sont abrogées. 2) La définition de "Tribunal", au paragraphe 2 1), est abrogée et remplacée par ce qui suit: "Tribunal" Le Tribunal canadien du "Tribunal"commerce "Tribunal" extérieur constitué par le paragraphe 3 1) de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur." 3) L'article 32 est modifié par adjonction de ce qui suit: Présomption "3) Dans le cas où une plainte écrite déposée devant le Tribunal en application du paragraphe 23 1) de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur est transmise au Sous-Ministre au titre des paragraphes 26 5) ou 28 1) de cette loi, celui-ci est réputé avoir reçu la plainte visée au paragraphe 1)." 4) L'article 48 est abrogé. 5) L'alinéa 59 d) est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Numéro	Colonne I Loi concernée	Colonne II Modifications
		"d) en vue d'exécuter une décision du Tribunal, de la Cour fédérale ou de la Cour suprême du Canada portant sur ces marchandises."
		6) L'article 61 et l'intertitre qui le précède sont abrogés et remplacés par ce qui suit:
		"Appel devant le Tribunal canadien du commerce extérieur
	Appel devant le Tribunal	61. 1) Quiconque s'estime lésé par un réexamen effectué en application de l'article 59 peut en appeler au Tribunal en déposant, auprès du Sous-Ministre et du secrétaire du Tribunal, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date du réexamen, un avis d'appel.
	Avis d'audition	2) L'avis d'audition d'un appel interjeté en application du paragraphe 1) est publié dans la Gazette du Canada au moins vingt et un jours avant la date de l'audition. Peuvent être entendues les personnes qui, au plus tard le jour de l'audition, déposent auprès du secrétaire du Tribunal un acte de comparution.
	Ordonnances ou conclusions du Tribunal	3) Le Tribunal, saisi d'un appel en vertu du paragraphe 1), peut rendre les ordonnances ou conclusions indiquées en l'espèce et, notamment, déclarer soit quels droits sont payables, soit qu'aucun droit n'est payable sur les marchandises visées par l'appel. Les ordonnances, conclusions et déclarations du Tribunal sont définitives, sauf recours prévu à l'article 62."
		7) Les alinéas 62 2) a) et b) sont abrogés et remplacés par ce qui suit:
		"a) déclarer soit quels droits sont payables, soit qu'aucun droit n'est payable sur les marchandises visées par l'appel au Tribunal;
		b) renvoyer l'affaire au Tribunal pour une nouvelle audition."
		8) Les intertitres qui précèdent l'article 63 et les articles 63 à 75 sont abrogés.
		9) Le paragraphe 76 1) et l'intertitre qui le précède sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

Numéro	Colonne 1 Loi concernée	Colonne II Modifications
		"Caractère définitif des ordonnances ou conclusions et réexamens
	Caractère définitif des ordonnances ou conclusions	76. 1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, du paragraphe 61 3) et de l'alinéa 91 1) g), les ordonnances ou conclusions du Tribunal rendues en application de la présente loi sont définitives."
10)	L'article 77 et l'intertitre qui le précède	sont abrogés.
11)	Le paragraphe 84 4)	est abrogé et remplacé par ce qui suit:
	Définition de "avocat"	"4) Pour l'application du paragraphe 3), est assimilée à l'avocat toute personne, autre qu'un administrateur, préposé ou employé d'une partie à une procédure, qui agit au nom de celle-ci au cours de la procédure."

37 ELIZABETH II

CHAPITRE 65

Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange entre
le Canada et les Etats-Unis d'Amérique

[sanctionnée le 30 décembre 1988]

Attendu:

que le gouvernement du Canada a conclu avec celui des Etats-Unis un accord de libre-échange aux fins suivantes:

- resserrer les liens d'amitié uniques et durables formés entre les deux pays et les deux peuples, et de mise entre de grands partenaires commerciaux;
- consolider l'identité nationale du Canada tout en protégeant les caractéristiques essentielles de ses éléments constitutifs;
- promouvoir la productivité, l'emploi, la stabilité financière et l'amélioration des conditions de vie;
- accroître la prévisibilité de la conjoncture de façon à permettre aux canadiens de faire des projets et des investissements en toute confiance et d'améliorer leur compétitivité aux Etats-Unis et sur les marchés mondiaux;
- faire fond sur les droits et obligations du Canada aux termes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et d'autres instruments de coopération multilatéraux et bilatéraux;
- favoriser l'expansion et le développement harmonieux du commerce mondial et jouer un rôle de catalyseur dans l'élargissement de la coopération internationale;
- mettre en place des procédures binationales efficaces pour le règlement des différends entre les deux pays découlant de l'Accord, notamment en matière de droits antidumping et compensateurs;

que l'Accord s'applique à l'ensemble du Canada;

qu'il est nécessaire, pour donner effet à l'Accord, d'apporter des modifications corrélatives à d'autres lois.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

TITRE ABREGE

1. Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Etats-Unis.

DEFINITIONS

2. 1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

"Accord" L'Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis conclu entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des Etats-Unis, signé le 2 janvier 1988, et formé du texte figurant à la partie A de l'annexe et des listes tarifaires du Canada et des Etats-Unis mentionnées à l'annexe 401.2 de l'Accord.

"Commission" La Commission mixte du commerce canado-américain créée aux termes de l'Accord.

"Etats-Unis"

- a) le territoire douanier des Etats-Unis, lequel comprend les cinquante Etats des Etats-Unis, le District de Columbia et Porto Rico;
- b) les zones franches situées sur le territoire des Etats-Unis et de Porto Rico;
- c) les régions s'étendant au-delà des eaux territoriales des Etats-Unis et qui, conformément au droit international et aux lois des Etats-Unis, sont des régions à l'égard desquelles les Etats-Unis sont habilités à exercer des droits pour ce qui concerne les fonds marins et leur sous-sol ainsi que leurs ressources naturelles.

"Ministre" Le Ministre désigne aux termes de l'article 10 pour l'application de telle disposition de la présente loi.

- 2) L'Accord, y compris les listes tarifaires du Canada et des Etats-Unis mentionnées à l'annexe 401.2 de celui-ci, est publié dans le Recueil des traités du Canada.

DISPOSITIONS GENERALES

3. La présente loi a pour objet la mise en oeuvre de l'Accord, dont les objectifs consistent à:
 - a) éliminer les obstacles au commerce des produits et des services entre le Canada et les Etats-Unis;

- b) faciliter la concurrence loyale à l'intérieur de la zone de libre-échange créée par l'Accord;
- c) libéraliser de façon sensible les conditions d'investissement à l'intérieur de cette zone;
- d) mettre en place des procédures efficaces aux fins de l'application conjointe de l'Accord et du règlement des différends;
- e) jeter les bases d'une coopération bilatérale et multilatérale plus grande pour multiplier les avantages découlant de l'Accord.

4. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada.

5. Le droit de poursuite, relativement aux droits ou obligations uniquement fondés sur la partie I, ses règlements d'application ou l'Accord, ne peut être exercé par quiconque sans le consentement du Procureur général du Canada.

6. Il est entendu que la présente loi n'a, ni par ses mentions expresses ni par ses omissions, pour effet de porter atteinte au pouvoir du Parlement d'adopter la législation nécessaire à la mise en oeuvre de tout ou partie de l'Accord et à l'exécution des obligations du gouvernement du Canada qui en découlent.

[...phe 7 2) de la Loi sur la radiodiffusion, eût-il été en vigueur à la délivrance ou au renouvellement de la licence, délivrée ou renouvelée après le 4 octobre 1987, de toute entreprise de réception de radiodiffusion.]

51. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 18, de ce qui suit:

"18.1 1) Le Gouverneur en conseil peut, soit de sa propre initiative, soit sur recommandation du Ministre faite à la demande du Conseil, donner des instructions générales à celui-ci sur l'application ou sur l'interprétation à donner au paragraphe 3 de l'article 2006 de l'Accord dans le cadre de la présente loi.

2) Dès leur prise d'effet, les instructions lient le Conseil même, sauf indication contraire, en ce qui concerne les affaires en cours.

3) Le Conseil peut suspendre toute affaire dont il est saisi afin de formuler la demande d'instructions.

4) Pour l'application du présent article, "Accord" s'entend au sens de la Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Etats-Unis."

Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur

52. La Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur est modifiée par insertion, après l'article 19, de ce qui suit:

"19.1 1) Au présent article et à l'article 20.1, "cause principale" s'entend de toute cause sérieuse dont l'importance est égale ou supérieure à celle des autres causes du préjudice grave.

2) Le Tribunal, sur saisine par le Gouverneur en conseil, sur recommandation du Ministre des finances, enquête et fait rapport au Gouverneur en conseil sur la question de savoir si les marchandises bénéficiant du tarif des Etats-Unis de l'annexe I du Tarif des douanes sont, en conséquence de la réduction ou de la suppression du tarif, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause principale du préjudice grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes."

53. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 20, de ce qui suit:

"20.1 1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

"Accord" S'entend au sens de la Loi de mise en oeuvre de l' Accord de libre-échange Canada-Etat-Unis.

"contribuer de manière importante" S'entend au sens de l'article 1104 de l'Accord.

"marchandises originaires des Etats-Unis" Les marchandises importées qui satisfont aux règlements relatifs à l'origine des marchandises pris en vertu du Tarif des douanes, applicables aux Etats-Unis, et précisées:

- a) soit par le Gouverneur en conseil, dans le cas d'un renvoi par celui-ci;
- b) soit par le Tribunal, dans le cas d'une plainte écrite déposée en vertu du paragraphe 23 1).

2) Pour l'application du présent article, il doit être tenu compte, pour l'interprétation du mot "substantielle", du paragraphe 1 de l'article 1102 de l'Accord.

3) Lorsque, dans le cadre d'une enquête menée en vertu des articles 20 ou 26, le Tribunal conclut que des marchandises originaires des Etats-Unis et des marchandises du même genre originaires d'autres pays sont importées en quantité tellement accrue et à des conditions telles que leur importation constitue une cause principale du préjudice grave ou de la menace d'un tel préjudice aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, il doit déterminer si la quantité des marchandises originaires des Etats-Unis est substantielle comparativement à celle des marchandises du même genre originaires d'autres pays et si les marchandises importées des Etats-Unis contribuent de manière importante au préjudice grave ou à la menace d'un tel préjudice."

54. L'article 21 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

"21. 1) Le Tribunal mène l'enquête visée aux articles 18, 19, 19.1 ou 20 et établit les rapports correspondants dans le strict cadre du mandat dont il est en l'occurrence investi par le Gouverneur en conseil ou le Ministre, selon le cas.

1.1) Lorsque le paragraphe 20.1 3) s'applique à une enquête, le Tribunal inclut dans son rapport les déterminations auxquelles il parvient en vertu de ce paragraphe.

2) Le Ministre dépose les rapports devant chaque Chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant leur transmission à leur destinataire.

3) Le Tribunal fait publier dans la Gazette du Canada un avis de transmission pour chaque rapport visé au paragraphe 1)."

55. L'article 22 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

"22. Pour l'application des articles 23 à 30, est complet le dossier de toute plainte déposée aux termes du paragraphe 23 1) ou 1.1), qui comporte les renseignements ou documents visés à l'article 23."

56. L'article 23 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe 1), de ce qui suit:

"1.1) Lorsqu'il estime que certaines marchandises bénéficiant du tarif des Etats-Unis de l'annexe I du Tarif des douanes sont, en conséquence de la réduction ou de la suppression du tarif, importées en quantité tellement accrue et à des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du préjudice grave porte aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, chacun de ces producteurs ou toute personne ou association le représentant peut déposer devant le Tribunal une plainte écrite à cet effet."

57. L'alinéa 26 1) a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

"a) que les renseignements et les documents fournis par le plaignant ou provenant d'autres sources indiquent de façon raisonnable:

- i) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23 1), que l'importation des marchandises visées par la plainte se fait en quantité tellement accrue et à des conditions telles qu'elle cause ou menace de causer un préjudice grave aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes,
- ii) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23 1.1), que les marchandises bénéficiant du tarif des Etats-Unis de l'annexe I du Tarif des douanes sont, en conséquence de la réduction ou de l'élimination du tarif, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du préjudice grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes."

58. Les paragraphes 27 1) et 2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

"27. 1) L'objet de l'enquête est de déterminer, eu égard aux règlements pris en application de l'alinéa 40 a):

- a) soit, lorsqu'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23 1), si les marchandises visées par la plainte sont importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue ou menace de constituer une cause

principale du préjudice grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires et directement concurrentes;

- b) soit, lorsqu'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23 1.1), si les marchandises bénéficiant du tarif des Etats-Unis de l'annexe I du Tarif des douanes sont, en conséquence de la réduction ou de la suppression du tarif, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause principale du préjudice grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

2) Au présent article, "cause principale" s'entend de toute cause sérieuse dont l'importance est égale ou supérieure à celle des autres causes du préjudice grave ou de la menace d'un tel préjudice."

59. L'alinéa 39 1) c) de la version anglaise de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

- "c) specifying any additional information that shall accompany a written complaint filed under subsection 23(1) or (1.1);"

[Loi sur la Commission canadienne du blé

60. L'article 46 de la Loi sur la Commission canadienne du blé est modifié par insertion, après l'alinéa b), de ce qui suit:]

40-41-42 ELIZABETH II

CHAPITRE 44

Loi portant mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain

[sanctionnée le 23 juin 1993]

Attendu:

que le gouvernement du Canada, le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le gouvernement des Etats-Unis du Mexique ont conclu un accord de libre-échange, ayant résolu ce qui suit:

- renforcer les liens privilégiés d'amitié et de coopération entre leurs nations;
- contribuer au développement et à l'essor harmonieux du commerce mondial ainsi qu'à l'expansion de la coopération internationale;
- créer un marché plus vaste et plus sûr pour les produits et les services produits sur leurs territoires;
- réduire les distorsions du commerce;
- établir une réglementation claire et mutuellement avantageuse de leurs échanges commerciaux;
- assurer un environnement commercial prévisible propice à la planification d'entreprise et à l'investissement;
- faire fond sur leurs droits et obligations aux termes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et d'autres instruments multilatéraux et bilatéraux de coopération;
- accroître la compétitivité de leurs entreprises sur les marchés internationaux;
- favoriser la créativité et l'innovation et encourager le commerce de produits et de services faisant l'objet de droits de propriété intellectuelle;
- créer de nouvelles possibilités d'emploi et améliorer les conditions de travail et le niveau de vie sur leurs territoires respectifs;
- s'acquitter de tout ce qui précède d'une manière compatible avec la protection et la conservation de l'environnement;

- préserver leur liberté d'action relativement à la sauvegarde du bien public;
- promouvoir le développement durable;
- renforcer l'élaboration et l'application des lois et règlements en matière d'environnement;
- protéger, accroître et faire respecter les droits fondamentaux des travailleurs;

que le gouvernement du Canada a conclu l'Accord, ayant en outre résolu ce qui suit:

- consolider l'identité nationale du Canada tout en protégeant les caractéristiques essentielles de ses éléments constitutifs;
- mettre en place des procédures efficaces pour l'examen et le règlement des différends en matière de droits antidumping et compensateurs survenant entre le Canada et les autres pays ALENA;
- renforcer l'économie canadienne et la compétitivité du Canada en tant que nation commerçante;

que l'Accord s'applique à l'ensemble du Canada;

qu'il est nécessaire, pour donner effet à l'Accord, d'apporter des modifications connexes à d'autres lois,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

TITRE ABREGÉ

1. Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain.

DEFINITIONS

2. 1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

"Accord" L'Accord de libre-échange nord-américain conclu entre le gouvernement du Canada, le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le gouvernement des Etats-Unis du Mexique et signé le 17 décembre 1992, avec les rectifications qui y sont apportées avant sa ratification par le Canada.

"Commission du libre-échange" La Commission du libre-échange constituée aux termes de l'article 2001 de l'Accord.

"Ministre" Le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé aux termes de l'article 11 de l'application de telle disposition de la présente loi.

"Pays ALENA" Pays partie à l'Accord.

"secrétariat" Le secrétariat constitué aux termes du paragraphe 1 de l'article 2002 de l'Accord.

"Territoire" S'entend, pour un pays ALENA, au sens de l'annexe 201.1 de l'Accord.

"Texte législatif fédéral" Tout ou partie d'une loi fédérale ou d'un règlement, décret ou autre texte pris dans l'exercice d'un pouvoir conféré sous le régime d'une loi fédérale.

2) L'Accord, y compris les listes du Canada, du Mexique et des Etats-Unis mentionnées à l'annexe 302.2 de celui-ci, est publié dans le Recueil des traités du Canada.

3. Il est entendu que la présente loi, les dispositions d'une loi fédérale édictées par la Partie II et tout autre texte législatif fédéral qui met en oeuvre une disposition de l'Accord ou vise à permettre au gouvernement du Canada d'exécuter une obligation contractée ...

Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur

32. 1) L'article 2 de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur devient le paragraphe 2 1).

2) Le paragraphe 2 1) de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit:

"Produits textiles et vêtements" Les produits textiles et les vêtements qui figurent à l'appendice 1.1 de l'annexe 300-B du chapitre 3 de l'Accord.

3) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit:

2) Dans la présente loi, "Accord" et "pays ALENA" s'entendent au sens du paragraphe 2 1) de la Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain.

3) Pour l'application de la présente loi, les marchandises transportées directement au Canada conformément aux articles 17 et 18 du Tarif des douanes sont des marchandises importées d'un pays ALENA.

33. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 2, de ce qui suit:

SUSPENSION

2.1 Les dispositions visées à la colonne II sont inopérantes tant que les dispositions correspondantes à la colonne I sont en vigueur.

Colonne I Dispositions en vigueur	Colonne II Dispositions inopérantes
Article 19.01	Article 19.1
Article 20.01	Article 20.1
Article 20.2	Article 21
Article 21.1	Article 22
Paragraphe 23 1.01) à 1.03)	Paragraphe 23 1.1)
Sous-alinéas 26 1) a) i.1) à i.3)	Sous-alinéa 26 1) a) ii)
Alinéas 27 1) a.1) à a.3)	Alinéa 27 1) b)
34. L'article 13 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:	
13. Sous réserve des paragraphes 30.11 3), 38 2) et 39 2), le quorum est constitué de trois membres, lesquels peuvent exercer toutes les attributions du Tribunal.	
35. L'article 16 de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa b), de ce qui suit:	
b.1) de recevoir des plaintes, procéder à des enquêtes et prendre des décisions dans le cadre des articles 30.1 à 30.19;	
36. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 19, de ce qui suit:	
19.01 1) Au présent article et à l'article 20.01, "cause principale" s'entend de toute cause sérieuse dont l'importance est égale ou supérieure à celle des autres causes du préjudice grave ou de la menace d'un tel préjudice.	
2) Le Tribunal, sur saisine par le Gouverneur en conseil, sur recommandation du Ministre, enquête et fait rapport au Gouverneur en conseil sur la question de savoir si les marchandises bénéficiant du tarif des Etats-Unis de l'annexe I ou II du Tarif des douanes, à l'exclusion des produits textiles et des vêtements, sont, en conséquence de la réduction du tarif, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause principale du préjudice grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.	
3) Le Tribunal, sur saisine par le Gouverneur en conseil, sur recommandation du Ministre, enquête et fait rapport au Gouverneur en conseil sur la question de savoir si les marchandises bénéficiant du tarif du Mexique ou du tarif Mexique-Etats-Unis de l'annexe I du Tarif des douanes, à l'exclusion des produits textiles et des vêtements, sont, en conséquence de la réduction du tarif, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause principale du préjudice grave, ou de la menace d'un tel préjudice, porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.	
37. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 20, de ce qui suit:	
20.01 1) Au présent article, "contribuer de manière importante" s'entend au sens de l'article 805 de l'Accord.	

2) Lorsque, dans le cadre d'une enquête menée en vertu de l'article 20 relativement à des marchandises importées d'un pays ALENA et précisées par le Gouverneur en conseil, ou d'une enquête découlant d'une plainte visée au paragraphe 23 1) relativement à de telles marchandises précisées par lui, le Tribunal conclut que les marchandises en question et les marchandises du même genre importées d'autres pays le sont en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue une cause principale du préjudice grave porté aux productions nationales de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel préjudice, il doit décider:

- a) d'une part, si la quantité des marchandises importées et précisées constitue une part substantielle du total des importations de marchandises du même genre;
- b) d'autre part, si les marchandises importées et précisées contribuent de manière importante, à elles seules ou, dans des circonstances exceptionnelles, avec celles du même genre importées des autres pays ALENA, au préjudice grave ou à la menace d'un tel préjudice.

3) Le Tribunal tient compte du paragraphe 2 de l'article 802 de l'Accord pour prendre les décisions visées au paragraphe 2).

38. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 20.1, de ce qui suit:

20.2 1) Le Tribunal mène l'enquête visée aux articles 18, 19, 19.01 ou 20 et établit les rapports correspondants dans le strict cadre du mandat dont il est en l'occurrence investi par le Gouverneur en conseil ou le Ministre, selon le cas.

2) Lorsque le paragraphe 20.01 2) s'applique, le Tribunal inclut dans son rapport les décisions auxquelles il parvient en vertu de ce paragraphe.

3) Le Ministre dépose les rapports visés aux articles 18, 19, 19.01 ou 20 devant chaque Chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant leur transmission à leur destinataire.

4) Le Tribunal fait publier dans la Gazette au Canada un avis de transmission du rapport visé aux articles 18, 19, 19.01 ou 20.

39. La même loi est modifiée par insertion, avant l'article 22, de ce qui suit:

21.1 Aux articles 23 à 30, "plainte" s'entend d'une plainte écrite déposée auprès du Tribunal en vertu des paragraphes 23 1), 1.01), 1.02) ou 1.03). Le dossier est complet si le Tribunal est convaincu qu'il comprend les renseignements prévus à l'article 23.

40. L'article 23 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe 1), de ce qui suit:

1.01) Lorsqu'il estime que certaines marchandises bénéficiant du tarif des Etats-Unis de l'annexe I ou II du Tarif des douanes, à l'exclusion des produits textiles et des vêtements, sont, en conséquence de la réduction du tarif, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du préjudice grave qui lui est ainsi porté, le producteur national de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou toute personne ou association le représentant, peut déposer devant le Tribunal une plainte écrite à cet effet.

1.02) Lorsqu'il estime que certaines marchandises bénéficiant du tarif du Mexique ou du tarif Mexique-Etats-Unis de l'annexe I du Tarif des douanes, à l'exclusion des produits textiles et des vêtements, sont, en conséquence de la réduction du tarif, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du préjudice grave, ou de la menace d'un tel préjudice, qui lui est ainsi porté, le producteur national de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou toute personne ou association le représentant, peut déposer devant le Tribunal une plainte écrite à cet effet.

1.03) Lorsqu'il estime que certains produits textiles et vêtements bénéficiant, soit conformément au paragraphe 25.2 5.1) du Tarif des douanes, soit, en ce qui touche les produits intégrés dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce en exécution d'un engagement contracté par le Canada au titre d'un accord consécutif à l'Arrangement multifibres, conformément au paragraphe 25.2 7) de cette loi, du tarif des Etats-Unis ou du tarif du Mexique de l'annexe I de cette loi sont, en conséquence de la réduction du tarif, importés en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport au marché intérieur de ces produits, et dans des conditions telles que leur importation lui cause un dommage grave ou menace réellement de lui causer un tel dommage, le producteur national de produits textiles et de vêtements similaires ou directement concurrents, ou toute personne ou association le représentant, peut déposer devant le Tribunal une plainte écrite à cet effet.

41. Le paragraphe 25 2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

2) Dans le cas d'une décision positive, le Tribunal la notifie sans délai au plaignant ainsi qu'aux autres intéressés. S'il s'agit d'une plainte visée au paragraphe 23 1.03), il transmet au Ministre une copie de la plainte, ainsi que les renseignements et documents pertinents à l'appui de celle-ci.

42. 1) L'alinéa 26 1) a) de la même loi est modifié par insertion, après le sous-alinéa i), de ce qui suit:

- i.1) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23 1.01), que les marchandises bénéficiant du tarif des Etats-Unis de l'annexe I ou II du Tarif des douanes sont, en conséquence de la réduction du tarif, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du préjudice grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes;
- i.2) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23 1.02), que les marchandises bénéficiant du tarif du Mexique ou du tarif Mexique-Etats-Unis de l'annexe I du Tarif des douanes sont, en conséquence de la réduction du tarif, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du préjudice grave, ou de la menace d'un tel préjudice, porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes;
- i.3) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23 1.03), que les produits textiles et les vêtements bénéficiant du tarif des Etats-Unis ou du tarif du Mexique de l'annexe I du Tarif des douanes sont, en conséquence de la réduction du tarif, importées en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport au marché intérieur de ces produits, et dans des conditions telles que leur importation cause un dommage grave ou menace réellement de causer un tel dommage aux producteurs nationaux de produits textiles et de vêtements similaires ou directement concurrents.

2) L'article 26 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe 2), de ce qui suit:

2.1) Malgré le paragraphe 2), dans le cas d'une plainte visée au paragraphe 23 1.03), le Tribunal ne transmet au Ministre qu'une copie du texte de sa décision, ainsi que des renseignements et documents pertinents à l'appui de la plainte qui n'ont pas déjà été envoyés en vertu du paragraphe 25 2).

43. 1) Le paragraphe 27 1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa a), de ce qui suit:

a.1) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23 1.01), si les marchandises bénéficiant du tarif des Etats-Unis de l'annexe I ou II du Tarif des douanes sont, en conséquence de la réduction du tarif, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause principale du préjudice grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes;

a.2) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23 1.02), si les marchandises bénéficiant du tarif du Mexique ou du tarif Mexique-Etats-Unis de l'annexe I du Tarif des douanes sont, en conséquence de la réduction du tarif, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause principale du préjudice grave, ou de la menace d'un tel préjudice, porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes;

a.3) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23 1.03), si les produits textiles et les vêtements bénéficiant du tarif des Etats-Unis ou du tarif du Mexique de l'annexe I du Tarif des douanes sont, en conséquence de la réduction du tarif, importés en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport au marché intérieur de ces produits et vêtements, et dans des conditions telles que leur importation cause un dommage grave ou menace réellement de causer un tel dommage aux producteurs nationaux de produits textiles et de vêtements similaires ou directement concurrents;

2) L'article 27 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe 2), de ce qui suit:

2.1) La décision visée à l'alinéa 1) a.3) est prise à la lumière du paragraphe 2 de l'article 4 de l'annexe 300-B du chapitre 3 de l'Accord.

44. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 30, de ce qui suit:

30.01 1) Au présent article, "augmentation subite" s'entend au sens de l'article 805 de l'Accord.

2) Le producteur de marchandises similaires ou faisant directement concurrence à des marchandises qui sont soit assujetties à une surtaxe en vertu du paragraphe 59.1 1) du Tarif des douanes, soit inscrites sur la liste des marchandises d'importation contrôlée conformément au paragraphe 5 3) de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation, alors que les marchandises importées de pays ALENA en sont exemptées par suite d'une décision prise conformément au paragraphe 20.01 2), peut, de même que toute personne ou association le représentant, déposer auprès du Tribunal une plainte

écrite s'il estime que l'augmentation subite de l'importation de marchandises de ces pays diminue l'efficacité de la surtaxe ou de l'inscription.

3) La plainte énonce de façon suffisamment détaillée les faits sur lesquels les allégations sont fondées et comporte les renseignements ou documents qui sont de nature à prouver ces allégations, ainsi que tous les autres renseignements exigibles en application des règles du Tribunal.

4) Le Tribunal, dans les trente jours suivant la date de réception de la plainte, ouvre une enquête s'il est convaincu que les renseignements ou les documents fournis par le plaignant ou provenant d'autres sources indiquent de façon raisonnable qu'une augmentation subite d'importation de marchandises visées au paragraphe 2) diminue l'efficacité de la surtaxe ou de l'inscription visées à ce paragraphe.

5) Le Tribunal, sans délai, notifie au plaignant et aux autres intéressés sa décision motivée de ne pas tenir l'enquête visée au paragraphe 4) et notamment, le cas échéant, le fait qu'il a tenu compte, en tout ou en partie, de renseignements ou documents ne provenant pas du plaignant.

6) L'objet de l'enquête est de déterminer si l'augmentation subite dans l'importation de marchandises visées au paragraphe 2) diminue l'efficacité de la surtaxe ou de l'inscription visées à ce paragraphe.

7) Le Tribunal établit un rapport dans les soixante jours suivant l'ouverture de l'enquête et le fait parvenir au Gouverneur en conseil, au Ministre et au plaignant, ainsi qu'à quiconque lui a présenté des observations au cours de l'enquête.

8) Le Tribunal fait donner avis du rapport aux autres intéressés et fait publier l'avis dans la Gazette du Canada.

PLAINTES DES FOURNISSEURS POTENTIELS

30.1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 30.11 à 30.19.

"Contrat spécifique" Contrat relatif à un marché de fournitures ou services qui a été accordé par une institution fédérale - ou pourrait l'être -, et qui soit est précisé par règlement, soit fait partie d'une catégorie réglementaire.

"Fournisseur potentiel" Tout soumissionnaire - même potentiel - d'un contrat désigné.

"Institution fédérale" Ministère ou département d'Etat fédéral, ainsi que tout autre organisme, désigné par règlement.

"Intéressée" S'appliquant à "partie", le terme vise tout fournisseur potentiel ou toute personne ayant un intérêt économique direct dans l'affaire en cause dans une plainte.

"Plainte" Plainte déposée auprès du Tribunal en vertu du paragraphe 30.11 1).

30.11 1) Tout fournisseur potentiel peut, sous réserve des règlements, déposer une plainte auprès du Tribunal concernant la procédure des marchés publics suivie relativement à un contrat spécifique et lui demander d'enquêter sur cette plainte.

- 2) Pour être conforme, la plainte doit remplir les conditions suivantes:
 - a) être formulée par écrit;
 - b) préciser le contrat spécifique visé, le nom du plaignant et celui de l'institution fédérale chargée de l'adjudication du contrat;
 - c) exposer de façon claire et détaillée ses motifs et les faits à l'appui;
 - d) préciser la nature de la réparation demandée;
 - e) préciser l'adresse du plaignant où peuvent être envoyées les notifications et autres communications relatives à la plainte;
 - f) fournir tous les renseignements et documents pertinents que le plaignant a en sa possession;
 - g) fournir tous renseignements et documents supplémentaires exigés par les règles;
 - h) comporter le paiement des droits réglementaires.

3) Le Président peut désigner un membre du Tribunal pour l'instruction de la plainte. Celui-ci exerce dès lors les pouvoirs et fonctions du Tribunal.

30.12 1) Le Tribunal avise le plaignant par écrit de la réception de la plainte.

2) Lorsqu'il détermine que la plainte n'est pas conforme, le Tribunal notifie sa décision au plaignant en précisant les points à corriger, ainsi que les mesures à prendre et le délai imparti à cet effet.

3) Lorsqu'il détermine que la plainte est conforme, le Tribunal notifie sa décision au plaignant, à l'institution fédérale concernée et à toute autre partie qu'il juge intéressée.

30.13 1) Après avoir jugé la plainte conforme et sous réserve des règlements, le Tribunal détermine s'il y a lieu d'enquêter. L'enquête peut comporter une audience.

2) S'il décide d'enquêter sur la plainte, le Tribunal notifie sa décision au plaignant, à l'institution fédérale concernée et à toute autre partie qu'il juge intéressée et leur donne l'occasion de lui présenter leurs arguments.

3) Le cas échéant, le Tribunal peut ordonner à l'institution fédérale de différer l'adjudication du contrat spécifique en cause jusqu'à ce qu'il se soit prononcé sur la validité de la plainte.

4) Il doit toutefois annuler l'ordonnance dans le cas où, avant l'expiration du délai réglementaire suivant la date où elle est rendue, l'institution fédérale certifie par écrit que l'acquisition de fournitures ou services qui fait l'objet du contrat spécifique est urgente ou qu'un retard pourrait être contraire à l'intérêt public.

5) S'il estime que la plainte est dénuée de tout intérêt ou entachée de mauvaise foi, le Tribunal peut refuser de procéder à l'enquête ou y mettre fin, auquel cas il notifie sa décision, motifs à l'appui, au plaignant, à l'institution fédérale concernée et à toute autre partie qu'il juge intéressée.

30.14 1) Dans son enquête, le Tribunal doit limiter son étude à l'objet de la plainte.

2) Le Tribunal détermine la validité de la plainte en fonction des critères et procédures établis par règlement pour le contrat spécifique ou la catégorie dont il fait partie.

30.15 1) Lorsqu'il a décidé d'enquêter, le Tribunal, dans le délai réglementaire suivant le dépôt de la plainte, remet au plaignant, à l'institution fédérale concernée et à toute autre partie qu'il juge être intéressée ses conclusions et ses éventuelles recommandations.

2) Sous réserve des règlements, le Tribunal peut, lorsqu'il donne gain de cause au plaignant, recommander que soient prises des mesures correctives, notamment les suivantes:

- a) un nouvel appel d'offres;
- b) la réévaluation des soumissions présentées;
- c) la résiliation du contrat spécifique;
- d) l'attribution du contrat spécifique au plaignant;
- e) le versement d'une indemnité, dont il précise le montant, au plaignant.

3) Dans sa décision, le Tribunal tient compte de tous les facteurs qui interviennent dans le marché de fournitures ou services visé par le contrat spécifique, notamment des suivants:

- a) la gravité des irrégularités qu'il a constatées dans la procédure des marchés publics;
- b) l'ampleur du préjudice causé au plaignant ou à tout autre intéressé;
- c) l'ampleur du préjudice causé à l'intégrité ou à l'efficacité du mécanisme d'adjudication;
- d) la bonne foi des parties;
- e) le degré d'exécution du contrat.

4) Le Tribunal peut, sous réserve des règlements, accorder au plaignant le remboursement des frais entraînés par la préparation d'une réponse à l'appel d'offres.

30.16 1) Les frais relatifs à l'enquête - même provisionnels - sont, sous réserve des règlements, laissés à l'appréciation du Tribunal et peuvent être fixés ou taxés.

2) Le Tribunal peut, sous réserve des règlements, désigner les créanciers et les débiteurs des frais, ainsi que les responsables de leur taxation ou autorisation.

30.17 Tout intéressé peut, avec l'autorisation du Tribunal, intervenir dans la procédure de plainte que celui-ci instruit.

30.18 1) Lorsque le Tribunal lui fait des recommandations en vertu de l'article 30.15, l'institution fédérale doit, sous réserve des règlements, les mettre en oeuvre dans toute la mesure du possible.

2) Elle doit en outre, par écrit et dans le délai réglementaire, lui faire savoir dans quelle mesure elle compte mettre en oeuvre les recommandations et, dans tous les cas où elle n'entend pas les appliquer en totalité, lui motiver sa décision.

3) Lorsqu'elle a avisé le Tribunal qu'elle entend donner suite aux recommandations, elle doit lui indiquer, dans le délai réglementaire et par écrit, dans quelle mesure elle l'a fait.

30.19 1) Le Tribunal peut faire des commentaires ou des observations à l'administrateur général d'une institution fédérale concernant toute question qui, à son avis, requiert l'attention de celui-ci en ce qui touche la procédure des marchés publics.

2) L'"administrateur général" d'une institution fédérale est, dans le cas d'un ministère ou d'un département d'Etat, la personne en ayant de plein droit le statut et, dans celui de tout autre organisme, le premier dirigeant en titre ou en fonction.

45. Le paragraphe 39 1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

39. 1) Le Tribunal peut, après consultation avec le Ministre et sous réserve de l'approbation du Gouverneur en conseil, établir des règles, compatibles avec la présente loi et toute autre loi fédérale, aux fins suivantes:

- a) régir ses séances;
- b) prévenir tout conflit d'intérêts, notamment ceux découlant de la participation d'un membre à une séance, ou de sa connaissance d'une affaire en instance;
- c) préciser le complément d'information à fournir à l'occasion d'une plainte fondée sur les paragraphes 23 1) à 1.1), 30.01 2) et 30.11 1);
- d) d'une manière générale, régir la procédure relative à ses travaux.

46. 1) L'alinéa 40 a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

- a) prévoir les questions à aborder par le Tribunal au cours des enquêtes ouvertes sous le régime du paragraphe 26 1) ou 30.01 4);
- 2) Les alinéas 40 c) à e) de même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:
- c) définir "autres intéressés" pour l'application des articles 25, 26, 28, 29, 30 ou 30.01;
- d) définir l'expression "procédure des marchés publics" pour l'application de la présente loi;
- e) désigner les ministères, départements d'Etat et autres organismes visés par la définition de "institution fédérale", à l'article 30.1;

- f) préciser les contrats ou catégories de contrats visés par la définition de "contrat spécifique", à l'article 30.1;
- g) régir le dépôt des plaintes prévues au paragraphe 30.11 1), notamment en ce qui touche les modalités de temps ou autres ainsi que les conditions à remplir avant le dépôt;
- h) imposer le versement des droits afférents au dépôt des plaintes prévues au paragraphe 30.11 1) et en fixer le montant ou le mode de détermination;
- i) prévoir les conditions à remplir avant que le Tribunal puisse enquêter sur une plainte déposée en vertu du paragraphe 30.11 1) et les questions qu'il doit traiter dans le cadre de l'enquête;
- j) établir, pour l'application du paragraphe 30.14 2), les procédures et les critères à appliquer relativement aux contrats spécifiques ou catégories de contrats spécifiques;
- k) régir les recommandations faites et les ordonnances rendues par le Tribunal dans le cadre de l'article 30.15 et prévoir dans quelle mesure les institutions fédérales sont tenues, aux termes de l'article 30.18, de mettre en oeuvre les recommandations;
- l) régir l'allocation des frais dans le cadre de l'article 30.16, fixer le plafond pour chaque type de frais et désigner les créanciers ou les débiteurs des frais ainsi que les responsables de leur taxation ou autorisation;
- m) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;
- n) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.

47. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 44, de ce qui suit:

44.1 1) Dans le cas de procédures engagées en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation relativement à des marchandises importées d'un pays ALENA, et ce à l'exclusion des procédures prévues aux articles 33, 34 ou 35 ou aux paragraphes 45 1) ou 61 1) de cette loi, le secrétaire fait parvenir au gouvernement de ce pays, à sa demande, copie de tout renseignement fourni au Tribunal sous forme documentaire ou sous toute autre forme permettant de le reproduire facilement et fidèlement, sauf s'il s'agit d'un renseignement visé au paragraphe 84 1) de cette loi ou au paragraphe 45 1) de la présente loi.

2) Pour l'application du paragraphe 1), "gouvernement" s'entend au sens de la définition de "gouvernement d'un pays ALENA" au paragraphe 2 1) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation.

48. En cas de sanction du projet de loi C-93, déposé au cours de la troisième session de la trente-quatrième législature et intitulé Loi de mise en oeuvre de dispositions du budget déposé à la Chambre des communes le 25 février 1992 visant certains organismes gouvernementaux:

- a) si l'article 165 ou 173 de ce projet de loi n'est pas entré en vigueur au plus tard à la date de la sanction de la présente loi, l'article 165 ou 173 de ce projet de loi, selon le cas, est abrogé à la date de la sanction du projet de loi C-93 ou, si elle est postérieure, à la date de la sanction de la présente loi;

- b) si l'article 165 du projet de loi C-93 entre en vigueur au plus tard à la date de la sanction de la présente loi, l'article 34 de la présente loi est abrogé;
- c) l'alinéa 16 b.1) de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, édicté par l'article 167 du projet de loi C-93, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur de l'alinéa 16 b.1) de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, édicté par l'article 35 de la présente loi;
- d) l'intertitre qui précède l'article 30.1 et les articles 30.1 à 30.19 de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, édictés par l'article 172 du projet de loi C-93, sont abrogés à compter de l'entrée en vigueur des articles 30.1 à 30.19 de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, édictés par l'article 44 de la présente loi;
- e) les alinéas 40 d) à n) de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, édictés par l'article 174 du projet de loi C-93, sont abrogés à compter de l'entrée en vigueur des alinéas 40 d) à n) de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, édictés par le paragraphe 46 2) de la présente loi.

42-43 ELIZABETH II

CHAPITRE 13

Loi modifiant la Loi sur le Ministère du Revenu national et d'autres lois en conséquence.

[sanctionnée le 12 mai 1994]

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

LOI SUR LE MINISTERE DU REVENU NATIONAL

1. L'article 3 de la Loi sur le Ministère du Revenu national est remplacé par ce qui suit:
3. Le Gouverneur en conseil peut nommer, à titre amovible, un Sous-Ministre du Revenu national; celui-ci est l'administrateur général du Ministère.

APPELLATIONS

- 3.1 Les expressions "Revenu Canada" et "Revenue Canada" peuvent servir à désigner le Ministère du Revenu national.
2. L'article 5 de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit:
5. The Minister may, subject to the Public Service Employment Act, authorize the employment of such temporary or acting officers as are required to carry on the work of the Department of National Revenue.
3. L'article 6 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

4. 1) La présente loi ne change rien à la situation des fonctionnaires qui, à l'entrée en vigueur de la présente loi, occupaient un poste placé sous l'autorité du Sous-Ministre du Revenu national (Impôt) ou du Sous-Ministre du Revenu national (Douanes et accise), à la différence que, à compter de cette date, ils l'occupent sous l'autorité du Sous-Ministre du Revenu national.
- 2) Au présent article, "fonctionnaire" s'entend au sens du paragraphe 2 1) de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique.
5. Les sommes affectées, pour l'exercice en cours à l'entrée en vigueur de la présente loi, par toute loi de crédits consécutive aux prévisions budgétaires de cet exercice aux dépenses du secteur impôt et du secteur douanes et accise du Ministère du Revenu national sont réputées avoir été, le 1er avril du même exercice, affectées aux dépenses du Ministère.

6. Les attributions qui, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, étaient conférées en vertu d'une loi ou d'un ses textes d'application, ou au titre d'un contrat, bail, permis ou autre document, au Sous-Ministre du Revenu national (Impôt), au Sous-Ministre du Revenu national (Douanes et accise) ou à un fonctionnaire placé sous l'autorité de l'un ou l'autre de ces Sous-Ministres sont, selon le cas, transférées au Sous-Ministre du Revenu national, exercées par le même fonctionnaire ou transférées à tout autre fonctionnaire compétent du Ministère du Revenu national.

MODIFICATIONS CORRELATIVES

Nouvelle terminologie

7. 1) Dans les passages suivants, les expressions désignant le Sous-Ministre du Revenu national (Impôt) et le Sous-Ministre du Revenu national (Douanes et accise) sont remplacées par "Sous-Ministre du Revenu national", avec les adaptations nécessaires:

- a) les paragraphes 26 4) et 5) et 28 1) et les alinéas 49 b) et 58 1) c) de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur;
- b) le paragraphe 462.48 3) du Code criminel;
- c) l'article 5 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels;
- d) la définition de "Sous-Ministre" au paragraphe 2 1) de la Loi sur les douanes;
- e) la définition de "Sous-Ministre" à l'article 2 du Tarif des douanes;
- f) la définition de "Sous-Ministre" à l'article 2 de la Loi sur l'accise;
- g) l'alinéa b) de la définition de "Sous-Ministre" au paragraphe 58.1 1) de la Loi sur la taxe d'accise et la définition de "Sous-Ministre" au paragraphe 123 1) de cette loi;
- h) les paragraphes 166.2 3), 170 1) et 2) et 220 1), les divisions 232 5) b) ii) A) et B), les alinéas 232 6) a) et b), le sous-alinéa 232 7) a) i), l'alinéa 232 7) b) et le paragraphe 244 13) de la Loi de l'impôt sur le revenu;
- i) les paragraphes 19 2), 22 2) et 3) et 29 1) de la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers;
- j) la définition de "Sous-Ministre" au paragraphe 2 1) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation;
- k) les paragraphes 64 1) et 69 13) de la Loi sur l'assurance-chômage.

2) Dans le paragraphe 28 2) de la version anglaise de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, "Deputy Minister of National Revenue for Customs and Excise" est remplacé par "Deputy Minister of National Revenue".

3) Dans les autres dispositions des lois fédérales ainsi que dans les textes d'application de ces lois ou dans tout autre document, les expressions désignant le Sous-Ministre du Revenu national

(Impôt) et le Sous-Ministre du Revenu national (Douanes et accise) valent mention, sauf indication contraire du contexte, du Sous-Ministre du Revenu national.

8. 1) Dans les passages suivants, "Ministère du Revenu national (Impôt)" est remplacé par "Ministère du Revenu national":

- a) les paragraphes 25 12) et 27 4) du Régime de pensions du Canada;
- b) les paragraphes 165 2) et 166.1 3) de la Loi de l'impôt sur le revenu;
- c) l'alinéa 50 4) e), les paragraphes 59 11), 61 5) et 69 1), 5) à 11) et 18) de la Loi sur l'assurance-chômage.

2) Dans les autres dispositions des lois fédérales, ainsi que dans les textes d'application de ces lois ou dans tout autre document, les expressions désignant le Ministère du Revenu national (Impôt) et le Ministère du Revenu national (Douanes et accise), de même que toute expression désignant l'ensemble du ministère, valent mention, sauf indication contraire du contexte, du Ministère du Revenu national.

Loi sur la taxe d'accise

9. Le paragraphe 335 9) de la Loi sur la taxe d'accise est abrogé.

42-43 ELIZABETH II

CHAPITRE 47

Loi portant mise en oeuvre de l'Accord instituant
l'Organisation mondiale du commerce

[sanctionnée le 15 décembre 1994]

Attendu:

que le gouvernement du Canada conjointement avec les autres gouvernements et la Communauté européenne qui ont participé aux négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay menées sous l'égide du GATT - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce - ont conclu l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce;

que le commerce doit être libre, équitable et ouvert pour garantir l'avenir de l'économie canadienne et pour assurer la compétitivité et le développement durable à long terme du Canada;

que l'expansion du commerce contribue à la création d'emplois, rehausse le niveau de vie, permet d'offrir de meilleurs choix aux consommateurs et renforce l'union économique canadienne;

Qu'un régime commercial multilatéral basé sur des conditions d'accès aux marchés mutuellement convenues et sur des règles commerciales non discriminatoires applicables à tous est la pierre angulaire de la politique commerciale canadienne;

que les accords commerciaux issus des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay créeront un environnement commercial international beaucoup plus ouvert et stable pour l'agriculture, les ressources, le secteur manufacturier, les services, la technologie et l'investissement canadiens;

que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) permettra la gestion intégrée du nouveau système renforcé de commerce multilatéral, notamment en ce qui a trait au règlement des différends commerciaux;

que l'OMC, successeur du GATT, servira également de forum pour les futures négociations commerciales destinées à poursuivre la libéralisation des échanges à l'échelle planétaire et à établir de nouvelles règles commerciales mondiales;

qu'il est nécessaire, pour donner effet à l'Accord, d'apporter des modifications connexes à certaines lois.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

TITRE ABREGE

1. Loi de mise en oeuvre de l'Accord sur l'organisation mondiale du commerce.

DEFINITIONS

2. 1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

"Accord" L'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce - y compris les accords figurant à ses annexes 1A, 1B, 1C, 2 et 3, ainsi que, à l'annexe 4, les accords acceptés par le Canada -, le tout faisant partie intégrante de l'Acte final reprenant les résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay, signé à Marrakech le 15 avril 1994.

"membre de l'OMC" Membre de l'Organisation mondiale du commerce.

"Ministre" Le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé aux termes de l'article 9 de l'application de telle disposition de la présente loi.

"Organisation mondiale du commerce" L'Organisation mondiale du commerce instituée par l'article premier de l'Accord.

"texte législatif fédéral" Tout ou partie d'une loi fédérale ou d'un règlement, décret ou autre texte pris dans l'exercice d'un pouvoir conféré sous le régime d'une loi fédérale.

- 2) L'Accord est publié dans le Recueil des traités du Canada.

OBJET

3. La présente loi a pour objet la mise en oeuvre de l'Accord.

SA MAJESTE

4. La présente loi lie Sa Majesté au chef du Canada.

DISPOSITIONS GENERALES

5. Le droit de poursuite, relativement aux droits et obligations uniquement fondés sur la partie I ou ses décrets d'application, ne peut être exercé qu'avec le consentement du Procureur général du Canada.

6. Le droit de poursuite, relativement aux droits et obligations uniquement fondés sur l'Accord, ne peut être exercé qu'avec le consentement du Procureur général du Canada.

7. 1) Il demeure entendu que ni la présente loi ni l'Accord, à l'exception de la Liste canadienne intégrée à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 figurant à l'annexe 1A de l'Accord, ne s'appliquent aux eaux.

2) Au présent article, "eaux" s'entend des eaux de surface ou souterraines naturelles, à l'état liquide, gazeux ou solide, à l'exclusion de l'eau mise en emballage comme boisson ou en citerne.

422.1 Pour l'application de l'article 422.2, "filiale de banque d'un pays non ALENA" s'entend de la filiale de banque étrangère qui n'est pas contrôlée par un résident d'un pays ALENA.

25. Les articles 422.3 à 424 de la même loi sont abrogés.

26. Les paragraphes 508 2.1) à 3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit:

3) Le paragraphe 1) n'a pas pour effet d'interdire à la banque étrangère de conclure, avec une ou plusieurs institutions financières canadiennes, une entente permettant à ceux de ses clients qui sont des personnes physiques ne résidant pas habituellement au Canada d'avoir accès à leurs comptes situés à l'étranger grâce à des guichets automatiques situés au Canada et exploités par cette ou ces institutions.

Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur

27. Le paragraphe 2 1) de la Loi sur le tribunal canadien du commerce extérieur est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit:

"Accord sur l'Organisation mondiale du commerce" S'entend de l'Accord au sens du paragraphe 2 1) de la Loi de mise en oeuvre de l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce.

"dommage grave" Tout dommage causant une dégradation générale notable de la situation des producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

"menace de dommage grave" Vise un dommage grave dont l'imminence évidente est fondée sur des faits et non pas seulement sur des allégations, des conjonctures ou de lointaines possibilités.

28. L'article 13 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

13. Sous réserve des paragraphes 30.11 3), 38 2) et 39 2) et des règlements, le quorum est constitué de trois membres, lesquels peuvent exercer toutes les attributions du Tribunal.

29. L'alinéa 16 b) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

a.1) de procéder aux examens visés à l'article 19.02 et faire rapport sur ceux-ci;

b) d'étudier les plaintes et les demandes de prorogation déposées sous le régime de la présente loi par les producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes et, s'il y a lieu, d'enquêter et de faire rapport à leur égard.

30. Les intertitres précédant l'article 18 de la même loi sont remplacés par ce qui suit:

ENQUETES ET EXAMENS

Saisine et examens

31. Le paragraphe 19.01 1) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

19.01 1) Au présent article et aux articles 20 et 20.01, "cause principale" s'entend de toute cause sérieuse dont l'importance est égale ou supérieure à celle des autres causes du dommage grave ou de la menace d'un tel dommage.

32. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 19.01, de ce qui suit:

19.02 1) Lorsque le décret pris en vertu des paragraphes 59.1 1) 8) ou 11) du Tarif des douanes ou des paragraphes 5 3), 3.2) ou 4.01) de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation à l'égard de marchandises prévoit une période d'application de plus de trois ans, le Tribunal, avant l'expiration de la moitié de la période, d'une part, examine les développements survenus, depuis la prise du décret, relativement aux marchandises visées par celui-ci et aux marchandises similaires ou directement concurrentes produites par des producteurs nationaux et, d'autre part, établit un rapport sur ces développements et donne son avis sur le maintien, la révocation ou la modification du décret; il transmet le rapport au Gouverneur en conseil et au Ministre.

2) Le Tribunal fait publier avis du rapport dans la Gazette du Canada et en avise les autres intéressés.

33. L'alinéa 20 a) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

a) l'importation de marchandises en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue une cause principale de dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage;

34. Le paragraphe 20.01 3) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

2.1) Quand une enquête est menée en vertu de l'article 30.07 relativement à des marchandises importées d'un pays ALENA, le Tribunal doit décider:

a) d'une part, si leur quantité représente une part substantielle du total des importations de marchandises du même genre;

b) d'autre part, si elles contribuent de manière importante, à elles seules ou, dans des circonstances exceptionnelles, avec celles du même genre importées des autres pays ALENA, au dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou à la menace d'un tel dommage.

3) Le Tribunal tient compte du paragraphe 2 de l'article 802 de l'Accord pour prendre les décisions visées aux paragraphes 2) ou 2.1).

35. Le paragraphe 20.2 2) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

2) Lorsque l'article 20.01 s'applique, le Tribunal inclut dans son rapport les décisions auxquelles il parvient en vertu de cet article.

36. 1) Le passage du paragraphe 26 1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit:

26. 1) Sous réserve des paragraphes 4) à 7), le Tribunal, dans les trente jours suivant la date de la notification au plaignant d'une décision positive, ouvre une enquête sur la plainte, s'il est convaincu;

2) L'article 26 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe 6), de ce qui suit:

7) Lorsque, en raison du paragraphe 59.1 3.1) du Tarif des douanes ou du paragraphe 5 3.1) de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation, le décret visé au paragraphe 5 3) de cette loi ou au paragraphe 59.1 1) du Tarif des douanes ne peut être pris, pendant une période donnée, à l'égard de marchandises, le Tribunal peut ouvrir l'enquête prévue au paragraphe 1) au plus tôt dans les cent quatre-vingts jours précédant la fin de la période en question.

37. Le paragraphe 30.01 2) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

2) Il peut être déposé une plainte écrite auprès du Tribunal lorsque:

a) d'une part, des marchandises sont assujetties à une surtaxe en vertu des paragraphes 59.1 1) ou 8) du Tarif des douanes ou sont inscrites sur la liste des marchandises d'importation contrôlée conformément aux paragraphes 5 3) ou 3.2) de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation;

b) d'autre part, la surtaxe ou l'inscription ne s'applique pas aux marchandises importées de pays ALENA par suite d'une décision prise conformément aux paragraphes 20.01 2) ou 2.1).

2.1) La plainte doit faire état du fait que l'augmentation subite de l'importation de marchandises de pays ALENA diminue l'efficacité de la surtaxe ou de l'inscription.

2.2) La plainte ne peut être déposée que par un producteur de marchandises similaires ou directement concurrentes ou par toute personne ou association le représentant.

38. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 30.01, de ce qui suit:

DEMANDE DE PROROGATION

30.02 Aux articles 30.03 à 30.09, "demande de prorogation" désigne la demande écrite déposée auprès du Tribunal en vertu de l'article 30.04.

30.03 1) En cas de prise d'un décret assujettissant des marchandises à la surtaxe visée aux paragraphes 59.1 1), 8) ou 11) du Tarif des douanes ou les portant sur la liste des marchandises d'importation contrôlée en application des paragraphes 5 3), 3.2) ou 4.01) de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation, le Tribunal publie, dans la Gazette du Canada, un avis mentionnant la date d'expiration prévue par le décret; il ne doit toutefois pas le faire lorsque:

- a) soit le décret a cessé de s'appliquer avant cette date en raison des paragraphes 59.1 4), 5), 6), 8.4) ou 9) du Tarif des douanes ou du paragraphe 5 4.04) de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation;
 - b) soit la période spécifiée dans le décret et les périodes pendant lesquelles la surtaxe ou l'inscription a été en vigueur, par suite des décrets pris en vertu des paragraphes 59.1 1), 8) ou 11) du Tarif des douanes ou des paragraphes 5 3), 3.2) ou 4.01) de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation, totalisent huit ans.
- 2) L'avis doit être publié selon les règles du Tribunal et préciser la date limite de dépôt d'une demande de prorogation.

30.04 1) Le producteur de marchandises similaires ou faisant directement concurrence à des marchandises auxquelles s'applique le décret visé au paragraphe 30.03 1), de même que toute personne ou association le représentant, peut déposer auprès du Tribunal une demande écrite visant à obtenir la prise du décret visé au paragraphe 59.1 8) du Tarif des douanes ou au paragraphe 5 3.2) de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation parce qu'un décret continue d'être nécessaire pour éviter qu'un dommage grave ne soit causé aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou pour réparer un tel dommage.

2) La demande doit être déposée au plus tard le jour mentionné dans l'avis visé au paragraphe 30.03 2).

3) Le Tribunal accuse, sans délai et par écrit, réception de la demande auprès de son auteur et lui en précise la date.

30.05 1) La demande de prorogation doit énoncer les faits sur lesquels elle se fonde et comporter une estimation du pourcentage, par rapport à la production canadienne de marchandises similaires ou directement concurrentes, de celle des producteurs nationaux qui ont déposé la demande ou de ceux qu'ils représentent, ainsi que toute autre observation jugée utile en l'espèce par le demandeur.

2) Le dossier de la demande doit en outre comporter les renseignements ou documents dont dispose le demandeur et qui sont de nature à prouver ses allégations et à étayer l'estimation du pourcentage, ainsi que tous les autres renseignements exigibles en application des règles du Tribunal.

30.06 1) Le Tribunal peut, dans les vingt et un jours suivant la date de la réception de la demande de prorogation, demander par écrit au demandeur de lui fournir le complément d'information qu'il estime nécessaire pour compléter le dossier.

2) Dans les vingt et un jours suivant la réception de la demande ou, le cas échéant, du complément d'information demandé, le Tribunal décide si le dossier de la demande est complet ou non.

3) Dans le cas d'une décision positive, le Tribunal la notifie sans délai au demandeur ainsi qu'aux autres intéressés.

4) Dans le cas contraire, il notifie sans délai sa décision motivée au demandeur seulement.

30.07 1) Le Tribunal ouvre, dans les trente jours suivant la date de la notification au demandeur du fait que le dossier est complet, une enquête sur la demande de prorogation s'il est convaincu:

- a) que les renseignements et documents fournis par le demandeur ou en provenance d'autres sources indiquent de façon raisonnable qu'un décret continue d'être nécessaire pour éviter qu'un dommage grave ne soit causé aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou pour réparer un tel dommage;
- b) que la demande est présentée par les producteurs nationaux d'une part importante des marchandises similaires ou directement concurrentes produites au Canada, ou en leur nom.

2) Le Tribunal, sans délai, notifie au demandeur et aux autres intéressés sa décision motivée d'ouvrir une enquête et la date du début de l'audience; il en fait publier avis dans la Gazette du Canada et transmet au Ministre le texte de sa décision et de la demande, ainsi que les documents et renseignements pertinents à l'appui de celle-ci obtenus du demandeur ou d'autres sources.

3) Le Tribunal, sans délai, notifie au demandeur et aux autres intéressés sa décision de ne pas tenir d'enquête et les motifs à son soutien dont, le cas échéant, le fait que des renseignements ou documents obtenus d'une autre source que le demandeur ont été considérés, et en fait publier avis dans la Gazette du Canada.

30.08 1) L'objet de l'enquête visée à l'article 30.07 est de déterminer si, d'une part, un décret continue d'être nécessaire pour éviter qu'un dommage grave ne soit causé aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou pour réparer un tel dommage, et, d'autre part, il existe des éléments de preuve selon lesquels ceux-ci procèdent à des ajustements, selon les règlements pris en vertu de l'alinéa 40 b).

2) Au cours de l'enquête, le Tribunal étudie les questions connexes dont le saisit le Gouverneur en conseil.

30.09 1) Au plus tard quarante-cinq jours avant la date d'expiration du décret visé par l'enquête menée en vertu du paragraphe 30.07 1), le Tribunal établit un rapport qu'il transmet au Gouverneur en conseil, au Ministre, au demandeur et à quiconque lui a présenté des observations au cours de l'enquête.

2) Le Tribunal fait publier avis du rapport dans la Gazette du Canada et en avise les autres intéressés.

3) Le Ministre dépose le rapport établi par le Tribunal à la suite de la saisine visée au paragraphe 30.08 2) devant chaque Chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant la transmission du rapport au Gouverneur en conseil.

39. La définition de "fournisseur potentiel", à l'article 30.1 de la même loi, est remplacée par ce qui suit:

"fournisseurs potentiels" Sous réserve des règlements pris en vertu de l'alinéa 40 f.1), tout soumissionnaire - même potentiel - d'un contrat spécifique.

40. Le paragraphe 30.11 3) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit:

3) The Chairman may assign one member of the Tribunal to deal with a complaint and a member so assigned has and may exercise all of the Tribunal's powers, and has and may perform all of the Tribunal's duties and functions, in relation to the complaint.

41. L'alinéa 39 1) c) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

- c) préciser le complément d'information à fournir à l'occasion d'une plainte fondée sur les paragraphes 23 1) à 1.1), 30.01 2) et 30.11 1) ou d'une demande de prorogation déposée en vertu du paragraphe 30.04 1);

42. 1) Les alinéas 40 a) à c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit:

- a) prévoir les questions à aborder par le Tribunal au cours des enquêtes ouvertes sous le régime de la présente loi;
- a.1) régir la constitution du quorum pour soit statuer sur les appels visés à l'alinéa 16 c), soit procéder à des enquêtes et faire rapport sur les questions dont le Tribunal est saisi en application des articles 18 ou 19, soit aux termes de l'article 19.02, examiner les développements survenus et faire rapport à leur égard, et donner son avis;
- b) pour l'application de la présente loi, définir les termes "production nationale" et "marchandises similaires ou directement concurrentes" et établir des critères permettant de déterminer si les producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes procèdent à des ajustements;

- c) définir "autres intéressés" pour l'application de toute disposition de la présente loi;

2) L'article 40 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa f), de ce qui suit:

- f.1) déterminer, pour l'application des articles 30.1 à 30.19, la qualité de fournisseur potentiel;

43. Le paragraphe 44.1 1) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

44.1 1) Dans le cas de procédures engagées en vertu de la Loi sur les mesures spéciales d'importation relativement à des marchandises importées d'un pays ALENA, et ce à l'exclusion des procédures prévues à l'article 33, au paragraphe 34 1), à l'article 35 ou aux paragraphes 45 1) ou 61 1) de cette loi, le secrétaire fait parvenir au gouvernement de ce pays, à sa demande, copie de tout renseignement fourni au Tribunal sous forme documentaire ou sous toute autre forme permettant de le reproduire facilement et fidèlement, sauf s'il s'agit d'un renseignement visé au paragraphe 84 1) de cette loi ou au paragraphe 45 1) de la présente loi.

44. Le paragraphe 45 2) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

2) Le paragraphe 1) ne s'applique pas aux versions, aux résumés ou aux déclarations visés à l'alinéa 46 1) b).

45. 1) L'alinéa 46 1) b) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

- b) d'autre part, soit une version ne comportant pas les renseignements désignés comme confidentiels ou un résumé ne comportant pas de tels renseignements suffisamment précis pour permettre de les comprendre, soit une déclaration accompagnée d'une explication destinée à la justifier, énonçant, selon le cas:
 - i) qu'il est impossible de faire la version ou le résumé en question,
 - ii) qu'une version ou un résumé communiquerait des faits qu'elle désire valablement garder confidentiels.
- 2) Les alinéas 46 2) a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit:
 - a) elle ne fournit ni la version, ni le résumé, ni la déclaration prévus à l'alinéa 1) b);
 - b) la version ou le résumé qu'elle fournit n'est pas, de l'avis du Tribunal, conforme aux exigences de cet alinéa;

46. Dans les passages suivants de la version française de la même loi, "préjudice" est remplacé par "dommage":

- a) les paragraphes 19.01 2) et 3);
- b) l'alinéa 20 b);
- c) le paragraphe 20.01 2);
- d) les paragraphes 23 1) à 1.02);
- e) les sous-alinéas 26 1) a) i) à i.2);
- f) le paragraphe 26 4);
- g) les alinéas 27 1) a) à a.2);
- h) le paragraphe 27 2);
- i) le paragraphe 28 1).

47. Dans les passages suivants de la version française de la même loi, "dommage" est remplacé par "préjudice":

- a) le paragraphe 23 1.03);
- b) le sous-alinéa 26 1) a) i.3);
- c) l'alinéa 27 1) a.3).

[Loi sur la Commission canadienne du blé

48. L'alinéa 45 a) de la Loi sur la Commission canadienne du blé est remplacé par ce qui suit:

- a) exporter du blé ou des produits du blé appartenant à d'autres personnes;

49. Les alinéas 46 c) et d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit:

- c) prévoir l'octroi de licences pour les opérations - exportation, vente ou achat pour livraison à l'étranger de blé ou de produits du blé - qui seraient par ailleurs interdites par la présente partie;
- d) fixer les conditions applicables à cet octroi, y compris l'obligation pour la Commission ou la personne que désigne le règlement de recouvrer du demandeur une somme qui, de l'avis de la Commission, correspond à l'avantage pécuniaire que représente la licence, mais uniquement dans la mesure où cet avantage découle, d'une part, du fait que sans elle les exportations de blé et de produits du blé seraient interdites et, d'autre part, des différences existant à ce moment entre les prix intérieurs et extérieurs du blé et des produits du blé;]

Enregistrement
DORS/84-927 22 novembre 1984

LOI SUR LES MESURES SPECIALES D'IMPORTATION

Règlement sur les mesures spéciales d'importation

C.P. 1984-3728 22 novembre 1984

Sur avis conforme du Ministre des finances et en vertu de l'article 97 de la Loi sur les mesures spéciales d'importation*, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil de prendre le Règlement concernant les mesures spéciales d'importation, ci-après.

REGLEMENT CONCERNANT LES MESURES SPECIALES D'IMPORTATION

Titre abrégé

1. Le présent règlement peut être cité sous le titre: Règlement sur les mesures spéciales d'importation.

Définition

2. Dans le présent règlement, "Loi" désigne la Loi sur les mesures spéciales d'importation.

PARTIE I

VALEUR NORMALE ET PRIX A L'EXPORTATION

RECTIFICATION DE LA VALEUR NORMALE

Rectifications quantitatives

3. Pour l'application des articles 15, 19 et 20 de la Loi, le prix des marchandises similaires est rectifié de façon à tenir compte de l'escompte sur quantités généralement accordé à l'occasion de la vente de telles marchandises en quantités égales ou sensiblement égales aux quantités vendues à l'importateur se trouvant au Canada.
4. S'il est impossible de déterminer l'escompte sur quantités visé à l'article 3, le prix des marchandises similaires est rectifié
 - a) par l'adjonction du montant représentant les frais qui seraient engagés par l'exportateur;
ou

*S.C. 1983-84. c.25

- b) par déduction du montant représentant les économies qui seraient réalisées par l'exportateur,

si celui-ci vendait les marchandises similaires en quantités égales ou sensiblement égales aux quantités vendues à l'importateur se trouvant au Canada.

Différences qualitatives

5. Pour l'application des articles 15, 19 et 20 de la Loi, si les marchandises vendues à l'importateur se trouvant au Canada et les marchandises similaires diffèrent

- a) par leur qualité, leur structure, leur conception ou leurs matériaux;
- b) par la garantie offerte contre les vices de fabrication ou la garantie de fonctionnement;
- c) par le délai prévu entre la date où elles sont commandées et la date où elles sont expédiées; ou
- d) par les conditions de leur vente, autres que celles mentionnées aux alinéas b) et c), ou que toute autre condition qui mène à une rectification effectuée conformément à un autre article du présent règlement;

et que cette différence se traduit par une différence entre le prix des marchandises similaires et le prix auquel des marchandises identiques à tous égards, y compris les conditions de vente, aux marchandises vendues à l'importateur se trouvant au Canada seraient vendues dans le pays d'exportation, le prix des marchandises similaires est rectifié comme suit:

- e) dans le cas où le prix des marchandises similaires est supérieur au prix des marchandises identiques, par déduction de la différence estimative entre ces deux prix;
- f) dans le cas où le prix des marchandises similaires est inférieur au prix des marchandises identiques, par adjonction de la différence estimative entre ces deux prix.

Escomptes

6. Pour l'application des articles 15, 19 et 20 de la Loi, lorsqu'un rabais, un escompte différé ou un escompte au comptant est généralement accordé à l'occasion de la vente de marchandises similaires dans le pays d'exportation, le prix des marchandises similaires est rectifié par déduction du montant qui serait accordé au titre d'un tel rabais ou escompte si la vente des marchandises à l'importateur se trouvant au Canada avait lieu dans le pays d'exportation.

Frais de livraison

7. Pour l'application des articles 15 et 19 et de l'alinéa 20 c) de la Loi, si les marchandises similaires sont vendues à des prix incluant les frais de livraison, leur prix est rectifié par déduction de ces frais.

8. Pour l'application des articles 15 et 19 et de l'alinéa 20 c) de la Loi, si les marchandises similaires sont généralement vendues à un prix incluant un montant fixé pour livraison, quelle que soit la destination, à l'intérieur d'une zone qui, selon les pratiques commerciales habituelles du vendeur des marchandises similaires, est considérée comme une zone de transport courante, leur prix est rectifié par déduction du montant qui correspond aux frais moyens engagés par le vendeur pour livrer les marchandises similaires dans cette zone.

Remplacement du niveau du circuit de distribution

9. Pour l'application des articles 15 et 19 et du sous-alinéa 20 c) i) de la Loi, si les acheteurs de marchandises similaires situées au niveau suivant du circuit de distribution le plus proche de celui de l'importateur se trouvant au Canada sont préférés aux acheteurs situés au même niveau ou presque du circuit de distribution que l'importateur, le prix des marchandises similaires est rectifié par déduction:

- a) du montant des frais engagés par le vendeur des marchandises similaires dans le cas d'une vente à des acheteurs situés au niveau suivant du circuit de distribution le plus proche de celui de l'importateur et qui découlent d'activités qui n'auraient pas été exercées si les marchandises similaires avaient été vendues au même niveau ou presque du circuit de distribution que l'importateur; ou
- b) à défaut de renseignements relatifs aux frais visés à l'alinéa a), d'un montant ne dépassant pas l'escompte qui est généralement accordé à l'occasion de la vente de marchandises similaires par d'autres vendeurs se trouvant dans le pays d'exportation à des acheteurs qui se situent au même niveau ou presque du circuit de distribution que l'importateur.

Taxes et droits

10. Pour l'application des articles 15, 19 et 20 de la Loi, si des taxes ou droits qui frappent les marchandises similaires, leurs matériaux ou leurs pièces composantes ne frappent pas les marchandises vendues à l'importateur se trouvant au Canada, le prix des marchandises similaires est rectifié par déduction du montant de ces taxes ou droits.

Coût de production et autres frais

11. Pour l'application de l'alinéa 19 b) et du sous-alinéa 20 c) ii) de la Loi,

- a) sous réserve de l'article 12 du présent règlement, le terme "coût de production" désigne l'ensemble
 - i) des coûts attribuables ou liés à la production des marchandises, ou
 - ii) des coûts directs des travaux de conception ou d'ingénierie nécessaires à la production des marchandises;
- b) sous réserve de l'article 13 du présent règlement, le terme "un montant pour les bénéfices" désigne un montant égal

- i) si l'exportateur a effectué un nombre de ventes de marchandises similaires qui ont dans l'ensemble produit des bénéfices et permettent une comparaison utile, à la moyenne pondérée des bénéfices réalisés sur ces ventes,
- ii) si le sous-alinéa i) n'est pas applicable mais que l'exportateur a effectué un nombre de ventes de marchandises de la même catégorie générale que les marchandises vendues à l'importateur se trouvant au Canada, qui ont dans l'ensemble produit des bénéfices et permettent une comparaison utile, à la moyenne pondérée des bénéfices réalisés sur ces ventes,
- iii) si les sous-alinéas i) et ii) ne sont pas applicables mais que d'autres producteurs se trouvant dans le pays d'exportation ont effectué un nombre de ventes de marchandises similaires qui ont dans l'ensemble produit des bénéfices et permettent une comparaison utile, à la moyenne pondérée des bénéfices réalisés sur ces ventes,
- iv) si les sous-alinéas i) à iii) ne sont pas applicables mais que d'autres producteurs se trouvant dans le pays d'exportation ont effectué un nombre de ventes de marchandises de la même catégorie générale que les marchandises vendues à l'importateur se trouvant au Canada, qui ont dans l'ensemble produit des bénéfices et permettent une comparaison utile, à la moyenne pondérée des bénéfices réalisés sur ces ventes,
- v) si les sous-alinéas i) à iv) ne sont pas applicables, à 8 pour cent de la somme
 - A) du coût de production des marchandises,
 - B) du montant pour les frais, notamment les frais administratifs et les frais de vente, établi conformément à l'alinéa c);
- c) le terme "un montant pour les frais, notamment les frais administratifs et les frais de vente" désigne un montant égal à la somme:
 - i) de l'ensemble des frais administratifs et des frais de vente qui sont directement attribuables à la production et à la vente des marchandises,
 - ii) du coût de toute garantie contre les vices de fabrication ou de toute garantie de fonctionnement qui accompagnent les marchandises,
 - iii) du montant estimatif des frais, notamment les frais administratifs et les frais de vente, y compris les coûts des travaux de conception ou d'ingénierie qui ne sont pas compris dans le coût de production des marchandises, qui sont attribuables aux marchandises mais qui ne sont pas visés aux sous-alinéas i) et ii).

12. S'il est impossible d'établir les coûts directs de conception ou d'ingénierie nécessaires à la production des marchandises vendues à un importateur se trouvant au Canada (appelées dans le présent article "marchandises mentionnées en premier lieu"), mais que de tels coûts peuvent être établis pour des marchandises de la même catégorie générale que les marchandises mentionnées en premier lieu, qui sont produites et vendues par le producteur des marchandises mentionnées en premier lieu, les

coûts visés au sous-alinéa 11 a) ii) sont réputés correspondre à ces derniers coûts, rectifiés pour tenir compte de la valeur de toute différence entre les travaux de conception ou d'ingénierie propres aux marchandises mentionnées en premier lieu et ceux propres aux marchandises de la même catégorie générale.

13. Aux fins de la détermination du montant pour les bénéfices visés à l'alinéa 11 b),
- a) les ventes de marchandises similaires et les ventes de marchandises de la même catégorie générale qui permettent une comparaison utile sont les ventes, autres que celles visées aux alinéas 16 2) a) ou b) de la Loi, qui satisfont au plus grand nombre de conditions énoncées aux alinéas 15 a) à e) de la Loi, en tenant compte du paragraphe 16 1) de la Loi;
 - b) le prix des marchandises similaires est rectifié de la manière prévue aux articles 3 à 10;
 - c) le prix des marchandises de la même catégorie générale est rectifié conformément aux articles 3 à 10 dans lesquels l'expression "marchandises similaires" est, à cette fin, remplacée par "marchandises de la même catégorie générale".

Pays à commerce d'Etat

14. Aux fins du calcul de la valeur normale de marchandises visée à l'alinéa 20 c) de la Loi, les articles 4 à 6, 9 et 11 sont interprétés comme si

- a) le terme "pays d'exportation" était remplacé par "pays de production"; et
- b) le terme "exportateur" était remplacé par "producteur".

15. Aux fins du calcul de la valeur normale de marchandises visée à l'alinéa 20 d) de la Loi, les articles 4 à 6 sont interprétés comme si

- a) le terme "exportateur" était remplacé par "vendeur au Canada des marchandises similaires importées"; et
- b) les mots "dans le pays d'exportation" étaient remplacés par "au Canada".

16. Aux fins du calcul de la valeur normale de marchandises visée à l'alinéa 20 d) de la Loi, le prix des marchandises similaires vendues au Canada est rectifié par déduction d'un montant égal à la somme:

- a) de tous les frais, y compris les droits et les taxes, qui résultent de l'importation des marchandises similaires ou de leur vente par l'importateur à l'acheteur se trouvant au Canada;
- b) du montant des bénéfices, déterminé conformément à l'article 17, réalisés par l'importateur des marchandises similaires sur leur vente;
- c) des frais engagés par l'importateur ou l'exportateur des marchandises similaires ou par toute autre personne, pour préparer les marchandises similaires en vue de leur

expédition vers le Canada, qui sont en sus des frais généralement engagés pour la vente des marchandises similaires en vue de leur consommation intérieure dans le pays d'exportation;

- d) des autres frais engagés par l'exportateur ou l'importateur des marchandises similaires ou par toute autre personne, qui résultent de l'exportation des marchandises similaires ou découlent de leur expédition vers le Canada.

17. Pour l'application de l'alinéa 16 b), le montant des bénéfices réalisés par l'importateur sur la vente des marchandises similaires au Canada est, selon le cas:

- a) le montant des bénéfices qui découlent généralement de la vente de marchandises similaires par des vendeurs se trouvant au Canada qui se situent au même niveau ou presque du circuit de distribution que l'importateur des marchandises similaires, à des acheteurs se trouvant au Canada qui ne sont pas associés à ces vendeurs;
- b) s'il est impossible de déterminer le montant visé à l'alinéa a), le montant des bénéfices qui découlent généralement de la vente de marchandises de la même catégorie générale que les marchandises similaires, par des vendeurs se trouvant au Canada qui se situent au même niveau ou presque du circuit de distribution que l'importateur des marchandises similaires à des acheteurs se trouvant au Canada et qui ne sont pas associés à ces vendeurs;
- c) s'il est impossible de déterminer les montants visés aux alinéas a et b), un montant égal à 7,4 pour cent du prix auquel les marchandises similaires ont été vendues par l'importateur des marchandises similaires.

Taux d'escompte pour la valeur normale

18. Pour l'application du paragraphe 21 1) de la Loi, en l'absence du taux d'intérêt visé à la disposition 21 1) a) ii) A) de la Loi ou dans l'impossibilité de le déterminer, le taux d'intérêt à choisir est, selon le cas:

- a) le taux d'intérêt en vigueur, à la date de la vente des marchandises similaires, dans le pays où les marchandises similaires ont été vendues et applicable aux prêts commerciaux qui sont faits dans ce pays dans la même monnaie que celle dans laquelle sont exprimés les paiements pour les marchandises similaires et selon les modalités de crédit, autre que le taux d'intérêt, qui se rapprochent le plus de celles qui s'appliquent à la vente;
- b) en l'absence du taux d'intérêt visé à l'alinéa a) ou dans l'impossibilité de le déterminer, le taux d'intérêt le plus bas en vigueur, à la date de la vente des marchandises similaires, dans un pays autre que le pays où les marchandises similaires ont été vendues et applicable aux prêts commerciaux qui sont faits dans cet autre pays dans la même monnaie que celle dans laquelle sont exprimés les paiements pour les marchandises similaires et selon les modalités de crédit, autre que le taux d'intérêt, comparables à celles qui s'appliquent à la vente;

- c) en l'absence des taux d'intérêt visés aux alinéas a) et b) ou dans l'impossibilité de les déterminer, le taux d'intérêt le plus bas en vigueur, à la date de la vente des marchandises similaires, dans un pays autre que le pays où les marchandises similaires ont été vendues et applicables aux prêts commerciaux qui sont faits dans cet autre pays dans la même monnaie que celle dans laquelle sont exprimés les paiements pour les marchandises similaires et selon les modalités de crédit, autre que le taux d'intérêt, qui se rapprochent le plus de celles qui s'appliquent à la vente;
- d) en l'absence des taux d'intérêt visés aux alinéas a) à c) ou dans l'impossibilité de les déterminer, le taux d'intérêt égal au rendement moyen, dans l'année précédant la vente des marchandises similaires, des titres à échéance maximale d'un an émis par le gouvernement qui émet la monnaie dans laquelle sont exprimés les paiements pour les marchandises similaires;
- e) en l'absence des taux d'intérêt visés aux alinéas a) à d) ou dans l'impossibilité de les déterminer, le taux d'intérêt moyen servi sur les droits de tirage spéciaux détenus par le Fonds monétaire international dans l'année précédant la vente des marchandises similaires.

19. Lorsque la valeur normale des marchandises doit être déterminée conformément à l'alinéa 20 d) de la Loi, l'article 18 est interprété comme si

- a) les mots "le pays où les marchandises similaires ont été vendues" et "ce pays" étaient remplacés par "le Canada";
- b) les mots "vente des marchandises similaires" étaient remplacés par "vente des marchandises similaires importées".

RECTIFICATION DU PRIX A L'EXPORTATION

Bénéfices

20. Pour l'application du sous-alinéa 25 c) ii) de la Loi, le terme "un montant pour les bénéfices" désigne un montant égal aux bénéfices qui seraient réalisés par l'importateur lors de la vente de marchandises dans le cours ordinaire des affaires.

21. Pour l'application du sous-alinéa 25 d) i) de la Loi, le terme "un montant pour les bénéfices" désigne un montant égal aux bénéfices qui seraient réalisés dans le cours ordinaire des affaires, lors de la vente des marchandises montées, conditionnées ou ayant fait l'objet d'une étape ultérieure de fabrication, ou des marchandises dans la fabrication desquelles des marchandises importées ont été incorporées.

22. Pour l'application des articles 20 et 21, le montant des bénéfices réalisés lors de la vente des marchandises dans le cours ordinaire des affaires est, selon le cas:

- a) le montant des bénéfices qui découlent généralement de la vente de marchandises similaires au Canada par des vendeurs se situant au même niveau ou presque du circuit de distribution que l'importateur, à des acheteurs se trouvant au Canada et qui ne sont pas associés à ces vendeurs;

- b) s'il est impossible de déterminer le montant visé à l'alinéa a), le montant des bénéfices qui découlent généralement de la vente de marchandises de la même catégorie générale au Canada par des vendeurs se situant au même niveau ou presque du circuit de distribution que l'importateur, à des acheteurs se trouvant au Canada et qui ne sont pas associés à ces vendeurs;
- c) s'il est impossible de déterminer les montants visés aux alinéas a) et b), un montant égal à 7,4 pour cent du prix auquel les marchandises ont été vendues par l'importateur.

Taux d'escompte pour le prix à l'exportation

23. Pour l'application de l'alinéa 27 1) de la Loi, en l'absence du taux d'intérêt visé à la disposition 27 1) a) ii) A) de la Loi ou dans l'impossibilité de le déterminer, le taux d'intérêt à choisir est, selon le cas:

- a) le taux d'intérêt en vigueur, à la date de la vente des marchandises à l'importateur se trouvant au Canada, dans le pays où se trouve le vendeur et applicable aux prêts commerciaux qui sont faits dans ce pays dans la même monnaie que celle dans laquelle sont exprimés les paiements pour les marchandises et selon les modalités de crédit, autre que le taux d'intérêt, qui se rapprochent le plus de celles qui s'appliquent à la vente;
- b) en l'absence du taux d'intérêt visé à l'alinéa a) ou dans l'impossibilité de le déterminer, le taux d'intérêt le plus bas en vigueur, à la date de la vente des marchandises à l'importateur se trouvant au Canada, dans un pays autre que le pays où se trouve le vendeur et applicable aux prêts commerciaux qui sont faits dans cet autre pays dans la même monnaie que celle dans laquelle sont exprimés les paiements pour les marchandises et selon les modalités de crédit, autre que le taux d'intérêt, comparables à celles qui s'appliquent à la vente;
- c) en l'absence des taux d'intérêt visés aux alinéas a) et b) ou dans l'impossibilité de les déterminer, le taux d'intérêt le plus bas en vigueur, à la date de la vente des marchandises à l'importateur se trouvant au Canada, dans un pays autre que le pays où se trouve le vendeur et applicable aux prêts commerciaux qui sont faits dans cet autre pays dans la même monnaie que celle dans laquelle sont exprimés les paiements pour les marchandises et selon les modalités de crédit, autre que le taux d'intérêt, qui se rapprochent le plus de celles qui s'appliquent à la vente;
- d) en l'absence des taux d'intérêt visés aux alinéas a) à c) ou dans l'impossibilité de les déterminer, le taux d'intérêt égal au rendement moyen, dans l'année précédant la vente des marchandises à l'importateur se trouvant au Canada, des titres à échéance maximale d'un an émis par le gouvernement qui émet la monnaie dans laquelle sont exprimés les paiements pour les marchandises;
- e) en l'absence des taux d'intérêt visés aux alinéas a) à d) ou dans l'impossibilité de les déterminer, le taux d'intérêt moyen servi sur les droits de tirage spéciaux détenus par le Fonds monétaire international dans l'année précédant la vente des marchandises à l'importateur se trouvant au Canada.

24. Lorsque le prix à l'exportation est déterminé conformément à l'article 25 de la Loi, l'article 23 du présent règlement est interprété comme si

- a) les mots "le pays où se trouve le vendeur" et "ce pays" étaient remplacés par "le Canada";
- b) les mots "vente de marchandises à l'importateur se trouvant au Canada" étaient remplacés par "vente des marchandises par l'importateur se trouvant au Canada".

Marchandises en transit

25. Pour l'application du paragraphe 30 1) de la Loi, la valeur normale et le prix à l'exportation des marchandises exportées vers le Canada en provenance d'un pays donné et transitant par un autre pays sont établis de la même façon que si ces marchandises avaient été expédiées directement vers le Canada à partir du premier pays sous réserve des conditions suivantes:

- a) l'ultime destination des marchandises indiquée sur le connaissement relatif au transport des marchandises à partir du lieu d'expédition initial doit être un port situé au Canada;
- b) les marchandises ne doivent pas avoir été déclarées pour la consommation ou l'entreposage dans un pays intermédiaire ni y être demeurées pour d'autres fins que le transbordement;
- c) l'original ou une copie du connaissement doit être déposé auprès du Sous-Ministre.

PARTIE II

MONTANT DE LA SUBVENTION

Dispositions générales

26. Les montants suivants sont déduits du montant de la subvention octroyée pour des marchandises subventionnées:

- a) le montant des dépenses que le bénéficiaire de la subvention a engagées pour obtenir celle-ci;
- b) le montant de tout droit, taxe ou autre prélèvement imposé par un gouvernement aux fins de compenser la subvention;
- c) le montant de la perte de valeur de la subvention dans les cas où sa réception a été différée par le gouvernement ayant octroyé la subvention.

Prime

27. Dans les cas où la subvention pour des marchandises subventionnées est octroyée sous forme de prime, le montant de la subvention se détermine par la répartition de la prime, conformément aux

principes comptables généralement reconnus, de la façon suivante:

- a) si la prime devait ou doit servir aux dépenses d'exploitation découlant de la production, de l'achat, de la distribution, du transport, de la vente, de l'exportation ou de l'importation de marchandises subventionnées, elle est répartie sur la quantité totale estimative des marchandises subventionnées auxquelles elle s'applique;
- b) si la prime devait ou doit servir à l'achat ou à la construction d'immobilisations, la prime est répartie sur la quantité totale estimative des marchandises subventionnées pour la production, l'achat, la distribution, le transport, la vente, l'exportation ou l'importation desquelles les immobilisations ont été ou seront utilisées pendant leur durée utile prévue;
- c) si la prime devait ou doit servir à une fin non mentionnée aux alinéas a) ou b), ou à une fin inconnue, elle est répartie sur la quantité totale estimative de marchandises subventionnées dont la production, l'achat, la distribution, le transport, la vente, l'exportation ou l'importation ont été ou seront effectués par le bénéficiaire de la prime pendant la moyenne pondérée de la durée utile, ne dépassant pas dix ans, des immobilisations utilisées par l'industrie de ce bénéficiaire.

Prêts à taux préférentiel

28. Dans les cas où la subvention pour des marchandises subventionnées est octroyée sous forme de prêt à taux préférentiel à une personne se livrant à la production, à l'achat, à la distribution, au transport, à la vente, à l'exportation ou à l'importation de marchandises, le montant de la subvention se détermine par la répartition, conformément aux principes comptables généralement reconnus, de la valeur actuelle de la somme

- a) du montant déterminé conformément à l'article 29;
- b) des frais engagés par le gouvernement ayant consenti le prêt à taux préférentiel, qui seraient payables par ce gouvernement si un prêt similaire lui avait été consenti, et qui ne sont pas recouvrés auprès de l'emprunteur;

calculée à la date de la vente des marchandises à l'importateur se trouvant au Canada et par rapport au taux d'escompte choisi conformément à l'article 30 sur la quantité de marchandises établie en conformité avec l'article 31.

29. Le montant visé à l'alinéa 28 a) correspond à la différence entre les deux montants suivants:

- a) le montant de l'intérêt payable sur le prêt à taux préférentiel;
- b) le montant de l'intérêt qui serait payable sur un prêt consenti au gouvernement qui accorde le prêt à taux préférentiel dans la même monnaie que celle dans laquelle sont exprimés les paiements pour le prêt à taux préférentiel et selon les mêmes modalités de crédit, autre que le taux d'intérêt que celles du prêt à taux préférentiel, le taux d'intérêt sur un tel prêt étant, selon le cas:

- i) le taux d'intérêt en vigueur, à la date du prêt à taux préférentiel, dans le pays du gouvernement ayant consenti ce prêt, sur les prêts consentis à ce gouvernement dans la même monnaie que celle dans laquelle sont exprimés les paiements pour le prêt à taux préférentiel et selon des modalités de crédit, autre que le taux d'intérêt, qui sont comparables à celles du prêt à taux préférentiel,
- ii) en l'absence du taux d'intérêt visé au sous-alinéa i) ou dans l'impossibilité de le déterminer, le taux d'intérêt en vigueur, à la date du prêt à taux préférentiel, dans le pays du gouvernement ayant consenti ce prêt, sur les prêts consentis à ce gouvernement dans la même monnaie que celle dans laquelle sont exprimés les paiements pour le prêt à taux préférentiel et selon les modalités de crédit, autre que le taux d'intérêt, qui se rapprochent le plus de celles du prêt à taux préférentiel,
- iii) en l'absence des taux d'intérêt visés aux sous-alinéas i) et ii), ou dans l'impossibilité de les déterminer, le taux d'intérêt le plus bas en vigueur, à la date du prêt à taux préférentiel, dans un pays autre que celui du gouvernement ayant consenti ce prêt, sur les prêts consentis à ce gouvernement dans la même monnaie que celle dans laquelle sont exprimés les paiements pour le prêt à taux préférentiel et selon des modalités de crédit, autre que le taux d'intérêt, qui sont comparables à celles du prêt à taux préférentiel,
- iv) en l'absence des taux d'intérêt visés aux sous-alinéas i) à iii) ou dans l'impossibilité de les déterminer, le taux d'intérêt le plus bas en vigueur, à la date du prêt à taux préférentiel, dans un pays autre que celui du gouvernement ayant consenti ce prêt, sur les prêts consentis à ce gouvernement dans la même monnaie que celle dans laquelle sont exprimés les paiements pour le prêt à taux préférentiel et selon les modalités de crédit, autre que le taux d'intérêt, qui se rapprochent le plus de celles du prêt à taux préférentiel,
- v) en l'absence des taux d'intérêt visés aux sous-alinéas i) à iv) ou dans l'impossibilité de les déterminer, le taux d'intérêt égal au rendement moyen, dans l'année précédant la vente à l'importateur se trouvant au Canada, des titres à échéance maximale d'un an émis par le gouvernement du pays ayant consenti le prêt à taux préférentiel dans la même monnaie que celle dans laquelle sont exprimés les paiements pour le prêt à taux préférentiel,
- vi) en l'absence des taux d'intérêt visés aux sous-alinéas i) à v) ou dans l'impossibilité de les déterminer, le taux d'intérêt moyen servi sur les droits de tirage spéciaux détenus par le Fonds monétaire international dans l'année précédant la vente à l'importateur se trouvant au Canada.

30. Pour l'application de l'article 28, le taux d'escompte est égal au taux d'intérêt déterminé conformément aux sous-alinéas 29 b) i) à vi).

31. La quantité de marchandises visée à l'article 28 est,

- a) dans les cas où le prêt à taux préférentiel devait ou doit servir aux dépenses d'exploitation découlant de la production, l'achat, la distribution, le transport, la vente,

l'exportation ou l'importation de marchandises subventionnées, la quantité totale estimative des marchandises subventionnées auxquelles ce prêt s'applique;

- b) dans les cas où le prêt à taux préférentiel devait ou doit servir à l'achat ou à la construction d'immobilisations, la quantité totale estimative des marchandises subventionnées pour la production, l'achat, la distribution, le transport, la vente, l'exportation ou l'importation desquelles les immobilisations ont été ou seront utilisées pendant leur durée utile prévue;
- c) dans les cas où le prêt à taux préférentiel devait ou doit servir à une fin non mentionnée aux alinéas a) ou b), ou à une fin inconnue, la quantité totale estimative des marchandises subventionnées dont la production, l'achat, la distribution, le transport, la vente, l'exportation ou l'importation ont été ou seront effectués par le bénéficiaire du prêt à taux préférentiel pendant la moyenne pondérée de la durée utile, ne dépassant pas dix ans, des immobilisations utilisées par l'industrie de ce bénéficiaire.

Crédits, remboursements ou exemptions d'impôts sur le revenu

32. Dans les cas où la subvention pour des marchandises subventionnées est conditionnelle à leur exportation et est octroyée sous forme d'un crédit d'impôts, d'un remboursement d'impôts ou d'une exemption d'impôts sur le revenu prélevés au cours d'une période donnée, le montant de la subvention est égal au quotient obtenu par la division,

- a) du montant du crédit, du remboursement ou des impôts non payés en raison de l'exemption, selon le cas,

par

- b) la quantité de marchandises exportées durant la période.

Report des impôts sur le revenu

33. Dans les cas où la subvention pour des marchandises subventionnées est conditionnelle à leur exportation et est octroyée sous forme de report des impôts sur le revenu, le montant de la subvention se détermine par la répartition, conformément aux principes comptables généralement reconnus, du montant établi conformément à l'article 34 sur la quantité de marchandises exportées au cours de la période pendant laquelle les impôts auraient dû être payés s'ils n'avaient pas été reportés.

34. Le montant visé à l'article 33 correspond à la valeur actuelle de l'intérêt, déterminée à la date de la vente à l'importateur se trouvant au Canada, qui serait payable par le gouvernement qui a autorisé le report d'impôts, si un prêt égal au montant des impôts reportés lui était consenti pour la période du report et selon des modalités de remboursement semblables au calendrier des versements d'impôts qui s'applique aux impôts reportés. Le taux d'intérêt applicable à un tel prêt est égal au taux d'escompte égal, selon le cas:

- a) au taux d'intérêt en vigueur, à la date à laquelle les impôts auraient dû être payés s'ils n'avaient pas été reportés, dans le pays du gouvernement qui a autorisé le report, et applicable à de tels prêts consentis à ce gouvernement;

- b) en l'absence du taux d'intérêt visé à l'alinéa a) ou dans l'impossibilité de le déterminer, au taux d'intérêt le plus bas en vigueur, à la date à laquelle les impôts auraient dû être payés s'ils n'avaient pas été reportés, dans tout pays autre que le pays du gouvernement qui a autorisé le report et applicable à de tels prêts consentis à ce gouvernement dans la monnaie du pays de ce gouvernement;
- c) en l'absence des taux d'intérêt visés aux alinéas a) et b) ou dans l'impossibilité de les déterminer, au taux d'intérêt égal au rendement moyen, dans l'année précédant la vente à l'importateur se trouvant au Canada, des titres à échéance maximale d'un an émis par le gouvernement du pays qui a autorisé le report, dans la monnaie du pays de ce gouvernement;
- d) en l'absence des taux d'intérêt visés aux alinéas a) à c) ou dans l'impossibilité de les déterminer, au taux d'intérêt moyen servi sur les droits de tirage spéciaux détenus par le Fonds monétaire international dans l'année précédant la vente à l'importateur se trouvant au Canada.

Remboursement en trop d'impôts indirects

35. Dans les cas où la subvention pour des marchandises subventionnées est conditionnelle à leur exportation et est octroyée sous forme d'un remboursement d'impôts prélevés sur la production, l'achat, la distribution, le transport, la vente, l'exportation ou l'importation de marchandises, le montant de la subvention est égal à la différence entre le montant du remboursement et le montant des impôts payés, si le premier montant est supérieur au deuxième, divisée par la quantité de marchandises visées par le remboursement des impôts qui ont été exportées au cours de la période de remboursement.

Biens ou services fournis par un gouvernement

36. Dans les cas où la subvention pour des marchandises subventionnées est octroyée par un gouvernement sous forme de biens ou de services servant à la production, à l'achat, au transport, à la distribution ou à la vente des marchandises destinées à l'exportation à des conditions plus favorables que celles s'appliquant aux marchandises destinées à la consommation intérieure, le montant de la subvention est égal au quotient de la valeur de la différence entre les conditions qui s'appliquent aux marchandises destinées à l'exportation et celles qui s'appliquent aux marchandises destinées à la consommation intérieure, divisée par la quantité des marchandises exportées à l'égard desquelles des biens ont été fournis ou des services rendus.

PARTIE III

DISPOSITIONS GENERALES

Produit agricole

37. Pour l'application de la définition de "préjudice sensible" au paragraphe 2 1) de la Loi, le terme produit agricole comprend tout produit qui est un produit ou une marchandise agricole sous le régime d'une loi du Parlement ou de la législature d'une province.

Enquêtes conjointes

38. Sous réserve de l'article 39, dans les cas où au moins deux enquêtes de dumping, au moins deux enquêtes de subventionnement ou au moins une enquête de dumping et au moins une enquête de subventionnement portent sur les mêmes marchandises ou sur des marchandises similaires, les enquêtes peuvent être jointes et menées comme une seule enquête.

39. Une enquête ne peut pas être jointe conformément à l'article 38 si une décision provisoire a été rendue à son égard.

40. Dans les cas où des enquêtes sont jointes conformément à l'article 38, le Sous-Ministre en informe par écrit les importateurs, les exportateurs, les gouvernements des pays d'exportation et, s'il y a lieu, les plaignants concernés par les enquêtes.

Personne intéressée

41. Pour l'application du paragraphe 45 2) de la Loi, le terme "personne intéressée" désigne toute personne qui, selon le cas,

- a) se livre à la production, à l'achat, à la vente, à l'exportation ou à l'importation de marchandises faisant l'objet d'une enquête;
- b) se livre à la production, à l'achat, à la vente de marchandises produites au Canada qui sont similaires à celles faisant l'objet d'une enquête;
- c) agit au nom de toute personne visée aux alinéas a) ou b);
- d) est tenue par les lois du Parlement ou de la législature d'une province de présenter au Tribunal des observations sur la question visée au paragraphe 45 2) de la Loi ou est autorisée par ces lois à les présenter;
- e) utilise des marchandises similaires à celles faisant l'objet d'une enquête;

et, en outre, toute association dont l'objectif consiste à défendre les intérêts des consommateurs au Canada.

42. Pour l'application du paragraphe 89 1) et de l'article 95 de la Loi, toute personne visée aux alinéas 41 a) à c) du présent règlement est une personne intéressée à la question de savoir laquelle parmi deux ou plusieurs personnes est l'importateur se trouvant au Canada lorsque cette question se pose en application de la Loi.

Frais payables

43. Pour l'application de l'article 83 de la Loi, les frais payables sont les suivants:

- a) si les renseignements sont imprimés dans des documents, 0,15 dollar par page reproduite;

- b) si les renseignements se présentent sous forme d'enregistrement électromagnétiques ou optiques, les montants suivants:
 - i) un montant égal au coût des matériaux incorporés dans la copie fournie à la personne qui la demande, et
 - ii) 1 dollar par enregistrement reproduit.

Conversion des devises

44. Sous réserve de l'article 45, si un montant utilisé ou pris en compte pour l'application de la Loi est exprimé dans la monnaie d'un pays étranger, l'équivalent en dollars canadiens de ce montant est égal au produit du montant en monnaie étrangère par le taux de change en vigueur à la date de la vente exprimé en termes de dollars.

45. Pour l'application de l'article 44, dans les cas où le calcul visé à cet article ne peut être fait en fonction de la date de la vente, en raison de l'inaccessibilité ou de l'insuffisance des renseignements à la date du dédouanement des marchandises ou à la date de leur mise en entrepôt, selon celle de ces dates qui survient la première, la date de l'expédition vers le Canada est utilisée au lieu de la date de la vente.

NOTE EXPLICATIVE

(La présente note ne fait pas partie du règlement et n'est publiée qu'à titre d'information)

Le règlement vise:

- a) à prévoir les rectifications à apporter au prix des marchandises similaires et des marchandises exportées;
- b) à prévoir la façon d'établir le montant de la subvention octroyée pour des marchandises subventionnées;
- c) à définir certaines expressions pour l'application de la Loi; et
- d) à préciser certaines mesures d'application de la Loi.

Enregistrement
DORS/89-63 30 décembre 1988

LOI SUR LES MESURES SPECIALES D'IMPORTATION

Règlement sur les mesures spéciales d'importation - Modification

C.P. 1988-2887 30 décembre 1988

Attendu que le Gouverneur en conseil juge nécessaire, pour donner effet au chapitre 19 de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis, conclu entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des Etats-Unis, signé le 2 janvier 1988, de conférer au groupe spécial formé en vertu de l'article 77.13** de la Loi sur les mesures spéciales d'importation et au comité pour contestation extraordinaire formé en vertu de l'article 77.18* de cette loi, certains pouvoirs, droits et privilèges d'une cour supérieure d'archives.

A ces causes, sur recommandation du Ministre du Revenu national, du Ministre du commerce extérieur et du Ministre des finances et en vertu des paragraphes 2 1)**, 56 1.1)***, 58 2)****, 59 4)****, 77.12 1)*, 77.15 2)*, 77.19 2)* et 77.21 2)* et des alinéas 77.27 a)* et d)* et 97 1) a) et g.1)***** de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil de modifier, conformément à l'annexe ci-après et à compter du 1er janvier 1989, le Règlement sur les mesures spéciales d'importation, pris par le Décret C.P. 1984-3728 du 22 novembre 1984*****.

ANNEXE

1. L'article 2 du Règlement sur les mesures spéciales d'importation est abrogé et remplacé par ce qui suit:

"2. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

"Loi" La Loi sur les mesures spéciales d'importation. (Act)

"secrétariat américain" La section américaine du secrétariat visé à l'article 1909 de l'Accord de libre-échange. (American Secretariat)."

2. Le même règlement est modifié par insertion, après l'article 36, de ce qui suit:

**L.C. 1988, ch. 65, art. 42.

**L.C. 1988, ch. 65, par. 23 2).

***L.C. 1988, ch. 65, par. 37 2).

****L.C. 1988, ch. 65, art. 39.

*****L.C. 1988, ch. 65, par. 40 3).

*****L.C. 1988, ch. 65, par. 45 2).

*****DORS/84-927, Gazette du Canada Partie II, 1984, page 4286.

"PARTIE II.1

REGLEMENT DES DIFFERENDS CONCERNANT LES MARCHANDISES
DES ETATS-UNIS

36.1 Pour l'application des paragraphes 77.11 1), 5) et 6), 77.15 5), 77.17 1) et 3), et 77.19 5) de la Loi, le secrétaire américain est l'organisme fédéral désigné du gouvernement des Etats-Unis.

36.2 Un gouvernement d'une province du Canada ou d'un Etat des Etats-Unis qui s'estime lésé par une décision finale est assimilé à une personne autorisée à présenter au secrétaire canadien la requête visée au paragraphe 77.11 2) de la Loi.

36.3 Pour l'application des paragraphes 77.11 3) et 77.13 2) de la Loi, le Département d'Etat des Etats-Unis est le Ministère fédéral désigné du gouvernement des Etats-Unis.

36.4 Pour l'application du paragraphe 77.12 1) de la Loi, la manière réglementaire de donner notification de l'intention de demander un redressement d'une décision ou de former un appel aux personnes qui auraient droit, sans égard à l'article 77.12 de la Loi, de se prévaloir des mêmes recours est:

- a) d'une part, de faire signifier un avis écrit de cette intention à la fois;
 - i) au secrétaire canadien et au secrétaire américain,
 - ii) à toute personne à qui le Sous-Ministre a fait parvenir avis de la décision finale ou qui a comparu lors des procédures devant le Tribunal;
- b) d'autre part, de faire publier avis de cette intention dans la Gazette du Canada.

36.5 Pour l'application du paragraphe 77.15 2) de la Loi, le Groupe spécial a les pouvoirs, droits et privilèges d'une cour supérieure d'archives pour exiger la production du dossier administratif des procédures relatives à la décision finale et pour procéder à l'examen de ce dossier, à l'exception des renseignements gouvernementaux au sens de cette expression dans les règles, aux fins de la révision complète de cette décision finale.

36.6 Pour l'application du paragraphe 77.19 2) de la Loi, un comité pour contestation extraordinaire a les pouvoirs, droits et privilèges suivants d'une cour supérieure d'archives:

- a) exiger la production du dossier de la révision par un groupe spécial, et procéder à l'examen de ces dossiers aux fins de la révision complète de la décision du groupe spécial;
- b) dans le cas où la contestation extraordinaire se fonde sur les motifs prévus au sous-alinéa 1904 13) a) i) et à l'alinéa 1904 13) b) de l'Accord de libre-échange, les pouvoirs, droits et privilèges additionnels suivants:
 - i) exiger la production et procéder à l'examen des documents se rapportant à ces motifs,

- ii) assigner des témoins, les contraindre à comparaître et les contraindre de présenter, sous serment ou par affirmation solennelle, leur témoignage oral ou écrit,
- iii) faire prêter serment ou recevoir des affirmations solennelles.

36.7 Pour l'application du paragraphe 77.21 2) de la Loi, les personnes suivantes sont des personnes désignées:

- a) les membres du personnel d'un groupe spécial ou d'un comité;
- b) le secrétaire canadien, le secrétaire américain et le personnel du secrétariat canadien et du secrétariat américain;
- c) les avocats des participants aux procédures devant le groupe spécial ou le comité et les employés de ces avocats auxquels l'accès à des renseignements confidentiels ou personnels, à des renseignements commerciaux de nature exclusive ou à des renseignements protégés peut être accordé relativement à ces procédures;
- d) toute autre personne à qui l'accès à des renseignements confidentiels ou personnels, à des renseignements commerciaux de nature exclusive ou à des renseignements protégés est accordé relativement aux procédures en vertu de la Partie II de la Loi."

3. Le même règlement est modifié par adjonction de ce qui suit:

"Réexamen et révision

46. Lorsque le fabricant, le producteur ou l'exportateur de marchandises des Etats-Unis a présenté une requête en réexamen, ce fabricant, ce producteur ou cet exportateur constitue une personne désignée aux fins du paragraphe 59 4) de la Loi.

47. Pour l'application des paragraphes 56 1.1) et 58 2) de la Loi, les modalités de présentation par écrit d'une demande de révision d'une décision sont la livraison par porteur ou l'envoi par courrier recommandé au Directeur général, Division des programmes de cotisation, Direction des programmes douaniers du Ministère du Revenu national (Douanes et accise). Ottawa, Ontario K1A 0L5.

48. Pour l'application des paragraphes 56 1.1) et 58 2) de la Loi, une demande de révision ou de réexamen doit être accompagnée des renseignements suivants:

- a) l'énoncé des raisons pour lesquelles la décision ou la révision est contestée;
- b) l'énoncé des faits sur lesquels se fonde la demande de révision ou de réexamen;
- c) la preuve à l'appui des faits visés à l'alinéa b);
- d) lorsqu'une demande de révision ou de réexamen est présentée par l'importateur de marchandises, une copie:

- i) d'une part, des documents utilisés pour faire la déclaration en détail des marchandises prévue aux paragraphes 32 1), 3) ou 5) de la Loi sur les douanes,
- ii) d'autre part, lorsque le dédouanement des marchandises a été effectué avant la déclaration en détail, les documents utilisés pour faire la déclaration provisoire des marchandises prévue au paragraphe 32 2) de la Loi sur les douanes, si ces documents diffèrent de ceux visés au sous-alinéa i).

49. Pour l'application des paragraphes 56 1.1) et 58 2), 59 4) et 5) de la Loi, le Département d'Etat des Etats-Unis est le Ministère fédéral désigné du gouvernement des Etats-Unis."

RESUME DE L'ETUDE D'IMPACT DE LA REGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie du règlement)

Description

Le chapitre 19 de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis prévoit le règlement binational des différends en matière de droits antidumping et compensateurs. L'article 1904 prévoit une procédure d'examen des décisions finales en matière de droits antidumping et compensateurs. Aux termes du paragraphe 1904.15, les parties conviennent de modifier leurs lois et règlements, s'il y a lieu, afin de réaliser les objectifs de l'article 1904. Les modifications apportées au Règlement sur les mesures spéciales d'importation sont nécessaires pour respecter cet engagement.

Les modifications introduisent dans le règlement en question certaines définitions et dispositions de notification que nécessite la mise en oeuvre de la procédure de règlement des différends exposée au chapitre 19. Les pouvoirs, droits et privilèges d'une cour supérieure d'archives, conférés aux groupes spéciaux binationaux et aux comités pour contestation extraordinaire, y sont également énoncés. Les personnes tenues de se conformer aux exigences des ordonnances de divulgation y sont désignées. Enfin, les modifications exposent en détail les procédures à suivre et les informations à fournir pour certaines demandes de réexamen touchant des produits importés ou des droits compensateurs.

Autres mesures envisagées

Les points traités dans les modifications sont nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de la procédure de règlement binational des différends.

Conformité à la Politique de réglementation et au Code d'équité

Ces modifications sont conformes à la Politique de réglementation et au Code du citoyen. Elles n'ont pas fait l'objet d'un préavis dans les projets de réglementation fédérale pour 1988, car elles n'étaient pas prévues à ce moment-là.

Répercussions prévisibles

En négociant un cadre amélioré et plus équilibré pour l'administration du commerce entre le Canada et les Etats-Unis, le Canada a cherché à assurer aux exportateurs canadiens qui visent le marché américain plus de prévisibilité et de sécurité. Sans cette prévisibilité, les entreprises canadiennes ne

pourront être mises suffisamment en confiance pour se prévaloir des autres dispositions de l'Accord, telles que l'élimination des droits de douane ou l'accès facilité aux marchés publics.

Les procédures de recours commerciaux, telles que les requêtes en vue d'imposer des droits antidumping et compensateurs, risquent de compromettre sérieusement la prévisibilité et la sécurité d'accès. Au cours des dernières années, les mesures prises contre les exportations canadiennes en vertu des lois américaines sur les recours commerciaux ont eu des effets préjudiciables sur l'investissement et l'emploi au Canada, et sont devenues un important sujet de discorde dans les relations canado-américaines.

Le chapitre 19 contient des dispositions visant à prévenir les abus du système actuel, de façon à permettre aux exportateurs canadiens de livrer concurrence sur le marché américain dans des conditions plus stables, plus prévisibles et plus équitables. Aux termes de l'article 1904, les deux gouvernements ont convenu de mettre en place une procédure particulière de règlement des différends qui garantit l'application impartiale de leur législation respective sur les droits antidumping et compensateurs. L'un ou l'autre gouvernement peut demander qu'une décision en matière de droits antidumping ou compensateurs soit examinée par un groupe spécial bilatéral doté de pouvoirs exécutoires. Cela signifie que les producteurs des deux pays conserveront le droit de demander réparation en cas de dumping ou de subventions à l'importation, mais que toute mesure de protection accordée pourra être contestée et soumise à l'examen d'un groupe spécial binational qui déterminera si les lois en vigueur ont été appliquées correctement et équitablement. Les producteurs canadiens, qui se sont plaints auparavant qu'en raison de pressions politiques exercées aux Etats-Unis, les fonctionnaires américains étaient enclins à favoriser les demandeurs, pourront désormais faire appel devant un tribunal bilatéral.

Les conclusions adoptées par un groupe spécial devront être respectées par les deux gouvernements. Si le Groupe spécial décide que la loi a été dûment appliquée, l'affaire est close. S'il conclut que l'autorité administrative (soit le Département du commerce ou la Commission du commerce international aux Etats-Unis, soit le Ministre du Revenu national ou le Tribunal canadien des importations au Canada) a fait erreur, en se fondant sur les mêmes critères qu'aurait appliqués un tribunal national, il peut renvoyer la question à l'autorité administrative afin que l'erreur soit corrigée et qu'une nouvelle décision soit rendue.

Les modifications permettront au Canada de remplir ses engagements et d'instaurer à cette fin une procédure appropriée de règlement binational des différends; on pourra recourir soit à cette dernière, soit à la Cour fédérale, la Cour supérieure d'archives ayant compétence au Canada en matière de droits antidumping et compensateurs, dans la mesure où les deux instances observent les mêmes critères d'examen.

Consultations

L'Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis, qui a été déposé à la Chambre le 11 décembre 1987, est l'aboutissement des négociations approfondies qu'ont tenues ces deux pays. Le gouvernement a publié le texte de l'Accord, ainsi qu'un synopsis. Ces documents ont servi aux consultations publiques portant sur l'Accord et sur la procédure de règlement des différends prévue au chapitre 19 en matière de droits antidumping et compensateurs.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec:

Gerry Salembier
Ministère des finances
Division des relations économiques internationales
140, rue O'Connor
L'Esplanade Laurier
14ème étage
Ottawa (Ontario)
(613) 996-5466

Morris Rosenberg
Avocat général principal
Bureau des négociations commerciales
50, rue O'Connor
17ème étage
Ottawa (Ontario)
(613) 992-1133

Leslie Holland
Avocate générale
Revenu Canada
Douanes et accise
Immeuble Connaught
3ème étage
Avenue Mackenzie
Ottawa (Ontario)
(613) 954-6281

Enregistrement
DORS/94-20 29 décembre 1993

LOI SUR LES MESURES SPECIALES D'IMPORTATION

Règlement sur les mesures spéciales d'importation - Modification

C.P. 1993-2192 29 décembre 1993

Sur recommandation du Ministre du commerce extérieur et du Ministre des finances, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil:

- a) en vertu de la définition de "gouvernement des Etats-Unis"* au paragraphe 2 1), des paragraphes 56 1.1)*, 58 2)**, 59 4)***, 77.12 1)****, 77.15 2)****, 77.19 2)**** et 77.21 2)**** et des alinéas 77.27 a)**** et d)**** et 97 1) a) et g.1)**** de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, de modifier, conformément à la partie I de l'annexe ci-après, le Règlement sur les mesures spéciales d'importation, pris par le Décret C.P. 1984-3728 du 22 novembre 1984*****, lesquelles modifications entrent en vigueur à vingt-quatre heures la veille de la date d'entrée en vigueur du paragraphe 201 2), des articles 212 et 214, du paragraphe 215 2), et des articles 218 et 223 de la Loi portant mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain, chapitre 44 des Lois du Canada (1993);
- b) en vertu de la définition de "gouvernement d'un pays ALENA"***** au paragraphe 2 1), des paragraphes 56 1.01)*****, 58 1.1)*****, 59 3.1)*****, 77.012 1)*****, 77.015 2)*****, 77.019 2)***** et 77.021 2)***** et des alinéas 77.035 a)***** et d)***** et 97 1) a), g.11)***** et g.22)***** et l) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, de modifier, conformément à la Partie II de l'annexe ci-après, le Règlement sur les mesures spéciales d'importation, pris par le Décret C.P. 1984-3728 du 22 novembre 1984*****, lesquelles modifications entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur du paragraphe 201 2), des articles 212 et 214, du paragraphe 215 2) et des articles 218 et 223 de la Loi portant mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain, chapitre 44 des Lois du Canada (1993).

*L.C. 1988, ch. 65, par. 23 2).

**L.C. 1988, ch. 65, par. 37 2).

***L.C. 1988, ch. 65, art. 39.

****L.C. 1988, ch. 65, par. 40 3).

*****L.C. 1988, ch. 65, art. 42.

*****L.C. 1988, ch. 65, par. 45 2).

*****DORS/84-927, Gazette du Canada Partie II, 1984, page 4286.

*****L.C. 1993, ch. 44, par. 201 2).

*****L.C. 1993, ch. 44, art. 212.

*****L.C. 1993, ch. 44, art. 214.

*****L.C. 1993, ch. 44, par. 215 2).

*****L.C. 1993, ch. 44, art. 218.

*****L.C. 1993, ch. 44, par. 223 1).

*****L.C. 1993, ch. 44, par. 223 2).

ANNEXE

PARTIE I

1. Le Règlement sur les mesures spéciales d'importation est modifié par insertion, après l'article 2, de ce qui suit:

Dispositions inopérantes

- 2.1 La définition de "secrétariat américain" à l'article 2, la Partie II.1 ainsi que les articles 46 à 49 sont inopérants tant que les paragraphes 56 1.02), 58 1.2) et 59 3.3) et l'article 77.038 de la Loi sont en vigueur, sauf à l'égard d'une décision finale rendue avant l'entrée en vigueur des paragraphes 56 1.02), 58 1.2) et 59 3.3) et de l'article 77.038 de la Loi.

PARTIE II

2. Le même règlement est modifié par insertion, après l'article 36, de ce qui suit:

PARTIE II.01

REGLEMENT DES DIFFERENDS CONCERNANT LES MARCHANDISES DES PAYS ALENA

- 36.01 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie:

"secrétaire américain" La personne désignée pour agir à titre de secrétaire de la section américaine du secrétariat. (American Secretary)

"secrétaire mexicain" La personne désignée pour agir à titre de secrétaire de la section mexicaine du secrétariat. (Mexican Secretary)

"secrétariat" Le secrétariat constitué aux termes du paragraphe 1 de l'article 2002 de l'Accord de libre-échange nord-américain. (Secretariat)

- 36.02 Sont désignés aux fins de la définition de "gouvernement d'un pays ALENA" au paragraphe 2 1) de la Loi les ministères et organismes suivants:

- a) pour l'application du paragraphe 77.011 1), du paragraphe 77.011 6) de la version anglaise, des paragraphes 77.015 5), 77.017 1) et 3) et 77.019 6) de la Loi:
 - i) dans le cas du Mexique, le bureau du secrétaire mexicain;
 - ii) dans le cas des Etats-Unis, le bureau du secrétaire américain;
- b) pour l'application des paragraphes 77.011 4) et 77.013 3) de la Loi:

- i) dans le cas du Mexique, le Secretaria de Comercio y Fomento Industrial (secrétariat du commerce et du développement industriel);
 - ii) dans le cas des Etats-Unis, le Department of State;
- c) pour l'application du paragraphe 77.023 1), de l'article 77.025 et des paragraphes 77.028 1) et 77.031 1) et 2) de la Loi:
 - i) dans le cas du Mexique, le Secretaria de Comercio y Fomento Industrial (secrétariat du commerce et du développement industriel);
 - ii) dans le cas des Etats-Unis, le bureau du United States Trade Representative.

36.03 Le gouvernement d'une province du Canada ou d'un Etat des Etats-Unis qui s'estime lésé par une décision finale est assimilé à la personne autorisée à déposer auprès du secrétaire canadien la requête visée au paragraphe 77.011 2) de la Loi.

36.04 Pour l'application du paragraphe 77.012 1) de la Loi, la notification de l'intention de présenter une demande ou de former un appel à l'égard d'une décision finale, qui est adressée à toute personne qui aurait droit, sans égard à l'article 77.012 de la Loi, de se prévaloir des mêmes recours, se fait par publication d'un avis de cette intention dans la Gazette du Canada et, si cette personne est visée à l'alinéa 33 1) a) des Règles de procédures des groupes spéciaux (article 1904 ALENA), par signification de la manière prévue par la règle 25 de ces règles.

36.05 1) Dans le présent article, "dossier administratif" s'entend au sens de l'article 1911 de l'Accord de libre-échange nord-américain.

2) Pour l'application de l'article 77.015 de la Loi, le groupe spécial a les pouvoirs, droits et privilèges d'une cour supérieure d'archives pour exiger la production du dossier administratif relatif à une décision finale, à l'exception des renseignements gouvernementaux au sens des règles applicables aux révisions du groupe spécial, et pour procéder à l'examen de ce dossier.

36.06 Pour l'application de l'article 77.019 de la Loi, le comité a les pouvoirs, droits et privilèges suivants d'une cour supérieure d'archives:

- a) exiger la production du dossier de la révision effectuée par un groupe spécial et procéder à l'examen de ce dossier;
- b) dans le cas où la contestation extraordinaire devant le comité se fonde sur les motifs prévus au sous-alinéa 13 a) i) et à l'alinéa 13 b) de l'article 1904 de l'Accord de libre-échange nord-américain:
 - i) exiger la production des documents se rapportant à ces motifs et procéder à leur examen,
 - ii) assigner des témoins, les contraindre à comparaître et les contraindre à présenter toute preuve, sous serment ou sous affirmation solennelle, oralement ou par écrit,
 - iii) faire prêter serment ou recevoir des affirmations solennelles.

36.07 Les personnes suivantes sont désignées pour l'application du paragraphe 77.021 2) de la Loi:

- a) les membres d'un comité;
- b) les adjoints des membres d'un groupe spécial, le personnel d'un groupe spécial, d'un comité ou d'un comité spécial, ou toute personne qui travaille à contrat pour l'un d'eux;
- c) le secrétaire canadien, toute personne qui travaille à contrat pour lui et le personnel de la section canadienne du secrétariat;
- d) le secrétaire mexicain, toute personne qui travaille à contrat pour lui et le personnel de la section mexicaine du secrétariat;
- e) le secrétaire américain, toute personne qui travaille à contrat pour lui et le personnel de la section américaine du secrétariat;
- f) les avocats des participants aux procédures devant un groupe spécial, un comité ou un comité spécial, le professionnel dont il a retenu les services ou qui agit sous sa direction ou sur son ordre et les employés de ces avocats à qui l'accès à des renseignements protégés - confidentiels, personnels, commerciaux de nature exclusive ou autres désignés par règlement - peut être accordé relativement à ces procédures;
- g) toute autre personne à qui l'accès à des renseignements protégés - confidentiels, personnels, commerciaux de nature exclusive ou autres désignés par règlement - est accordé relativement aux procédures visées à la Partie I.1 de la Loi.

3. Le même règlement est modifié par adjonction de ce qui suit:

50. Sont désignés pour l'application du paragraphe 59 3.1) de la Loi le fabricant, le producteur ou l'exportateur de marchandises d'un pays ALENA qui ont présenté une demande de réexamen.

51. Pour l'application des paragraphes 56 1.01) et 58 1.1) de la Loi, la présentation d'une demande de révision ou de réexamen se fait par porteur ou par courrier recommandé au directeur général, Division des droits antidumping et compensateurs, Direction générale des programmes douaniers, Ministère du Revenu national (Douanes et accise), Ottawa (Ontario) K1A 0L5.

52. Pour l'application des paragraphes 56 1.01) et 58 1.1) de la Loi, la demande de révision ou de réexamen doit être accompagnée des renseignements suivants:

- a) l'énoncé des raisons pour lesquelles la décision ou la révision est contestée;
- b) l'énoncé des faits sur lesquels se fonde la demande de révision ou de réexamen;
- c) la preuve à l'appui des faits visés à l'alinéa b);
- d) lorsque la demande de révision ou de réexamen est présentée par l'importateur des marchandises:
 - i) une copie des documents utilisés pour faire la déclaration en détail des marchandises selon les paragraphes 32 1), 3) ou 5) de la Loi sur les douanes,

- ii) dans le cas où le dédouanement des marchandises a été effectué avant la déclaration en détail, une copie des documents utilisés pour faire la déclaration provisoire des marchandises selon le paragraphe 32 2) de la Loi sur les douanes, s'ils diffèrent de ceux visés au sous-alinéa i).

53. Les ministères suivants sont désignés aux fins de la définition de "gouvernement d'un pays ALENA" au paragraphe 2 1) de la Loi, dans son application aux paragraphes 56 1.01), 58 1.1) et 59 3.1) de la Loi:

- a) dans le cas des Etats-Unis, le Department of State;
- b) dans le cas du Mexique, le Secretaria de Comercio y Fomento Industrial (secrétariat du commerce et du développement industriel).

54. Pour l'application de la Loi, le Journal officiel:

- a) des Etats-Unis est le Federal Register;
- b) du Mexique est le Diario Oficial de la Federación.

RESUME DE L'ETUDE D'IMPACT DE LA REGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie du règlement)

AVIS

Aux termes de l'ALENA, celui-ci devrait entrer en vigueur le 1er janvier 1994. Dans ce contexte, il ne reste pas suffisamment de temps pour prépublier le présent règlement concernant l'ALENA. Par conséquent, si l'ALENA entre en vigueur le 1er janvier 1994, le présent règlement entrera en vigueur le même jour. Toutefois, les intéressés ont jusqu'au 1er mars 1994 pour présenter leurs observations à cet égard à la personne-ressource mentionnée dans le présent REIR. Toute modification au règlement qui pourrait en résulter sera faite au cours de l'année 1994.

Description

Le chapitre 19 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) prévoit le règlement binational des différends en matière de droits antidumping et compensateurs. L'article 1904 prévoit une procédure semblable à la procédure d'examen des décisions finales en matière de droits antidumping et compensateurs dans le cadre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis (ALE). Comme dans le cas de l'ALE, les parties conviennent de modifier leurs lois et règlements, s'il y a lieu, afin de respecter les obligations de l'article 1904 de l'ALENA. Les modifications apportées au Règlement sur les mesures spéciales d'importation sont nécessaires pour respecter cet engagement.

Les modifications ajoutent au règlement en question certaines dispositions de notification que nécessite la mise en oeuvre de la procédure de règlement des différends exposée au chapitre 19 de l'ALENA. Le règlement confère les pouvoirs, droits et privilèges d'une cour supérieure d'archives à des groupes spéciaux binationaux et à des comités de contestation extraordinaire. Les pouvoirs, droits et privilèges des comités spéciaux y sont également énoncés. Les personnes tenues de se conformer aux exigences des ordonnances de divulgation y sont désignées. Les modifications exposent la procédure

à suivre et les renseignements à fournir pour certaines demandes de réexamen touchant des produits importés. Enfin, les modifications précisent les publications officielles de chaque pays de l'ALENA.

Solutions envisagées

Les points traités dans les modifications sont nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de la procédure de règlement binational des différends. Aucune autre mesure n'a été envisagée.

Avantages et coûts

La procédure de règlement binational des différends en matière de droits antidumping et compensateurs instaurée par le Canada et les Etats-Unis dans le cadre de l'ALE s'est avérée un moyen efficace et plus opportun qui permet aux intervenants canadiens de contester les décisions des Etats-Unis au sujet des recours commerciaux.

Le chapitre 19 de l'ALENA renferme toutes les dispositions de l'ALE relativement au règlement des différends et prévoit l'application de la procédure au Mexique. Ces dispositions visent à empêcher les trois pays de l'ALENA de recourir abusivement au système des droits antidumping et compensateurs dans le but de permettre aux exportateurs de livrer concurrence dans des conditions plus stables, plus prévisibles et plus équitables. Les producteurs des trois pays de l'ALENA conservent le droit de demander réparation en cas de dumping ou de subventions à l'importation, mais toute mesure de protection accordée sous forme de droits antidumping ou compensateurs pourra être contestée et soumise à l'examen d'un groupe binational qui déterminera si les lois en vigueur ont été appliquées correctement et convenablement.

Comme dans le cas de l'ALE, les décisions rendues par un groupe binational seront exécutoires. Si le groupe binational décide que la loi a été dûment appliquée, l'affaire est close. S'il conclut que l'autorité administrative (le Département du commerce ou la Commission du commerce international aux Etats-Unis, le secrétariat au commerce et au développement industriel au Mexique et le Ministère du Revenu national et le Tribunal canadien du commerce extérieur au Canada) a fait erreur, en se fondant sur les mêmes critères qu'aurait appliqués un tribunal national, il peut renvoyer la question à l'autorité administrative afin que l'erreur soit corrigée et qu'une nouvelle décision soit rendue.

Consultations

L'Accord de libre-échange nord-américain, qui a été déposé à la Chambre le 17 décembre 1992, est l'aboutissement de négociations approfondies entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique. Le gouvernement a publié le texte de l'Accord, ainsi qu'un synopsis. Ces documents ont servi aux consultations publiques portant sur l'ALENA et sur la procédure de règlement des différends prévue au chapitre 19 en matière de droits antidumping et compensateurs.

Respect et exécution

Le règlement sera appliqué par le Ministère du Revenu national, le Tribunal canadien du commerce extérieur et le secrétariat canadien de la section canadienne du secrétariat créé aux termes de l'article 2002 de l'ALENA. Aucun mécanisme de conformité n'est requis.

Personnes-ressources

Susan Spencer
Division des relations économiques internationales
Ministère des finances
140, rue O'Connor
14ème étage
Ottawa (Ontario)
(613) 995-1966

Dan Hermosa
Avocat
Services juridiques
Ministère des finances
140, rue O'Connor
21ème étage
Ottawa (Ontario)
(613) 992-5413

Christianne Laizner
Avocate
Services juridiques - Commerce extérieur
Affaire extérieures et commerce extérieur Canada
125, avenue Sussex
Ottawa (Ontario)
(613) 944-4125

Enregistrement
DORS/95-26 20 décembre 1994

LOI SUR LES MESURES SPECIALES D'IMPORTATION

Règlement sur les mesures spéciales d'importation - Modification

C.P. 1994-2156 20 décembre 1994

Sur recommandation du Ministre des finances et en vertu de l'article 97* de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil de modifier, conformément à l'annexe ci-après, le Règlement sur les mesures spéciales d'importation, pris par le Décret C.P. 1984-3728 du 22 novembre 1984**, lesquelles modifications entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 184 de la Loi portant mise en oeuvre de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, chapitre 47 des Lois du Canada (1994).

ANNEXE

44. L'article 2 du Règlement sur les mesures spéciales d'importation est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit:

"activité de développement préconcurrentielle" S'entend:

- a) de la concrétisation de découvertes de la recherche industrielle en un plan, un schéma, un dessin ou un premier prototype non commercial en vue de la création, de la modification ou de l'amélioration de produits, de procédés ou de services;
- b) de la formulation conceptuelle et du dessin de produits, de procédés ou de services;
- c) des projets de démonstration initiale et des projets pilotes qui ne peuvent être convertis en une utilisation industrielle ou commerciale. (pre-competitive development activity)

"période de démarrage de la production" Période qui:

- a) commence à la date du début:
 - i) soit de l'utilisation de nouvelles installations de production aux fins de la production commerciale,
 - ii) soit de la production commerciale d'un produit qui est nouveau ou sensiblement différent des produits précédemment produits par le producteur et qui exige une technologie ou de l'équipement de production nouveaux ou sensiblement différents de ceux utilisés précédemment par le producteur;

*L.C. 1994, ch. 47, art. 184.

**DORS/84-927, Gazette du Canada Partie II, 1984, page 4286.

- b) se termine à la date où le niveau de production n'est plus limité de façon marquée par des difficultés techniques liées à l'utilisation des nouvelles installations ou à la production du produit nouveau ou sensiblement différent. (start-up period of production)

"recherche industrielle" Recherche visant la découverte de connaissances utiles au développement de nouveaux produits, procédés ou services ou à l'amélioration sensible des produits, procédés ou services existants. (industrial-research)

45. Les alinéas 11 b) et c) du même règlement sont remplacés par ce qui suit:

- b) le terme "un montant raisonnable pour les bénéfices" désigne un montant égal:
 - i) si l'exportateur a effectué dans le pays d'exportation un nombre de ventes de marchandises similaires qui sont destinées à être utilisées dans ce pays, lesquelles ventes ont dans l'ensemble produit des bénéfices et permettent une comparaison utile, à la moyenne pondérée des bénéfices réalisés sur ces ventes,
 - ii) si le sous-alinéa i) n'est pas applicable, mais que l'exportateur a effectué dans le pays d'exportation un nombre de ventes de marchandises qui sont de la même catégorie générale que celles vendues à l'importateur se trouvant au Canada et qui sont destinées à être utilisées dans le pays d'exportation, lesquelles ventes ont dans l'ensemble produit des bénéfices et permettent une comparaison utile, à la moyenne pondérée des bénéfices réalisés sur ces ventes,
 - iii) si les sous-alinéas i) et ii) ne sont pas applicables, mais que des producteurs, autres que l'exportateur, ont effectué dans le pays d'exportation un nombre de ventes de marchandises similaires qui sont destinées à être utilisées dans ce pays, lesquelles ventes ont dans l'ensemble produit des bénéfices et permettent une comparaison utile, à la moyenne pondérée des bénéfices réalisés sur ces ventes,
 - iv) si les sous-alinéas i) à iii) ne sont pas applicables, mais que des producteurs, autres que l'exportateur, ont effectué dans le pays d'exportation un nombre de ventes de marchandises qui sont de la même catégorie générale que celles vendues à l'importateur se trouvant au Canada et qui sont destinées à être utilisées dans le pays d'exportation, lesquelles ventes ont dans l'ensemble produit des bénéfices et permettent une comparaison utile, à la moyenne pondérée des bénéfices réalisés sur ces ventes,
 - v) si les sous-alinéas i) à iv) ne sont pas applicables, mais que l'exportateur a effectué dans le pays d'exportation un nombre de ventes de marchandises qui sont de la gamme ou du groupe suivant qui comprend la catégorie visée au sous-alinéa iv) et qui sont destinées à être utilisées dans ce pays, lesquelles ventes ont dans l'ensemble produit des bénéfices et permettent une comparaison utile, à la moyenne pondérée des bénéfices réalisés sur ces ventes,
 - vi) si les sous-alinéas i) à v) ne sont pas applicables, mais que des producteurs, autres que l'exportateur, ont effectué dans le pays d'exportation un nombre de ventes de marchandises qui sont de la gamme ou du groupe suivant qui comprend la catégorie visée au sous-alinéa iv) et qui sont destinées à être

utilisées dans ce pays, lesquelles ventes ont dans l'ensemble produit des bénéfices et permettent une comparaison utile, à la moyenne pondérée des bénéfices réalisés sur ces ventes;

- c) le terme "un montant raisonnable pour les frais, notamment les frais administratifs et les frais de vente" désigne:
 - i) un montant égal à la moyenne de l'ensemble des frais administratifs, des frais de vente et autres frais, notamment le coût de toute garantie contre les vices de fabrication ou de toute garantie de fonctionnement et les coûts des travaux de conception ou d'ingénierie, qui ne sont pas compris dans le coût de production, mais qui sont attribuables aux ventes intérieures de marchandises similaires par l'exportateur qui satisfont au plus grand nombre de conditions énoncées aux alinéas 15 a) à e) de la Loi, compte tenu du paragraphe 16 1) de la Loi,
 - ii) si un tel montant ne peut être déterminé conformément au sous-alinéa i), un montant égal à l'ensemble des frais administratifs, des frais de vente et autres frais, notamment le coût de toute garantie contre les vices de fabrication ou de toute garantie de fonctionnement et les coûts des travaux de conception ou d'ingénierie, qui ne sont pas compris dans le coût de production, mais qui sont attribuables aux marchandises.

46. Les articles 12 et 13 du même règlement sont remplacés par ce qui suit:

12. S'il est impossible, pour l'application du sous-alinéa 11 a) ii), d'établir les coûts directs de conception ou d'ingénierie pour les marchandises (appelées dans le présent article "marchandises mentionnées en premier lieu"), mais qu'ils peuvent l'être pour des marchandises de la même catégorie générale qui sont produites et vendues par l'exportateur ou tout autre exportateur ou producteur des marchandises mentionnées en premier lieu, ces coûts sont considérés comme étant le montant qui correspond aux coûts de conception ou d'ingénierie des marchandises de la même catégorie générale, rectifiés pour tenir compte de la valeur de toute différence entre les travaux de conception ou d'ingénierie propres aux marchandises mentionnées en premier lieu et ceux propres aux marchandises de la même catégorie générale.

13. Pour l'application de l'alinéa 11 b):

- a) les ventes qui permettent une comparaison utile sont les ventes, autres que celles visées aux alinéas 16 2) a) ou b) de la Loi, qui satisfont au plus grand nombre de conditions énoncées aux alinéas 15 a) à e) de la Loi, compte tenu du paragraphe 16 1) de la Loi;
- b) le prix des marchandises similaires est rectifié de la manière prévue aux articles 3 à 10;
- c) le prix des marchandises de la même catégorie générale ou des marchandises de la gamme ou du groupe suivant qui comprend la catégorie visée au sous-alinéa 11 b) iv) est rectifié de la manière prévue aux articles 3 à 10 et, à cette fin, les mentions dans ces articles de "marchandises similaires" valent mention de "marchandises de la même catégorie générale" ou de "marchandises de la gamme ou du groupe suivant qui comprend la catégorie visée au sous-alinéa 11 b) iv)", selon le cas.

13.1 Pour l'application de l'article 23.1 de la Loi, le coût de production des marchandises et les autres frais afférents pour la période de démarrage de la production, notamment les frais administratifs et les frais de vente, qui:

- a) sont touchés par des activités de démarrage qui limitent le niveau de production durant les phases initiales de la production commerciale en raison des difficultés techniques durant la période de démarrage de la production qui sont liées à l'utilisation des nouvelles installations de production ou à la production du produit nouveau ou sensiblement différent sont déterminés selon les coûts applicables à la fin de cette période ou, si elle dépasse la période visée par l'enquête, à ceux applicables à la fin de celle-ci;
- b) ne sont pas touchés par de telles activités sont déterminés conformément aux alinéas 11 a) et c) et à l'article 12.

47. Le même règlement est modifié par adjonction, après l'article 25, de ce qui suit:

Mouvements durables des taux de change

25.1 Pour l'application de l'article 30.2 de la Loi, lorsqu'une vente de marchandises à un importateur se trouvant au Canada est effectuée au cours d'une période où il y a des mouvements durables des taux de change ayant pour effet de faire augmenter la valeur de la monnaie étrangère par rapport au dollar canadien, et que le prix de vente de l'exportateur pour ces marchandises est rajusté en conséquence par rapport au prix qui était pratiqué soixante jours avant la date de cette vente, le prix à l'exportation des marchandises est rajusté en le multipliant par le résultat obtenu lorsque le taux de change, prévu à l'article 5 du Règlement relatif au change sur les monnaies aux fins de l'évaluation des droits de douane, en vigueur à la date de la vente à l'égard de la monnaie étrangère est divisé par la moyenne du taux de change, prévu à cet article, en vigueur à l'égard de cette monnaie pour les trente jours précédant le soixantième jour avant la date de la vente.

PARTIE I.1

MARGE DE DUMPING FONDÉE SUR LE POURCENTAGE OU L'ÉCHANTILLONNAGE

25.2 1) Pour l'application du paragraphe 30.3 3) de la Loi, la marge de dumping relative aux marchandises qui n'ont pas été incluses dans le pourcentage ou l'échantillonnage, selon le cas, et relativement auxquelles la marge de dumping n'a pas été établie en application du paragraphe 30.3 2) de la Loi est:

- a) égale à la moyenne pondérée des marges de dumping établies à la suite de l'application des articles 15 à 28 et 30 de la Loi, sauf l'alinéa 25 1) e), relativement aux marchandises qui proviennent du même pays et qui sont incluses dans le pourcentage ou l'échantillonnage;
- b) s'il est impossible d'établir une marge de dumping en application de l'alinéa a), égale à la moyenne pondérée des marges de dumping établies à la suite de l'application des articles 15 à 28 et 30 de la Loi, sauf l'alinéa 25 1) e), relativement aux marchandises

qui proviennent de tous les autres pays dont les marchandises sont en cause et qui sont incluses dans un pourcentage ou un échantillonnage;

- c) s'il est impossible d'établir une marge de dumping en application des alinéas a) ou b), déterminée de façon raisonnable, compte tenu des renseignements disponibles.

2) Les marges de dumping minimales ne sont pas prises en compte dans l'établissement de la marge de dumping visée au paragraphe 1).

PARTIE I.2

SUBVENTIONS NE DONNANT PAS LIEU A UNE ACTION

25.3 1) Pour l'application de l'alinéa b) de la définition de "subventions ne donnant pas lieu à une action" au paragraphe 2 1) de la Loi, une subvention est une subvention ne donnant pas lieu à une action:

- a) lorsque, s'agissant d'une aide à la recherche industrielle, autre que pour la production d'aéronefs civils ou de pièces d'aéronefs civils, elle ne représente pas plus de 75 pour cent des frais admissibles au titre de la recherche industrielle;
- b) lorsque, s'agissant d'une aide au développement préconcurrentielle, autre que pour la production d'aéronefs civils ou de pièces d'aéronefs civils, elle ne représente pas plus de 50 pour cent des frais admissibles au titre de l'activité de développement préconcurrentielle;
- c) lorsque, s'agissant d'une aide à une région défavorisée, elle:
 - i) est fournie à une région défavorisée admissible à l'intérieur du territoire de l'autorité subventionnaire,
 - ii) n'est pas accordée exclusivement à une entreprise d'une telle région,
 - iii) est accordée selon un cadre de politique de développement régional d'application générale dans le territoire de l'autorité subventionnaire;
- d) lorsque, s'agissant d'une aide à l'adaptation d'installations existantes à de nouvelles normes environnementales, elle:
 - i) est limitée aux installations qui, à la date d'entrée en vigueur de ces normes, étaient en opération depuis au moins deux ans,
 - ii) est accordée une seule fois,
 - iii) ne représente pas plus de 20 pour cent du coût de cette adaptation,
 - iv) ne couvre pas le coût du remplacement ou du fonctionnement de tout matériel lié à l'adaptation, ni le coût de production, les frais administratifs, les frais de vente ou autres coûts connexes,

- v) est disponible pour toutes les personnes dont les installations sont visées au sous-alinéa i) et qui peuvent en pratique installer le matériel ou mettre en place les procédés de production nécessaires à l'adaptation;
- e) lorsque, s'agissant d'une aide à des activités de recherche menées par des établissements d'enseignement supérieur et des centres de recherche indépendants, elle est destinée à la recherche qui, à la fois:
 - i) vise l'élargissement des connaissances scientifiques et techniques générales,
 - ii) n'est pas directement lié à des objectifs industriels ou commerciaux,
 - iii) est menée de façon indépendante.
- 2) Pour l'application des alinéas 1) a) et b), les frais admissibles au titre de la recherche industrielle ou de l'activité de développement préconcurrentielle sont les suivants:
 - a) le coût de la main-d'oeuvre employée exclusivement pour la recherche ou l'activité;
 - b) le coût des instruments, du matériel, des terrains et des bâtiments servant exclusivement et en permanence, sauf en cas de cession sur une base commerciale, à la recherche ou à l'activité;
 - c) le coût des services de consultants et l'acquisition de la propriété intellectuelle et du développement de celle-ci qui sont utilisés exclusivement pour la recherche ou l'activité;
 - d) les frais généraux supplémentaires engagés directement par suite de la recherche ou de l'activité;
 - e) le coût des matériaux et des fournitures servant directement à la recherche ou à l'activité.
- 3) Pour l'application du sous-alinéa 1 c) i), une région est une région défavorisée admissible si, à la fois:
 - a) elle est une zone géographique d'un seul tenant, clairement désignée à l'intérieur du territoire de l'autorité subventionnaire et dotée d'une économie et d'une administration régionales distinctes;
 - b) elle est considérée comme défavorisée en fonction des critères économiques objectifs énoncés dans un document public, notamment un texte législatif, réglementaire ou administratif, y compris au moins un des critères suivants:
 - i) le revenu par habitant, le revenu du ménage par habitant où le produit intérieur brut par habitant est inférieur à 85 pour cent de la moyenne du territoire en cause, établi sur une période de trois ans,
 - ii) le taux de chômage est égal à au moins 110 pour cent du taux de chômage moyen du territoire en cause, établi sur une période de trois ans;
 - c) son état défavorisé ne résulte pas de conditions économiques temporaires.

48. L'alinéa 26 b) du même règlement est remplacé par ce qui suit:

- b) le montant de tout droit, taxe ou autre prélèvement imposé par un gouvernement au bénéficiaire de l'avantage de la subvention pour compenser la subvention;

49. Le même règlement est modifié par adjonction, après l'article 27, de ce qui suit:

27.1 1) Les sommes relatives à un transfert direct de fonds ou d'éléments de passif qui résulte de pratiques gouvernementales sont traitées comme la prime visée à l'article 27.

2) Les sommes qui, en l'absence d'une exonération ou d'une déduction, seraient perçues par le gouvernement et les recettes publiques qui sont abandonnées ou non perçues sont traitées comme la prime visée à l'article 27.

50. Les articles 28 à 30 du même règlement sont remplacés par ce qui suit:

28. Dans les cas où la subvention pour des marchandises subventionnées est octroyée sous forme de prêt à taux préférentiel, le montant de subvention se détermine par la répartition, conformément aux principes comptables généralement reconnus, sur la quantité de marchandises visée à l'article 31, de la valeur actuelle de la somme des montants suivants:

- a) le montant déterminé conformément à l'article 29;
- b) les frais, autres que les intérêts, qu'aurait engagés le bénéficiaire du prêt à l'égard d'un prêt commercial non garanti qu'il aurait pu obtenir.

La valeur actuelle est calculée à la date de la vente des marchandises subventionnées à l'importateur se trouvant au Canada et par rapport au taux d'escompte visé à l'article 30.

29. 1) Le montant visé à l'alinéa 28 a) correspond à la différence entre les montants suivants:

- a) les intérêts qui seraient payables par le bénéficiaire du prêt à taux préférentiel pour un prêt commercial non garanti dans la même monnaie que celle qui est exprimée dans le prêt à taux préférentiel et selon les mêmes modalités de crédit, autres que le taux d'intérêt, que celles de ce prêt;

- b) les intérêts payables sur le prêt à taux préférentiel.

2) Pour l'application de l'alinéa 1 a), le taux d'intérêt applicable est le suivant:

- a) le taux d'intérêt en vigueur à la date du prêt à taux préférentiel dans le territoire du gouvernement qui l'a consenti et applicable aux prêts commerciaux non garantis qu'aurait pu obtenir le bénéficiaire du prêt à taux préférentiel dans la même monnaie que celle qui est exprimée dans le prêt à taux préférentiel et selon des modalités de crédit, autres que le taux d'intérêt, comparables;

- b) en l'absence du taux d'intérêt visé à l'alinéa a) ou dans l'impossibilité de le déterminer, le taux d'intérêt en vigueur à la date du prêt à taux préférentiel dans le territoire du gouvernement qui l'a consenti et applicable aux prêts commerciaux non garantis qu'aurait pu obtenir le bénéficiaire du prêt à taux préférentiel dans la même monnaie

que celle exprimée dans le prêt à taux préférentiel et selon des modalités de crédit, autres que le taux d'intérêt, qui s'approchent le plus de celles de ce prêt;

- c) en l'absence des taux d'intérêt visés aux alinéas a) et b) ou dans l'impossibilité de les déterminer, le taux d'intérêt en vigueur à la date du prêt à taux préférentiel dans le territoire du gouvernement qui l'a consenti et applicable aux prêts commerciaux non garantis qu'auraient pu obtenir les producteurs suivants dans la même monnaie que celle exprimée dans le prêt à taux préférentiel et selon des modalités de crédit, autres que le taux d'intérêt, qui s'approchent le plus de celles de ce prêt:
 - i) les producteurs de marchandises similaires dont la cote de crédit se compare à celle du bénéficiaire du prêt à taux préférentiel ou, à défaut, s'en approche,
 - ii) si le sous-alinéa i) n'est pas applicable, les producteurs de marchandises de la même catégorie générale dont la cote de crédit se compare à celle du bénéficiaire du prêt à taux préférentiel ou, à défaut, s'en approche,
 - iii) si les sous-alinéas i) et ii) ne sont pas applicables, les producteurs de marchandises de la gamme ou du groupe suivant qui comprend la catégorie visée au sous-alinéa ii) dont la cote de crédit se compare à celle du bénéficiaire du prêt à taux préférentiel ou, à défaut, s'en approche.

30. Pour l'application de l'article 28, le taux d'escompte est égal au taux d'intérêt déterminé conformément au paragraphe 29 2).

8. Le même règlement est modifié par adjonction, après l'article 31, de ce qui suit:

Garantie d'emprunt

31.1 1) Dans les cas où la subvention pour des marchandises subventionnées est octroyée sous forme de garantie d'emprunt, le montant de subvention se détermine par la répartition, conformément aux principes comptables généralement reconnus, sur la quantité de marchandises visée au paragraphe 2), de la valeur actuelle de la différence entre les montants suivants:

- a) la somme des intérêts et des frais administratifs que le bénéficiaire de la garantie aurait à payer si le prêt n'était pas garanti;
- b) la somme des intérêts et des frais administratifs qu'il aura à payer à l'égard du prêt garanti.

La valeur actuelle est calculée à la date de la vente des marchandises subventionnées à l'importateur se trouvant au Canada et par rapport au taux d'escompte visé au paragraphe 3).

- 2) Pour l'application du paragraphe 1), la quantité de marchandises est:
 - a) dans les cas où le prêt garanti devait ou doit servir aux dépenses d'exploitation découlant de la production, de l'achat, de la distribution, du transport, de la vente, de l'exportation ou de l'importation de marchandises subventionnées, la quantité totale estimative des marchandises subventionnées auxquelles s'applique le prêt;

- b) dans le cas où le prêt garanti devait ou doit servir à l'achat ou à la construction d'immobilisations, la quantité totale estimative des marchandises subventionnées pour la production, l'achat, la distribution, le transport, la vente, l'exportation ou l'importation desquelles les immobilisations ont été ou seront utilisées pendant leur durée utile prévue;
 - c) dans le cas où le prêt garanti devait ou doit servir à une fin non mentionnée aux alinéas a) ou b), ou à une fin inconnue, la quantité totale estimative des marchandises subventionnées dont la production, l'achat, la distribution, le transport, la vente, l'exportation ou l'importation ont été ou seront effectués par le bénéficiaire du prêt garanti pendant la moyenne pondérée de la durée utile, ne dépassant pas 10 ans, des immobilisations utilisées par la branche de production de celui-ci.
- 3) Pour l'application du paragraphe 1), le taux d'escompte est le suivant:
- a) le taux d'intérêt en vigueur à la date du prêt garanti dans le territoire du gouvernement qui a fourni la garantie et applicable aux prêts commerciaux qu'aurait pu obtenir le bénéficiaire de la garantie dans la même monnaie que celle exprimée dans le prêt garanti et selon des modalités de crédit, autres que le taux d'intérêt, comparables;
 - b) en l'absence du taux d'intérêt visé à l'alinéa a) ou dans l'impossibilité de le déterminer, le taux d'intérêt en vigueur à la date du prêt garanti dans le territoire du gouvernement qui a fourni la garantie et applicable aux prêts commerciaux qu'aurait pu obtenir le bénéficiaire de la garantie dans la même monnaie que celle exprimée dans le prêt garanti et selon les modalités de crédit, autres que le taux d'intérêt, qui s'approchent le plus de celles de ce prêt;
 - c) en l'absence des taux d'intérêt visés aux alinéas a) et b) ou dans l'impossibilité de les déterminer, le taux d'intérêt en vigueur à la date du prêt garanti dans le territoire du gouvernement qui a fourni la garantie et applicable aux prêts commerciaux qu'auraient pu obtenir les producteurs suivants dans la même monnaie que celle exprimée dans le prêt et selon des modalités de crédit, autres que le taux d'intérêt, qui s'approchent le plus de celles de ce prêt:
 - i) les producteurs de marchandises similaires dont la cote de crédit se compare à celle du bénéficiaire du prêt garanti ou, à défaut, s'en approche,
 - ii) si le sous-alinéa i) n'est pas applicable, les producteurs de marchandises de la même catégorie générale dont la cote de crédit se compare à celle du bénéficiaire du prêt garanti ou, à défaut, s'en approche,
 - iii) si les sous-alinéas i) et ii) ne sont pas applicables, les producteurs de marchandises de la gamme ou du groupe suivant qui comprend la catégorie visée au sous-alinéa ii) dont la cote de crédit se compare à celle du bénéficiaire du prêt garanti ou, à défaut, s'en approche.
9. L'article 34 du même règlement est remplacé par ce qui suit:
34. 1) Le montant visé à l'article 33 correspond à la valeur actuelle des intérêts, déterminée à la date de la vente des marchandises à l'importateur se trouvant au Canada et par rapport au taux

d'escompte visé au paragraphe 2), qui auraient été payables par le bénéficiaire du report des impôts sur le revenu à l'égard d'un prêt commercial d'un montant égal au montant des impôts reportés, pour une période égale à celle du report et selon des modalités de remboursement semblables au calendrier de versement d'impôts qui s'applique aux impôts reportés, le taux d'intérêt applicable à un tel prêt étant égal, selon le cas:

- a) au taux d'intérêt en vigueur à la date où les impôts auraient dû être payés s'ils n'avaient pas été reportés, dans le territoire du gouvernement qui a accordé le report, et applicable aux prêts commerciaux qu'aurait pu obtenir le bénéficiaire du report pour une période et selon des modalités de remboursement comparables à la période et au calendrier de versement qui s'appliquent au report;
- b) en l'absence du taux d'intérêt visé à l'alinéa a) ou dans l'impossibilité de le déterminer, au taux d'intérêt en vigueur à la date où les impôts auraient dû être payés s'ils n'avaient pas été reportés, dans le territoire du gouvernement qui a accordé le report, et applicable aux prêts commerciaux qu'aurait pu obtenir le bénéficiaire du report pour une période et selon des modalités de remboursement s'approchant le plus possible de la période et du calendrier de versement qui s'appliquent au report;
- c) en l'absence des taux d'intérêt visés aux alinéas a) et b) ou dans l'impossibilité de les déterminer, au taux d'intérêt en vigueur à la date où les impôts auraient dû être payés s'ils n'avaient pas été reportés, dans le territoire du gouvernement qui a accordé le report, et applicable aux prêts commerciaux qu'auraient pu obtenir les producteurs suivants pour une période et selon des modalités de remboursement s'approchant le plus de la période et du calendrier de versement qui s'appliquent au report:
 - i) les producteurs de marchandises similaires dont la cote de crédit se compare à celle du bénéficiaire du report ou, à défaut, s'en approche,
 - ii) si le sous-alinéa i) n'est pas applicable, les producteurs de marchandises de la même catégorie générale dont la cote de crédit se compare à celle du bénéficiaire du report ou, à défaut, s'en approche,
 - iii) si les sous-alinéas i) et ii) ne sont pas applicables, les producteurs de marchandises de la gamme ou du groupe suivant qui comprend la catégorie visée au sous-alinéa ii) dont la cote de crédit se compare à celle du bénéficiaire du report ou, à défaut, s'en approche.

2) Pour l'application du paragraphe 1), le taux d'escompte est égal au taux d'intérêt déterminé conformément à ce paragraphe.

10. Le même règlement est modifié par adjonction, après l'article 35, de ce qui suit:

Acquisition d'actions

35.1 Dans les cas où la subvention pour des marchandises subventionnées est octroyée par un gouvernement sous forme d'acquisition d'actions d'une entreprise dotée de la personnalité morale, le montant de subvention se détermine par la répartition, conformément aux principes comptables

généralement reconnus, sur la quantité totale estimative des marchandises subventionnées auxquelles la subvention s'applique, de la différence entre :

- a) le montant que le gouvernement a payé ou est convenu de payer pour les actions;
- b) la juste valeur marchande des actions, immédiatement avant que soit rendue publique la décision du gouvernement de les acquérir.

Achat de biens

35.2 Dans les cas où la subvention pour des marchandises subventionnées est octroyée par un gouvernement sous forme d'achat de biens, le montant de subvention se détermine par la répartition, conformément aux principes comptables généralement reconnus, sur la quantité totale estimative des marchandises subventionnées auxquelles la subvention s'applique, de la différence entre:

- a) le montant que le gouvernement a payé ou est convenu de payer pour les biens;
- b) la juste valeur marchande des biens dans le territoire de ce gouvernement.

11. L'article 36 du même règlement est remplacé par ce qui suit:

36. Dans les cas où la subvention pour des marchandises subventionnées est octroyée par un gouvernement sous forme de biens ou de services, le montant de subvention se détermine par la répartition, conformément aux principes comptables généralement reconnus, sur la quantité totale estimative des marchandises subventionnées auxquelles la subvention s'applique, de la différence entre:

- a) la juste valeur marchande des biens ou des services dans le territoire du gouvernement;
- b) le prix auquel les biens ou les services ont été fournis par le gouvernement.

12. L'article 37 du même règlement et l'intertitre "Produit agricole" le précédant sont remplacés par ce qui suit:

Renseignements - dossier complet

37. Pour l'application du sous-alinéa b) ii) de la définition de "dossier complet" au paragraphe 2 1) de la Loi, les renseignements à fournir par le plaignant sont les suivants:

- a) le volume et la valeur de sa production intérieure de marchandises similaires;
- b) une liste de tous les producteurs de marchandises similaires au Canada et des associations de tels producteurs au Canada, connus de lui;
- c) les renseignements raisonnablement accessibles au plaignant relativement au volume et à la valeur estimatives de la production de marchandises similaires par les producteurs visés à l'alinéa b);

- d) le nom de tous les producteurs ou exportateurs étrangers des marchandises présumées sous-évaluées ou subventionnées, connus de lui;
- e) le nom de tous les importateurs au Canada des marchandises présumées sous-évaluées ou subventionnées, connus de lui;
- f) les renseignements raisonnablement accessibles au plaignant sur l'évolution du volume des importations des marchandises présumées sous-évaluées ou subventionnées;
- g) les renseignements raisonnablement accessibles au plaignant sur l'effet des importations des marchandises présumées sous-évaluées ou subventionnées sur le prix des marchandises similaires au Canada.

Domage, retard ou menace de dommage

37.1 1) Les facteurs pris en compte pour décider si le dumping ou le subventionnement de marchandises cause un dommage ou un retard sont les suivants:

- a) le volume des marchandises sous-évaluées ou subventionnées et, plus précisément, s'il y a eu une augmentation marquée du volume des importations des marchandises sous-évaluées ou subventionnées, soit en quantité absolue, soit par rapport à la production ou à la consommation de marchandises similaires;
- b) l'effet des marchandises sous-évaluées ou subventionnées sur le prix des marchandises similaires et, plus particulièrement, si les marchandises sous-évaluées ou subventionnées ont, de façon marquée, mené:
 - i) soit à la sous-cotation du prix des marchandises similaires,
 - ii) soit à la baisse du prix des marchandises similaires,
 - iii) soit à la compression du prix des marchandises similaires en empêchant les augmentations de prix qui par ailleurs se seraient vraisemblablement produites pour ces marchandises;
- c) l'incidence des marchandises sous-évaluées ou subventionnées sur la situation de la branche de production nationale et, plus précisément, tous les facteurs et indices économiques pertinents influant sur cette situation, y compris:
 - i) tout déclin réel ou potentiel dans la production, les ventes, la part de marché, les bénéfices, la productivité, le rendement sur capital investi ou l'utilisation de la capacité de la branche de production,
 - ii) toute incidence négative réelle ou potentielle sur les liquidités, les stocks, les emplois, les salaires, la croissance ou la capacité de financement,
 - iii) dans le cas des produits agricoles qui sont subventionnés, y compris tout produit qui est un produit ou une marchandise agricole aux termes d'une loi fédérale

ou provinciale, toute augmentation du fardeau subi par un programme de soutien gouvernemental;

- d) tout autre facteur pertinent, compte tenu des circonstances.
- 2) Les facteurs pris en compte pour décider si le dumping ou le subventionnement de marchandises menace de causer un dommage sont les suivants:
- a) la nature de la subvention en cause et les répercussions qu'elle aura vraisemblablement sur le commerce;
 - b) s'il y a eu un taux d'augmentation marquée des marchandises sous-évaluées ou subventionnées importées au Canada qui indique qu'il y aura vraisemblablement une augmentation importante des importations au Canada des marchandises sous-évaluées ou subventionnées;
 - c) s'il y a une capacité disponible accessible suffisante ou une augmentation imminente et marquée dans la capacité d'un exportateur, laquelle indique qu'il y aura vraisemblablement une augmentation importante du volume des marchandises sous-évaluées ou subventionnées, compte tenu de l'existence d'autres marchés d'exportation pouvant absorber des exportations additionnelles;
 - d) la possibilité d'un changement de production dans le cas où les installations qui peuvent servir à produire les marchandises servent à la production d'autres marchandises;
 - e) si les marchandises sont importées sur le marché national à des prix qui auront vraisemblablement pour effet de faire baisser ou de comprimer de façon marquée les prix de marchandises similaires et d'accroître la demande en importations additionnelles de ces marchandises;
 - f) les stocks de marchandises;
 - g) l'incidence négative réelle et potentielle sur les efforts déployés pour le développement et la production, y compris ceux déployés pour produire une version modifiée ou améliorée de marchandises similaires;
 - h) tout autre facteur pertinent, compte tenu des circonstances.
- 3) En outre, les facteurs pris en compte pour décider si le dumping ou le subventionnement de marchandises cause un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage sont les suivants:
- a) s'il y a un lien de causalité entre le dumping ou le subventionnement des marchandises et le dommage, le retard ou la menace de dommage, selon les éléments suivants:
 - i) le volume et le prix des importations de marchandises similaires qui ne sont pas sous-évaluées ou subventionnées,
 - ii) la contraction de la demande pour les marchandises ou les marchandises similaires,

- iii) les changements dans les modèles de consommation des marchandises ou des marchandises similaires,
 - iv) les pratiques commerciales restrictives des producteurs étrangers et nationaux, ainsi que la concurrence qui existe entre eux,
 - v) les progrès technologiques,
 - vi) le rendement à l'exportation et la productivité de la branche de production nationale à l'égard des marchandises similaires,
 - vii) tout autre facteur pertinent, compte tenu des circonstances;
- b) s'il y a des facteurs, autres que le dumping ou le subventionnement des marchandises, qui ont causé un dommage ou un retard ou qui menacent de causer un dommage.

13. L'article 44 du même règlement est remplacé par ce qui suit:

44. 1) Sous réserve du paragraphe 2) et de l'article 45, si un montant utilisé ou pris en compte pour l'application de la Loi est exprimé dans la monnaie d'un pays étranger, l'équivalent en dollars canadiens est égal au produit du montant en monnaie étrangère par le taux de change, prévu à l'article 5 du Règlement relatif au change sur les monnaies aux fins de l'évaluation des droits de douane, en vigueur à la date de la vente à l'égard de cette monnaie.

2) Lorsqu'une vente de devises étrangères sur les marchés à terme est directement liée à la vente à l'exportation à un importateur se trouvant au Canada, le taux de change pratiqué pour la vente à terme est utilisé au lieu du taux de change visé au paragraphe 1).

14. L'article 47¹ du même règlement est remplacé par ce qui suit:

47. Pour l'application des paragraphes 56 1.1) et 58 2) de la Loi, la demande de révision ou de réexamen est envoyée par messenger ou par courrier recommandé au directeur général. Division des droits antidumping et compensateurs. Direction générale de l'administration des politiques commerciales, Revenu Canada, Ottawa (Ontario) K1A 0L5.

15. L'article 51² du même règlement est remplacé par ce qui suit:

51. Pour l'application des paragraphes 56 1.01) et 58 1.1) de la Loi, la demande de révision ou de réexamen est envoyée par messenger ou par courrier recommandé au directeur général, Division des droits antidumping et compensateurs, Direction générale de l'administration des politiques commerciales, Revenu Canada, Ottawa (Ontario) K1A 0L5.

16. Le même règlement est modifié par adjonction, après l'article 54, de ce qui suit:

55. 1) Pour l'application du paragraphe 13.2 2) de la Loi, la demande de réexamen est faite par écrit et comprend:

¹DORS/92-590, Gazette du Canada Partie II, 1992, page 4104.

²DORS/94-20, Gazette du Canada Partie II, 1994, page 459.

- a) une confirmation que les marchandises en cause ont été vendues à un importateur se trouvant au Canada;
- b) les renseignements suivants concernant chaque vente à chaque importateur se trouvant au Canada:
 - i) les nom et adresse de l'importateur,
 - ii) une description détaillée des marchandises,
 - iii) la date de vente,
 - iv) la date d'expédition,
 - v) le numéro du bon de commande et sa date,
 - vi) des renseignements complets sur le contrat de vente ou sur l'accusé de réception ou l'acceptation de la commande,
 - vii) les nom et adresse du fabricant ou du producteur des marchandises;
- c) une description de l'entreprise exportatrice, ainsi que la liste des personnes associées avec elle qui se trouvent dans le pays d'exportation.

2) La demande de réexamen est présentée au directeur général, Division des droits antidumping et compensateurs, Direction générale de l'administration des politiques commerciales, Revenu Canada, Ottawa (Ontario) K1A 0L5.

56. La caution visée au paragraphe 13.2 4) de la Loi est fournie:

- a) si elle est sous forme d'espèces ou de chèque certifié, à un agent du bureau de douane où sont ou seront dédouanées les marchandises;
- b) sinon, à un agent du bureau de Revenu Canada de la région où sont ou seront dédouanées les marchandises.

Refus d'acceptation d'un engagement

57. Pour l'application du paragraphe 49 4) de la Loi, le délai visé est le délai de soixante jours suivant la date de la décision provisoire de dumping ou de subventionnement concernant les marchandises pour lesquelles l'engagement a été offert.

17. Dans les passages suivants du même règlement, "montant de la subvention" est remplacé par "montant de subvention", avec les adaptations nécessaires:

- a) le titre de la Partie II;
- b) le passage de l'article 26 précédant l'alinéa a);

- c) le passage de l'article 27 précédant l'alinéa a);
- d) le passage de l'article 32 précédant l'alinéa a);
- e) l'article 33;
- f) les articles 35 et 36.

RESUME DE L'ETUDE D'IMPACT DE LA REGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie du règlement)

AVIS

La Déclaration ministérielle de Marrakech du 15 avril 1994, portant sur l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (l'Accord sur l'OMC), prévoit l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC le 1er janvier 1995. Si l'Accord sur l'OMC entre en vigueur à la date prévue, les règlements de mise en oeuvre de cet accord entreront en vigueur le même jour soit le 1er janvier 1995 avec quelques exceptions dans le domaine du lait et produits de laiterie, ainsi que céréales et produits céréaliers. Il est impossible de procéder à la prépublication d'une ébauche des règlements si la date d'entrée en vigueur doit être respectée. Cependant, les commentaires des personnes intéressées seront reçus jusqu'au 1er mars 1995. Les commentaires peuvent être acheminés à la personne-ressource mentionnée dans le présent REIR. Toute modification au règlement qui pourrait résulter de ces commentaires sera faite au cours de l'année 1995.

Description

Des modifications sont nécessaires au Règlement sur les mesures spéciales d'importation, qui accompagneront les modifications à la Loi sur les mesures spéciales d'importation, afin de permettre la mise en oeuvre de nos obligations et de profiter de nos droits en vertu de l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce.

Solutions envisagées

Il n'y a aucune autre mesure envisagée à la modification de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, puisque celle-ci a trait aux mesures antidumping et compensatoires.

Avantages et coûts

Le règlement assurera une plus grande transparence et équité au niveau des procédures, ainsi qu'une plus grande certitude pour toutes les parties concernées dans les plaintes sur les droits antidumping et compensateurs.

Consultations

Le gouvernement du Canada a consulté étroitement le secteur privé avant, pendant et après le cycle de négociations multilatérales de l'Uruguay qui ont mené à la conclusion de l'Accord sur l'OMC. Tablant sur les forums consultatifs mis sur pied au cours des négociations de l'Accord de libre-échange, le gouvernement a poursuivi les discussions avec les Comités consultatifs sur le commerce extérieur

(CCCE) et les Groupes de consultation sectoriels sur le commerce extérieur (GCSCE). Ces groupes se composent de représentants des milieux des affaires, des syndicats, des groupes de consommateurs et d'autres groupes intéressés. Le gouvernement a aussi eu de nombreuses consultations avec les gouvernements des provinces et des territoires canadiens. L'Accord sur l'OMC a été mis à la disposition du public sous forme d'ébauche en décembre 1993 et ensuite dans sa forme finale en avril 1994. Le projet de loi C-57, intitulé Loi portant mise en oeuvre de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, a été introduit le 25 octobre 1994.

Respect et exécution

Les règlements seront administrés par le Ministère du Revenu national. Douanes et accise et le Tribunal canadien du commerce extérieur.

Personne-ressource

P.M. Saroli
Division des relations économiques internationales
Ministère des Finances
Ottawa (Ontario)
K1A 0G5
(613) 995-1965

Extrait
Gazette du Canada, Partie II
Le 28 août 1991

REGLES DU TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTERIEUR

Règles de procédure du Tribunal canadien du commerce extérieur

Enregistrement
DORS/91-499 14 août 1991

LOI SUR LE TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTERIEUR

Règles du Tribunal canadien du commerce extérieur

C.P. 1991-1446 13 août 1991

Sur recommandation du Ministre des finances et en vertu du paragraphe 39 1)* de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur**, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil d'approuver:

- a) l'abrogation par le Tribunal canadien du commerce extérieur des Règles du Tribunal canadien des importations, approuvées par le Décret C.P. 1985-3312 du 7 novembre 1985***;
- b) l'établissement en remplacement, par le Tribunal canadien du commerce extérieur après consultation avec le Ministre des finances, des Règles de procédure du Tribunal canadien du commerce extérieur, ci-après.

REGLES DE PROCEDURE DU TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTERIEUR

Titre abrégé

1. Règles du Tribunal canadien du commerce extérieur.

Définitions

2. Les définitions qui suivent s'appliquent aux présentes règles.

"appel" Appel visé à l'alinéa 30 a). (appeal)

"appellant" Personne qui dépose un avis d'appel conformément à l'article 31. (appellant)

"avocat" Est assimilée à l'avocat toute personne qui agit au nom d'une partie au cours d'une procédure. (counsel)

"avocat inscrit au dossier" S'entend de la personne qui, en application de l'article 11, est l'avocat inscrit au dossier d'une partie. (counsel of record)

"formule" Formule figurant à l'annexe. (Form)

*L.C. 1988, ch. 65, art. 59 A).

**L.R. ch. 47 (4ème suppl.).

***DOR/85-1068, Gazette du Canada Partie II, 1985, page 4652.

"intervenant" Personne qui:

- a) soit dépose l'acte de comparution visé à l'article 39 ou l'avis d'intervention visé à l'article 40;
- b) soit est autorisée à intervenir par ordonnance du Tribunal visée à l'article 42. (intervenir)

"intimé" Le Ministre du Revenu national ou le Sous-Ministre, selon le cas. (respondent)

"Loi" La Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur. (Act)

"partie":

- a) Dans le cas d'une enquête menée en vertu de l'article 42 de la Loi sur les mesures spéciales d'importation ou du réexamen prévu à l'article 76 de cette loi, toute partie intéressée qui a déposé un acte de comparution visant l'enquête ou le réexamen en conformité avec les présentes règles;
- b) dans le cas d'une procédure prévue à l'article 89 ou à l'alinéa 91 1) g) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, toute personne avisée aux termes du paragraphe 76 2) ou de l'article 79 des présentes règles qui:
 - i) soit a déposé un acte de comparution en conformité avec les présentes règles,
 - ii) soit a remis un exposé écrit au tribunal, si aucune audience n'est prévue dans le cadre de la procédure;
- c) dans le cas d'un appel, l'appelant, l'intimé ou un intervenant;
- d) dans le cas de toute autre procédure, toute personne que la question en cause intéresse et qui:
 - i) soit a déposé un acte de comparution en conformité avec les présentes règles,
 - ii) soit a été reconnue par le Tribunal comme partie à la procédure. (party)

"partie intéressée" Dans le cas d'une enquête menée en vertu de l'article 42 de la Loi sur les mesures spéciales d'importation après réception par le secrétaire d'un avis de décision provisoire de dumping ou de subventionnement ou dans le cas du réexamen prévu à l'article 76 de cette loi:

- a) le plaignant, aux termes de l'article 31 de cette loi, dans l'enquête au cours de laquelle la décision provisoire a été rendue;
- b) tout producteur national des marchandises à l'égard desquelles la décision provisoire a été rendue ou toute personne important au Canada ou exportant vers le Canada ces marchandises;

- c) toute association qui regroupe ou qui compte des producteurs nationaux des marchandises à l'égard desquelles la décision provisoire a été rendue ou des personnes important au Canada ou exportant vers le Canada ces marchandises;
- d) le gouvernement de tout pays mentionné dans la décision provisoire;
- e) toute personne qui, parce que ses droits ou ses intérêts pécuniaires peuvent être touchés ou pour toute autre raison, a le droit d'être entendue par le Tribunal avant que celui-ci rende sa décision au terme de l'enquête ou du réexamen, selon le cas, conformément à cette loi. (interested party).

"procédure" Sont assimilés à une procédure un appel, une nouvelle audience, un renvoi, une saisine, une consultation, une enquête, la réouverture d'une enquête, un réexamen, une demande de décision, le réexamen d'une ordonnance ou de conclusions, la plainte déposée par un producteur national ou toute autre procédure se déroulant devant le Tribunal en application de la Loi, de toute autre loi fédérale ou de leurs règlements d'application. (proceeding)

"secrétaire" Le secrétaire du Tribunal et tout membre du personnel du Tribunal autorisé à assurer l'intérim à ce titre. (Secretary)

"Sous-Ministre" Le Sous-Ministre du Revenu national (Douanes et accise). (Deputy Minister)

"télécopie" Transmission électronique d'une copie d'un texte. La présente définition comprend la copie ainsi transmise. (fax)

Interprétation

3. Il doit être donné aux présentes règles une interprétation large qui permette, conformément à l'article 35 de la Loi, le règlement de chaque procédure de la façon la plus équitable, la plus expéditive et la moins onéreuse possible.

PARTIE I

REGLES D'APPLICATION GENERALE

Application

4. La présente partie régit toutes les procédures dont est saisi le Tribunal, sauf indication contraire du contexte.

Directives sur la procédure

5. Au cours d'une procédure, toute question de procédure non visée par les présentes règles ou visée seulement en partie par celles-ci est résolue de la manière ordonnée par le Tribunal, en conformité avec les dispositions des présentes règles qui s'appliquent en l'espèce.

Exemptions ou modifications

6. Au cours d'une procédure, le Tribunal peut, afin d'éviter un préjudice quelconque à l'une des parties ou si celles-ci y consentent, modifier les présentes règles, notamment par adjonction, ou exempter une partie de leur application.

Vice de forme ou de procédure

7. Aucune procédure ne peut être déclarée invalide en raison d'un vice de forme ou de procédure.

Prolongation ou abrègement des délais

8. Le Tribunal peut prolonger ou abréger tout délai prévu par les présentes règles ou autrement fixé par le Tribunal, avant ou après son expiration.

Calcul des délais

9. Sauf disposition contraire, le calcul des délais prévus par les présentes règles ou par une directive du Tribunal est régi par les articles 26 à 28 de la Loi d'interprétation.

Comparution

10. 1) Si l'avis publié dans la Gazette du Canada conformément aux articles 54, 65, 71, 76, 78 ou 85 indique, à l'égard d'une procédure, les date, heure et lieu d'une audience, toute personne qui a l'intention de comparaître à l'audience dépose auprès du Tribunal un acte de comparution établi selon la formule I, au plus tard à la date limite prévue à cet effet dans l'avis publié dans la Gazette du Canada.

2) Si la personne visée au paragraphe 1) indique, dans l'acte de comparution établi selon la formule I, le nom de l'avocat qui est chargé de la représenter, ce dernier dépose auprès du Tribunal un acte de comparution établi selon la formule II, au plus tard à la date limite prévue à cet effet dans la Gazette du Canada.

Avocat inscrit au dossier

11. 1) L'avocat qui signe au nom d'une partie un document déposé en application des présentes règles est l'avocat inscrit au dossier de la partie à compter de la date du dépôt jusqu'à ce que, le cas échéant, une modification soit apportée conformément au paragraphe 2).

2) La partie qui désire constituer un nouvel avocat inscrit au dossier:

a) dépose auprès du Tribunal un avis de changement d'avocat inscrit au dossier signé par son nouvel avocat;

b) signifie une copie de cet avis à son avocat antérieur et aux autres parties à la procédure;

- c) dépose auprès du Tribunal une preuve de signification de l'avis.

Dépôt des documents

12. 1) Sous réserve de l'article 17 et en plus des dispositions de la Loi sur la taxe d'accise relatives aux appels interjetés en vertu de la Partie VII de cette loi, le dépôt des documents qui est exigé ou autorisé par les présentes règles se fait par l'envoi au secrétaire par la poste, par télécopie ou par porteur:

- a) dans le cas d'un appel, de l'original et de cinq copies du document;
- b) dans le cas de toute autre procédure, de l'original et de huit copies du document.

2) En plus du nombre de copies visé au paragraphe 1), les parties déposent le nombre de copies supplémentaires qui est précisé par le secrétaire lorsque le Tribunal est d'avis que les circonstances particulières d'une procédure l'exigent.

- 3) Le document déposé par télécopie est accompagné d'une page couverture précisant:

- a) les nom, adresse et numéro de téléphone de l'expéditeur;
- b) la date et l'heure de la transmission;
- c) le nombre total de pages transmises, y compris la page couverture;
- d) les nom, adresse et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer advenant un problème de transmission.

4) Par dérogation aux paragraphes 1) et 2), dans le cas où le dépôt d'un document s'effectue par télécopie, une seule copie du document peut être transmise par télécopie, une seule copie du document peut être transmise par télécopie si l'original du document et le nombre requis de copies sont envoyés sans délai par la poste au secrétaire.

5) Sur réception de l'original du document transmis par télécopie, le secrétaire substitue l'original à la télécopie.

- 6) La date de dépôt d'un document est réputée être:

- a) dans le cas où le document est envoyé par la poste, la date la plus ancienne du cachet d'oblitération qui figure sur l'enveloppe contenant le document;
- b) dans le cas où le document est envoyé par télécopie, la date de transmission;
- c) dans le cas où le document est envoyé par porteur, la date de réception apposée par le secrétaire sur le document au moyen d'un timbre dateur.

7) En l'absence de toute preuve de la date de mise à la poste ou de transmission par télécopie d'un document, celui-ci est réputé être déposé à la date de réception apposée par le secrétaire sur le document au moyen d'un timbre dateur.

8) Une partie peut, avec la permission du Tribunal et suivant les modalités fixées par lui, le cas échéant, modifier tout document qu'elle a déposé auprès du Tribunal.

Signification des documents

13. 1) Sous réserve de l'article 17 et en plus des dispositions de la Loi sur la taxe d'accise relatives aux appels interjetés en vertu de la Partie VII de cette loi, les règles suivantes s'appliquent à la signification des documents:

- a) la signification à personne n'est requise pour aucun document, sauf disposition contraire des règles ou directive contraire du Tribunal;
- b) le document dont la signification à personne n'est pas requise peut être signifié à l'adresse aux fins de signification de la partie en cause.
- 2) La signification à personne se fait:
 - a) dans le cas d'une personne physique, par la remise d'une copie du document à cette personne;
 - b) dans le cas d'une personne morale, par la remise d'une copie du document à un dirigeant, administrateur ou représentant de cette dernière ou à quiconque se trouve dans l'un de ses établissements et semble en assurer la direction;
 - c) dans tout autre cas, conformément aux directives du Tribunal.
- 3) L'adresse aux fins de signification d'une partie est:
 - a) dans le cas où il y a un avocat inscrit au dossier, l'adresse professionnelle de celui-ci figurant dans le dernier document déposé par lui qui en fait état;
 - b) dans le cas où il n'y a pas d'avocat inscrit au dossier:
 - i) s'il s'agit du Ministre du Revenu national ou du Sous-Ministre, le bureau du Sous-Procureur général du Canada, à Ottawa,
 - ii) s'il s'agit de toute autre partie, son adresse figurant dans le dernier document déposé par elle qui en fait état.
- 4) La signification d'un document à l'adresse aux fins de signification s'effectue:
 - a) soit par courrier recommandé ou par télécopie;
 - b) soit par remise du document à cette adresse.
- 5) Le document signifié par télécopie est accompagné d'une page couverture précisant:
 - a) les nom, adresse et numéro de téléphone de l'expéditeur;

- b) le nom de la personne à qui le document doit être signifié;
 - c) la date et l'heure de la transmission;
 - d) le nombre total de pages transmises, y compris la page couverture;
 - e) les nom, adresse et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer advenant un problème de transmission.
- 6) Sauf preuve du contraire, un document est réputé être signifié:
- a) à la date de sa remise, dans le cas où il est signifié à personne ou est laissé à l'adresse aux fins de signification;
 - b) cinq jours après la date la plus ancienne du cachet d'oblitération qui figure sur l'enveloppe contenant le document, dans le cas où il est signifié par courrier recommandé;
 - c) à la date de sa transmission, dans le cas où il est signifié par télécopie.
- 7) La partie qui, en application des présentes règles ou d'une directive du Tribunal, est tenue de signifier un document à une autre personne dépose auprès du Tribunal une preuve de la signification immédiatement après celle-ci.
- 8) La preuve de la signification d'un document est établie par la production de l'un des documents suivants:
- a) un accusé de signification signé par la personne à qui le document a été signifié ou en son nom;
 - b) une déclaration sous serment dans laquelle sont indiqués le nom de la personne qui a fait la signification ainsi que la date, le lieu et le mode de signification;
 - c) dans le cas d'une signification par courrier recommandé, une déclaration sous serment de la personne qui a posté le document, indiquant la date de mise à la poste, accompagnée de l'accusé de réception signé par la personne à qui le document a été signifié.

Dépôt de renseignements confidentiels

14. Le Tribunal traite comme confidentiels les renseignements qui sont déposés auprès de lui et qui sont désignés comme confidentiels aux termes de l'alinéa 85 1) a) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, à moins que la personne qui les a fournis ne renonce par écrit à leur caractère confidentiels.

Présentation de renseignements confidentiels

15. La personne qui fournit des renseignements au Tribunal dans le cadre d'une procédure et qui désire qu'ils soient gardés confidentiels en tout ou en partie dépose auprès du Tribunal, en plus des documents visés aux alinéas 46 1) a) et b) de la Loi, deux ensembles distincts de documents établis de la façon suivante:

- a) un ensemble de documents contenant les renseignements confidentiels et portant la mention "confidentiel" ou "confidential" au haut de chaque page où figurent ces renseignements;
- b) un ensemble de documents dans lequel les renseignements confidentiels ont été supprimés.

Divulgence à l'avocat de renseignements confidentiels

16. 1) L'avocat d'une partie à une procédure - autre qu'un administrateur, préposé ou employé de la partie - qui souhaite avoir accès aux renseignements confidentiels fournis au Tribunal dans le cadre de la procédure dépose auprès du Tribunal un acte de déclaration et d'engagement établi selon la formule III.

2) Après le dépôt de l'acte de déclaration et d'engagement, le Tribunal fait donner avis à l'avocat, de la manière qu'il estime indiquée dans les circonstances, de sa décision d'accorder l'accès, le cas échéant. En cas de refus, le Tribunal signifie à l'avocat un avis écrit précisant les motifs de son refus.

3) Si le Tribunal refuse d'accorder à l'avocat l'accès aux renseignements confidentiels, ce dernier n'a pas le droit de recevoir ni de consulter les renseignements confidentiels fournis au Tribunal ni d'être présent lorsque des renseignements confidentiels sont communiqués oralement au Tribunal.

Dépôt, signification et communication de renseignements confidentiels

17. 1) Les documents contenant des renseignements confidentiels ne peuvent être signifiés qu'au Tribunal.

2) L'avocat qui a obtenu l'accès à des renseignements confidentiels ne peut, à moins d'y être autorisé par le Tribunal:

- a) communiquer les renseignements confidentiels par télécopie, notamment aux fins de leur dépôt ou de leur signification;
- b) communiquer les renseignements confidentiels par téléphone.

Conférence préparatoire à l'audience

18. 1) Au moment de la publication de l'avis prévoyant la tenue d'une audience ou à tout moment après la publication de cet avis, le Tribunal peut ordonner aux parties à la procédure ou aux avocats qui les représentent de comparaître, aux date, heure et lieu qu'il fixe, devant le Tribunal, un

de ses membres ou le secrétaire, pour prendre part à une conférence préparatoire à l'audience pendant laquelle chaque partie ou son avocat pourra présenter des observations au Tribunal ou recevoir de lui des indications sur les questions que celui-ci aura soulevées parmi les suivantes:

- a) la clarification et la simplification des questions en litige;
- b) la procédure à suivre pendant l'audience;
- c) l'échange, entre les parties à la procédure, d'exposés écrits, de pièces et d'autres documents qui ont été ou seront soumis au Tribunal;
- d) la question de savoir si un exposé écrit ou autre document ou un témoignage qui a été ou sera présenté au Tribunal contient des renseignements confidentiels;
- e) les renseignements confidentiels qui peuvent, le cas échéant, être communiqués à une personne qui est censée comparaître à l'audience à titre d'expert pour le compte d'une partie;
- f) toute autre question dont la discussion ou le règlement avant l'audience permettrait, de l'avis du Tribunal, d'accélérer la présentation des éléments de preuve ou d'assurer le bon déroulement de l'audience.

2) L'avocat d'une partie à une procédure peut, si un avis d'audience a été publié, demander par écrit au Tribunal d'ordonner la tenue d'une conférence préparatoire à l'audience afin que toute question visée au paragraphe 1) puisse être étudiée.

3) Sur réception de la demande visée au paragraphe 2), le Tribunal peut ordonner la tenue d'une conférence préparatoire, à moins qu'il n'estime que celle-ci n'aidra pas au bon déroulement de l'audience.

4) Sous réserve de l'alinéa 17 2) b), le Tribunal peut, si toutes les parties à la conférence préparatoire y consentent ou s'il l'ordonne lui-même, tenir la conférence préparatoire par voie de conférence téléphonique ou par tout autre moyen qui permet aux parties ou à leur avocat d'y participer.

5) Après la tenue d'une conférence préparatoire, le Tribunal peut rendre une ordonnance exposant sa décision sur les questions examinées à la conférence.

Accessibilité des renseignements

19. 1) Au début de l'audience ou avant celle-ci, le Tribunal met à la disposition de chaque partie ou de son avocat les renseignements qui lui ont été fournis dans le cadre de la procédure et qui n'ont pas été désignés comme confidentiels.

2) Au début de l'audience ou avant celle-ci, le Tribunal met les renseignements confidentiels qui lui ont été fournis dans le cadre de la procédure à la disposition des avocats qui ont déposé auprès de lui l'acte de déclaration et d'engagement et qui ont obtenu l'accès aux renseignements confidentiels.

Assignation à comparaître

20. 1) Le tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie, assigner une personne à comparaître à une audience et requérir qu'elle dépose sous serment ou affirmation solennelle et produise des documents ou autres objets.
- 2) L'assignation à comparaître peut être établie selon la formule IV et est délivrée sans frais par le secrétaire.
- 3) L'assignation à comparaître est signifiée à personne. Un montant au moins égal aux indemnités auxquelles le destinataire aurait droit si l'assignation à comparaître avait été délivrée en vertu de la règle 333 des Règles de la Cour fédérale lui est versé ou offert au moment de la signification.
- 4) Lorsqu'une assignation à comparaître délivrée conformément au présent article est signifiée, l'original et la preuve de signification sont déposés sans délai auprès du Tribunal.

Témoins

21. 1) Sous réserve de l'article 34 de la Loi et sauf disposition contraire des présentes règles, les témoins à l'audience sont interrogés oralement après avoir prêté serment ou fait une affirmation solennelle. L'interrogatoire d'un témoin peut comprendre l'interrogatoire principal, le contre-interrogatoire et le réinterrogatoire.
- 2) Toute partie qui désire produire un témoin expert à une audience dépose auprès du secrétaire et signifie à chacune des autres parties un rapport au moins dix jours avant le commencement de l'audience. Ce rapport, signé par l'expert, indique les nom, adresse et titres de compétence de ce dernier et expose l'essentiel de son témoignage.
- 3) La partie qui reçoit signification du rapport visé au paragraphe 2) et qui souhaite réfuter au moyen d'un témoignage d'expert tout point y étant soulevé dépose auprès du secrétaire et signifie à chacune des autres parties, au moins cinq jours avant le commencement de l'audience, une déclaration exposant le témoignage qui sera produit à cet égard.

Preuve

22. Au cours d'une audience, le Tribunal peut décider de l'importance à accorder aux exposés écrits ou autres documents déposés dans le cadre de la procédure à titre de preuve, si la partie qui les a déposés n'assiste pas à l'audience pour témoigner sur les éléments énoncés dans ces documents ou ne met pas à la disposition du Tribunal les témoignages concernant ces éléments.

Audiences à huis clos

23. Dans le cas où, au cours d'une procédure, le Tribunal ordonne qu'une audience ou une partie d'audience soit tenue à huis clos pour la présentation de renseignements confidentiels, seules les personnes suivantes peuvent y assister:

- a) la personne qui doit présenter les renseignements confidentiels au Tribunal;

- b) la personne dont la présence à l'audience est demandée par la personne visée à l'alinéa a);
- c) l'avocat de toute partie à la procédure qui a déposé auprès du Tribunal un acte de déclaration et d'engagement et qui a obtenu l'accès aux renseignements confidentiels;
- d) les membres du personnel du Tribunal auxquels il a été ordonné d'assister à l'audience;
- e) toute autre personne que le Tribunal autorise à assister à l'audience.

Avis de requête

24. 1) Toute question soulevée au cours d'une procédure et qui exige une décision ou une ordonnance du Tribunal est soumise à ce dernier par voie d'avis de requête.

2) L'avis de requête est établi par écrit et contient un exposé clair et concis des faits, de la décision ou de l'ordonnance recherchée et des motifs à l'appui.

3) L'avis de requête est déposé auprès du secrétaire et signifié à chacune des autres parties au moins trois jours avant la date fixée pour le commencement de l'audience.

4) La partie qui souhaite répondre à l'avis de requête dépose sa réponse écrite auprès du secrétaire et en signifie copie à chacune des autres parties.

5) La partie qui désire soumettre un document à l'appui d'un avis de requête ou d'une réponse annexe le document à l'avis ou à la réponse, le dépose auprès du secrétaire et en signifie copie à chacune des autres parties.

6) Sauf directive contraire du Tribunal, la décision ou l'ordonnance concernant l'avis de requête est rendue par écrit.

7) Par dérogation aux paragraphes 2) à 5), l'avis de requête qui a trait à une question dont la partie n'a pas eu connaissance avant le commencement de l'audience peut être donné oralement à l'audience; en pareil cas, le Tribunal statue sur la requête selon la procédure qu'il détermine.

Procédure sans audience

25. 1) Lorsque, dans le cadre d'une affaire, une audience n'est pas requise et que le Tribunal se propose de ne pas en tenir, ce dernier peut, selon le cas:

- a) statuer sur l'affaire sur la foi des documents écrits à sa disposition;
- b) exiger de toute partie la production de renseignements complémentaires;
- c) inviter toute partie ou personne qui peut avoir un intérêt dans l'affaire à présenter des exposés et donner des directives sur la marche à suivre.

2) Lorsque le Tribunal se propose de ne pas tenir d'audience, il fait publier un avis public informant de son intention les parties et les personnes qui ont un intérêt dans la procédure et les invitant à présenter des exposés sur la nécessité de tenir une audience.

3) Lorsque le Tribunal invite les parties et les personnes qui ont un intérêt dans la procédure à présenter des exposés, il leur donne la possibilité de prendre connaissance des exposés des autres parties et ceux des autres personnes et de déposer une réponse.

4) Les exposés des parties et des personnes qui ont un intérêt sont déposés auprès du secrétaire et signifiés à chacune des autres parties.

5) Le Tribunal peut, même s'il a invité les intéressés à présenter des exposés conformément au présent article, décider de statuer sur l'affaire en tenant une audience.

Ajournement et remise d'audience

26. 1) Le Tribunal peut en tout temps au cours d'une audience, de son propre chef ou à la demande d'une partie, ajourner l'audience aux conditions appropriées.

2) Le Tribunal peut remettre l'audience:

a) soit de son propre chef pour n'importe quelle raison;

b) soit à la demande d'une partie présentée au Tribunal au moins dix jours avant la date fixée pour le commencement de l'audience, si les autres parties y consentent ou s'il est opportun de retarder l'audience jusqu'à ce que le Tribunal ou un autre tribunal canadien ait rendu sa décision dans une affaire identique ou semblable.

Communications

27. Quiconque désire communiquer avec le Tribunal, obtenir des renseignements sur la procédure suivie par lui ou examiner des documents ou des pièces qui lui ont été fournis en fait la demande au secrétaire.

Décisions, ordonnances ou conclusions du Tribunal

28. 1) Dès que le Tribunal fait une déclaration ou rend une décision, une ordonnance, des conclusions ou toute autre décision définitive dans une procédure, le secrétaire envoie copie, par porteur ou par courrier recommandé, à chaque personne qui est partie à la procédure et aux personnes qui ont reçu un avis d'ouverture d'enquête, un avis de réexamen, un avis de demande de décision, un avis d'enquête ou tout autre avis introductif de procédure.

2) Dès que le Tribunal fait une déclaration ou rend une décision, une ordonnance, des conclusions ou toute autre décision définitive dans une procédure, le secrétaire en fait publier un avis dans la Gazette du Canada.

3) Dans les cas où le secrétaire est tenu, conformément à l'alinéa 43 2) b) ou au paragraphe 76 4.3) a) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, d'envoyer copie de l'exposé des motifs de l'ordonnance ou des conclusions relatives à la procédure aux personnes visées aux paragraphes 43 2) ou 76 4.3) a) de cette loi, selon le cas, il en fait également parvenir copie, par courrier recommandé, à toute personne qui a reçu un avis introductif de procédure.

Inobservation

29. Le Tribunal peut, lorsqu'une partie à une procédure ne se conforme pas aux présentes règles ou à une ordonnance ou une directive du Tribunal, prendre l'une ou l'autre des mesures suivantes:

- a) suspendre la procédure jusqu'à ce qu'il soit convaincu du respect des règles, de l'ordonnance ou de la directive;
- b) rendre l'ordonnance qu'il juge indiquée.

PARTIE II

PROCEDURE APPLICABLE AUX APPELS

Application

30. La présente partie s'applique:

- a) à un appel interjeté au sujet d'une cotisation, d'une nouvelle cotisation, d'un rejet, d'une décision ou d'une détermination du Ministre du Revenu national ou d'une décision ou d'un réexamen du Sous-Ministre, selon le cas, conformément:
 - i) à l'article 67 de la Loi sur les douanes,
 - ii) à l'article 61 de la Loi sur les mesures spéciales d'importation,
 - iii) aux articles 81.19, 81.21, 81.22, 81.23 ou 81.33 de la Loi sur la taxe d'accise,
 - iv) à l'article 18 de la Loi sur le droit à l'exportation de produits de bois d'oeuvre,
 - v) aux articles 13 ou 63 de la Loi sur l'administration de l'énergie;
- b) avec les adaptations nécessaires, à une nouvelle audience aux termes du paragraphe 68 2) de la Loi sur les douanes, à une nouvelle audition aux termes de l'alinéa 62 2) b) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation ou une consultation aux termes de l'article 70 de la Loi sur les douanes, comme s'il s'agissait d'un appel.

Commencement de l'appel

31. 1) Tout appel devant le Tribunal est interjeté par le dépôt d'un avis d'appel par écrit:

- a) auprès du Sous-Ministre et du secrétaire, dans le cas d'un appel interjeté conformément à la Loi sur les douanes ou à la Loi sur les mesures spéciales d'importation;
 - b) auprès du secrétaire, dans le cas d'un appel interjeté conformément à la Loi sur la taxe d'accise, à la Loi sur le droit à l'exportation de produits de bois d'oeuvre ou à la Loi sur l'administration de l'énergie.
- 2) L'avis d'appel peut être établi selon la formule V et doit être accompagné d'une copie de la cotisation, de la nouvelle cotisation, du rejet, de la décision, de la détermination ou du réexamen, selon le cas, faisant l'objet de l'appel.

Envoi de l'avis d'appel

32. Sauf dans le cas visé à l'article 81.25 de la Loi sur la taxe d'accise, dès le dépôt de l'avis d'appel, le secrétaire envoie copie à l'intimé, par porteur ou par courrier recommandé.

Prolongation du délai pour former opposition ou interjeter appel en vertu de la Loi sur la taxe d'accise

33. La demande visée à l'article 81.32 de la Loi sur la taxe d'accise, ayant pour objet la prolongation du délai pour signifier un avis d'opposition ou pour interjeter appel, peut être établie selon la formule VI.

Mémoire

34. 1) Dans les 60 jours suivant le dépôt de l'avis d'appel, l'appelant dépose auprès du secrétaire un mémoire établi conformément au paragraphe 2) et en signifie sans délai copie à l'intimé.
- 2) Le mémoire de l'appelant, à la fois:
- a) est daté et signé par l'appelant ou son avocat, s'il y a lieu;
 - b) est divisé en paragraphes numérotés consécutivement et contient les renseignements suivants:
 - i) un exposé concis des motifs d'appel et des faits pertinents se rapportant à chacun d'eux,
 - ii) une description des marchandises en cause,
 - iii) un exposé concis des points en litige entre les parties,
 - iv) les dispositions législatives invoquées,
 - v) un bref exposé de l'argumentation qui sera présentée à l'audience,
 - vi) la nature de la décision, de l'ordonnance, des conclusions ou de la déclaration recherchées;

- c) comprend une liste des ouvrages et décisions sur lesquels l'appelant entend se fonder, ainsi qu'une copie de ceux de ces textes que la présentation de l'appel exige dans les circonstances;
- d) est accompagné d'une copie de tout document utile à l'appui de l'appel;
- e) indique les nom, adresse aux fins de signification, numéro de téléphone et numéro de télécopieur, le cas échéant, de l'appelant et ceux de son avocat, s'il y a lieu.

Réponse

35. 1) Dans les 60 jours suivant la signification du mémoire de l'appelant, l'intimé dépose auprès du secrétaire une réponse établie conformément au paragraphe 2) et en signifie sans délai copie à l'appelant.

- 2) La réponse de l'intimé, à la fois:
 - a) est datée et signée par l'intimé ou son avocat, s'il y a lieu;
 - b) est divisée en paragraphes numérotés consécutivement et contient les renseignements suivants:
 - i) un exposé concis des motifs d'opposition à l'appel et des faits pertinents se rapportant à chacun d'eux,
 - ii) la reconnaissance ou la dénégation de chaque motif d'appel et de chacun des faits pertinents s'y rapportant exposés dans le mémoire de l'appelant,
 - iii) les questions en litige,
 - iv) les dispositions législatives invoquées,
 - v) un bref énoncé de l'argumentation qui sera présentée à l'audience,
 - vi) le redressement recherché;
 - c) comprend une liste des ouvrages et décisions sur lesquels l'intimé entend se fonder, ainsi qu'une copie de ceux de ces textes que la présentation de l'appel exige dans les circonstances;
 - d) est accompagnée d'une copie de tout document utile à l'appui de l'appel;
 - e) indique les nom, adresse aux fins de signification, numéro de téléphone et numéro de télécopieur, le cas échéant, de l'intimé et ceux de son avocat, s'il y a lieu.

Exposés écrits et preuve documentaire

36. Après le dépôt du mémoire de l'appelant et de la réponse de l'intimé, le Tribunal peut ordonner que des exposés écrits portant sur les questions qu'il aura indiquées ou que des éléments de preuve documentaire, y compris ceux des témoins experts, sur lesquels l'appelant ou l'intimé entend se fonder soient déposés dans le délai fixé par lui.

Date de l'audience

37. Lorsqu'il doit être statué sur un appel en tenant une audience, le Tribunal en fixe la date.

Avis d'audience

38. Lorsque le Tribunal a fixé la date de l'audience, le secrétaire en avise les parties à l'appel et leur avocat de la manière que le Tribunal juge indiquée dans les circonstances.

Acte de comparution dans un appel interjeté conformément à la Loi sur les douanes ou la Loi sur les mesures spéciales d'importation

39. L'acte de comparution visé au paragraphe 67 2) de la Loi sur les douanes ou au paragraphe 61 2) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation peut être établi selon la formule I.

Intervention d'un vendeur de marchandises en vertu du paragraphe 81.33 9) de la Loi sur la taxe d'accise

40. L'intervention visée au paragraphe 81.33 9) de la Loi sur la taxe d'accise peut se faire par le dépôt auprès du secrétaire d'un avis d'intervention établi selon la formule VII.

Nouvelle partie

41. 1) Le secrétaire ajoute à titre de partie à l'appel la personne ou le vendeur, selon le cas, qui a déposé l'acte mentionné à l'article 39 ou l'avis mentionné à l'article 40.

2) Lorsqu'une partie s'ajoute à l'appel selon le paragraphe 1), le secrétaire signifie copie de l'acte ou de l'avis à chaque personne qui, au moment du dépôt, est partie à l'appel.

3) Sous réserve du paragraphe 19 2), la personne qui devient partie à l'appel a le droit de recevoir du secrétaire copie de tous les documents déposés par chaque partie à l'appel avant le jour où elle-même devient partie.

4) Sous réserve de l'article 17, chaque partie à l'appel signifie à la personne qui y devient partie copie de tous les documents qu'elle signifie aux autres parties à l'appel à compter du jour où la personne devient partie.

Intervention en vertu de l'article 81.34 de la Loi sur la taxe d'accise

42. 1) La demande visée à l'article 81.34 de la Loi sur la taxe d'accise, ayant pour objet l'obtention d'une ordonnance permettant d'intervenir dans un appel, peut être établie selon la formule VIII.

2) La partie qui reçoit signification de la demande visée au paragraphe 1) peut, dans les 14 jours suivant la signification de la demande ou dans tout délai plus long ou plus court fixé par le Tribunal, déposer auprès du secrétaire une réponse à la demande portant sur les faits exposés dans celle-ci et indiquant si une audience doit avoir lieu pour statuer sur la demande.

3) La partie qui dépose une réponse conformément au paragraphe 2) en signifie sans délai copie au demandeur et à chacune des autres parties à l'appel.

4) Le Tribunal peut statuer sur la demande présentée selon le paragraphe 1) sur la foi de documents ou peut l'entendre au début de l'audience relative à l'appel ou aux date, heure et lieu qu'il fixe, notamment à la conférence préparatoire s'il en a ordonné la tenue dans le cadre de l'appel.

5) Lorsque le Tribunal ordonne la tenue d'une audience pour entendre la demande visée au paragraphe 1), le secrétaire envoie au demandeur et à chacune des parties à l'appel un avis indiquant les date, heure et lieu où sera entendue la demande.

6) Lorsque le Tribunal rend, conformément à l'article 81.34 de la Loi sur la taxe d'accise, une ordonnance permettant au demandeur d'intervenir dans l'appel, les règles suivantes s'appliquent:

- a) le secrétaire envoie une copie à chacune des parties à l'appel;
- b) sous réserve du paragraphe 19 2), la personne autorisée à intervenir a le droit de recevoir du secrétaire copie de tous les documents déposés par chaque partie à l'appel avant le jour où l'ordonnance est rendue;
- c) sous réserve de l'article 17, chaque partie à l'appel signifie à la personne autorisée à intervenir copie de tous les documents qu'elle signifie aux autres parties à l'appel à compter du jour où l'ordonnance est rendue.

Aide en vertu du paragraphe 81.34 2) de la Loi sur la taxe d'accise

43. La demande visée au paragraphe 81.34 2) de la Loi sur la taxe d'accise, ayant pour objet l'obtention d'une ordonnance permettant de prêter main-forte au Tribunal par voie de plaider dans un appel, peut être établie selon la formule IX.

Désistement

44. 1) La partie qui a interjeté appel peut, au plus tard à la date fixée pour le commencement de l'audience, se désister de l'appel en déposant un avis à cet effet auprès du secrétaire et en en signifiant sans délai copie aux autres parties.

2) L'avis de désistement peut être établi selon la formule X.

Décision par consentement

45. Sauf dans les appels interjetés en vertu de l'article 67 de la Loi sur les douanes ou de l'article 61 de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, le Tribunal peut, si toutes les parties à l'appel ont donné leur consentement à une décision de celui-ci réglant l'appel en totalité ou en partie au moyen d'un consentement écrit signé par elles et déposé auprès du secrétaire, prendre l'une des mesures suivantes:

- a) statuer sur l'appel conformément au consentement sans tenir d'audience;
- b) ordonner que l'appel soit entendu en totalité ou en partie;
- c) ordonner le dépôt d'observations écrites.

Défaut de comparaître

46. Si une partie omet de comparaître à l'audience, le Tribunal peut accueillir l'appel, le rejeter ou donner toute autre directive appropriée.

Nouvelle audience aux termes du paragraphe 68 2) de la Loi sur les douanes ou nouvelle audition aux termes de l'alinéa 62 2) b) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation

47. 1) Lorsqu'une affaire est renvoyée au Tribunal par la Cour fédérale pour une nouvelle audience aux termes du paragraphe 68 2) de la Loi sur les douanes ou pour une nouvelle audition aux termes de l'alinéa 62 2) b) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, le secrétaire fait publier sans délai dans la Gazette du Canada un avis de nouvelle audience donnant les renseignements suivants:

- a) l'objet de la nouvelle audience;
- b) la disposition législative autorisant la nouvelle audience et les circonstances y donnant lieu;
- c) tout autre renseignement indiqué par le Tribunal.

2) Le secrétaire envoie, par porteur ou par courrier recommandé, copie de l'avis de nouvelle audience à chaque personne qui était partie à l'appel.

3) Après la publication de l'avis mentionné au paragraphe 1), le Tribunal peut fixer les date, heure et lieu d'une conférence préparatoire pour décider des questions suivantes:

- a) les questions à examiner à la nouvelle audience;
- b) le dossier de la nouvelle audience;
- c) la présentation de nouveaux éléments de preuve, la convocation de témoins et le dépôt d'exposés écrits;

- d) la date de l'audience;
- e) toute autre question concernant la procédure à suivre à la nouvelle audience et pouvant faciliter le bon déroulement de la procédure.

PARTIE III

RENVOIS EN VERTU DES ARTICLES 33, 34 ET 35 DE LA LOI SUR LES MESURES SPECIALES D'IMPORTATION

Application

48. La présente partie s'applique à tout renvoi adressé au Tribunal en vertu des articles 33, 34 ou 35 de la Loi sur les mesures spéciales d'importation pour obtenir son avis sur les questions qui y sont mentionnées relativement à toute affaire portée devant le Sous-Ministre concernant le dumping ou le subventionnement de marchandises.

Avis de renvoi

49. Le renvoi se fait par le dépôt d'un avis écrit à cet effet auprès du Tribunal.

Envoi de l'avis au Sous-Ministre

50. Si le renvoi est fait par un gouvernement ou une personne autre que le Sous-Ministre, le secrétaire donne sans délai au Sous-Ministre un avis écrit du renvoi.

Renseignements déposés par le Sous-Ministre

51. Dans le cas d'un renvoi relatif à toute question portée devant le Sous-Ministre, celui-ci dépose auprès du Tribunal:

- a) toute plainte écrite présentée au Sous-Ministre en vertu du paragraphe 31 1) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation relativement à cette question;
- b) l'ensemble des pièces et des renseignements pertinents dont disposait le Sous-Ministre pour en arriver à la décision ou aux conclusions qui ont donné lieu au renvoi au Tribunal;
- c) la liste des nom et adresse des personnes et des gouvernements qui, conformément à cette loi, ont été avisées de la décision ou des conclusions du Sous-Ministre qui ont donné lieu au renvoi au Tribunal.

Avis

52. 1) Le Tribunal donne par écrit et motive son avis concernant le renvoi.
- 2) Dès que le Tribunal a donné son avis concernant le renvoi, le secrétaire en envoie copie au Sous-Ministre ainsi qu'aux personnes et gouvernements dont le nom figure sur la liste mentionnée à l'alinéa 51 c).

PARTIE IV

ENQUETES MENES EN VERTU DE L'ARTICLE 42 DE LA LOI SUR LES MESURES SPECIALES D'IMPORTATION

Application

53. La présente partie s'applique aux enquêtes concernant l'existence d'un préjudice sensible ou d'un retard sensible qui sont menées par le Tribunal en vertu de l'article 42 de la Loi sur les mesures spéciales d'importation par suite de la réception par le secrétaire d'un avis de décision provisoire de dumping ou de subventionnement de marchandises.

Avis d'ouverture d'enquête

54. Dès réception d'un avis de décision provisoire de dumping ou de subventionnement déposé conformément à la Loi sur les mesures spéciales d'importation, le secrétaire fait publier dans la Gazette du Canada un avis d'ouverture d'enquête qui précise:

- a) la disposition législative autorisant l'enquête;
- b) l'objet de l'enquête et les autres détails pertinents indiqués par le Tribunal;
- c) la date limite à laquelle toute autre partie intéressée doit déposer un acte de comparution conforme à la formule I;
- d) la date limite à laquelle l'avocat d'une partie intéressée doit déposer un acte de comparution conforme à la formule II, et, s'il y a lieu, un acte de déclaration et d'engagement conforme à la formule III;
- e) la date limite à laquelle la personne visée au paragraphe 45 2) de cette loi qui désire présenter au Tribunal des observations sur la question mentionnée à ce paragraphe doit en faire la demande au Tribunal;
- f) la date limite à laquelle les exposés écrits doivent être déposés;
- g) le nombre de copies des exposés écrits à déposer;
- h) les directives régissant le dépôt des renseignements confidentiels;

- i) l'adresse où les exposés écrits ou la correspondance peuvent être envoyés ou livrés et où les renseignements concernant l'enquête peuvent être obtenus;
- j) les date, heure et lieu de l'audience se rapportant à l'enquête;
- k) les autres renseignements indiqués par le Tribunal.

Envoi de l'avis d'ouverture d'enquête

55. Le secrétaire envoie, par porteur ou par courrier recommandé, copie de l'avis d'ouverture d'enquête:

- a) au Sous-Ministre;
- b) aux personnes qui, à la connaissance du Tribunal, sont des parties intéressées;
- c) au gouvernement du pays d'exportation des marchandises visées par la décision provisoire;
- d) à toute association commerciale qui, à la connaissance du Tribunal, est intéressée par l'objet de l'enquête;
- e) aux autres personnes indiquées.

Renseignements déposés par le Sous-Ministre - Décision provisoire

56. Lorsque le Sous-Ministre rend une décision provisoire de dumping ou de subventionnement aux termes de l'article 38 de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, il fait déposer auprès du secrétaire, en plus de l'avis motivé prévu à l'alinéa 38 3) b) de cette loi, les pièces suivantes:

- a) une copie de la décision provisoire;
- b) un exposé détaillé des estimations et des points précisés par le Sous-Ministre en conformité avec les alinéas 38 1) a) ou b) de cette loi;
- c) un document contenant des renseignements concernant:
 - i) les personnes qui, à la connaissance du Sous-Ministre, sont des producteurs nationaux des marchandises visées par la décision ou importent au Canada ou exportent vers le Canada ces marchandises,
 - ii) le volume de ces marchandises qui a été importé au Canada et la proportion qui a été déterminée par le Sous-Ministre comme étant sous-évaluée ou subventionnée;
- d) toute autre pièce contenant des renseignements sur les points visés à l'un des alinéas a) à c) dont dispose le Sous-Ministre et que le Tribunal peut demander.

Renseignements déposés par le Sous-Ministre - Décision définitive

57. Lorsque le Sous-Ministre rend une décision définitive de dumping ou de subventionnement aux termes de l'article 41 de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, il fait déposer auprès du secrétaire, en plus de l'avis motivé prévu au paragraphe 41 3) de cette loi, les pièces suivantes:

- a) une copie de la décision définitive;
- b) un exposé détaillé des points précisés par le Sous-Ministre en conformité avec le paragraphe 41 1) de cette loi;
- c) un document contenant des renseignements concernant:
 - i) les personnes qui, à la connaissance du Sous-Ministre, sont des producteurs nationaux des marchandises visées par la décision ou importent au Canada ou exportent vers le Canada ces marchandises,
 - ii) le volume de ces marchandises qui a été importé au Canada et la proportion qui a été déterminée par le Sous-Ministre comme étant sous-évaluée ou subventionnée;
- d) toute autre pièce contenant des renseignements sur les points visés à l'un des alinéas a) à c) dont dispose le Sous-Ministre et que le Tribunal peut demander.

Renseignements fournis par le secrétaire

58. Dans toute enquête, le secrétaire, dès l'expiration du délai accordé aux parties intéressées ou à leur avocat pour déposer un acte de comparution, communique aux avocats ou directement aux parties qui ne sont pas représentées par un avocat les renseignements suivants:

- a) les nom et adresse des parties à l'enquête et de leur avocat, le cas échéant;
- b) les cotes attribuées aux pièces des parties;
- c) la procédure concernant le dépôt des documents.

Accessibilité des renseignements

59. Dans toute enquête, le secrétaire, dès l'expiration du délai accordé aux parties intéressées pour déposer un acte de comparution:

- a) met, de la façon ordonnée par le Tribunal, à la disposition des avocats qui ont déposé un acte de déclaration et d'engagement et qui ont obtenu l'accès aux renseignements confidentiels, les renseignements confidentiels fournis au Tribunal dans le cadre de l'enquête;

- b) met, de la façon ordonnée par le Tribunal, à la disposition des avocats et des parties qui ne sont pas représentées par un avocat, les renseignements fournis au Tribunal dans le cadre de l'enquête qui n'ont pas été désignés comme confidentiels.

Exposés écrits et preuve documentaire

60. 1) Le Tribunal peut ordonner à toute partie à une enquête de déposer, au plus tard à la date fixée par lui, les pièces suivantes:

- a) un exposé écrit portant sur les questions qu'il aura indiquées;
- b) un énoncé des éléments de preuve que la partie a représentés ou doit représenter;
- c) les éléments de preuve documentaire qu'elle se propose de produire;
- d) une description de toute pièce non documentaire qu'elle a l'intention de présenter à l'enquête.

2) Si le plaignant visé à l'article 31 de la Loi sur les mesures spéciales d'importation ou la personne qui allègue que le dumping ou le subventionnement des marchandises faisant l'objet de l'enquête a causé un préjudice sensible ou un retard sensible est partie à l'enquête, la date limite fixée pour le dépôt par les autres parties à l'enquête des pièces visées au paragraphe 1) doit être postérieure à celle qui est fixée à cette fin pour le plaignant ou cette personne.

Renseignements fournis par les parties

61. Pour déterminer s'il y a eu ou non préjudice sensible ou retard sensible, le Tribunal peut ordonner à toute partie à une enquête de lui fournir des renseignements concernant:

- a) les volumes réel et éventuel des marchandises sous-évaluées ou subventionnées qui sont importées au Canada, et l'effet du dumping ou du subventionnement des marchandises sur les prix de marchandises similaires sur le marché canadien, y compris la question de savoir:
 - i) si l'importation des marchandises sous-évaluées ou subventionnées a connu une forte augmentation, soit de façon absolue, soit comparativement à la production ou à la consommation au Canada de marchandises similaires,
 - ii) si le prix des marchandises sous-évaluées ou subventionnées qui sont importées au Canada est de beaucoup inférieur au prix des marchandises similaires produites et vendues au Canada,
 - iii) si l'importation des marchandises sous-évaluées ou subventionnées a eu pour effet:
 - A) soit de faire baisser sensiblement le prix des marchandises similaires produites et vendues au Canada,

- B) soit de limiter, de façon sensible, les augmentations de prix des marchandises similaires produites et vendues au Canada;
- b) l'incidence du dumping ou du subventionnement des marchandises sur la production de marchandises similaires au Canada, ainsi que tous les facteurs et indices économiques influant sur l'industrie qui englobe les marchandises similaires, notamment:
- i) les réductions réelle et éventuelle de la production, des ventes, de la part du marché, des bénéfices, de la productivité, du rendement du capital investi et de l'utilisation de la capacité de production,
 - ii) les facteurs qui influent sur les prix canadiens,
 - iii) les effets négatifs, réels et éventuels, sur les liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance de l'industrie, la capacité de recueillir des capitaux ou des investissements et, dans le cas du subventionnement d'un produit agricole, l'accroissement, s'il y a lieu, de la charge financière d'un programme fédéral ou provincial de soutien de l'agriculture au Canada;
- c) toute autre question liée à l'enquête.

Observations présentées en vertu de l'article 45 de la Loi sur
les mesures spéciales d'importation

62. 1) La personne visée au paragraphe 45 2) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation qui désire présenter au Tribunal, dans le cadre d'une enquête, des observations sur la question mentionnée à ce paragraphe dépose une demande écrite en ce sens auprès du secrétaire au plus tard à la date limite prévue à cet effet dans l'avis d'ouverture d'enquête.

2) Si, dans le cadre d'une enquête, la personne visée au paragraphe 45 2) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation agit également à titre de partie intéressée et se propose de déposer un acte de comparution, elle peut, si elle désire présenter des observations au Tribunal sur la question mentionnée à ce paragraphe, en faire la demande dans l'acte de comparution.

3) La demande visée au paragraphe 1) précise l'intérêt que la personne a dans l'enquête et donne les nom, adresse aux fins de signification, numéro de téléphone et numéro de télécopieur, le cas échéant, du demandeur et ceux de son avocat, s'il y a lieu.

Avis

63. 1) Le Tribunal avise, de la façon qu'il juge indiquée dans les circonstances, la personne qui a fait une demande selon l'article 62 des date, heure et lieu qu'il fixe pour lui permettre de présenter ses observations sur la question visée au paragraphe 45 2) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, ainsi que de la manière de présenter ces observations.

2) Les parties à l'enquête et leur avocat, le cas échéant, ont le droit d'assister à l'audition des observations orales et de recevoir copie des observations écrites que toute personne présente, dans

le cadre de l'enquête, en vertu du paragraphe 45 2) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation.

3) Le Tribunal donne à chacune des parties visées au paragraphe 2) la possibilité de répondre aux observations formulées.

PARTIE V

REOUVERTURE D'ENQUETES EN VERTU DE L'ARTICLE 44 DE LA LOI SUR LES MESURES SPECIALES D'IMPORTATION

Application

64. La présente partie s'applique à la réouverture d'une enquête par le Tribunal en vertu des alinéas 44 1) a) ou b) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation lorsque, par suite d'une demande de contrôle judiciaire présentée aux termes de la Loi sur la Cour fédérale ou d'une demande en vertu de l'article 96.1 de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, une ordonnance ou des conclusions du Tribunal sont annulées pour tout ou partie des marchandises en cause.

Avis de réouverture d'enquête

65. Dès qu'une enquête est rouverte conformément au paragraphe 44 1) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, le secrétaire fait publier dans la Gazette du Canada un avis de réouverture d'enquête qui contient, compte tenu des adaptations nécessaires, les mêmes renseignements que ceux visés aux alinéas 54 a) à k).

Envoi de l'avis

66. Le secrétaire envoie sans délai, par porteur ou par courrier recommandé, copie de l'avis de réouverture d'enquête aux personnes mentionnées à l'alinéa 44 2) a) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation.

Exposé écrit

67. Lorsqu'une ordonnance ou des conclusions du Tribunal sont annulées pour tout ou partie des marchandises en cause par suite d'une demande de contrôle judiciaire présentée aux termes de la Loi sur la Cour fédérale ou d'une demande en vertu de l'article 96.1 de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, mais que l'affaire n'est pas renvoyée au Tribunal pour décision, toute personne intéressée qui veut présenter un exposé écrit sur la question de savoir si le Tribunal devrait rouvrir l'enquête en conformité avec l'alinéa 44 1) b) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation le dépose dans les 21 jours suivant le jugement définitif sur la demande.

Application de la Partie IV

68. Sous réserve de toute directive ou ordonnance du Tribunal, la Partie IV s'applique, avec les adaptations nécessaires, à la réouverture d'une enquête.

PARTIE VI

REEXAMENS EFFECTUES EN VERTU DE L'ARTICLE 76 DE LA LOI SUR LES MESURES SPECIALES D'IMPORTATION

Application

69. La présente partie s'applique au réexamen d'une ordonnance ou de conclusions du Tribunal effectué:

- a) soit en vertu des paragraphes 76 2) ou 2.1) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, de l'initiative du Tribunal ou à la demande du Sous-Ministre, d'une autre personne ou d'un gouvernement;
- b) soit en vertu du paragraphe 76 2.2) de cette loi, lorsque l'ordonnance ou les conclusions sont renvoyées au Tribunal par suite d'une ordonnance rendue par un groupe spécial binational aux termes des paragraphes 77.15 3) ou 4) de cette loi.

Demande de réexamen

70. 1) La demande de réexamen adressée au Tribunal est déposée auprès du secrétaire et précise ce qui suit:

- a) les nom, adresse aux fins de signification, numéro de téléphone et numéro de télécopieur, le cas échéant, du demandeur et ceux de son avocat, s'il y a lieu;
- b) l'intérêt que le demandeur a dans l'ordonnance ou les conclusions;
- c) les motifs qui, selon le demandeur, justifient un réexamen, ainsi que les faits sur lesquels se fondent ces motifs;
- d) la nature de l'ordonnance ou des conclusions que, selon le demandeur, le Tribunal devrait rendre à la fin du réexamen conformément aux paragraphes 76 4) ou 4.1) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation.

2) Sur réception de la demande visée au paragraphe 1), le Tribunal en informe chaque partie à l'enquête qui a donné lieu à l'ordonnance ou aux conclusions en cause et lui donne la possibilité de lui présenter des observations concernant la demande.

Avis de réexamen

71. 1) Dans les cas où le Tribunal décide de procéder à un réexamen ou s'il y est tenu en application du paragraphe 76 2.2) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, le secrétaire fait publier sans délai dans la Gazette du Canada un avis de réexamen qui contient les renseignements suivants:

- a) la disposition législative autorisant le réexamen;

- b) l'objet du réexamen et les autres détails pertinents indiqués par le Tribunal;
 - c) la date limite à laquelle toute partie intéressée doit déposer un acte de comparution conforme à la formule I;
 - d) la date limite à laquelle l'avocat d'une partie intéressée doit déposer un acte de comparution conforme à la formule II et, le cas échéant, un acte de déclaration et d'engagement conforme à la formule III;
 - e) la date limite à laquelle les exposés écrits doivent être déposés;
 - f) le nombre de copies des exposés écrits à déposer;
 - g) les directives régissant le dépôt des renseignements confidentiels;
 - h) l'adresse où les exposés écrits ou la correspondance peuvent être envoyés ou livrés et où les renseignements concernant le réexamen peuvent être obtenus;
 - i) les date, heure et lieu de l'audience se rapportant au réexamen;
 - j) les autres renseignements indiqués par le Tribunal.
- 2) le secrétaire envoie, par porteur ou par courrier recommandé, copie de l'avis de réexamen à chaque personne et à chaque gouvernement auxquels il serait tenu d'envoyer copie conformément à l'article 55 s'il s'agissait d'un avis d'ouverture d'enquête visé à l'article 54.

Avis d'expiration

72. 1) Lorsqu'une ordonnance ou des conclusions seront réputées annulées à l'expiration d'une période de cinq ans conformément au paragraphe 76 5) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, le secrétaire, au moins huit mois avant l'expiration de cette période, fait publier dans la Gazette du Canada un avis d'expiration qui précise:

- a) la date à laquelle l'ordonnance ou les conclusions seront réputées annulées;
 - b) la date limite à laquelle les parties intéressées qui demandent un réexamen de l'ordonnance ou des conclusions ou celles qui s'y opposent doivent déposer des exposés écrits;
 - c) le nombre de copies des exposés écrits à déposer;
 - d) les directives régissant le dépôt des renseignements confidentiels;
 - e) l'adresse où les exposés écrits ou la correspondance peuvent être envoyés ou livrés et où des renseignements peuvent être obtenus;
 - f) tout autre renseignement que précise le Tribunal.
- 2) Après la publication de l'avis d'expiration, le Tribunal prend l'une des mesures suivantes:

- a) s'il ne reçoit pas de demande de réexamen de la part d'une personne ou d'un gouvernement et s'il décide de ne pas procéder de sa propre initiative au réexamen, aux termes du paragraphe 76 2) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, il en informe les parties intéressées;
- b) s'il rejette la demande de réexamen visée au paragraphe 76 2) de cette loi qui est faite par une personne ou un gouvernement, il rend en ce sens une ordonnance conformément au paragraphe 76 3.1) de cette loi;
- c) s'il décide de procéder au réexamen, il demande au secrétaire de faire publier l'avis de réexamen visé à l'article 71.

Application de certains articles

73. Les articles 59 et 60 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux réexamens effectués par le Tribunal.

PARTIE VII

DECISIONS RENDUES EN VERTU DE L'ARTICLE 89 ET REEXAMENS EFFECTUES EN VERTU DE L'ALINEA 91 1) g) DE LA LOI SUR LES MESURES SPECIALES D'IMPORTATION

Application

74. La présente partie s'applique:

- a) aux demandes présentées au Tribunal par le Sous-Ministre en vertu de l'article 89 de la Loi sur les mesures spéciales d'importation pour faire déterminer qui est l'importateur des marchandises qui ont été ou seront importées au Canada et sur lesquelles des droits sont exigibles ou ont été versés ou seront exigibles si les marchandises sont importées;
- b) au réexamen, aux termes de l'alinéa 91 1) g) de cette loi, d'une ordonnance ou de conclusions rendues par le Tribunal au cours de l'enquête visée à l'alinéa 90 c) de cette loi.

Avis de demande par le Sous-Ministre

75. Dans le cas où il fait la demande prévue au paragraphe 89 1) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, le Sous-Ministre:

- a) en donne avis aux personnes suivantes:
 - i) chacune des personnes susceptibles d'être l'importateur,
 - ii) l'intéressé à la demande duquel il présente cette demande, le cas échéant,

- iii) chaque personne qui exporte vers le Canada les marchandises en cause;
- b) dépose auprès du secrétaire la liste des nom, adresse aux fins de signification, numéro de téléphone et numéro de télécopieur, le cas échéant, des personnes visées à l'alinéa a).

Avis de demande de décision

76. 1) Dès le dépôt de la liste visée à l'alinéa 75 b), le secrétaire fait publier dans la Gazette du Canada un avis de demande de décision qui contient les renseignements suivants:

- a) la disposition législative autorisant la demande de décision;
 - b) l'objet de la demande de décision et les détails ou explications indiqués par le Tribunal;
 - c) la date limite à laquelle les exposés écrits doivent être déposés auprès du Tribunal et le nombre de copies requis;
 - d) les directives régissant le dépôt des renseignements confidentiels;
 - e) un énoncé indiquant si le Tribunal a ordonné la tenue d'une audience;
 - f) si le Tribunal a ordonné la tenue d'une audience, les indications suivantes:
 - i) les date, heure et lieu de l'audience ou, s'ils n'ont pas encore été fixés, un énoncé indiquant qu'un avis à cet effet sera donné aux personnes qui déposent une demande écrite en ce sens auprès du secrétaire,
 - ii) la date limite à laquelle toute personne intéressée doit déposer auprès du Tribunal un acte de comparution conforme à la formule I,
 - iii) la date limite à laquelle l'avocat d'une personne qui a déposé un acte de comparution conforme à la formule I doit déposer auprès du Tribunal un acte de comparution conforme à la formule II et, s'il y a lieu, un acte de déclaration et d'engagement conforme à la formule III;
 - g) l'adresse où les exposés écrits et la correspondance peuvent être envoyés ou livrés et où les renseignements concernant la demande de décision peuvent être obtenus;
 - h) les autres renseignements indiqués par le Tribunal.
- 2) Le secrétaire envoie, par porteur ou par courrier recommandé, copie de l'avis de demande de décision aux personnes suivantes:
- a) le Sous-Ministre;
 - b) les personnes dont le nom figure sur la liste visée à l'alinéa 75 b).

Demande de réexamen

77. La demande de réexamen adressée au Tribunal conformément à l'alinéa 91 1) g) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, visant une ordonnance ou des conclusions qu'il a rendues au cours de l'enquête mentionnée à l'alinéa 90 c) de cette loi, est déposée auprès du secrétaire et précise ce qui suit:

- a) les nom, adresse aux fins de signification, numéro de téléphone et numéro de télécopieur, le cas échéant, du demandeur et ceux de son avocat, s'il y a lieu;
- b) la nature de l'intérêt que le demandeur a dans l'ordonnance ou les conclusions;
- c) les motifs qui, selon le demandeur, justifient le réexamen de l'ordonnance ou des conclusions, ainsi que les faits sur lesquels se fondent ces motifs;
- d) la nature des mesures que, selon le demandeur, le Tribunal devrait prendre à la fin du réexamen conformément à l'alinéa 91 3) a) de cette loi.

Avis de réexamen

78. Dans les cas où le Tribunal décide, de sa propre initiative ou sur demande, de procéder au réexamen d'une ordonnance ou de conclusions conformément à l'alinéa 91 1) g) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, le secrétaire fait publier sans délai dans la Gazette du Canada un avis de réexamen qui contient les renseignements suivants:

- a) la disposition législative autorisant le réexamen;
- b) l'objet du réexamen et les détails ou explications indiqués par le Tribunal;
- c) la date limite à laquelle les exposés écrits doivent être déposés auprès du Tribunal et le nombre de copies requis;
- d) les directives régissant le dépôt des renseignements confidentiels;
- e) un énoncé indiquant si le Tribunal a ordonné la tenue d'une audience;
- f) si le Tribunal a ordonné la tenue d'une audience, les indications suivantes:
 - i) les date, heure et lieu de l'audience ou, s'ils n'ont pas encore été fixés, un énoncé indiquant qu'un avis à cet effet sera donné aux personnes qui déposent une demande écrite en ce sens auprès du secrétaire,
 - ii) la date limite à laquelle toute personne intéressée doit déposer auprès du Tribunal un acte de comparution conforme à la formule I,
 - iii) la date limite à laquelle l'avocat d'une personne qui a déposé un acte de comparution conforme à la formule I doit déposer auprès du Tribunal un acte de comparution conforme à la formule II et, s'il y a lieu, un acte de déclaration et d'engagement conforme à la formule III;

- g) l'adresse où les exposés écrits et la correspondance peuvent être envoyés ou livrés et où les renseignements concernant le réexamen peuvent être obtenus;
- h) les autres renseignements indiqués par le Tribunal.

Envoi de l'avis

79. Le secrétaire envoie, par porteur ou par courrier recommandé, copie de l'avis du réexamen aux personnes suivantes:

- a) l'intéressé à la demande duquel le réexamen est entrepris, le cas échéant;
- b) le Sous-Ministre;
- c) tous les producteurs nationaux de marchandises similaires à celles visées par l'ordonnance ou les conclusions soumises au réexamen;
- d) les parties à l'enquête ayant donné lieu à l'ordonnance ou aux conclusions soumises au réexamen, ainsi que les gouvernements qui ont été avisés de celles-ci par le Tribunal;
- e) toute autre personne indiquée par le Tribunal.

Envoi de l'avis des mesures prises et de l'exposé des motifs

80. Outre les personnes visées à l'alinéa 91 3) b) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, le secrétaire envoie par courrier recommandé l'avis des mesures prises et l'exposé des motifs mentionnés à cet alinéa aux autres personnes et aux gouvernements auxquels il était tenu d'envoyer copie de l'avis de réexamen conformément à l'article 79.

Application de certains articles

81. Les articles 58 à 60 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la demande visée au paragraphe 89 1) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation et à toute nouvelle audition tenue dans le cadre du réexamen qu'effectue le Tribunal en vertu de l'alinéa 91 1) g) de cette loi.

PARTIE VIII

PLAINTES DES PRODUCTEURS NATIONAUX

Application

82. La présente partie s'applique aux plaintes écrites que déposent devant le Tribunal conformément aux paragraphes 23 1) ou 1.1) de la Loi des producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes à des marchandises importées au Canada, ou toute personne ou association les représentant, qui estiment que les marchandises importées le sont en quantité tellement accrue et

à des conditions telles que leur importation cause ou menace de causer un préjudice grave aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.

Complément d'information accompagnant la plainte écrite

83. Toute plainte déposée devant le Tribunal est signée par le plaignant ou son avocat, s'il y a lieu, et comporte, en plus des renseignements visés aux paragraphes 23 2) et 3) de la Loi, les renseignements suivants:

- a) les nom, adresse aux fins de signification, numéro de téléphone et un numéro de télécopieur, le cas échéant, du plaignant et ceux de son avocat, s'il y a lieu;
- b) la liste des documents utiles à l'appui de la plainte;
- c) la liste des autres parties intéressées;
- d) les volumes réels et éventuel des marchandises importées au Canada et l'effet de l'importation des marchandises sur les prix de marchandises similaires ou directement concurrentes au Canada, y compris la question de savoir:
 - i) si l'importation des marchandises a connu une forte augmentation, soit de façon absolue, soit comparativement à la production ou à la consommation au Canada de marchandises similaires ou directement concurrentes,
 - ii) si le prix des marchandises importées au Canada est de beaucoup inférieur au prix des marchandises similaires ou directement concurrentes produites et vendues au Canada,
 - iii) si l'importation de ces marchandises a eu pour effet:
 - A) soit de faire baisser sensiblement le prix des marchandises similaires ou directement concurrentes produites et vendues au Canada,
 - B) soit de limiter, de façon sensible, les augmentations de prix des marchandises similaires ou directement concurrentes produites et vendues au Canada;
- e) l'incidence de l'importation des marchandises sur les producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes au Canada, ainsi que tous les facteurs et indices économiques influant sur l'industrie qui englobe les marchandises similaires ou directement concurrentes, notamment:
 - i) les réductions réelle et éventuelle de la production, des ventes, de la part du marché, des bénéfices, de la productivité, du rendement du capital investi et de l'utilisation de la capacité de production,
 - ii) les facteurs qui influent sur les prix canadiens,

- iii) les effets négatifs, réels et éventuels, sur les liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance de l'industrie et la capacité de recueillir des capitaux ou des investissements.

PARTIE IX

SAISINES EN VERTU DES ARTICLES 18, 19, 19.1 OU 20 DE LA LOI

Application

84. La présente partie s'applique aux saisines suivantes:

- a) celles faites par le Gouverneur en conseil, aux termes de l'article 18 de la Loi, demandant au Tribunal de faire enquête et de lui faire rapport sur des questions touchant les intérêts économiques ou commerciaux du Canada;
- b) celles faites par le Ministre, aux termes de l'article 19 de la Loi, demandant au Tribunal de faire enquête et de lui faire rapport sur des questions relatives aux tarifs douaniers sauf celles visées à la partie X;
- c) celles faites par le Gouverneur en conseil, aux termes de l'article 19.1 de la Loi, demandant au Tribunal de faire enquête et de lui faire rapport sur des questions liées à l'importation de marchandises bénéficiant du tarif des Etats-Unis de l'annexe I du Tarif des douanes;
- d) celles faites par le Gouverneur en conseil, aux termes de l'article 20 de la Loi, demandant au Tribunal de faire enquête et de lui faire rapport sur des questions liées à l'importation de marchandises ou à la prestation de services au Canada par des personnes n'y résidant pas habituellement.

Avis d'enquête

85. Lorsque, aux termes des articles 18, 19, 19.1 ou 20 de la Loi, le Tribunal est saisi d'une question pour enquête et rapport, le secrétaire fait publier dans la Gazette du Canada un avis d'enquête qui contient les renseignements suivants:

- a) la disposition législative autorisant l'enquête;
- b) l'objet de l'enquête et les détails ou explications indiqués par le Tribunal;
- c) la date limite à laquelle les exposés écrits doivent être déposés auprès du Tribunal et le nombre de copies requis;
- d) les directives régissant le dépôt des renseignements confidentiels;
- e) un énoncé indiquant si le Tribunal a ordonné la tenue d'une audience;
- f) si le Tribunal a ordonné la tenue d'une audience, les indications suivantes:

- i) les date, heure et lieu de l'audience ou, s'ils n'ont pas encore été fixés, un énoncé indiquant qu'un avis à cet effet sera donné aux personnes qui déposent une demande écrite en ce sens auprès du secrétaire,
 - ii) la date limite à laquelle toute personne intéressée doit déposer auprès du Tribunal un acte de comparution conforme à la formule I,
 - iii) la date limite à laquelle l'avocat d'une personne qui a déposé un acte de comparution conforme à la formule I doit déposer auprès du Tribunal un acte de comparution conforme à la formule II et, s'il y a lieu, un acte de déclaration et d'engagement conforme à la formule III;
- g) l'adresse où les exposés écrits et la correspondance peuvent être envoyés ou livrés et où les renseignements concernant l'enquête peuvent être obtenus;
- h) les autres renseignements indiqués par le Tribunal.

Envoi de l'avis

86. Le secrétaire envoie, par porteur ou par courrier recommandé, copie de l'avis d'enquête aux personnes suivantes:

- a) si l'enquête porte sur des marchandises, les personnes qui, à la connaissance du Tribunal, sont des producteurs nationaux de ces marchandises ou importent au Canada ou exportent vers le Canada ces marchandises;
- b) si l'enquête porte sur la prestation de services, les personnes qui, à la connaissance du Tribunal, fournissent de tels services au Canada;
- c) le gouvernement de tout pays qui, d'après le Tribunal, a un intérêt dans l'enquête;
- d) toute association commerciale qui, d'après le Tribunal, a un intérêt particulier dans l'enquête;
- e) toute autre personne indiquée par le Tribunal.

Tenue d'une audience

87. 1) Le Tribunal peut, même si l'avis d'enquête précise qu'il n'a pas ordonné la tenue d'une audience, en ordonner la tenue après la publication de cet avis dans la Gazette du Canada s'il le juge nécessaire ou souhaitable.

2) Si, en conformité avec le paragraphe 1), le Tribunal ordonne la tenue d'une audience, le secrétaire fait publier dans la Gazette du Canada un avis à cet effet.

3) L'avis donné conformément au paragraphe 2 comporte les renseignements mentionnés à l'alinéa 78 f).

Application de certains articles

88. Les articles 59 et 60 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'enquête tenue par le Tribunal par suite d'une saisine visée par la présente partie.

PARTIE X

SAISINES EN VERTU DE L'ARTICLE 19 DE LA LOI SUR DES QUESTIONS
RELATIVES AU TARIF DE PREFERENCE GENERAL OU A L'OCTROI
DE L'ENTREE EN FRANCHISE A L'EGARD DES IMPORTATIONS
ORIGINAIRES DES PAYS ANTILLAIS DU COMMONWEALTH

Application

89. La présente partie s'applique aux saisines permanentes faites par le Ministre, aux termes de l'article 19 de la Loi, demandant au Tribunal de faire enquête et rapport sur:

- a) soit une plainte écrite que le Tribunal reçoit d'un producteur national de marchandises alléguant que des marchandises similaires ou directement concurrentes qui sont originaires d'un pays inscrit à l'annexe III du Tarif des douanes comme bénéficiaire du tarif de préférence général et qui sont importées au Canada au tarif de préférence général en vertu de l'article 35 du Tarif des douanes ou en franchise de droits en vertu de l'article 37 du Tarif des douanes lui causent ou menacent de lui causer un préjudice;
- b) soit une plainte écrite que le Tribunal reçoit d'un producteur national de marchandises alléguant que des marchandises similaires ou directement concurrentes qui sont originaires d'un pays inscrit à l'annexe III du Tarif des douanes comme bénéficiaire du régime de franchise des pays antillais du Commonwealth et qui sont importées au Canada en franchise de droits en vertu de l'article 53 du Tarif des douanes lui causent ou menacent de lui causer un préjudice.

Plaintes des producteurs

90. 1) Toute plainte écrite visée à l'article 89:
- a) est signée par le plaignant ou son avocat;
 - b) est déposée auprès du secrétaire;
 - c) comporte les renseignements suivants:
 - i) les faits sur lesquels elle se fonde,
 - ii) la nature du redressement recherché,
 - iii) les marchandises en cause,
 - iv) l'origine des marchandises importées aux tarifs préférentiels,

- v) les nom, adresse aux fins de signification, numéro de téléphone et numéro de télécopieur, le cas échéant, du plaignant et ceux de son avocat, s'il y a lieu,
- vi) la liste des documents utiles à l'appui de la plainte,
- vii) la liste de tous les autres producteurs nationaux des marchandises visées par la plainte et de ceux d'entre eux qui, le cas échéant, appuient la plainte,
- viii) les renseignements visés aux alinéas 83 d) et e),
- ix) tout autre renseignement dont dispose le plaignant et qui est de nature à prouver les faits visés au sous-alinéa i).

2) Le Tribunal ouvre une enquête au sujet de la plainte s'il est convaincu que les renseignements fournis par le plaignant et tout autre renseignement qu'il a examiné indiquent de façon raisonnable que le producteur national a subi ou peut subir un préjudice en raison des importations actuelles ou éventuelles aux tarifs préférentiels visés à l'article 89.

Avis d'expiration

91. Lorsqu'une mesure temporaire de sauvegarde - mise en oeuvre par le gouvernement du Canada pour empêcher ou réparer le préjudice causé aux producteurs nationaux par des importations aux tarifs préférentiels visés à l'article 89 - est sur le point d'arriver à expiration, le secrétaire, afin que le Tribunal reçoive et examine les exposés écrits que peuvent présenter les personnes qui s'intéressent à l'avenir de cette mesure, fait publier dans la Gazette du Canada, au moins 10 mois avant que la mesure arrive à expiration, un avis d'expiration contenant les renseignements suivants:

- a) la date prévue pour l'expiration de la mesure;
- b) la disposition législative autorisant l'examen de la mesure;
- c) la date limite du dépôt des exposés écrits;
- d) l'adresse où les exposés écrits ou la correspondance peuvent être envoyés ou livrés et où les renseignements sur l'examen de la mesure peuvent être obtenus;
- e) tout autre renseignement indiqué par le Tribunal.

Application de certains articles

92. Les articles 59, 60 et 85 à 87 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'enquête tenue par le Tribunal par suite d'une saisine visée par la présente partie.

ANNEXE
(article 2)

FORMULE I
(articles 10, 39, 54, 71, 76, 78 et 85)

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTERIEUR

DANS L'AFFAIRE CONCERNANT: (*Un appel, une enquête, un réexamen, etc.*) en vertu de la Loi
(*titre de la loi*) au sujet de (*préciser les parties, les marchandises ou la question faisant l'objet de l'appel,
de l'enquête, du réexamen, etc.*)

ACTE DE COMPARUTION (PARTIE)

Le secrétaire
Tribunal canadien du commerce extérieur
Ottawa (Ontario)
K1A 0G7

Avis est donné que le soussigné, (*une partie intéressée, un intervenant ou une personne que
la question en cause intéresse*) dans (*l'appel, l'enquête, le réexamen, etc.*), a l'intention de comparaître
à l'audience devant commencer le _____ 19____. Le soussigné est (*une partie intéressée,
un intervenant ou une personne que la question en cause intéresse*) pour les motifs suivants: (*préciser
la nature de l'intérêt*)

Le soussigné ne sera pas représenté par un avocat.

ou

Le soussigné sera représenté par un avocat dont le nom est _____ et dont
l'adresse aux fins de signification est _____

Fait à _____ (_____), le _____ 19____.

Signature: _____

Nom (*en lettres moulées*): _____

Adresse: _____

Note: Le texte de la présente formule peut être dactylographié sur une feuille portant l'en-tête des parties intéressées, intervenants ou personnes que la question en cause intéresse.

Omettre tout paragraphe ou terme inutile.

L'avocat doit déposer un acte de comparution conforme à la formule II des Règles du Tribunal canadien du commerce extérieur.

Pour avoir accès aux renseignements confidentiels, l'avocat doit déposer un acte de déclaration et d'engagement conforme à la formule III de ces règles.

FORMULE II
(paragraphe 10 2) et articles 54, 71, 76, 78 et 85)

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTERIEUR

DANS L'AFFAIRE CONCERNANT: *(Une enquête, un réexamen, etc.)* en vertu de la Loi *(titre de la loi)* au sujet de *(préciser les parties, les marchandises ou la question faisant l'objet de l'enquête, du réexamen, etc.)*

ACTE DE COMPARUTION (AVOCAT)

Le secrétaire
Tribunal canadien du commerce extérieur
Ottawa (Ontario)
K1A 0G7

Avis est donné que le soussigné représente à titre d'avocat _____

une partie qui comparaît devant le Tribunal dans l'affaire susmentionnée.

L'adresse du soussigné aux fins de signification est:

Fait à _____ (_____), le _____ 19__.

Signature: _____

Nom *(en lettres moulées)*: _____

Adresse: _____

FORMULE III
(paragraphe 16 1) et articles 54, 71, 76, 78 et 85)

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTERIEUR

DANS L'AFFAIRE CONCERNANT: (*Un appel, une enquête, un réexamen, etc.*) en vertu de la Loi
(*titre de la loi*) au sujet de (*indiquer ou décrire l'affaire dont est saisi le Tribunal*)

ACTE DE DECLARATION ET D'ENGAGEMENT

Je, (*inscrire le nom*), agis à titre d'avocat inscrit au dossier pour (*nom de la partie représentée*).

A ce titre, je demande accès aux renseignements confidentiels figurant au dossier de la procédure.

DECLARATION

Je déclare:

- a) résider habituellement au Canada;
- b) ne pas être un administrateur, préposé ou employé de la partie que je représente ou de toute autre personne qui, à ma connaissance, est partie à la procédure;
- c) avoir lu et compris le paragraphe 45 3) de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur relatif à la non-divulgence de renseignements de nature confidentielle.

ENGAGEMENT

Je m'engage

- a) à n'utiliser les renseignements divulgués selon les conditions du présent engagement qu'aux fins des fonctions exécutées dans le cadre de la procédure en cause;
- b) à ne révéler les renseignements divulgués selon les conditions du présent engagement qu'aux personnes qui se sont vu accorder l'accès à ces renseignements ou qu'aux membres du personnel du Tribunal canadien du commerce extérieur;
- c) à ne pas reproduire, de quelque façon que ce soit, les renseignements divulgués selon les conditions du présent engagement sans avoir obtenu au préalable une autorisation écrite du Tribunal canadien du commerce extérieur;
- d) à garder confidentiels et à protéger les renseignements divulgués selon les conditions du présent engagement, de la manière suivante:
 - i) je conserverai en tout temps, dans mon bureau ou sous ma garde, la série complète des documents mis à ma disposition selon les conditions du présent engagement,
 - ii) je déposerai dans un coffre-fort verrouillé ou dans un autre dispositif d'entreposage sûr tous les documents et pièces contenant les renseignements divulgués selon les conditions du présent engagement, lorsque ces documents et pièces ne sont pas utilisés;
- e) à retourner au secrétaire, selon ses directives, tous les documents et pièces contenant des renseignements divulgués selon les conditions du présent engagement, y compris les notes, tableaux et mémorandums se rapportant à de tels renseignements, ou à détruire ces documents et pièces et à déposer auprès du secrétaire une attestation de leur destruction, à la fin de la procédure ou dans les dix jours suivant la fin de ma participation à la procédure;
- f) si la partie que je représente dépose un avis de changement d'avocat inscrit au dossier, à prendre l'une des mesures suivantes dans les dix jours suivant le dépôt de l'avis:
 - i) retourner au secrétaire, selon ses directives, tous les documents et pièces contenant des renseignements divulgués selon les conditions du présent engagement, y compris les notes, tableaux et mémorandums se rapportant à de tels renseignements,
 - ii) détruire de tels documents et pièces et déposer auprès du secrétaire une attestation de leur destruction,
 - iii) remettre de tels documents et pièces à l'avocat qui me remplace dans la procédure, qui a signé un acte de déclaration et d'engagement et qui s'est vu accorder l'accès à de tels renseignements;

- g) à faire rapport dans les plus brefs délais au Tribunal canadien du commerce extérieur de tout manquement à un acte de déclaration et d'engagement;
- h) à informer sans délai le Tribunal canadien du commerce extérieur de tout changement dans les faits mentionnés dans le présent engagement.

Fait à _____

le _____ 19 _____

Signature: _____

Nom (*en lettres moulées*): _____

Adresse: _____

FORMULE IV
(paragraphe 20 2))

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTERIEUR
OTTAWA (CANADA)

ASSIGNATION A COMPARAITRE

DANS L'AFFAIRE CONCERNANT

A: (nom et adresse du témoin)

Vous êtes sommé de comparaître devant le Tribunal à une audience qui aura lieu dans l'affaire précitée à la salle d'audience du Tribunal canadien du commerce extérieur n° _____, à _____ (adresse), le _____ (jour), (mois et année) à _____ (heure), et ainsi de jour en jour jusqu'à ce que votre présence ne soit plus requise, pour rendre témoignage dans l'affaire en question.

Vous êtes prié d'apporter avec vous et de produire à l'audience les documents et objets suivants: (indiquer la nature et la date de chaque document et donner les précisions permettant d'identifier chaque document et chaque objet).

En foi de quoi la présente assignation est signée pour le Tribunal canadien du commerce extérieur par son secrétaire à Ottawa (Ontario), le _____ 19____.

(SCEAU)

Le secrétaire

Note: Il est alloué pour votre comparution à l'audience des indemnités comparables à celles qui s'appliquent aux convocations de la Cour fédérale.

La présente assignation à comparaître a été délivrée à la demande de la personne suivante et toute demande de renseignements peut lui être envoyée à l'adresse suivante:
(Nom, adresse et numéro de téléphone de la partie ou de l'avocat qui signifie l'assignation à comparaître)

FORMULE V
(paragraphe 31 2))

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTERIEUR

ENTRE:

(nom)

l'appelant

et

(nom)

l'intimé

AVIS D'APPEL

Avis est donné que (nom) interjette appel devant le Tribunal canadien du commerce extérieur (préciser la disposition législative invoquée pour interjeter appel ainsi que la cotisation, la nouvelle cotisation, le rejet, la décision, la détermination ou le réexamen visé par l'appel).

Date: _____

(Signature)

(Indiquer le nom, l'adresse aux fins de
signification, le numéro de téléphone et le
numéro de télécopieur, le cas échéant, de
l'appelant ou de son avocat)

Destinataire: Le secrétaire
Tribunal canadien du commerce extérieur
365, avenue Laurier ouest
Ottawa (Ontario)
K1A 0G7

FORMULE VI
(*article 33*)

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTERIEUR

ENTRE:

(*nom*)

l'appelant

et

(*nom*)

l'intimé

DEMANDE DE PROLONGATION, EN VERTU DE L'ARTICLE 81.32
DE LA LOI SUR LA TAXE D'ACCISE, DU DELAI PREVU POUR
SIGNIFIER UN AVIS D'OPPOSITION OU INTERJETER APPEL

Je, (*inscrire le nom et l'adresse postale complète du demandeur*), demande une ordonnance autorisant la prolongation du délai prévu pour signifier un avis d'opposition en vertu des articles 81.15 ou 81.17 de la *Loi sur la taxe d'accise* ou pour interjeter appel en vertu de l'article 81.19 de la *Loi sur la taxe d'accise*. (*Préciser la disposition législative applicable et biffer les mentions inutiles.*)

(*Exposer les raisons pour lesquelles le demandeur ne peut ou n'a pu observer le délai prévu.*)

Date: _____

(Signature)

(*Indiquer le nom, l'adresse aux fins de signification, le numéro de téléphone et le numéro de télécopieur, le cas échéant, du demandeur ou de son avocat*)

Destinataire: Le secrétaire
Tribunal canadien du commerce extérieur
365, avenue Laurier ouest
Ottawa (Ontario)
K1A 0G7

Note: Le paragraphe 81.32 2) de la *Loi sur la taxe d'accise* exige que le demandeur dépose auprès du Tribunal trois copies de la demande.

FORMULE VII
(*article 40*)

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTERIEUR

ENTRE:

(*nom*)

l'appelant

et

(*nom*)

l'intimé

AVIS D'INTERVENTION EN VERTU DU PARAGRAPHE 81.33 9)
DE LA LOI SUR LA TAXE D'ACCISE

Avis est donné par (*inscrire le nom et l'adresse postale complète de l'intervenant*) de son intervention dans l'appel ou la demande de prolongation du délai d'appel présenté par (*insérer le nom de l'appelant*) le (*insérer la date de l'avis d'appel ou de la demande de prolongation du délai d'appel*).

Date: _____

(Signature)

(*Indiquer le nom, l'adresse aux fins de signification, le numéro de téléphone et le numéro de télécopieur, le cas échéant, de l'intervenant ou de son avocat*)

Destinataire: Le secrétaire
Tribunal canadien du commerce extérieur
365, avenue Laurier ouest
Ottawa (Ontario)
K1A 0G7

FORMULE VIII
(paragraphe 42 1))

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTERIEUR

ENTRE:

(nom)

l'appelant

et

(nom)

l'intimé

DEMANDE D'ORDONNANCE, EN VERTU DE L'ARTICLE 81.34
DE LA LOI SUR LA TAXE D'ACCISE, PERMETTANT
D'INTERVENIR DANS UN APPEL

Je, (*inscrire le nom et l'adresse postale complète du demandeur*), demande une ordonnance me permettant d'intervenir dans l'appel de (*inscrire le nom de l'appelant*) interjeté le (*inscrire la date de l'avis d'appel*).

A. (*Décrire la nature de l'intérêt du demandeur dans l'appel.*)

B. (*Enoncer les faits sur lesquels la demande se fonde.*)

Date: _____

(Signature)

(*Indiquer le nom, l'adresse aux fins de signification, le numéro de téléphone et le numéro de télécopieur, le cas échéant, du demandeur ou de son avocat*)

Destinataire: Le secrétaire
Tribunal canadien du commerce extérieur
365, avenue Laurier ouest
Ottawa (Ontario)
K1A 0G7

Note: L'article 81.34 de la *Loi sur la taxe d'accise* exige qu'un avis de la demande soit déposé auprès du Tribunal et qu'une copie de l'avis soit signifiée aux parties à l'appel au moins 14 jours avant que la demande soit entendue.

FORMULE IX
(*article 43*)

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTERIEUR

ENTRE:

(*nom*)

l'appelant

et

(*nom*)

l'intimé

DEMANDE D'ORDONNANCE, EN VERTU DU PARAGRAPHE 81.34 2) DE LA
LOI SUR LA TAXE D'ACCISE, PERMETTANT DE PRETER MAIN-FORTE
AU TRIBUNAL PAR VOIE DE PLAIDOYER DANS UN APPEL

Je, (*inscrire le nom et l'adresse postale complète du demandeur*), demande une ordonnance
me permettant de prêter main-forte au Tribunal canadien du commerce extérieur par voie de plaider
dans l'appel de (*inscrire le nom de l'appelant*) interjeté le (*inscrire la date de l'avis d'appel*).

Date: _____

(Signature)

(*Indiquer le nom, l'adresse aux fins de
signification, le numéro de téléphone et le
numéro de télécopieur, le cas échéant, du
demandeur ou de son avocat*)

Destinataire: Le secrétaire
Tribunal canadien du commerce extérieur
365, avenue Laurier ouest
Ottawa (Ontario)
K1A 0G7

FORMULE X
(paragraphe 44 2))

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTERIEUR

ENTRE:

(nom)

l'appelant

et

(nom)

l'intimé

AVIS DE DESISTEMENT

Avis est donné que l'appelant se désiste de l'appel interjeté à l'égard de *(préciser l'objet de l'appel en indiquant notamment la décision visée par l'appel)*.

Date: _____

(Signature)

*(Indiquer le nom, l'adresse aux fins de
signification, le numéro de téléphone et le
numéro de télécopieur, le cas échéant, de
l'appelant ou de son avocat)*

Destinataire: Le secrétaire
Tribunal canadien du commerce extérieur
365, avenue Laurier ouest
Ottawa (Ontario)
K1A 0G7

REGLES DU TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTERIEUR

Table des matières

ARTICLE

- 1. Titre abrégé
- 2. Définitions
- 3. Interprétation

PARTIE I

REGLES D'APPLICATION GENERALE

- 4. Application
- 5. Directives sur la procédure
- 6. Exemptions ou modifications
- 7. Vice de forme ou de procédure
- 8. Prolongation ou abrègement des délais
- 9. Calcul des délais
- 10. Comparution
- 11. Avocat inscrit au dossier
- 12. Dépôt des documents
- 13. Signification des documents
- 14. Dépôt de renseignements confidentiels
- 15. Présentation de renseignements confidentiels
- 16. Divulgateion à l'avocat de renseignements confidentiels
- 17. Dépôt, signification et communication de renseignements confidentiels
- 18. Conférence préparatoire à l'audience
- 19. Accessibilité des renseignements
- 20. Assignation à comparaître
- 21. Témoins
- 22. Preuve
- 23. Audiences à huis clos
- 24. Avis de requête
- 25. Procédure sans audience
- 26. Ajournement et remise d'audience
- 27. Communications
- 28. Décisions, ordonnances ou conclusions du Tribunal
- 29. Inobservation

PARTIE II

PROCEDURE APPLICABLE AUX APPELS

- 30. Application
- 31. Commencement de l'appel

- 32. Envoi de l'avis d'appel
- 33. Prolongation du délai pour former opposition ou interjeter appel en vertu de la Loi sur la taxe d'accise
- 34. Mémoire
- 35. Réponse
- 36. Exposés écrits et preuve documentaire
- 37. Date de l'audience
- 38. Avis d'audience
- 39. Acte de comparution dans un appel interjeté conformément à la Loi sur les douanes ou la Loi sur les mesures spéciales d'importation
- 40. Intervention d'un vendeur de marchandises en vertu du paragraphe 81.33 9) de la Loi sur la taxe d'accise
- 41. Nouvelle partie
- 42. Intervention en vertu de l'article 81.34 de la Loi sur la taxe d'accise
- 43. Aide en vertu du paragraphe 81.34 2) de la Loi sur la taxe d'accise
- 44. Désistement
- 45. Décision par consentement
- 46. Défaut de comparaître
- 47. Nouvelle audience aux termes du paragraphe 68 2) de la Loi sur les douanes ou nouvelle audition aux termes de l'alinéa 62 2) b) de la Loi sur les mesures spéciales d'importation

PARTIE III

RENVOIS EN VERTU DES ARTICLES 33, 34 ET 35 DE LA LOI SUR LES MESURES SPECIALES D'IMPORTATION

- 48. Application
- 49. Avis de renvoi
- 50. Envoi de l'avis au Sous-Ministre
- 51. Renseignements déposés par le Sous-Ministre
- 52. Avis

PARTIE IV

ENQUETES MENEES EN VERTU DE L'ARTICLE 42 DE LA LOI SUR LES MESURES SPECIALES D'IMPORTATION

- 53. Application
- 54. Avis d'ouverture d'enquête
- 55. Envoi de l'avis d'ouverture d'enquête
- 56. Renseignements déposés par le Sous-Ministre - Décision provisoire
- 57. Renseignements déposés par le Sous-Ministre - Décision définitive
- 58. Renseignements fournis par le secrétaire
- 59. Accessibilité des renseignements
- 60. Exposés écrits et preuve documentaire
- 61. Renseignements fournis par les parties

- 62. Observations présentées en vertu de l'article 45 de la Loi sur les mesures spéciales d'importation
- 63. Avis

PARTIE V

REOUVERTURE D'ENQUETES EN VERTU DE L'ARTICLE 44 DE LA LOI SUR LES MESURES SPECIALES D'IMPORTATION

- 64. Application
- 65. Avis de réouverture d'enquête
- 66. Envoi de l'avis
- 67. Exposé écrit
- 68. Application de la Partie IV

PARTIE VI

REEXAMENS EFFECTUES EN VERTU DE L'ARTICLE 76 DE LA LOI SUR LES MESURES SPECIALES D'IMPORTATION

- 69. Application
- 70. Demande de réexamen
- 71. Avis de réexamen
- 72. Avis d'expiration
- 73. Application de certains articles

PARTIE VII

DECISIONS RENDUES EN VERTU DE L'ARTICLE 89 ET REEXAMENS EFFECTUES EN VERTU DE L'ALINEA 91 1) g) DE LA LOI SUR LES MESURES SPECIALES D'IMPORTATION

- 74. Application
- 75. Avis de demande par le Sous-Ministre
- 76. Avis de demande de décision
- 77. Demande de réexamen
- 78. Avis de réexamen
- 79. Envoi de l'avis
- 80. Envoi de l'avis des mesures prises et de l'exposé des motifs
- 81. Application de certains articles

PARTIE VIII

PLAINTES DES PRODUCTEURS NATIONAUX

- 82. Application
- 83. Complément d'information accompagnant la plainte écrite

PARTIE IX

SAISINES EN VERTU DES ARTICLES 18, 19, 19.1 OU 20 DE LA LOI

- 84. Application
- 85. Avis d'enquête
- 86. Envoi de l'avis
- 87. Tenue d'une audience
- 88. Application de certains articles

PARTIE X

SAISINES EN VERTU DE L'ARTICLE 19 DE LA LOI SUR DES QUESTIONS RELATIVES AU TARIF DE PREFERENCE GENERAL OU A L'OCTROI DE L'ENTREE EN FRANCHISE A L'EGARD DES IMPORTATIONS ORIGINAIRES DES PAYS ANTILLAIS DU COMMONWEALTH

- 89. Application
- 90. Plaintes des producteurs
- 91. Avis d'expiration
- 92. Application de certains articles

ANNEXE

FORMULE

- I. Acte de comparution (Partie)
- II. Acte de comparution (Avocat)
- III. Acte de déclaration et d'engagement
- IV. Assignation à comparaître
- V. Avis d'appel
- VI. Demande de prolongation, en vertu de l'article 81.32 de la Loi sur la taxe d'accise, du délai prévu pour signifier un avis d'opposition ou interjeter appel
- VII. Avis d'intervention en vertu du paragraphe 81.33 9) de la Loi sur la taxe d'accise
- VIII. Demande d'ordonnance, en vertu de l'article 81.34 de la Loi sur la taxe d'accise, permettant d'intervenir dans un appel
- IX. Demande d'ordonnance, en vertu du paragraphe 81.34 2) de la Loi sur la taxe d'accise, permettant de prêter main-forte au Tribunal par voie de plaider dans un appel
- X. Avis de désistement

RESUME DE L'ETUDE D'IMPACT DE LA REGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie des règles)

Description

Le Tribunal canadien du commerce extérieur est un tribunal administratif établi en vertu de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur (S.C. 1988, chap. 56). L'article 39 de cette loi prévoit que le Tribunal peut, après consultation du Ministre des finances et sous réserve de l'approbation du gouvernement en conseil, établir des règles régissant d'une manière générale la procédure relative à ses travaux et précisant le complément d'information à fournir à l'occasion d'une plainte déposée par les producteurs nationaux.

Ces règles compléteront la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur et les autres lois fédérales aux termes desquelles le Tribunal exerce ses attributions. Ces lois sont la Loi sur les douanes, la Loi sur la taxe d'accise, la Loi sur les mesures spéciales d'importation, la Loi sur l'administration de l'énergie et la Loi sur le droit d'exportation de produits de bois d'oeuvre.

Ces règles sont tantôt d'application générale et pertinentes à toutes les activités du Tribunal, tantôt plus précises et relatives à différentes attributions conférées à celui-ci, telles que les appels, les nouvelles audiences, les renvois, les enquêtes, les réouvertures d'enquêtes, les réexamens, les décisions et réexamens, les plaintes des producteurs nationaux et les saisines. Des échantillons de formulaires sont annexés aux règles.

Solutions de rechange envisagées

La Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur laisse peu de place à d'autres mesures possibles, car elle prévoit l'adoption de règles régissant les attributions indiquées ci-dessus, et cela pour donner au Tribunal les moyens d'appliquer cette même loi.

Comme le Tribunal conserve la compétence, les pouvoirs et les procédures de ses prédécesseurs - le Tribunal canadien des importations, la Commission du tarif et la Commission du textile et des vêtements - les règles seront conformes aux pratiques antérieures, si ce n'est pour quelques modifications de circonstance.

Entre-temps, les activités du Tribunal ont été régies par les Règles du Tribunal canadien des importations qui, conformément à l'article 61 de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, continuent d'avoir effet, dans la mesure où elles sont compatibles avec cette même loi. Les activités du Tribunal ont été également régies par le Guide officieux à l'usage des parties aux appels devant la Commission du tarif, qui fait état des procédures à suivre dans le traitement des appels interjetés en vertu de la Loi sur les douanes, de la Loi sur la taxe d'accise, de la Loi sur les mesures spéciales d'importation, de la Loi sur l'administration de l'énergie et de la Loi sur le droit d'exportation de produits de bois d'oeuvre.

Pour ces raisons, aucune solution de rechange n'a été envisagée.

Compatibilité avec la Politique de réglementation et au Code du citoyen

Les règles sont conformes à la Politique de réglementation. Elles simplifient les procédures et réduisent le légalisme au maximum conformément à l'objectif exprimé dans la Loi, qui est que les procédures se déroulant devant le Tribunal doivent être conduites de la façon qui lui paraît la plus efficace, la plus équitable et la plus expéditive dans les circonstances.

Pour ce qui est du Code d'équité en matière de réglementation du citoyen, les règles trouvent leur fondement dans la loi habilitante et sont nécessaires au fonctionnement du Tribunal. Elles font en sorte que les droits des parties qui se présentent devant le Tribunal soient protégés conformément à la Charte canadienne des droits et libertés.

Le préavis a été donné dans les Projets de réglementation fédérale de 1991 n° 716-FIN.

Répercussions prévues

Les règles visent à fournir une orientation globale et claire aux parties comparaisant devant le Tribunal et, de façon générale, à assurer un traitement équitable et efficace des procédures devant le Tribunal.

L'équité est assurée grâce:

- a) à des exigences détaillées concernant les avis d'audience, d'ouverture d'enquête, d'expiration, de réexamen, ainsi que les autres avis d'ouverture des procédures; et
- b) à des critères servant à guider le Tribunal dans l'examen des questions de préjudice sensible, de retard sensible ou de préjudice grave touchant le dumping, les subventionnements ou l'importation de marchandises.

L'efficacité est assurée grâce à des dispositions qui:

- a) prévoient le dépôt de mémoires, dans certains délais, dans le cadre des procédures d'appel;
- b) diminuent les possibilités d'abus en matière de remises et d'ajournement dans le cadre des procédures d'appel;
- c) permettent de rendre une décision par consentement dans certaines procédures d'appel;
- d) prévoient les procédures à suivre dans les cas de nouvelles audiences, de réouverture d'enquêtes et de saisines; et
- e) précisent le complément d'information à fournir à l'occasion d'une plainte déposée par des producteurs nationaux.

Tout en tenant des audiences équitables et efficaces, le Tribunal pourra entendre les parties dans les meilleurs délais et conformément aux principes de justice fondamentale.

Même si les répercussions prévues des nouvelles règles ne peuvent être mesurées précisément en termes économiques, on peut dire que la fusion des fonctions d'enquête et d'appel du Tribunal

canadien des importations, de la Commission du textile et des vêtements et de la Commission du tarif regroupe plus efficacement les compétences et les connaissances acquises dans le domaine commercial et assure le traitement harmonisé des questions touchant les importations et des autres questions relatives au commerce extérieur.

Le Tribunal n'a guère l'occasion de tenir compte du principe du recouvrement des coûts dans ses programmes. Cependant, il essaie autant que possible de faire défrayer par les parties qui se présentent devant lui les frais de signification et de reproduction de documents.

Consultations

Toutes les parties intéressées ont été consultées au cours de l'élaboration des règles. Le Tribunal a consulté de façon officielle 79 personnes (particuliers, sociétés et avocats qui ont des rapports réguliers avec le Tribunal et quelques membres de la communauté universitaire). On leur a demandé leur avis sur l'ébauche des règles. Deux séances publiques ont été tenues en juillet 1990 avec les intéressés, qui désiraient commenter directement les règles ébauchées. Les Ministères des finances et de la justice ont également été consultés. Un avis a été publié dans la livraison de juin du bulletin du Tribunal, invitant tous les intéressés recevant cette publication à faire leurs commentaires sur l'ébauche des règles. Le bulletin est distribué à environ 2 800 personnes figurant sur la liste d'envoi du Tribunal. Toutes les opinions et observations ont été prises en considération avant la mise au point des règles.

Mécanisme de conformité

L'article 17 de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur confère au Tribunal les attributions d'une cour supérieure d'archives. Le Tribunal a donc le même pouvoir qu'une cour supérieure pour exécuter ses ordonnances et exercer pleinement sa compétence.

Personne-ressource:

Clifford Sosnow
ou
Debra Steger
Services juridiques
Tribunal canadien du commerce extérieur
365, avenue Laurier ouest
Ottawa (Ontario)
K1A 0G7
(613) 990-2437

Extrait
Gazette du Canada, Partie II
Le 29 décembre 1993

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTERIEUR

Règles du Tribunal canadien du commerce
extérieur - Modification

Enregistrement
DORS/93-601 15 décembre 1993

LOI SUR LE TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTERIEUR

Règles du Tribunal canadien du commerce extérieur - Modification

C.P. 1993-2101 15 décembre 1993

Sur recommandation du Ministre des finances et en vertu du paragraphe 39 1)* de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur**, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil d'approuver les modifications conformes à l'annexe ci-après, apportées par le Tribunal canadien du commerce extérieur, après consultation avec le Ministre des finances, aux Règles du Tribunal canadien du commerce extérieur, approuvées par le Décret C.P. 1991-1446 du 13 août 1991.***

ANNEXE

1. 1) La définition de "intervenant", à l'article 2 des Règles du Tribunal canadien du commerce extérieur, est modifiée par adjonction de ce qui suit:
 - c) soit est une partie intéressée que le Tribunal a autorisée à intervenir dans toute procédure de plainte en vertu de l'article 30.17 de la Loi;
- 2) La définition de "partie", à l'article 2 des mêmes règles, est modifiée par insertion, après l'alinéa c), de ce qui suit:
 - c.1) dans le cas d'une plainte visée au paragraphe 30.11 1) de la Loi, le plaignant, l'institution fédérale ou un intervenant;
2. L'alinéa 12 1) b) des mêmes règles est abrogé et remplacé par ce qui suit:
 - b) dans le cas d'une enquête menée en vertu de la partie XI, de l'original et de trois copies du document;
 - c) dans le cas de toute autre procédure, de l'original et de huit copies du document.
3. Les mêmes règles sont modifiées par insertion, après la partie X, de ce qui suit:

*L.C., 1993, ch. 44, art. 45.

**L.R., ch. 47 (4ème suppl.).

***DORS/91-499, Gazette du Canada Partie II, 1991, page 2912.

PARTIE XI

ENQUÊTES SUR LES PLAINTES RELATIVES AUX MARCHES PUBLICS DEPOSEES PAR LES FOURNISSEURS POTENTIELS

Définitions

93. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie:

"envoyer" Dans le cas d'un document, d'un renseignement ou d'un avis, transmettre par porteur ou courrier recommandé ou par télécopieur ou tout autre moyen électronique pouvant fournir au destinataire une copie imprimée du document, du renseignement ou de l'avis à son point de destination. (send)

"jour ouvrable" Jour qui n'est ni un samedi ni un congé férié. (working day)

Application

94. La présente partie s'applique aux enquêtes sur les plaintes déposées par les fournisseurs potentiels aux termes du paragraphe 30.11 1) de la Loi.

Calcul des délais

95. Pour l'application de la présente partie, dans le cas de tout délai de huit jours ou moins, les jours qui ne sont pas des jours ouvrables ne comptent pas.

Date de dépôt de la plainte

96. 1) La plainte est considérée avoir été déposée:
- a) soit à la date où le Tribunal la reçoit;
 - b) soit, dans le cas d'une plainte non conforme au paragraphe 30.11 2) de la Loi, à la date à laquelle le Tribunal reçoit les renseignements relatifs aux points à corriger pour rendre la plainte conforme à ce paragraphe.
- 2) Le paragraphe 12 6) ne s'applique pas au présent article.

Avis de réception de la plainte

97. A la réception d'une plainte par le Tribunal, le secrétaire envoie sans délai au plaignant un avis écrit de réception de la plainte.

Avis de dépôt d'une plainte

98. Lorsque le Tribunal détermine que la plainte est conforme au paragraphe 30.11 2) de la Loi, le secrétaire envoie sans délai un avis écrit de dépôt de la plainte au plaignant, à l'institution fédérale et à toute autre partie que le Tribunal juge intéressée.

Plainte non conforme

99. 1) Lorsque le Tribunal détermine que la plainte n'est pas conforme au paragraphe 30.11 2) de la Loi, le secrétaire envoie sans délai au plaignant un avis écrit qui précise les points à corriger, ainsi que les mesures à prendre et le délai imparti à cet effet.

2) Lorsque les mesures correctives visées au paragraphe 1) ont été prises et que le Tribunal détermine que la plainte est conforme au paragraphe 30.11 2) de la Loi, le secrétaire envoie sans délai un avis écrit de dépôt de la plainte au plaignant, à l'institution fédérale et à toute autre partie que le Tribunal juge intéressée.

Transmission de la plainte

100. 1) Le secrétaire envoie une copie de la plainte à la personne désignée dans l'appel d'offres par l'institution fédérale pour recevoir les plaintes relatives au marché public passé.

2) Lorsque aucune personne n'a été désignée dans l'appel d'offres pour recevoir les plaintes, le secrétaire envoie les documents visés au paragraphe 1) aux personnes suivantes:

- a) dans les cas d'une institution fédérale qui est un ministère ou un département d'Etat, l'administrateur général;
- b) dans tout autre cas, le premier dirigeant de l'organisme concerné.

Avis d'enquête

101. Lorsque le Tribunal décide de mener une enquête, le secrétaire envoie sans délai un avis écrit au plaignant, à l'institution fédérale ainsi qu'à toute autre partie que le Tribunal juge intéressée.

Echange de renseignements

102. 1) Dans le cas de l'adjudication d'un contrat spécifique faisant l'objet d'une plainte, l'institution fédérale envoie sans délai, sur réception de la plainte, un avis écrit au Tribunal indiquant:

- a) les nom et adresse de l'adjudicataire;
- b) le nom du représentant de l'adjudicataire, si l'institution le connaît.

2) Le secrétaire envoie sans délai une copie de la plainte à l'adjudicataire visé au paragraphe 1).

3) Sous réserve de l'article 16, le secrétaire envoie sans délai à l'institution fédérale, au plaignant et aux intervenants une copie de tout document que le Tribunal a reçu de l'adjudicataire visé au paragraphe 1).

Rapport de l'institution fédérale

103. 1) Sous réserve du paragraphe 107 5), l'institution fédérale dépose un rapport auprès du Tribunal au plus tard 25 jours suivant la date de réception des documents visés à l'article 100.

2) Le rapport visé au paragraphe 1) comprend une copie des documents suivants:

- a) la plainte;
- b) l'appel d'offres, y compris le devis ou les parties de celui-ci qui se rapportent à la plainte;
- c) les autres documents pertinents;
- d) un énoncé renfermant les conclusions, les mesures et les recommandations de l'institution fédérale ainsi qu'une réponse à chaque allégation contenue dans la plainte;
- e) tout autre élément de preuve ou renseignement qui peut s'avérer nécessaire au règlement de la plainte.

3) Dès la réception du rapport, le secrétaire:

- a) envoie au plaignant une copie de la déclaration visée à l'alinéa 2) d) et des documents visés à l'alinéa 2) c), sauf ceux qu'il n'est pas par ailleurs habilité à recevoir;
- b) met à la disposition de tous les intervenants une copie des documents visés à l'alinéa a).

4) L'institution fédérale peut, dans le délai visé au paragraphe 1), demander par écrit au Tribunal, avec motifs à l'appui, une prorogation de ce délai.

5) Le Tribunal établit par écrit si les circonstances entourant la plainte justifient la prorogation du délai prévu pour la présentation du rapport et, le cas échéant, fixe un nouveau délai.

Présentation des observations sur le rapport de l'institution fédérale

104. 1) Sous réserve du paragraphe 107 5), dans les sept jours suivant la date de l'envoi par le Tribunal de la copie de la déclaration au plaignant conformément au paragraphe 103 3), le plaignant dépose auprès du Tribunal ses observations concernant cette déclaration ou lui demande de régler la plainte en fonction du dossier existant.

2) Dès la réception des observations du plaignant, le Tribunal en envoie une copie à l'institution fédérale et à tous les intervenants.

3) Le Tribunal peut proroger le délai prévu au paragraphe 1) si le plaignant lui en fait la demande dans ce délai et si les circonstances entourant la plainte le justifient.

Audience

105. 1) Le Tribunal peut, de sa propre initiative ou à la demande du plaignant, tenir une audience visant à déterminer le bien-fondé d'une plainte.

2) La demande d'audience est soumise le plus tôt possible au cours de la procédure de plainte.

3) Le Tribunal fixe les dates, heure et lieu de l'audience, et le secrétaire en envoie un avis à toutes les parties.

4) L'audience est tenue au plus tôt sept jours après la date de présentation au Tribunal du rapport de l'institution fédérale.

5) Le plaignant, l'institution fédérale et les intervenants peuvent, à l'audience, déposer auprès du Tribunal leurs observations au sujet de la plainte.

6) Le Tribunal peut exiger la tenue d'une audience à tout moment au cours de la procédure de plainte, s'il le juge nécessaire pour clarifier les questions importantes.

106. 1) A l'audience, les parties peuvent comparaître en personne ou se faire représenter par un avocat ou une autre personne.

2) Sous réserve du paragraphe 3), les audiences du Tribunal sont publiques.

3) Le Tribunal peut, de sa propre initiative, tenir une audience à huit clos ou il peut en tenir une à la demande d'une partie à la plainte si celle-ci démontre que les circonstances de la passation du marché public le justifient.

4) Seules les personnes visées à l'article 23 peuvent assister à une audience à huit-clos.

5) Le paragraphe 25 2) ne s'applique pas à la présente partie.

Procédure expéditive

107. 1) Si le plaignant, l'institution fédérale ou tout intervenant demande le règlement rapide de la plainte, le Tribunal examine la possibilité d'appliquer la procédure expéditive prévue au paragraphe 5).

2) Le Tribunal peut appliquer la procédure expéditive aux plaintes qui peuvent être réglées dans un délai de 45 jours suivant la date de leur dépôt.

3) La demande d'application de la procédure expéditive est présentée par écrit au secrétaire dans les trois jours suivants la date du dépôt de la plainte.

4) Le Tribunal décide de l'application de la procédure expéditive dans les deux jours suivant la date de réception de la demande et avise de sa décision le plaignant, l'institution fédérale et les intervenants.

5) Les délais prévus par la présente partie pour le dépôt de documents ne s'appliquent pas à la procédure expéditive, qui est la suivante:

- a) l'institution fédérale dépose auprès du Tribunal un rapport sur la plainte comprenant les documents visés au paragraphe 103 2) dans les dix jours suivant la date où elle est avisée de la décision d'appliquer la procédure expéditive;
- b) à la réception du rapport, le secrétaire envoie sans délai au plaignant une copie des documents visés à l'alinéa 103 3) a) et en met une copie à la disposition de tous les intervenants;
- c) dans les cinq jours suivant la date de l'envoi par le secrétaire de la déclaration visée à l'alinéa 103) 2) d), le plaignant et tout intervenant déposent auprès du Tribunal leurs observations concernant cette déclaration ou lui demandent de régler la plainte en fonction du dossier existant;
- d) à la réception des observations visées à l'alinéa c), le secrétaire sans délai envoie une copie à l'institution fédérale et aux intervenants;
- e) le Tribunal rend sa décision dans les quarante-cinq jours suivant la date du dépôt de la plainte.

Signification des documents

108. Lorsque, dans le cadre d'une procédure visée par la présente partie, un document doit être signifié aux termes des présentes règles le secrétaire effectue la signification.

4. Les articles 1, 2, et 3 entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur des articles 44 et 45 de la Loi portant mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain, chapitre 44 des Lois du Canada (1993).

N.B. Le résumé de l'étude d'impact de la réglementation de ce règlement se trouve à la page 4536 suite au DORS/93-599.

Enregistrement
DORS/93-599 15 décembre 1993

LOI SUR LE TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTERIEUR

Règles du Tribunal canadien du commerce extérieur - Modification

C.P. 1993-2099 15 décembre 1993

Sur recommandation du Ministre des finances et en vertu du paragraphe 39 1)* de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur**, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil d'approuver les modifications, conformes à l'annexe ci-après, apportées par le Tribunal canadien du commerce extérieur, après consultation du Ministre des finances, aux Règles du Tribunal canadien du commerce extérieur, approuvées par le Décret C.P. 1991-1446 du 13 août 1991.***

ANNEXE

1. L'article 82 des Règles du Tribunal canadien du commerce extérieur est abrogé et remplacé par ce qui suit:

82. La présente partie s'applique aux plaintes écrites que déposent devant le Tribunal en vertu des paragraphes 23 1), 1.01), 1.02), 1.03) ou 1.1) de la Loi les producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes à des marchandises importées au Canada, ou toute personne ou association les représentant.

2. 1) L'article 83 des mêmes règles est modifié par insertion, après l'alinéa a), de ce qui suit:

- a.1) le nom et la dénomination des marchandises importées en cause, leur classement tarifaire, leur traitement tarifaire actuel et le nom et la dénomination des marchandises d'origine nationale similaires ou directement concurrentes en cause;
- a.2) l'emplacement des établissements dans lesquels le plaignant produit les marchandises d'origine nationale;
- a.3) le pourcentage de la production nationale de marchandises similaires ou directement concurrentes qui est attribuable au plaignant et les arguments que celui-ci invoque pour montrer qu'il est représentatif d'une branche de production;
- a.4) les nom et emplacement de tous les autres établissements nationaux dans lesquels les marchandises similaires ou directement concurrentes sont produites;
- a.5) des données touchant la production nationale totale de marchandises similaires ou directement concurrentes pour chacune des cinq années complètes les plus récentes;

*L.C., 1993, ch. 44, art. 45.

**L.R., ch. 47 (4ème suppl.).

***DORS/91-499, Gazette du Canada Partie II, 1991, page 2912.

2) Le passage de l'alinéa 83 d) des mêmes règles qui précède le sous-alinéa i) est abrogé et remplacé par ce qui suit:

- d) les volumes réel et éventuel des marchandises importées au Canada au cours de chacune des cinq années complètes les plus récentes sur lesquelles porte la plainte et l'effet de leur importation sur les prix de marchandises similaires ou directement concurrentes au Canada, y compris la question de savoir:

3. Le titre de la partie IX des mêmes règles est abrogé et remplacé par ce qui suit:

SAISINES EN VERTU DES ARTICLES 18, 19, 19.01, 19.1 OU 20 DE LA LOI

4. L'alinéa 84 c) des mêmes règles est abrogé et remplacé par ce qui suit:

- c) celles faites par le Gouverneur en conseil, aux termes des articles 19.01 ou 19.1 de la Loi, demandant au Tribunal de faire enquête et de lui faire rapport sur des questions liées à l'importation de marchandises bénéficiant du tarif des Etats-Unis des annexes I ou II du Tarif des douanes ou bénéficiant du tarif du Mexique ou du tarif Mexique-Etats-Unis de l'annexe I du Tarif des douanes;

5. 1) Le passage de l'article 85 des mêmes règles qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit:

85. Lorsque, aux termes des articles 18, 19, 19.01, 19.1 ou 20 de la Loi, le Tribunal est saisi d'une question pour enquête et rapport, le secrétaire fait publier dans la Gazette du Canada un avis d'enquête qui contient les renseignements suivants:

2) L'alinéa 85 b) des mêmes règles est abrogé et remplacé par ce qui suit:

- a.1) le nom du ou des plaignants;
- b) les marchandises importées faisant l'objet de l'enquête, y compris leur classement tarifaire, et les détails ou explications indiqués par le Tribunal;

3. L'alinéa 85 g) des mêmes règles est abrogé et remplacé par ce qui suit:

- g) l'adresse où les exposés écrits et la correspondance peuvent être envoyés ou livrés, où les renseignements concernant l'enquête peuvent être obtenus et où les documents non confidentiels déposés au cours de l'enquête peuvent être vérifiés, ainsi que les nom, adresse et numéro de téléphone du bureau avec lequel communiquer pour obtenir plus de renseignements;

6. Les articles 1 à 5 entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 45 de la Loi portant mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain, chapitre 44 des Lois du Canada (1993).

RESUME DE L'ETUDE D'IMPACT DE LA REGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie des règles ni des règlements)

AVIS

Aux termes de l'ALENA, celui-ci devrait entrer en vigueur le 1er janvier 1994. Dans ce contexte, il ne reste pas suffisamment de temps pour prépublier le présent règlement concernant l'ALENA. Par conséquent, si l'ALENA entre en vigueur le 1er janvier 1994, le présent règlement entrera en vigueur le même jour. Toutefois, les intéressés ont jusqu'au 1er mars 1994 pour présenter leurs observations à cet égard à la personne-ressource mentionnée dans le présent REIR. Toute modification au règlement qui pourrait en résulter sera faite au cours de l'année 1994.

Description

Le chapitre 8 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) prescrit les règles et les procédures en vertu desquelles toute partie audit Accord peut adopter des mesures de "sauvegarde" pour apporter une aide temporaire aux industries compromises par une augmentation des importations. Comme dans l'Accord de libre-échange Canada-Etats-Unis, le chapitre 8 prévoit des mesures de sauvegarde bilatérales et globales. En outre, il prévoit que les marchandises importées d'une partie à l'ALENA et soustraites, à l'origine, de l'application d'une mesure de sauvegarde globale y sont par la suite assujetties si un organisme d'enquête compétent détermine qu'une augmentation subite des importations depuis cette partie compromet l'efficacité de la mesure (enquêtes sur les augmentations subites). Il prévoit aussi des procédures détaillées pour faciliter l'administration des mesures de sauvegarde.

Les modifications apportées au Règlement sur le Tribunal canadien du commerce extérieur en ce qui concerne le chapitre 8 de l'ALENA établissent de façon plus précise les renseignements qui doivent accompagner une plainte relative à une mesure de sauvegarde. Elles établissent également plus clairement les renseignements qui doivent accompagner les avis d'enquête publiés par le Tribunal.

Les modifications apportées au Règlement sur le Tribunal canadien du commerce extérieur permettent d'inclure dans la définition de l'expression "autres parties intéressées" les associations dont la vocation est de présenter les intérêts des consommateurs canadiens. Ces modifications visent également à garantir que les diverses dispositions de notification s'appliquent aux enquêtes sur les augmentations subites d'importations et que le Tribunal tienne compte de facteurs particuliers avant de procéder à de telles enquêtes.

Le chapitre 10 de l'ALENA prescrit des règles et des procédures en ce qui a trait aux marchés publics. Il prévoit l'application de règles non discriminatoires applicables à l'achat de certains biens et services, y compris les services de construction, par des entités publiques fédérales et par des entreprises faisant partie de la liste figurant à l'annexe. Par ailleurs, l'article 1017 prescrit une procédure de contestation des offres pour les marchés publics couverts par le chapitre 10. La procédure de contestation des offres est un mécanisme en vertu duquel des fournisseurs éventuels peuvent loger une plainte concernant la procédure d'appel d'offres ou d'adjudication des marchés. L'alinéa 1017 1) g) stipule que chacune des Parties désignera un organisme d'examen indépendant qui aura pour mandat de recevoir les contestations relatives aux offres et de les étudier et de faire des recommandations.

Les modifications apportées au Règlement sur le Tribunal canadien du commerce extérieur (par rapport au chapitre 10 de l'ALENA) et le Règlement sur les enquêtes sur les marchés publics de l'Accord de libre-échange nord-américain prévoient des procédures détaillées pour les nouvelles fonctions du Tribunal canadien du commerce extérieur concernant les plaintes relatives à la passation de marchés et la tenue d'enquêtes liées à de telles plaintes déposées, aux termes de l'ALENA, par des fournisseurs éventuels.

Mesures envisagées

Les éléments décrits dans les modifications sont nécessaires pour que le Canada puisse appliquer ses mécanismes d'examen des mesures de sauvegardes et de passation de marchés conformément à ses obligations aux termes de l'ALENA. Aucune autre mesure n'est envisagée.

Avantages et coûts

Le chapitre 8 de l'ALENA renferme des procédures qui régissent l'adoption de mesures de sauvegarde destinées à assurer la protection adéquate des industries nationales compromises par une augmentation des importations. Ces procédures limitent le harcèlement auquel pourraient être exposés les exportateurs canadiens et améliorent l'accès du Canada aux marchés visés par ledit Accord.

Le chapitre 10 de l'ALENA donne accès, sur une base non discriminatoire, à une partie importante des marchés publics des gouvernements de chaque pays signataires de l'ALENA et prescrit des procédures d'examen de ces marchés rapides et appliquées par des organismes indépendants.

Consultation

L'Accord de libre-échange nord-américain, qui a été déposé à la Chambre des communes le 17 décembre 1992, est le fruit de longues consultations entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. Le gouvernement du Canada en a publié le texte intégral et un synopsis. Ces documents ont servi à alimenter les consultations menées auprès du grand public sur l'ALENA et sur les dispositions relatives aux mesures d'urgence et aux marchés publics dont il est question aux chapitres 8 et 10, respectivement.

Respect et exécution

Le règlement sera administré par le Tribunal canadien du commerce extérieur. Aucun mécanisme de conformité n'est requis.

Personnes-ressources

François Lecavalier
Division des relations économiques internationales
Ministère des Finances
140, rue O' Connor
Ottawa (Ontario)
K1A 0G5
(613) 992-0624

Rhoda Attwood
Avocate-conseil principale
Division des services juridiques généraux
Ministère des Finances
140, rue O' Connor
Ottawa (Ontario)
K1A OG5
(613) 992-5637

Gilles Legault
Conseil
Services juridiques
Tribunal canadien du commerce extérieur
333, avenue Laurier ouest
Ottawa (Ontario)
K1A OG7
(613) 990-2435

Enregistrement
DORS/95-13 20 décembre 1994

LOI SUR LE TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTERIEUR

Règles du Tribunal canadien du commerce extérieur - Modification

C.P. 1994-2143 20 décembre 1994

Sur recommandation du Ministre des finances et en vertu du paragraphe 39 1)* de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur**, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil d'approuver les modifications, conformes à l'annexe ci-après, apportées par le Tribunal canadien du commerce extérieur, après consultation du Ministre des finances, aux Règles du Tribunal canadien du commerce extérieur, approuvées par le Décret C.P. 1991-1446 du 13 août 1991***, lesquelles modifications entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 41 de la Loi portant mise en oeuvre de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, chapitre 47 des Lois du Canada (1994).

ANNEXE

1. 1) Le passage de l'alinéa 83 d)¹ des Règles du Tribunal canadien du commerce extérieur précédent le sous-alinéa ii) est remplacé par ce qui suit:

d) le volume réel de marchandises importées au Canada au cours de chacune des cinq années complètes les plus récentes sur lesquelles porte la plainte et l'effet de leur importation sur les prix de marchandises similaires ou directement concurrentes au Canada, y compris la question de savoir:

i) si l'importation des marchandises a connu une forte augmentation, soit de façon absolue, soit comparativement à la production au Canada de marchandises similaires ou directement concurrentes.

2) Les sous-alinéas 83 e) i) à iii) des mêmes règles sont remplacés par ce qui suit:

i) les variations réelles et potentielles du niveau de sa production, de l'emploi, des ventes, de la part du marché, des profits et pertes, de la productivité, du rendement des investissements, de l'utilisation de la capacité de production, des liquidités, des stocks, des salaires, de la croissance ou de la capacité d'obtenir des capitaux ou ces investissements,

ii) les facteurs qui influent sur les prix canadiens.

N.B. Le résumé de l'étude d'impact de la réglementation de ces règles se trouve à la page 26, suite au DORS/95-12.

*L.C., 1994, ch. 47, art. 41.

**L.R., ch. 47 (4ème suppl.).

***DORS/91-4999, Gazette du Canada Partie II, 1991, page 2912.

¹DORS/93-599, Gazette du Canada Partie II, 1993, page 4534.